



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

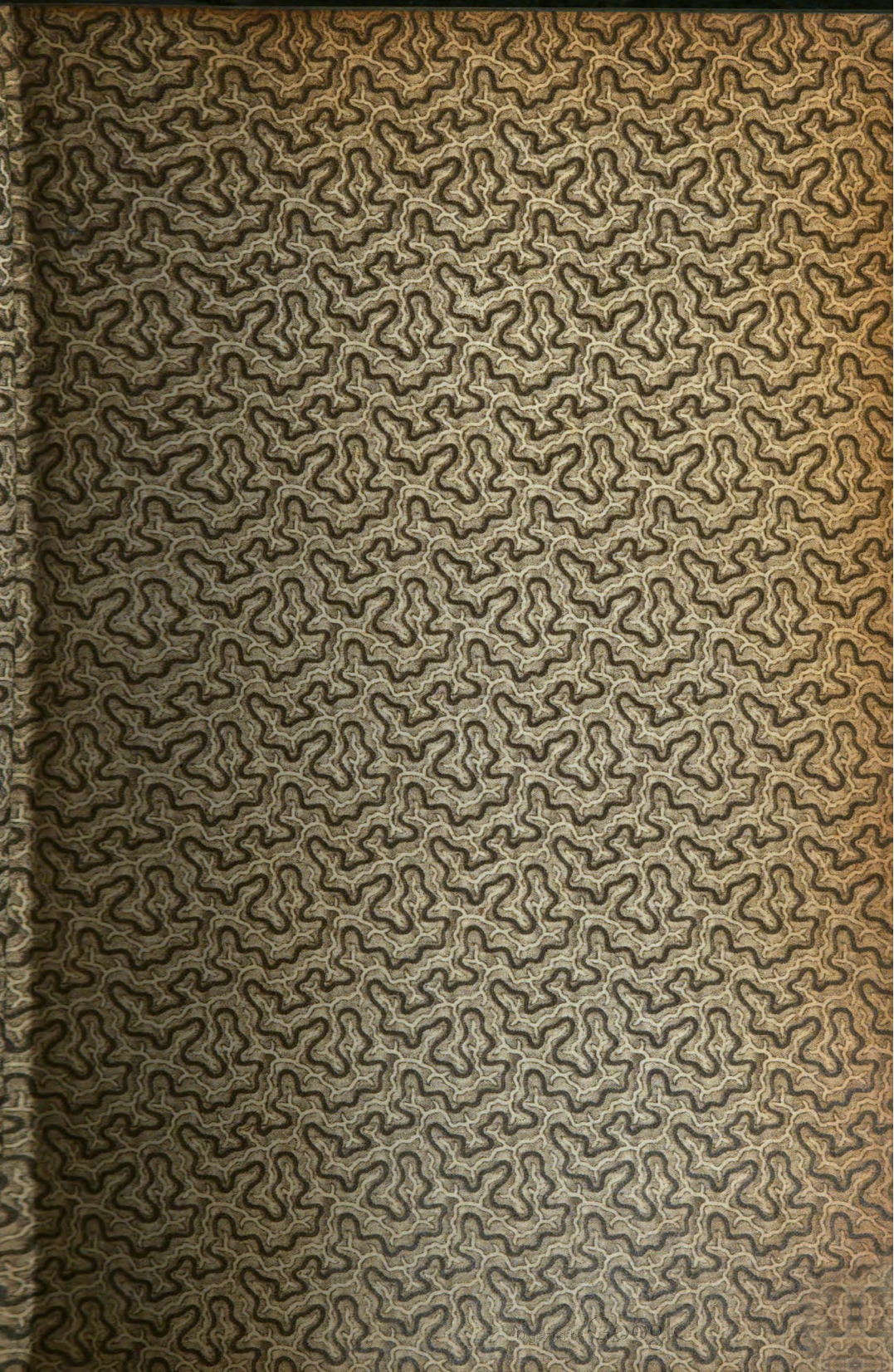
QWANTE
RELIEUR
à la mécanique
RUE D'ABRAHAM A.
GAND



UNIVERSITEITSBIBLIOTHEEK GENT



Digitized by Google



761888

4395

LES
CAHIERS DE 89

OU

LES VRAIS PRINCIPES LIBÉRAUX

PAR

LÉON DE PONCINS



PARIS

LIBRAIRIE ACADEMIQUE

DIDIER ET C^e, LIBRAIRES-EDITEURS

35, QUAI DES AUGUSTINS.

22. Jan.
888

LES
CAHIERS DE 89

PARIS. — IMPRIMÉ CHEZ BONAVENTURE ET DUCESSE
55, QUAI DES GRANDS-AUGUSTINS.

LES
CAHIERS DE 89

OU

LES VRAIS PRINCIPES LIBÉRAUX

PAR

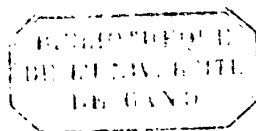
LÉON DE PONCINS



LIBRAIRIE ACADÉMIQUE
DIDIER ET C^e, LIBRAIRES-ÉDITEURS
35, QUAI DES AUGUSTINS.

1866

Tous droits réservés.



INTRODUCTION

Tout homme a des qualités et des défauts; ces qualités et ces défauts se modifient à chaque époque de sa vie. Ce qui peut se dire de l'individu et des diverses phases de son existence s'applique-t-il avec la même rigueur aux réunions d'hommes qu'on appelle peuples, et aux âges de l'humanité qui se nomment siècles? Personne ne contestera que les peuples et les siècles, aussi bien que les individus et que les différents âges de la vie humaine, ont des qualités et des défauts.

Ce premier lieu commun en amène un autre : s'il est vrai que, pour bien diriger l'éducation d'un homme, il importe de connaître ce qu'il y a de bon et de mauvais en lui, il ne l'est pas moins que, pour stimuler le progrès de son temps et de son pays, il faut discerner

les bonnes et les mauvaises tendances de ce temps et de ce pays.

Rien, au premier abord, ne paraît plus facile ; rien, en réalité, n'est plus malaisé : en effet, le défaut dominant d'un homme ou d'un peuple n'est souvent que l'excès, ou, pour mieux dire, la dépravation de sa qualité essentielle. L'histoire nous offre le mémorable exemple d'un prince arrivé à la folie par la seule exagération de toutes les vertus¹ ; la sagesse philosophique nous apprend qu'il n'existe pas une qualité dont l'excès ne soit un vice : la bonté poussée trop loin dégénère en faiblesse, l'énergie en dureté, la justice en rigueur. Entre ce bien et ce mal, la différence est évidente, mais la limite difficile à fixer. Quel intervalle exact sépare la faiblesse de la bonté ? Dans quels cas la force devient-elle brutalité ? Où s'arrête la justice et où commence la rigueur ? Si ces nuances morales sont presque impossibles à déterminer dans le caractère de chaque individu, combien plus insaisissables ne sont-elles pas au milieu des complications immenses des temps et des peuples ! Cependant, il faut connaître la qualité dominante de son siècle, si on a l'ambition de le pousser en avant ; il faut ne pas se dissimuler son défaut essentiel, si on ne veut le conduire aux abîmes ; et, si ce défaut n'est autre chose que l'excès de cette qualité, si le mal n'est que le bien dénaturé, l'application de tout ce qu'on possède de savoir et de volonté ne sera pas de trop pour distinguer le bien, garant des gloires

1. Charles XII.

de l'avenir, du mal, augure certain de malheur.

Beaucoup de peuples sont restés dans l'ombre pour n'avoir pas su développer leurs qualités ; presque tous ont succombé pour ne s'être pas prémunis contre l'excès, la dépravation de ces mêmes qualités. Ainsi, l'antiquité nous montre, par-dessus toutes les autres, trois nations vouées chacune au service d'une grande idée : Israël à la garde immuable de la révélation divine, la Grèce à l'amour du beau, Rome à la passion de l'empire et de la grandeur ; mais l'énergie des Juifs en a fait une race dure, et leur dureté les a conduits au déicide ; le goût des arts a rendu les Grecs insoucians, et leur légèreté les a soumis au glaive étranger ; l'empire universel a fait les Romains égoïstes, et cet égoïsme a causé leur ruine.

Le christianisme ayant ensuite donné au monde la foi, ce principe puissant et fécond inspira nos pères pendant toute une longue époque appelée moyen âge, et fit sortir du sein de la corruption romaine et de la brutalité barbare les germes de la plus grande civilisation connue ; malheureusement, l'extrême vigueur de la foi, par le manque d'instruction populaire, engendra la superstition, et la superstition, à son tour, par une science incomplète, produisit le scepticisme.

Appliquant la même méthode aux siècles plus rapprochés de nous, on pourrait dire que le xvi^e siècle s'est consacré au culte des lumières nouvelles, mais qu'il a égaré les âmes en érigeant en système politique et religieux le droit illimité de la raison individuelle ; que le

xviii^e a été l'amant de la gloire, mais qu'il s'est trompé en séparant le beau du bien et en sacrifiant souvent la moralité à l'honneur; enfin que le xviii^e a ressenti un amour sincère pour l'humanité, mais qu'il est devenu aussi coupable qu'insensé en voulant, pour agrandir l'homme, rapetisser Dieu.

Chacune de ces appréciations est-elle rigoureusement vraie? Une longue digression parviendrait seule à l'établir. Il suffit pour le moment d'en constater le principe, c'est-à-dire d'affirmer que la prospérité de chaque nation a tenu au développement de ses qualités, sa décadence au progrès de ses défauts. La conséquence en sera pour nous que la France du xix^e siècle doit, elle aussi, renfermer son idée féconde et son germe funeste, et que le premier devoir de ceux qui ont la légitime ambition de se rendre utiles à leur temps et à leur pays est d'étudier le bien pour l'encourager, le mal pour le combattre.

J'ai donc cherché à quelles tendances obéit la France actuelle, et, entre toutes ses tendances, je me suis demandé laquelle est vraiment généreuse.

Dans cette recherche, j'ai dû remonter jusqu'à 1789, car notre siècle ne date pas de 1800, mais de 1789. De là viennent toutes nos aspirations, toutes nos tendances, tous nos efforts.

L'égalité a été le premier désir, le plus ardent besoin de la démocratie naissante; désir très-juste, besoin très-impérieux; seulement on ne saurait appeler l'égalité une tendance, quand elle est depuis longtemps un fait

accompli ; on ne doit même pas la nommer essentiellement généreuse, puisqu'elle consiste à faire descendre ce qui est en haut aussi bien qu'à faire monter ce qui est en bas, différente en cela des idées réellement grandes dont le propre est de tout relever sans rien rabaisser, comme il est vrai de celles que nous citons tout à l'heure, de l'amour du beau, de la gloire, de la foi.

Cette proposition peut paraître paradoxale. On dira que l'abaissement matériel d'une portion de l'humanité par le régime égalitaire a été, sous beaucoup de rapports, un bien plutôt qu'un mal ; c'est juste. On ajoutera que l'égalité religieuse apportée par Notre Seigneur Jésus-Christ a régénéré le monde ; c'est évident. Faut-il nécessairement en conclure que l'égalité démocratique, telle qu'elle s'est installée en 89, n'a supprimé aucune grandeur morale ?

L'emblème de l'égalité, c'est le niveau ; or, pour niveler, on ne peut employer que trois moyens : tout élever jusqu'au point le plus haut ; tout rabaisser jusqu'au plus bas ; ou bien supprimer le haut et le bas pour établir une surface intermédiaire. De ces trois moyens, le premier est le meilleur ; c'est celui de Dieu. Quand il a voulu *égaliser* le chaos, il a pris dans l'abîme des débris informes, en a fait les mondes, et les a librement disséminés dans l'espace. Pour établir la morale évangélique, il a d'un seul coup agrandi toutes les âmes en les élevant jusqu'à lui. Cela est encore très-vrai ; mais sommes-nous des dieux ?

Pour nous, si nous voulons, dans l'ordre matériel ou

dans l'ordre moral, créer un niveau, nous ne l'obtenons ni en relevant tout, ni en abaissant tout, mais en produisant une régularité factice par l'abaissement de ce qui est trop haut, par l'élévation de ce qui est trop bas. Dès lors, les précipices disparaissent, mais les sommets sont abaissés. Si les hommes nivelaient les Alpes, Chamounix serait comblé, mais que deviendrait le mont Blanc ? De même, en nivelant les âmes, la grossièreté, la stupide ignorance peuvent être détruites ; mais où trouveront place l'héroïsme et le génie ?

Cela pourtant n'est pas un excès, mais une conséquence inévitable de l'égalité. Quelque bonne qu'elle soit, elle produit, au moins en partie, un abaissement, et je ne serai pas seul à réclamer le droit de préférer aux idées qui rabaissent quelque chose, ce quelque chose ne fût-il qu'un atome, celles qui relèvent tout, puisqu'il en existe de celles-là.

Après la passion collective de l'égalité, rien de plus énergique que l'ardeur individuelle de s'y soustraire. L'orgueil n'a pu souffrir de maîtres, la vanité veut des inférieurs. Pour en trouver, il faut s'élever au-dessus des autres ; pour s'élever au-dessus des autres, il faut acquérir plus de pouvoir ou plus de fortune qu'eux. De là, parmi nous, la recherche des emplois publics, la passion des biens privés.

L'amour des charges conférées par l'État n'est pas nouveau. Autrefois, le gentilhomme se ruinait pour commander un régiment ; le bourgeois réduisait son aisance pour acheter une place de finance ou de justice.

Aujourd'hui, la suppression de la vénalité a réservé les places au seul mérite, institution théoriquement excellente; mais, comme le gouvernement se réserve presque toujours l'appréciation du mérite individuel, c'est folie d'aspirer aux places, si l'on ne prouve d'abord sa docilité envers l'État qui les donne; et, comme ce même gouvernement est exposé à des variations fréquentes, il ne trouve habituellement du mérite qu'à ceux dont le concours sans limite lui paraît assuré.

Par suite, le goût des charges publiques n'est, en France, ni plus ni moins vif que par le passé, avec cette seule différence qu'autrefois les hommes achetaient les places, et qu'aujourd'hui les places servent à acheter les hommes.

S'élever au-dessus de la foule par l'influence administrative ou politique, c'est un but séduisant; cependant deux motifs empêchent la masse des citoyens de le poursuivre à l'exclusion de tout autre. D'abord, le nombre des emplois étant limité, tout le monde n'y peut atteindre; ensuite, la fragile et provisoire grandeur qu'on y trouve n'est, au moins pour l'honnête homme, suivie d'aucun avantage matériel; considération très-grave dans un pays où l'égalité ne permet pas au citoyen de léguer à ses enfants une position solide, si elle n'est indépendante, et où la fortune est à peu près la seule garantie d'indépendance.

La richesse, mieux que toute le reste, donne le moyen de s'élever dans l'échelle sociale; non-seulement elle procure le bien-être matériel, mais encore

elle satisfait une ambition plus haute en assurant à son possesseur une réelle indépendance. Tout se réunit en elle pour la désigner comme un but essentiel à l'activité humaine.

De cette recherche de la fortune naît l'industrie, dont personne ne saurait nier les grands et glorieux services : la contagion du travail gagne le monde entier; l'activité, en même temps qu'elle arrache nombre d'hommes à la misère, supprime chez eux une certaine part de grossièreté et de cynisme; les progrès matériels rendent évidente la nécessité de l'instruction. Ce sont là de beaux résultats; aussi, nous applaudissons tous aux bienfaits de l'industrie, quand nous la voyons diminuer l'oisiveté et accroître l'aisance générales; mais, à côté de ce bien, n'y a-t-il point un mal, et qui pourrait ne pas s'indigner contre la fureur de la richesse, lorsque trop souvent elle fait prédominer les intérêts matériels sur les considérations morales, lorsqu'elle met l'argent à la place de l'honneur?

Il me paraît donc que l'ambition des hommes de nos jours et le fait essentiel produit par elle, l'industrie, ne doivent pas s'appeler vraiment grandes ni vraiment généreuses, parce que leur utilité publique n'est que le résultat indirect d'une recherche personnelle, parce qu'au lieu de s'appuyer sur le dévouement, elles se basent sur l'égoïsme, parce qu'en élevant les choses, elles abaissent trop souvent les caractères, et qu'une nation ne saurait jamais devenir ou demeurer

grande, dans laquelle les hommes deviendront ou demeureront petits.

Quoique l'égalité et l'industrie puissent être considérées comme les deux faits les plus saillants de notre époque, l'un au point de vue moral, l'autre au point de vue matériel, il en est d'autres qui méritent de n'être pas passés sous silence.

En tête de tous ses actes, la Révolution a inscrit le mot : Fraternité. Parler de l'empire qu'exerce dans nos sociétés modernes le sentiment de la fraternité paraîtra à bien des gens une ironie sanglante; cependant, il est vrai que le respect pour la vie humaine a fait de notables progrès. Les hécatombes guerrières continuent comme par le passé; mais, dans la pratique civile, judiciaire et politique, la mort d'un homme est devenue un événement public. Nos pères ne connaissaient pas cette émotion; autrefois, un malheureux était roué en Grève ou pendu à la croix du Trahoir, personne ne s'en inquiétait; un chef de parti politique faisait périr un de ses adversaires, la chose paraissait toute simple; un malfaiteur tuait pour voler, c'était un fait de tous les jours. Aujourd'hui, le crime existe encore, il existe trop souvent; mais l'opinion qu'il soulève est différente : un assassinat ne peut se commettre sans que tout un pays s'en occupe; le récit d'une exécution se lit avec émotion d'un bout du monde à l'autre; un arrêt de mort en matière politique révolte les consciences; bien plus, un simple accident arrivé à un inconnu passionne quel-

quefois l'opinion. D'où cela vient-il? sinon de ce que la société a compris que, le plus grand des dons de Dieu étant l'existence, le respect de la vie humaine est aussi le premier des devoirs sociaux; grande et salutaire opinion, si l'individu qui, en dehors de la vie militaire, attache tant de prix à la vie de son semblable n'en arrivait pas, dans le même cas, à estimer autant la sienne, et si la lâcheté ne venait pas, dans la vie civile, faire d'un sentiment louable un germe d'inertie et un prétexte de bassesse.

Que dire du principe en vertu duquel tous les hommes parlant la même langue, ayant des mœurs analogues et vivant sous une même latitude, ont droit à un même et à un seul gouvernement? Sans le combattre par l'exemple des républiques de l'antiquité et du moyen âge, sans demander à ses apôtres s'ils reconnaîtraient à l'Angleterre le droit de conquérir l'Amérique, ou à la France celui de supprimer la Belgique, il est facile d'assigner à cette idée des nationalités plusieurs défauts essentiels : elle ne s'adresse pas à l'homme en général, mais à telle ou telle fraction d'individus; elle peut devenir une arme entre les mains d'un despote travaillant à l'établissement d'un panslavisme quelconque, tout aussi bien qu'entre celles d'un peuple jaloux de conquérir ou de conserver sa liberté.

J'ai nommé la liberté; et, en effet, après avoir mis de côté l'égalité comme moralement incomplète, et d'ailleurs comme établie depuis longtemps; après

avoir rejeté l'ambition individuelle comme égoïste, l'industrie comme matérielle, le respect pour la vie humaine comme s'alliant à la faiblesse, le principe des nationalités comme exclusif, que reste-t-il, sinon la liberté? Et, parmi les idées qui remuent notre époque, où en trouver une plus puissante, plus active, et, à tout bien considérer, meilleure que celle-là?

Chaque fois que notre siècle s'est ému, en 1814 comme en 1789, en 1848 comme en 1830, il a crié : liberté. A Dieu ne plaise que j'aie la prétention de justifier toutes nos révolutions, ou de faire croire que l'ambition personnelle n'a pas trop souvent exploité à son profit le sentiment national! Tout ce qui m'importe, c'est de constater l'existence de ce sentiment; c'est d'affirmer que toutes nos révolutions, grandes ou petites, heureuses ou funestes, démontrent sans aucun doute l'énergie de l'idée libérale; et, puisque jamais le nom de liberté n'a pu s'inscrire sur un drapeau sans que les fondements des empires aient tremblé, c'est de conclure que la puissance de ce nom, de cette idée, est un fait, à regretter si l'on veut, à combattre si on l'ose, mais à nier, jamais.

Cette puissance n'est pas moins saillante dans l'ordre des idées que dans celui des faits. Les plus grands esprits du *xix^e* siècle, et ceux dont la mort a éteint le flambeau, et ceux dont la vie fait encore l'honneur de notre temps, ont voué à la liberté leurs conceptions les plus larges, leurs aspirations les plus hautes; non-seulement les historiens et les publicistes, dont les étu-

des touchent nécessairement à la politique, mais les poètes, les savants, les prêtres reconnaissent et proclament l'excellence du principe libéral. Le père Lacordaire aussi bien que M. de Lamartine, M. Arago aussi bien que M. Jouffroy ou M. Cousin, ont été ou sont des libéraux. M. de Maistre lui-même nous apprend que sa fougueuse indépendance l'avait fait surnommer par ses amis : le Jacobin. Ainsi, même dans un cercle voué, ce semble, aux idées rétrogrades, l'homme le plus intelligent était en réalité, et sans s'en douter probablement lui-même, le plus libéral ; exemple suffisant à lui seul pour établir que, parmi nos contemporains, tous ceux dont les facultés se sont élevées jusqu'au génie ont reconnu et proclamé la grandeur de la liberté.

Et ce qui est plus frappant encore que la puissance intellectuelle et politique de la liberté, n'est-ce pas ce besoin d'indépendance qui se manifeste dans toutes les existences privées, dans toutes les classes, toutes les opinions, toutes les croyances ? Où est le fils qui suit exactement la voie de son père ? le frère qui pense et agit comme son frère ? l'ouvrier qui ne contredit pas son maître ? l'officier qui ne discute pas les actes de son général ? Pour pratiquer l'indépendance privée, il n'est pas besoin d'afficher en politique des idées libérales ; ceux même qui regardent la liberté comme le plus grand danger des sociétés modernes la pratiquent dans leurs habitudes journalières avec un scrupule curieux. Le partisan le plus intraitable du principe d'autorité est souvent le défenseur le plus intrépide de l'in-

térêt local contre l'arbitraire administratif. Là surtout on mesure la profondeur du sillon creusé dans notre société par l'idée libérale. Que ses amis l'exaltent, c'est beaucoup; mais que ses ennemis lui obéissent comme ses amis, que l'homme qui serait inconsolable d'être appelé libéral se montre quelquefois, sans le savoir, plus libéral que tous les autres, c'est bien davantage, et c'est, je crois, incontestable.

La liberté est puissante; on l'accordera volontiers; mais est-elle bonne? Voilà ce qu'il faut examiner avec soin.

Entendons-nous d'abord sur la définition. J'appelle liberté la faculté d'agir, quand on ne viole ni les lois divines, ni les lois humaines. Si je divise cette définition, j'appelle liberté de conscience la faculté de mériter ou de démeriter; liberté intellectuelle, celle de raisonner ou de déraisonner; liberté politique, celle de se mouvoir sans entraves dans le cercle fixe des institutions, des droits et des intérêts nationaux.

Sans la liberté de conscience, le libre arbitre, pour parler comme les théologiens, il n'y aurait point de mérite ni de démérite. La morale, dont le but est de préciser la valeur des différentes conduites humaines, n'existerait pas; le christianisme, qui établit la récompense ou le châtiment selon les œuvres, n'existerait pas davantage. On peut dire que rejeter le libre arbitre, cesserait nier l'existence de Dieu; en effet, sans la liberté, l'homme serait incapable de choisir entre le bien et le mal; dès lors, plus de mérite; sans mérite,

plus de justice, et sans justice, plus de ciel et plus de Dieu. Les docteurs chrétiens sont allés bien loin dans l'apologie du libre arbitre, puisque nombre d'entre eux, et des plus célèbres, n'ont pas craint d'appeler heureuse la faute du premier homme, trouvant ainsi que l'humanité n'achetait pas trop cher, en le payant de la mort matérielle de tous ses membres et du sacrifice éternel d'une partie d'entre eux, le périlleux honneur de la liberté. Avec eux comme avec les penseurs de tous les temps, nous avons le droit et le devoir de dire que la liberté de conscience constitue le premier degré de la dignité humaine.

Comme, dans l'ordre de nos facultés, l'intelligence se présente la première après la conscience, de même, dans la classification des différentes libertés, celle de l'esprit doit trouver place immédiatement après celle du cœur. L'une et l'autre sont au-dessus de toute puissance. L'intelligence n'est justiciable que du bon sens, comme la conscience ne l'est que du devoir. La loi ou l'arbitraire, en empêchant la parole, ne peuvent empêcher l'idée, et c'est dans l'idée que réside la réelle liberté d'esprit. Tout homme la possède, qui renferme en soi-même un certain degré d'instruction, un certain nombre de vérités, sur lesquelles s'appuie le travail de sa raison. Galilée, dans les fers, était libre d'esprit; la Pologne, sur les échafauds, est libre d'esprit. En comprimant les organes physiques, en les détruisant, on peut supprimer la manifestation de la pensée, mais la pensée elle-même survit avec l'âme immortelle.

Beaucoup d'hommes désignent, par liberté intellectuelle, le pouvoir d'exprimer librement ce qu'on pense; singulière façon de rétrécir les idées. La liberté intellectuelle habite au dedans de nous-mêmes, et résulte uniquement de l'effort personnel qui nous porte à la recherche de la vérité. Quant à la faculté de dire ce qu'on pense sans obstacle légal, c'est une chose extérieure et variable, une fraction de la liberté politique.

Celle-là s'entend de la discipline que les peuples s'imposent ou se laissent imposer, sous le nom de gouvernement, pour éviter des révolutions ou des conquêtes. Plus l'action du gouvernement sur un peuple diminue, plus ce peuple est libre; pour qu'il le devienne tout à fait, il faut, ou qu'il soit assez bon pour n'avoir pas besoin de lois, chimère de quelques utopistes de nos jours; ou que l'observation des lois, sans être imposée par le joug de l'autorité, soit assurée par le respect général du devoir et par l'ascendant populaire de la raison; hypothèse réalisable, il faut l'espérer, mais ne pouvant arriver à cette réalisation que par un très-grand développement moral de l'humanité. En effet, le devoir et la raison ne sauraient être compris et pratiqués que par l'homme et le peuple qui ont accepté de plein gré leurs croyances et leurs idées, c'est-à-dire qui sont arrivés, par la liberté de l'âme et par la liberté de l'esprit, à la liberté politique. Cette dernière, quoique moins importante par elle-même, devient donc immense, si l'on réfléchit aux conditions nécessaires pour la rendre possible. Aussi n'a-t-elle jamais encore existé pleine-

ment, telle du moins que nous l'entendons et désirons.

Les libertés antiques n'étaient pas des institutions *humaines*, mais seulement des institutions nationales. De grands hommes comme Lycurgue, ou de grands corps politiques comme le sénat de Rome, adaptaient aux besoins de leur ville et de leur pays certaines prescriptions sociales que, dans un intérêt patriotique, ils cherchaient à rendre aussi exclusives que possible. Notre liberté moderne est la même pour tous et n'aspire qu'à faire des prosélytes ; la liberté antique changeait de ville à ville et murait ses portes pour se préserver de tout contact avec l'infidèle. Athènes ne ressemblait pas à Sparte, ni Rome à la Grèce. La liberté, en ce temps-là, était une institution purement politique, tandis qu'aujourd'hui elle constitue une sorte de religion.

D'ailleurs, comment appeler libres des nations où la société domestique reposait sur l'esclavage, et le culte public sur l'adoration de la matière ? Lacédémone exposait ses filles nues et enivrait ses esclaves ; Rome autorisait le mari à quitter sa femme, le créancier à couper son débiteur en morceaux, le maître à jeter ses esclaves aux murènes. On dira : « C'était la liberté telle qu'elle pouvait exister dans les temps barbares, avant le progrès de l'humanité. » Soyons francs, disons : « avant le christianisme, » et concluons à l'excellence de la vraie liberté, puisque Dieu seul a pu nous en donner l'idée, puisque les nations antiques, malgré leur incontestable valeur, l'ont si incomplète-

ment comprise et pratiquée, et puisque, maintenant encore, les nations chrétiennes conservent seules le glorieux privilège d'aspirer à la liberté.

Nous sommes donc obligés de reconnaître que la liberté est la plus puissante, la plus féconde et la meilleure des idées qui passionnent le xix^e siècle en général et la France en particulier. De tous côtés, des voix nous crient : « Regardez et voyez. L'autorité morale est détruite; la famille est ébranlée; l'égoïsme domine le monde entier. D'où viennent ces maux, sinon de la liberté? »

Qu'il y ait des maux accomplis, des crimes commis au nom de la liberté, cela n'est pas douteux. Il s'agit de savoir, si les erreurs de notre temps sont le fruit direct de la liberté, ou si elles en sont la dépravation; si le genre humain sait établir la différence nécessaire entre la liberté elle-même et l'excès qu'on en a fait sortir; si liberté et révolution sont une seule et même chose, ou si la seconde n'est pas le vice fatal attaché par la colère de Dieu et par la faute des hommes à la grandeur et à la pureté de la première.

Toute la pensée de ce livre est là : Rechercher si liberté et révolution sont deux mots synonymes, deux faits identiques, ou si la seconde n'est pas le défaut de notre siècle dont la première est la qualité; examiner dans l'histoire si la révolution a servi ou si elle a nui à la liberté; se demander enfin si les révolutionnaires sont les vrais libéraux.

Pour répondre à ces questions, j'ai examiné d'abord quelle place le besoin de la liberté occupait dans l'âme de la France, lorsqu'a éclaté la révolution; je me propose de rechercher ensuite comment ce besoin a été satisfait par la révolution, et ce qu'il est devenu durant son cours.

Tout ce que je vais dire se basera sur les deux principes suivants :

S'il est vrai que chaque époque, que chaque nation soit mue par une idée généreuse, que celle de la France du *xix^e* siècle soit la liberté, que l'idée libérale soit une des plus dignes de passionner les hommes, il est nécessaire que tout ce qui est hostile à la liberté le soit par cela même au progrès véritable de notre temps et de notre pays.

Si, d'autre part, la liberté politique n'est possible que par le développement de la conscience et de la raison publiques, il s'ensuit que tout ce qui est contraire à la logique et au devoir retarde l'avènement de la vraie liberté.

LES CAHIERS DE 89

CHAPITRE PREMIER

LE MOUVEMENT ET LES ÉLECTIONS DE 89

Du règne de Louis XVI. — Liberté de la presse. — Élections. — Doublement du tiers. — Nombre proportionnel des députés dans les anciens États généraux. — Nombre des députés par bailliage. — Ordonnance du 24 janvier 1789. — Attitude du gouvernement pendant les élections. — Dérogations au règlement. — Abstentions. — Élection de Paris. — Attitude réciproque des trois ordres.

L'état actuel de la liberté, au point de vue matériel et plus encore au point de vue moral, n'est pas satisfaisant, chacun le pense ; mais beaucoup ignorent, je crois, que le contraste entre ce qui est et ce qui devrait être nous frappera d'autant plus que nous examinerons séparément le point d'où la liberté est partie et celui où elle est arrivée.

Le point de départ de la liberté ne comprend pas pour nous sa première origine, non plus que la série des grandeurs et des revers qui l'ont mûrie et propagée à travers les siècles ; il désigne seulement l'état libéral de la France immédiatement avant la révolution.

Si je ne m'arrête pas longuement à la partie du règne de Louis XVI antérieure à l'année 1788, ce n'est pas qu'elle soit indigne d'observations ou d'éloges; c'est qu'elle commence à être connue et appréciée comme elle le mérite. Grâce aux progrès de la bonne foi historique, grâce surtout au mérite de plusieurs publications contemporaines¹, tout le monde sait aujourd'hui qu'alors, pour la première fois, les tendances de la majorité intelligente amenèrent des tentatives importantes quoique incomplètes; que Louis XVI, par caractère autant que par conviction, fut le premier roi vraiment libéral, et que ses quatorze années de règne avant 89 ne nous présentent autre chose qu'une série d'innovations conçues avec sagesse et tentées avec une franchise qui ne fut pas toujours sans grandeur.

Je n'ai pas la prétention de retoucher à l'œuvre des Tocqueville et des Lavergne; il me suffira donc, parmi les actes de Louis XVI, d'étudier ceux qui ont directement trait à la convocation des États généraux.

Au mois de novembre 1787, le roi accorda aux protestants l'exercice des droits civils et politiques, dont ils étaient privés depuis la révocation de l'Édit de Nantes. Bientôt après, le 5 juillet 1788, un arrêt du conseil d'État invita les assemblées provinciales et départementales, les municipalités, et même les simples citoyens, à adresser au roi, non-seulement tous les

1. V. *L'Ancien régime et la Révolution*, de Tocqueville; *les Assemblées provinciales*, de Lavergne; *la France avant 89*, Raudot, etc.

renseignements utiles à recueillir sur les anciennes convocations des États généraux, mais encore tous les conseils jugés opportuns par ceux qui voudraient bien les donner. Cette complète liberté de la presse produisit une quantité incalculable de brochures et autorisa une indépendance de langage dont il est facile de citer des exemples.

Un des écrits les plus célèbres de cette époque débute en ces termes :

« Ce fut sans doute pour donner aux plus héroïques vertus une patrie digne d'elles que le ciel voulut qu'il existât des républiques ; et, peut-être pour punir l'ambition des hommes, il permit qu'il s'élevât de grands empires, *des rois* et des maîtres.... » (P. 1.)

« L'homme est né libre ; jamais l'Être éternel qui le créa n'avilit lui-même son ouvrage, en soumettant l'homme à son semblable. Il voulut que l'être heureux, né loin des fers des sociétés, au milieu des pays déserts et sauvages, conservât toute son indépendance, n'obéît jamais qu'à lui-même, et fermât ses yeux sur le sol qui le vit naître, sans les avoir jamais souillés en les fixant sur un maître..... » (P..2.)

« Les rois, soumis aux lois nationales, furent punis pour les avoir enfreintes, quand l'époque fixée pour le retour de ces assemblées présentait à la nation le suprême législateur, et au roi son souverain juge. » (*Mémoire du comte d'Entraigues.*)

« Ne craignons pas de le dire, ajoute un publiciste anonyme, le roi n'est que le premier sujet de son

royaume.... Le lendemain que Pharamond fut élevé sur un bouclier par les chefs de la nation, pour diriger l'armée contre l'ennemi commun, aurait-il cru pouvoir ordonner à ses soldats de se retourner contre leurs concitoyens, et d'aller à main armée les arracher de leurs foyers? Le pouvoir du roi a-t-il changé de nature par la succession des temps? Avons-nous cessé d'être une nation qui avait choisi son roi pour la gouverner et non pour la combattre? (*Lettre à M. le baron de P..., officier aux gardes françaises.*)

D'autres écrivains vont plus loin encore; peu contents de critiquer la manière d'agir du gouvernement, ils mettent en question la monarchie elle-même. C'est à leurs yeux « une très-grande question que de savoir s'il serait prudent d'accorder » le pouvoir exécutif « à un gouverneur élu pour un temps fixe, ou si, au contraire, il ne vaudrait pas mieux le remettre entre les mains de plusieurs. » (*Avis aux Français, par Pétion, page 120¹.*)

L'existence d'une complète liberté de la presse me paraît difficile à contester dans un temps où de pareilles violences se produisaient sans entraves et se répandaient avec une facilité sans bornes. Le pouvoir ferma les yeux sur elles jusqu'au 14 février 1789, époque où le conseil du roi prit un arrêté contre la licence de la presse. Cet arrêté lui-même ne reçut qu'une demi-exécution; les habitants de la capitale obtinrent, quelques semaines plus tard, l'autorisation de publier

1. V. les brochures de Siéyès, Mirabeau, Gouttes, Cerutti, Rabaut-St-Étienne, etc.

tout ce qu'ils voudraient à propos des élections. (Règlement du 13 avril.)

Le roi ne pensait pas à sévir ; il n'était préoccupé que du soin de rendre libres et vraiment représentatives les élections futures.

Le doublement du tiers, c'est-à-dire la faculté octroyée au troisième ordre de nommer à lui seul un nombre de députés égal à celui des deux autres ordres réunis, était accordé d'avance. Dans toutes les assemblées provinciales installées pendant le règne de Louis XVI, le principe en avait été admis ; depuis quelques mois, l'opinion publique s'était tellement prononcée à cet égard qu'il n'aurait guère été possible, lors même qu'on l'eût voulu, de revenir, à propos des États généraux, sur une concession déjà faite dans des cas analogues. Le roi, par ses tendances personnelles, autant que par son expérience de quinze ans de règne, était, à coup sûr, fort loin d'y songer. Pourquoi, seulement, en même temps que le doublement du tiers, n'ordonna-t-il pas ce qui en paraissait, ce qui en était réellement une conséquence toute naturelle, le vote par tête dans les États généraux ? La vérité est que Louis XVI appréciait la convenance de cette réforme ; mais que son âme étroite et scrupuleuse n'osait pas, en l'établissant par sa seule autorité, enfreindre les institutions d'une monarchie dont il n'était que le représentant responsable. Du reste, il se préparait à l'accepter, si les députés réunis de la nation souveraine voulaient l'accomplir. A défaut d'autre preuve de

cette intention royale, le fait constaté par l'extrait suivant ne nous permettrait pas d'en douter. « On travaille sans relâche à Versailles à préparer l'hôtel des Menus pour les États généraux : il a été question d'abord de placer les trois ordres dans des endroits séparés; mais, suivant les nouvelles dispositions, ils seront réunis dans l'hôtel des Menus; chaque ordre aura son entrée particulière, afin de faciliter l'entrée et la sortie, *et on a ménagé les moyens de réunion dans l'intérieur. En cas que les ordres veuillent délibérer ensemble, on forme des bureaux composés de membres du clergé, de la noblesse et du tiers état.* » (*Courrier de l'Europe*, 20 mars 1789.)

Le tort de Louis XVI, en cette occasion comme en tant d'autres, fut donc, avant tout, de ne pas suivre sa propre pensée. Cette malheureuse hésitation rendit incomplète la faveur accordée au tiers état. En lui donnant un nombre de députés égal à celui des deux autres ordres, le roi ne prescrivit pas un mode de délibération sans lequel l'égalité numérique des représentants demeurerait un avantage illusoire.

Malgré les réclamations des gentilshommes, le clergé obtint une représentation égale à celle de la noblesse. Les États généraux durent être composés : pour un quart, des députés du clergé; pour un autre quart, de ceux de la noblesse; pour une moitié, de ceux du tiers état.

Une fois cette proportion établie, il s'agissait de déterminer en combien de collèges électoraux se diviserait

la France, quel nombre de députés nommerait chacun d'eux, et de quelle manière l'élection s'exécuterait dans les différents lieux et les différents ordres.

On voulut chercher beaucoup de conseils et d'exemples dans les vieux usages de convocation et d'élection pour les États généraux; mais la plupart des pratiques observées deux ou trois siècles auparavant n'étaient plus ni convenables ni possibles. Ces pratiques elles-mêmes, au moins sur certains points, avaient varié d'une manière étonnante. En 1483, le tiers état comptait : 30 députés de plus que le clergé, 32 de plus que la noblesse; en 1576 : 46 de plus que le clergé, 78 de plus que la noblesse; en 1588 : 58 de plus que le clergé, 42 de plus que la noblesse; en 1614 : 41 de plus que le clergé, 57 de plus que la noblesse. (Procès-verbaux de l'Assemblée des notables, premier bureau.)

Pour comprendre cette bizarrerie, il faut se rappeler que les votes des anciens États, surtout depuis 1588, ayant eu lieu le plus souvent, non par tête ou par bailliage, mais par ordre et par gouvernement, le nombre des députés envoyés par chacun de ces collèges électoraux qui ne pouvaient avoir qu'une voix dans un ordre, demeurerait sans importance. Dans tous les cas, ces chiffres, en 89, n'avaient aucune utilité au sujet de la proportion à établir entre les ordres, puisque le doublement du tiers était résolu d'une manière fixe; ils en conservaient seulement une assez grande au point de vue du nombre des députés à accorder à chaque arrondissement ou bailliage.

Le principe de l'égalité représentation de toutes les parties du royaume devait être et fut admis sans contestation sérieuse. Son application parut moins simple ; en effet, quoique les anciens bailliages, sous le rapport de l'étendue et de la population, fussent d'une inégalité quelquefois ridicule, leur complet remaniement offrait un inconvénient très-grave : celui de nécessiter un long travail, c'est-à-dire un retard dans la réunion déjà si impatiemment attendue des États généraux. Ne valait-il pas mieux les laisser subsister, en donnant à chacun d'eux une députation analogue au chiffre de sa population, et en multipliant les chefs-lieux d'assemblées électorales autant qu'il le faudrait pour ne pas obliger la plupart des citoyens à des déplacements coûteux ou difficiles ? Cette idée prévalut. On convint que les anciens bailliages seraient conservés ; que, pour la plus grande commodité des électeurs, on subdiviserait les circonscriptions trop étendues en un certain nombre d'arrondissements dits secondaires, et que chaque bailliage nommerait un nombre de députés proportionné au chiffre de sa population. Ainsi la sénéchaussée de Poitou eut vingt-huit députés, pendant que celle de Loudun, sa voisine, était réduite à quatre. La ville et les environs de Paris obtinrent cinquante-six députés, pendant que Lyon et sa sénéchaussée n'en avaient que seize, Metz que huit, Montpellier et quelques autres grandes villes que quatre.

Malgré tout le soin apporté à cette répartition, certaines inégalités subsistèrent. Il en était une qu'on ne

pouvait éviter : le privilège assuré aux bailliages les plus restreints, par le fait même d'une organisation qui ne permettait pas d'abaisser le chiffre de la députation au-dessous de quatre représentants : un du clergé, un de la noblesse et deux du tiers état. Les toutes petites circonscriptions obtinrent de cette façon une représentation proportionnelle beaucoup plus considérable que celle des grandes sénéchaussées. Pour donner aux électeurs du Vermandois le même nombre relatif de députés qu'à ceux de Dourdan, il aurait fallu que la France entière envoyât près de vingt mille représentants aux États généraux. Indépendamment de cette inégalité rendue nécessaire par l'essence du règlement, d'autres se produisirent qui n'avaient d'origine que la volonté du pouvoir. La ville de Paris obtint quarante députés pour une population de cinq ou six cent mille âmes ; le Poitou n'en eut que vingt-huit pour six cent quatre-vingt-douze mille, et le Vermandois vingt-quatre pour sept cent soixante-quinze mille. Malgré ces inégalités, défaut presque nécessaire d'une organisation naissante, la répartition des députés se fit le plus souvent d'une manière normale, et les arrondissements électoraux de 89 ne constituèrent pas un système aussi défectueux qu'un premier coup d'œil le pourrait faire croire.

Qui ne sait, d'ailleurs, que la liberté de l'élection importe à la représentation nationale beaucoup plus que la régularité matérielle des circonscriptions ?

Les règles imposées à l'élection de 89 sont spécifiées

dans le plus grand détail par l'ordonnance royale du 24 janvier de la même année. Nous allons les y trouver et les préciser sans peine.

Chaque ordre, nommant une députation spéciale, est convoqué séparément et reçoit un règlement particulier. Le clergé comprend quatre catégories d'électeurs : 1^o les possesseurs de bénéfices, qui auront droit chacun à une voix dans l'assemblée électorale ; 2^o les dignitaires d'un rang inférieur, membres des chapitres non pourvus de bénéfices, qui nommeront un électeur sur dix chanoines ; 3^o les ecclésiastiques ordinaires, curés ou autres employés au service divin, qui en désigneront un sur vingt ; 4^o les corps ou communautés rentés qui enverront chacun un député à l'assemblée du bailliage, quel que soit le nombre des individus formant ce corps ou cette communauté. Les réunions du clergé seront présidées par le supérieur ecclésiastique, dans l'ordre de la hiérarchie.

La noblesse se divise en deux parts : 1^o les gentilshommes possédant fief, qui auront non-seulement droit de suffrage, mais faculté de se faire représenter par procureur ; 2^o les gentilshommes non possédant fief, ayant la noblesse acquise et transmissible, âgés de vingt-cinq ans, nés Français ou naturalisés, qui auront personnellement droit de suffrage, sans pouvoir se faire représenter. Le bailli d'épée présidera la réunion de la noblesse.

Dans le tiers état figurent « tous les habitants » du royaume, « nés Français ou naturalisés, âgés de vingt-

cinq ans, domiciliés et compris au rôle des impositions. » Tous n'auront pas le suffrage direct, mais tous se réuniront dans une première assemblée qui désignera un certain nombre de députés-électeurs choisis ainsi qu'il suit : « les corporations d'arts et métiers choisiront un député à raison de cent individus et au-dessous présents à l'assemblée, deux au-dessus de cent jusqu'à deux cents, » et ainsi de suite. « Les corporations d'arts libéraux, celles des négociants, armateurs et généralement tous les autres citoyens réunis par l'exercice d'une même fonction et formant des assemblées ou des corps autorisés, nommeront deux députés à raison de cent individus et au-dessous, quatre au-dessus de cent, six au-dessus de deux cents, » etc. La même règle s'appliquera aux habitants des villes « qui ne se trouveront compris dans aucun corps, communauté et corporation. » •

A la campagne, on ne comptera pas les habitants, mais les maisons. « Le nombre des députés qui seront choisis par les paroisses et communautés des campagnes... sera de deux à raison de deux cents feux et au-dessous, de trois au-dessus de deux cents feux, de quatre au-dessus de trois cents, et ainsi de suite. »

Les assemblées primaires, en même temps qu'elles désigneront des députés-électeurs, devront rédiger un cahier que ces députés porteront au bailliage secondaire. Là aura lieu une deuxième réunion, « à l'effet, par lesdits députés, d'y réduire leurs cahiers en un seul

et de nommer le quart d'entre eux pour porter ledit cahier à l'assemblée générale des trois états du bailliage ou sénéchaussée, et pour concourir avec les députés des autres bailliages secondaires, tant à la réduction en un seul de tous les cahiers... qu'à l'élection du nombre des députés aux États généraux fixé par la lettre du roi.. La réduction au quart ne s'opérera pas d'après le nombre des députés présents, mais d'après le nombre de ceux qui auraient dû se rendre à ladite assemblée.

« Dans les bailliages principaux n'ayant point de bailliages secondaires, l'élection des députés du tiers état aux États généraux sera faite immédiatement après la réunion des cahiers de toutes les villes et communautés en un seul par tous les députés desdites villes et communautés, à moins que le nombre desdits députés n'excédât celui de deux cents, auquel cas seulement lesdits députés seront tenus de se réduire au nombre de deux cents pour l'élection des députés aux États généraux. »

En résumé, et pour éclaircir le mécanisme des opérations électorales :

L'élection du clergé se fait, pour une part, directement; pour une autre, à deux degrés;

Celle de la noblesse se fait directement, avec le privilège de la procuration réservé aux seuls possesseurs de fiefs;

Celle du tiers se fait à deux ou même à trois degrés, suivant l'étendue et l'importance de la sénéchaussée.

Dans les grandes circonscriptions, les députés des assemblées primaires se rendront d'abord à un chef-lieu secondaire, et là, ils choisiront une partie d'entre eux pour aller au grand bailliage, c'est-à-dire au collège électoral définitif. Dans les circonscriptions moins étendues, les députés des assemblées primaires iront directement au grand bailliage. Cependant, la dernière assemblée ne devra jamais être composée de plus de deux cents électeurs. Quand le nombre des députés électeurs dépassera ce chiffre, ils seront tenus de s'y réduire dans une assemblée préparatoire.

Tout citoyen est invité à prendre part à l'élection du premier degré. La ville obtient un privilège sur la campagne; elle a deux électeurs sur cent citoyens, la campagne deux seulement pour deux cents feux. Cette différence n'est pas aussi grande qu'elle le parait, par cette raison bien simple que toute paroisse a le droit de nommer deux électeurs, et que, beaucoup d'entre elles n'ayant pas deux cents feux, le nombre des députés campagnards se trouve, en réalité, supérieur à celui que semblerait indiquer la lettre royale.

L'époque de la convocation des assemblées, l'intervalle qui doit les séparer sont fixés d'une manière positive. La première aura lieu « huit jours au plus tard » après la notification et publication des lettres de convocation. Les réunions des bailliages secondaires se tiendront aux jours annoncés par les officiers royaux, quinze jours au moins avant l'assemblée générale des trois ordres de chaque bailliage; cette dernière, pré-

cédant immédiatement l'élection, ne sera pas différée au delà du 16 mars.

L'assemblée générale se composera des électeurs des trois ordres. Elle « sera présidée par le bailli ou sénéchal, ou par son lieutenant. Il y sera donné acte aux comparants de leur comparution et défaut contre les non-comparants. Après quoi, il sera passé à la réception du serment, que feront les membres de l'assemblée, de procéder fidèlement à la rédaction du cahier général, et à la nomination des députés. Les ecclésiastiques et les nobles se retireront ensuite dans le lieu qui leur sera indiqué pour tenir leurs assemblées particulières. » Cette séparation est prévue, mais non commandée. « Chaque ordre rédigera ses cahiers, et nommera ses députés séparément, *à moins qu'il ne préfère d'y procéder en commun*, auquel cas le consentement des trois ordres, pris séparément, sera nécessaire. » Si les ordres se séparent, le tiers état restera dans la salle commune

Les élections faites dans les réunions préparatoires auront lieu à haute voix; les députés aux États généraux ne pourront, au contraire, être nommés que par un ou plusieurs scrutins secrets. La majorité absolue est exigée pour l'élection aux deux premiers tours de scrutin; à défaut de cette majorité, on procédera à un ballottage entre les deux candidats qui auront réuni le plus de voix. Les membres du bureau seront le secrétaire de l'assemblée, et « les trois plus anciens d'âge. » Les scrutateurs seront choisis par les électeurs.

Telles sont les dispositions générales de l'ordonnance du 24 janvier. Une des principales objections formulées contre elle concerna le droit de présidence des assemblées, attribué aux officiers royaux ; mais il est juste de remarquer que le tiers état n'était pas en cela l'objet d'une exception blessante, comme certains publicistes voudraient le faire croire. Le clergé et la noblesse, pas plus que le tiers état, n'avaient le droit d'élire les chefs de leurs assemblées ; ils étaient soumis à la présidence de leurs supérieurs hiérarchiques. Le tiers, n'ayant pas de supérieur naturel, dut se laisser présider, non par un employé de l'administration, mais par un officier de justice. Ce n'était pas une mesure complètement libérale, je le veux bien ; mais, entre la présidence d'un magistrat indépendant comme en 89, ou celle d'un maire nommé par le préfet comme aujourd'hui, la différence ne me paraît pas bien grande en faveur du nouveau régime. L'irritation des électeurs n'aurait eu vraiment lieu de se manifester, que dans le cas où les officiers royaux auraient abusé de leur autorité pour paralyser l'action des assemblées qu'ils étaient chargés de diriger.

La correspondance de M. Necker avec les intendants, sénéchaux, prévôts des marchands, lieutenants généraux des bailliages et autres représentants du pouvoir royal, ne permet pas d'imputer au gouvernement la moindre intention de partialité. Ces recommandations furent-elles écoutées ? Il importe de le voir.

L'auteur d'une récente étude sur 89¹ attribue à l'administration de ce temps-là une pression rendue inutile par le courage et le bon sens des électeurs, mais énergiquement tentée par les officiers de certains bailliages. A l'appui de son dire, il cite trois faits, dont l'un est la lettre écrite au garde des sceaux par le lieutenant général du bailliage de Forez, le lendemain de l'élection. Ce qui s'est passé dans la généralité de Lyon dont le Forez faisait partie, il m'est facile de le raconter.

Aussitôt que la nouvelle de la convocation électorale fut parvenue à Lyon, l'intendant Terray adressa une circulaire à ses subdélégués pour leur recommander de laisser la plus grande liberté présider à l'élection (16 février). Il se tint ensuite à l'écart, et sollicita même du ministère, à plusieurs reprises, un congé qui lui permit de quitter Lyon au moment de l'élection, afin de ne pouvoir paraître l'influencer. (Lettres du 17 février, 1^{er} mars, etc.) Ce ne fut donc pas lui qui gêna les électeurs.

Le prévôt des marchands, Tolozan de Montfort, poussa si loin un scrupule analogue, qu'il ne voulut pas se présenter à l'assemblée de la noblesse lyonnaise, dont cependant il faisait naturellement partie, sans un ordre direct du ministère, parce qu'il craignait que la présence d'un officier municipal nommé par le

1. M. Chassin, *Génie de la Révolution*, tome I, p. 209. (Voir au n° 3 des *Pièces justificatives*, *Note bibliographique sur les Cahiers de 89*, le paragraphe relatif à l'ouvrage de M. Chassin.)

roi ne nuisit à la liberté des suffrages et des délibérations. Il ne négligea rien pour organiser la complète indépendance des assemblées électorales, et, malgré l'inquiétude que lui causa l'agitation de plusieurs de ces assemblées, agitation sérieuse, car peu de jours après elle amena une émeute, il ne cessa jusqu'au dernier jour de respecter soigneusement les droits des citoyens. Sa correspondance en est un témoignage authentique.

Quant au président du tiers état, le lieutenant général Basset, l'expression de sa pensée se trouve dans le discours qu'il prononça à l'ouverture de l'assemblée, et dont voici un extrait : « Vous allez prêter le serment auguste et solennel de demander à votre roi, prêt à vous l'accorder, tout ce qui est juste et utile ; de créer et d'affermir une constitution qui laisse le bonheur public pour héritage à nos derniers neveux, et de vous donner auprès du trône des représentants qui, par leurs lumières et leur sagesse, honorent cette province dans l'opinion de toutes les autres.... *Ce ne sont point des courtisans et des esclaves que le roi veut entendre... Le ciel et la terre s'irriteraient contre quiconque ne ferait pas taire les préjugés, les intérêts, les affections particulières, lorsqu'il va décider du sort de la patrie.* »

Ainsi, le préfet de Lyon en 89, l'intendant, sollicitait un congé au moment de l'élection ; le maire, le prévôt des marchands, n'osait aller voter que sur un ordre positif du ministère. Le président du tribunal, diri-

geant les assemblées populaires, ne leur recommandait rien tant que de faire des choix indépendants. On aurait de la peine à soutenir qu'au chef-lieu de la généralité, les élections ont été paralysées par la pression administrative.

Du chef-lieu, passons au bailliage secondaire, de Lyon à Montbrison. Il est vrai que, le lendemain de l'élection, 27 mars, le lieutenant général du bailliage de Forez, M. de Meaux, adressa au garde des sceaux une lettre dans laquelle il se montrait fort effrayé de l'agitation qu'il avait constatée dans l'assemblée électorale, et des paroles violentes qu'il y avait entendues; il exposait même « la nécessité de remédier aux abus; » mais, en premier lieu, on ne peut reprocher à ce magistrat l'intention de vouloir gêner l'élection, quand il ne réclamait des moyens d'action que le lendemain du jour où elle avait été faite; de plus, les désordres qu'il signalait n'étaient pas tous des manœuvres électorales. « Le peuple, dit-il, ne respecte pas même les droits sacrés de la propriété..... Les assassinats les plus noirs se multiplient; des attroupements d'hommes déguisés en femmes s'opposent au commerce et à la circulation des grains;..... on arrête les voitures par terre et les bateaux sur la Loire chargés de grains; on éventre les sacs; on met à la denrée le prix que l'on veut, et on n'observe aucune règle dans le mesurage... L'impunité accroît le désordre. » Admettons que le lieutenant général du bailliage de Forez ait un peu chargé le tableau, encore sera-t-il vrai que demander la répression de

désordres comme ceux dont il nous parle, ce n'est pas violer la liberté électorale; surtout, je le répète, quand la permission d'agir n'est sollicitée qu'après l'élection. L'opinion publiquement manifestée des électeurs sur le compte de M. de Meaux est, d'ailleurs, un sûr garant de son impartialité. Voici de quelle manière fut acceptée sa présidence. « L'assemblée générale du tiers état, à l'instant, par acclamation, a supplié M. le président de vouloir bien lui permettre de consigner à la suite du procès-verbal l'expression de sa reconnaissance, de sa vénération, et de l'estime que tous en général et chacun en particulier lui dévouent à perpétuité, et que, si la présidence a été déferée à sa place par Sa Majesté, l'unanimité des suffrages la défère à sa personne. »

Les remerciements que lui adressèrent, avant de se séparer, les membres de l'assemblée ne furent pas moins explicites. « L'assemblée générale du tiers état, à l'instant, par acclamation, a chargé M. Dutroncy, l'un de ses membres, d'exprimer le vœu de son ordre auprès de M. le président, qu'il a expliqué en ces termes..... Le troisième ordre, infiniment sensible aux peines et soins que vous vous êtes donnés pour préparer le bonheur qu'il attend de la bonté du souverain, me charge de vous offrir l'hommage de sa vénération et de sa profonde reconnaissance, et vous prie de permettre que l'expression des sentiments qu'il vous a voués soit consignée à la suite du procès-verbal. » (Procès-verbaux de l'assemblée du tiers état de Forez.)

Si les électeurs ne furent en aucun lieu plus opprimés qu'à Montbrison, je crois qu'on peut affirmer la liberté des élections de 89; par le fait, on n'en saurait citer de plus sincèrement préparées ni de plus loyalement conduites.

L'ordonnance du 24 janvier demeurera, dans l'opinion des gens impartiaux, un acte incomplet peut-être, mais conçu dans un incontestable esprit de libéralisme; quant à son exécution, il est possible que dans les milliers de réunions électorales qui eurent lieu pendant deux mois, quelques abus soient à remarquer, mais on n'en signalera jamais moins dans aucun temps, ni dans aucun pays; et d'ailleurs, on sera obligé de reconnaître que, si les infractions au règlement royal furent nombreuses, elles se produisirent du côté des électeurs plus souvent que de celui de l'administration.

Dans bon nombre de bailliages, l'affluence des citoyens ne permit pas d'observer les conditions d'âge ou de domicile; on cite des paroisses où les femmes elles-mêmes envahirent les assemblées ¹. Certains collèges nommèrent leurs présidents ². Des bailliages entiers ou des ordres, notamment la noblesse et le clergé de Bretagne, les trois ordres de Saint-Flour, une partie des électeurs de la Navarre et du Béarn, refusèrent de se conformer aux prescriptions royales. Le Dauphiné les avait violées d'une autre manière; dans son empressement révolutionnaire, il avait nommé ses députés

1. Chevanceau. *Angoumois en 89*, par Ch. de Chancel.

2. Noblesse de Péronne, *Assemblées de Paris*.

d'avance. Le gouvernement accueillit ces oppositions et ces excès de zèle par la plus large tolérance. Il sanctionna l'élection dauphinoise, donna des règlements spéciaux aux provinces mécontentes, approuva les opérations électorales qu'un empressement exagéré aurait pu faire considérer comme irrégulières, et toléra dans une très-large mesure les protestations, même les plus violentes et les plus obstinées.

Celles d'ordres et de provinces ne furent pas les seules.

Nombre de vieilles cités réclamèrent un privilège réservé par l'ordonnance royale à la seule ville de Paris, celui de constituer un bailliage distinct. A quelques-unes on l'accorda (Arles, Marseille, Metz, Strasbourg); à d'autres, on donna une faculté équivalente : celle, tout en ne formant pas un bailliage séparé du reste de la sénéchaussée, de nommer une députation spéciale pour la ville, une autre pour la campagne (Lyon, Rouen); pour d'autres enfin, on rejeta complètement leur demande (La Rochelle, etc.).

Paris obtint un règlement tout particulier dont il convient de dire quelques mots.

Les Parisiens ne se sont jamais fait connaître par leur esprit pacifique, ni par leur désintéressement. Au début de l'année 1789, ils ne se montraient ni plus calmes ni plus généreux qu'à toute autre époque : le moment où la France entière se soulevait contre les privilèges était celui où ils en voulaient obtenir le plus pour eux-mêmes. Paris avait un nombre de députés propor-

tionnellement supérieur à celui de toutes les autres villes de France; à ses yeux, c'était peu de chose; il exigeait encore que tout ce qui le concernait fût différent de ce qui s'appliquait aux autres. Singulière façon d'établir et de proclamer l'égalité !

Les discussions entre Paris et le ministère furent si vives et se prolongèrent si longtemps, que les députés de presque toute la France étaient nommés avant que la capitale eût commencé à choisir les siens. Les derniers jours de mars arrivés, le gouvernement voulut en finir, et trancha les difficultés toujours pendantes par un double règlement (28 mars, 13 avril), qui ne satisfit personne. Les privilèges accordés aux Parisiens étaient : une députation plus nombreuse que celle des autres villes et bailliages; la faculté d'envoyer trois cents citoyens, au lieu de deux cents, à l'assemblée électorale définitive; le rétablissement de la liberté de la presse à propos des élections. Les restrictions consistaient dans l'obligation du vote à deux degrés imposée à la noblesse, et dans le refus du droit électoral aux citoyens du tiers état ne payant pas au moins six livres d'impositions. La présidence des assemblées devait appartenir aux officiers du Châtelet, tribunal de première instance de la capitale.

Grande fut l'émotion des trois ordres. Ils réclamèrent en masse le droit anciennement accordé aux habitants de Paris de se réunir en corps de commune pour nommer leur députation aux États généraux; ils protestèrent à l'unanimité contre la présidence des magistrats

du Châtelet. A ces griefs généraux, chacun joignit ses objections particulières : les gentilshommes s'indignèrent de ce qu'on leur refusait à Paris le suffrage direct accordé partout ailleurs à la noblesse ; le clergé, bien plus exigeant, ne comprit pas qu'on se permit de le traiter comme le reste du clergé français¹ ; le tiers état se plaignit de ce qu'on élevait à Paris le chiffre de l'impôt nécessaire pour être électeur. — L'excitation des esprits produisit de graves désordres ; elle en eût occasionné bien plus encore, si la réunion des États généraux n'eût été tout à fait imminente. Les électeurs, obligés de se presser pour ne pas laisser vide à l'ouverture de l'Assemblée nationale la place de la députation parisienne, commencèrent à se réunir ; le pouvoir toléra certaines infractions au règlement, entre autres le refus de la présidence des officiers du Châtelet. Grâce à cette condescendance et à cette nécessité, les assemblées parisiennes, au milieu de leurs mécontentements, de leurs protestations, de leurs discours et de leurs brochures, finirent par rédiger des cahiers et par nommer des députés. Il était temps : l'abbé Sieyès, le dernier élu du tiers état, ne fut nommé que le 19 mai au soir, quinze jours par conséquent après l'ouverture des États.

Après avoir indiqué les traits principaux de l'attitude réciproque des électeurs et du gouvernement, un point fort intéressant nous reste à constater, celle des diffé-

1. Voir la protestation du chapitre de Notre-Dame, à propos de la nomination d'un seul électeur pour dix chanoines.

rents ordres en face les uns des autres. L'ordonnance royale, ainsi que nous l'avons vu, les autorisait à délibérer en commun, s'ils le jugeaient convenable. Peu de bailliages usèrent de cette faculté. Laissant à part le Dauphiné, qui délibéra non-seulement en ordres réunis, mais en assemblée unique pour toute la province, oubliant le petit pays de Foix qui rédigea aussi ses cahiers d'une manière contraire au règlement, je remarque, parmi les cahiers des bailliages qui observèrent la loi, ceux des trois ordres d'Arles, de Bourg, de Vesoul, de Langres, de Montfort-l'Amaury, des Marches communes du Poitou et de la Bretagne, de la noblesse et du tiers de Péronne, Montdidier et Roye. La rédaction commune des cahiers fut donc la très-grande exception, et encore, dans les bailliages que je viens de citer, les ordres firent-ils souvent au cahier commun des additions qui diminuèrent singulièrement l'apparente unanimité des électeurs. Les gentilshommes des Marches réclament le vote par ordre aussi impérieusement que n'importe quelle assemblée séparée de la noblesse. Ceux de Bourg et de Péronne le préfèrent ; à Langres, on laisse complètement la question de côté. La délibération commune n'est donc pas toujours une preuve d'entente absolue ; les assemblées séparées nous offrent autant, quelquefois plus d'accord que ces quelques réunions générales.

Dans beaucoup de bailliages, à l'assemblée générale qui précède les délibérations séparées, les trois ordres siègent sans inégalité ni préséance. Retirés dans leur

chambre, les gentilshommes commencent habituellement par renoncer à leurs privilèges pécuniaires et par nommer une députation qui en porte la nouvelle au tiers état. Celui-ci l'accueille avec reconnaissance et vient remercier la noblesse qui *se lève et se découvre* pour le recevoir. Quant aux termes dans lesquels se font ces communications, en voici un exemple : Le comte de la Tour du Pin-Chambly, chef de la députation de la noblesse du Vermandois, se présente à l'assemblée du tiers état; il ne peut d'abord parler à cause des acclamations et du « cri général d'applaudissement ; » ensuite, le calme s'étant rétabli, il dit : « Nous sommes députés, ces messieurs et moi, par l'ordre de la noblesse, pour vous faire part de ses sentiments à votre égard ; nous venons vous ouvrir nos cœurs... Nous connaissons et sommes intimement convaincus de l'utilité générale et particulière dont vous êtes à la patrie. Nous voulons avec vous, messieurs, supporter les charges ; nous voulons une égale répartition de l'impôt.... Soyez bien persuadés que, dans la démarche que nous faisons, ce ne sont point des protecteurs que nous venons vous offrir, mais des amis. » — L'assemblée applaudit et crie : Vive la noblesse ! puis **M. Le Carlier**, maire de Laon, répond en ces termes : « Messieurs, vous venez nous annoncer une résolution qui répand l'allégresse et la joie dans toute cette assemblée ; à l'impression qu'elle produit sur nos cœurs, vous devez juger du prix que nous attachons à vos sentiments pour nous ; nous attendions de votre loyauté, de cette

loyauté qui caractérise les chevaliers français, tous les sacrifices que vous avez généreusement consentis..... Réunis à vous, messieurs, rien ne nous sera difficile, et nous pouvons à présent répondre de la prospérité de l'État, dont vous fûtes, dans tous les temps, les généreux défenseurs. » — Ce remerciement ne suffit pas au tiers état; il nomme à son tour une députation qui vient peu après à la chambre de la noblesse et dont le chef, le même M. Le Carlier, prononce un discours non-seulement reconnaissant, mais même ridiculement exagéré. « Messieurs, dit-il, vous nous êtes apparus comme des anges de bonheur. Le front ceint de lauriers, la corde à votre suite, vous êtes venus nous offrir une palme d'olivier... etc. »

La noblesse applaudit à son tour. Le même fait, sous une forme plus ou moins pompeuse, se reproduit dans presque tous les bailliages. Les procès-verbaux des assemblées électorales sont aux trois quarts remplis des démonstrations bienveillantes des trois ordres les uns pour les autres.

Souvent les ordres, sans rédiger leurs cahiers en commun, se les communiquèrent avant de les adopter. Certaines assemblées ne demeurèrent séparées que par une divergence d'idées peu opiniâtre. Les trois ordres du Berry voulaient d'abord rédiger leurs cahiers en commun. « L'opinion de voter par tête dans l'assemblée des États généraux a seule partagé le tiers état des deux autres ordres, dont le vœu constant a été d'y délibérer par ordre; mais la sage déférence de se rappor-

ter réciproquement au vœu des États généraux à ce sujet a, pour ainsi dire, annulé cette disparité de principes, et c'est avec la plus vive satisfaction que les ordres ont vu que leurs cahiers, quoique séparés, pouvaient se regarder comme n'en composant effectivement qu'un seul, dicté par le même esprit. » (Avertissement placé en tête du cahier de la noblesse.) La vérité est donc que, malgré la rareté des délibérations communes, les bons rapports entre les ordres furent à peu près universels.

Je me suis demandé si cette urbanité dans les relations des ordres ne tenait pas à l'influence supérieure de quelques esprits conciliants, plutôt qu'à la sympathie véritable des électeurs les uns pour les autres. Ce doute m'amenait à une question fort délicate, celle du rôle que tels ou tels individus ont joué dans les élections de 89. M. de Lavergne, dans son excellent livre sur les assemblées provinciales, a précisé d'une manière aussi fine qu'intéressante la part que certaines intelligences, que certains libéralismes privés ont occupée dans le mouvement qui précéda 89. Un travail analogue sur les réunions d'où devait sortir la Constituante est bien tentant; il paraît même assez facile; en effet, le nom des députés nommés, celui des commissaires rédacteurs des cahiers, expliquent souvent la tendance générale de l'assemblée de tel ou tel bailliage. Je m'étonne peu du libéralisme des cahiers de la noblesse, au bas desquels se trouve la signature de MM. de Montmorency, de Noailles ou de Liancourt; je comprends la sagesse des assemblées

populaires qu'ont dirigées MM. Mounier, Malouet ou Dupont de Nemours. Mais il n'en est pas toujours ainsi ; des cahiers remarquables sont quelquefois signés de noms inconnus ; les élus de 89 sont souvent des hommes que rien jusque-là n'avait fait remarquer. Je ne puis donc attribuer raisonnablement à telle ou telle influence un fait qui, en dehors de cette influence, s'est produit avec le même ensemble et la même énergie.

Je dis plus ; une longue étude m'a conduit à penser que s'attacher en 89 aux influences personnelles, ce ne serait pas seulement entreprendre une recherche périlleuse ; ce serait commettre une grave erreur. Dans la vie des nations, il est des moments, des heures de transition, pendant lesquels la puissance de l'idée commune efface celle de toutes les pensées individuelles ; où la rapidité du courant qui entraîne la masse domine et fait disparaître tous les efforts privés. Dans ces cas-là, l'homme déjà connu, qui obéit à l'impulsion commune, qui stimule le courant général, réussit et surnage ; mais la preuve que son rôle n'a qu'une importance secondaire, c'est que, s'il veut lutter, il est englouti et disparaît sans retour. 89 fut un de ces moments, une de ces heures. Avant et après, les individus jouèrent un grand rôle ; mais, dans le mouvement foudroyant qui entraîna la France depuis le mois de décembre 88 jusqu'en mai 89, la masse fut tout, les hommes ne furent rien. Ce qu'il importe d'étudier alors, ce n'est pas l'œuvre individuelle, c'est l'œuvre

collective; ce ne sont pas les discours ni les actes de tel ou tel homme célèbre, c'est l'expression de la volonté générale, la voix de la France entière; en d'autres termes, ce sont les cahiers de 89.

CHAPITRE II

MANDAT IMPÉRATIF

De la forme des cahiers. — Du mandat impératif dans les cahiers des trois ordres.

« La Révolution française est la seule au commencement de laquelle les différentes classes aient pu donner séparément un témoignage authentique des idées qu'elles avaient conçues et faire connaître les sentiments qui les animaient, avant que cette révolution même eût dénaturé ou modifié ces sentiments et ces idées. Ce témoignage authentique fut consigné, comme chacun sait, dans les cahiers que les trois ordres dressèrent en 1789. Ces cahiers ou mémoires furent rédigés en pleine liberté, au milieu de la publicité la plus grande, par chacun des ordres qu'ils concernaient ; ils furent longuement discutés entre les intéressés et mutuellement réfléchis par leurs rédacteurs ; car le gouvernement de ce temps-là, lorsqu'il s'adressait à la nation, ne se chargeait pas de faire à la fois la demande et la

réponse.... » Leur collection « est le document le plus précieux qui nous reste de l'ancienne France, et celui que doivent sans cesse consulter ceux qui veulent savoir quel était l'état d'esprit de nos pères au moment où la révolution éclata. » (*Ancien régime et Révolution*, pages 421 et 422.)

Les cahiers de 89 sont des pièces imprimées ou manuscrites, ordinairement assez courtes, écrites sans autre prétention que celle d'exprimer le plus clairement possible le vœu des électeurs, et divisées en articles comprenant un à un tous les points que les États généraux vont avoir à traiter.

On comprend, je le dis une fois pour toutes, que, dans un document divisé et subdivisé en plusieurs centaines de fractions ¹, quelques exceptions soient presque toujours possibles à découvrir. Ainsi, quoique les cahiers n'aient pas habituellement plus de trente ou quarante pages, souvent même moins que cela ², celui du tiers de Nemours remplit à lui seul un volume; de même, pour le style, certaines rédactions n'échappent pas au verbiage sentimental de l'époque; les habitants de Mantes et de Meulan n'ont garde de commencer leur cahier sans prévenir le lecteur qu'il

1. Je ne parle en ce moment que des cahiers des grands bailliages. Si l'on veut chercher les cahiers de bailliages secondaires, ceux des villages, ceux des corporations, on arrive à un chiffre immense. Le cahier du tiers état de Marseille se compose à lui seul du résumé des cahiers de quatre-vingt-dix-neuf corporations.

2. Le cahier de la noblesse du Nivernais n'a que deux articles. (Voir Chassin, *Génie de la révolution*, t. I, p. 319.)

« y trouvera des vœux exprimés avec la simplicité de la nature au milieu de laquelle ils vivent, et qu'ils cultivent plus que leur esprit. » (*Id.*, *passim.*)

Quoique rédigés vite, l'ensemble de leurs idées est le plus souvent complet; quoique les divers collèges n'aient pas eu le temps, pendant les réunions électorales, de concerter l'expression de leurs vœux, l'accord, non-seulement entre les cahiers des mêmes ordres et provinces, mais aussi entre ceux des électeurs de tous les ordres et de toutes les provinces ¹, est singulièrement étonnant. Pour que la France entière ait pu formuler ses désirs avec tant de rapidité, de clarté et d'unité, il fallait que tous les citoyens fussent profondément pénétrés des mêmes pensées, et qu'ils eussent d'avance une conscience bien nette de leurs besoins, de leurs intérêts, de leurs volontés.

On n'en saurait douter, lorsqu'on voit la précision des ordres donnés par les électeurs à leurs représentants. Le ton impératif des cahiers est une des premières choses qui frappe, en les ouvrant, le lecteur attentif. La plupart se divisent en deux parties, l'une contenant les ordres et l'autre les conseils. Les ordres portent sur toutes les questions graves, dont l'énoncé débute ordinairement par une formule positive, telle que celle-ci :

1. J'ai cherché à résumer, sur les questions essentielles, le caractère spécial des cahiers d'ordres et de provinces. Entre les ordres, il y a deux ou trois points de dissidence indiqués dans le cours de notre étude et signalés dans le résumé général, page 285; entre les provinces, il n'y a pas de différence bien tranchée; on pourrait découvrir quelques nuances de lan-

« Nous enjoignons à nos députés... etc... » Les conseils sont réservés aux objets accessoires que les représentants pourront résoudre comme ils l'entendront.

Le sentiment de l'obligation contractée par le député vis-à-vis ses commettants est unanime : « La plénitude des pouvoirs donnés à chaque député et à tous les députés ensemble porte, non sur l'objet du vœu unanime de la nation, mais sur les moyens de le remplir ; ainsi, les États généraux n'ayant de force et d'énergie que pour conduire à ses fins la volonté générale dont ils sont les organes, ils ne peuvent, ni la dissimuler, ni l'affaiblir, ni la modifier en aucune manière. » (Meudon, tiers état.)

L'expression de cette opinion varie suivant les ordres. Le tiers état, sûr d'avoir en tout cas plus à gagner qu'à perdre, se contente de l'indiquer, sans entrer toujours dans des détails qu'il pressent lui devoir être plus favorables que nuisibles. Pourvu que ses députés soient bien convaincus qu'ils n'ont de force que par lui et qu'une désobéissance de leur part constituerait une forfaiture, il n'en demande pas d'avantage ; en formulant les principes, il laisse aux députés le soin de les appliquer.

« Le sentiment du tiers état » est « que les provinces ont un droit très-réel de donner des instructions

gagne sur certains détails, mais, sur les points fondamentaux, tout le royaume est d'accord. La remarque la plus saillante est peut-être celle du libéralisme de la noblesse du sud-est, et aussi celle des tendances révolutionnaires du peuple de la Bretagne, même dans les bailliages ne renfermant pas de grandes villes.

et d'exiger que leurs députés s'y conforment, et que le serment prêté par ceux-ci est très-obligatoire... ; mais que ni l'un ni l'autre ne vont et ne peuvent aller jusqu'à devoir rompre l'assemblée nationale, ni jusqu'à pouvoir résister à la pluralité, ni jusqu'à emporter l'engagement de ne pas se rendre à la raison évidemment démontrée, comme le feraient les commettants eux-mêmes. » (Tiers état, Nemours, t. II, p. 64.)

Cette opinion ressemble à la précédente plus qu'il ne le paraît. L'ordre donné par les électeurs ne l'est que pour atteindre un but déterminé. Le cas arrivant où l'exécution de certains détails de cet ordre serait de nature à paralyser ou à retarder la marche de la nation vers ce but essentiel, le député devra sacrifier l'accessoire au principal, c'est-à-dire prendre un parti « non sur l'objet du vœu unanime de la nation, mais sur les moyens de le remplir. » (Meudon, déjà cité.)

Ainsi, le député du tiers état, en dehors de la volonté de ses commettants, ne pourra rien, ne sera rien. Il est autorisé, en cas de besoin, à suivre l'esprit plutôt que la lettre de ses *pouvoirs*. (Voir, entre autres, les procès-verbaux de Paris.)

Le clergé entend de la même manière la position des députés vis-à-vis leurs électeurs. Seulement, les questions les plus essentielles pour lui ne sont pas les mêmes que celles recommandées spécialement par le tiers état. Aux yeux de l'Église, la religion domine la politique, la morale prime le progrès matériel ; les députés du clergé reçoivent par-dessus tout la défense

de « prendre la moindre part directe ou indirecte à aucune délibération qui pourrait blesser les intérêts de la religion. » (Clergé de Saintonge, p. 5; *id.*, unanimité.) Comment ces intérêts religieux se conciliaient dans l'esprit du clergé avec les besoins nouveaux, nous le verrons dans la suite de cette étude.

La noblesse est l'ordre le plus impératif dans ses instructions; elle considère que le mandat remis par elle à ses députés « est de rigueur; » qu'il ne leur est « permis en aucun cas de s'en écarter; » et que, sur tous « les objets où le vœu de la noblesse est prononcé, il est défendu à ses députés d'en adopter un autre. » (Bas Vivarais, 2.) Elle déclare que si ses « représentants, sans avoir égard aux clauses expresses de leur mandat, jugeaient à propos de concourir à l'octroi des subsides » avant d'avoir pourvu à la réforme de l'État, elle les *désavoue formellement et les regarde* « comme déchus de leurs pouvoirs, incapables de la lier par leur consentement et à jamais indignes de sa confiance. » (Bas Limousin, 11 et 12; *id.*, très-grande majorité de la noblesse.)

On aurait tort de chercher dans ces réserves un indice de tendances rétrogrades chez la noblesse. L'ordre le plus positif s'associe habituellement aux demandes les plus libérales. Ainsi, le cahier des gentilshommes de Saintonge débute en ces termes :

« Nous déclarons à nos députés aux États généraux qu'ils ne sont que nos mandataires, que les porteurs de notre procuration, que les interprètes de nos volontés.

D'après ces principes, qui seront toujours les nôtres, nous ordonnons à nos députés aux États généraux de ne s'écarter en rien des ordres et des instructions que nous allons leur donner ; et, dans le cas où ils ne s'y conformeraient pas en tout point, nous les désavouons et déclarons à jamais indignes de notre confiance. »

Voilà un exorde bien net et bien impératif. Il se continue ainsi : « Nous défendons à nos députés de consentir aucune espèce de subsides, d'impôts ou d'emprunts, sous quelque nom et dénomination que ce soit, avant d'avoir obtenu la promulgation authentique des lois suivantes... » Refuser tout impôt avant la fixation des points constitutionnels, c'est déjà assez libéral ; mais il faut voir encore quels sont, dans l'esprit des gentilshommes, ces points constitutionnels indispensables à établir avant tout. Le premier est la liberté individuelle ; le second, le respect de la propriété ; le troisième, le droit à la nation seule de voter l'impôt ; le quatrième, l'administration des provinces par des États provinciaux ; le cinquième, celle du pays entier par les États généraux. Le cahier dit ensuite : « Il n'est et ne sera jamais permis aux députés de s'écarter en rien des articles ci-dessus... Nous leur donnons, sur tout le reste, pouvoir de proposer, remontrer, aviser et consentir tout ce qui peut concerner les besoins de l'État. » (Noblesse de Saintonge, p. 1 à 8.)

La noblesse de Caux exige l'établissement des bases constitutionnelles suivantes :

États provinciaux,
États généraux,
Droit à la nation seule de voter l'impôt,
Liberté individuelle,
Respect à la propriété,
Responsabilité ministérielle.

Elle ajoute : « Tous les points ci-dessus étant essentiels pour que la constitution française soit fixée sur des bases solides, l'assemblée déclare qu'elle désavoue ses députés et que les pouvoirs qu'elle leur donnera ci-dessous seront nuls, tant que les articles ci-dessus, tels qu'ils auront été délibérés et arrêtés par les États généraux, n'auront pas été consignés dans une charte formelle, qui servira à l'avenir de base à la constitution. » (Noblesse de Caux, p. 1 à 8.)

Instructions impératives de la noblesse d'Orléans :

Pouvoir exécutif au roi,
Pouvoir législatif à la nation et au roi,
Droit de voter l'impôt à la nation,
Inviolabilité des députés,
Liberté individuelle,
Responsabilité des ministres,
Incompétence des tribunaux pour la confection ou la réforme des lois,
Inamovibilité de la magistrature,
Périodicité des États généraux, avec réunion d'office en cas de mort du souverain,

Établissement d'États provinciaux. (Noblesse d'Orléans, p. 4 à 8.)

Demandes impératives de la noblesse de Nancy :

Hérédité de la monarchie, inviolabilité royale,
Droit à la nation de concourir au pouvoir législatif,
Inamovibilité de la magistrature,
Droit à la nation seule de voter l'impôt,
Périodicité des États généraux,
Liberté individuelle,
Liberté de la presse,
Secret de la poste,
États provinciaux. (Noblesse de Nancy, p. 4.)

Ces extraits, faciles à multiplier et pris à dessein dans les cahiers de provinces aussi différentes par leur esprit que par leur position géographique, prouvent que si les gentilshommes donnaient à leurs députés des instructions plus positives que celles de leurs collègues des autres ordres, ce n'était pas pour entraver la marche des idées nouvelles, mais seulement parce que les hommes des hautes classes, plus habitués par leur position officielle au maniement des affaires, et plus à même par leur expérience d'apprécier la gravité des événements qui se préparaient, étaient aussi plus pénétrés de l'imprudence qu'il y aurait à remettre le sort du pays tout entier entre les mains d'hommes que ne lieraient point des instructions formelles.

Somme toute, les électeurs de 89, le tiers et le clergé,

aussi bien que la noblesse, ne confiaient pas la patrie mourante à des hommes chargés de la sauver n'importe à quel prix ; ils choisissaient des négociateurs obligés d'accomplir une mission déterminée. En limitant ainsi la faculté d'action de leurs représentants, avaient-ils tort ou raison ?

Cette question du mandat impératif a été traitée si souvent et d'une manière si diverse, qu'il importe d'essayer de la réduire à ses véritables et simples termes.

Qu'il soit inutile, imprudent et par-dessus tout impossible de lier des députés sur tous les points de détail qui pourront leur être soumis, c'est vrai en tout état de cause ; c'était plus vrai que jamais en face de l'œuvre multiple et inconnue que les États généraux de 89 allaient avoir à réaliser ; mais si la nation, laissant à l'appréciation de ses représentants le libre choix des moyens, ne prétendait les astreindre qu'au respect de quelques principes essentiels, la position changeait totalement.

De tout temps, les organes du parti libéral ont prodigué leur sévérité aux députés qui, malgré leurs promesses préalables, désertaient le drapeau de la liberté. S'il y a trahison de la part de ces députés, c'est donc qu'il y avait pour eux un devoir à accomplir, et quel devoir, sinon celui de rester fidèle à l'obligation imposée d'une part, acceptée de l'autre ?

Voilà des hommes qui, s'adressant d'un commun accord à celui qu'ils jugent le meilleur ou le plus capable d'entre eux, lui disent : « Nous vous choisissons pour

notre représentant; mais cette délégation n'existe qu'à la condition expresse que vous vous regarderez comme l'interprète fidèle de nos volontés, et que vous ne vous en écarterez sur aucun point essentiel.» Si le candidat accepte, peut-il loyalement enfreindre son mandat?

On dira que la position n'est pas toujours identique à celle que nous dépeignons; que les électeurs ont le droit de donner leur confiance à un homme sans préciser une limite à son action. Sans doute, mais cette hypothèse ne saurait s'appliquer aux élections de 89; car non-seulement les instructions remises aux députés furent préparées et discutées avec un soin minutieux, mais leur rédaction fut l'œuvre de commissions dont firent partie et que dirigèrent les hommes les plus influents de l'assemblée, c'est-à-dire presque toujours ceux que le suffrage populaire appela quelques jours après à la députation. Comment donc les représentants de la France aux États généraux de 89 pouvaient-ils être autorisés à rejeter des ordres qu'ils s'étaient donnés à eux-mêmes?

Mais, ces instructions acceptées par tous, la marche des événements ne les a-t-elle pas rendues inexécutables? Cela, nous le verrons plus tard; pour le moment, il suffit d'établir que la nation comptait se donner, en la personne de ses députés, des ambassadeurs, non des dictateurs. Nous allons examiner maintenant l'essence des ordres contenus dans les cahiers. Nous comparerons ensuite l'ensemble de l'œuvre préparée par les électeurs avec celle réalisée par les représentants.

CHAPITRE III

CONSTITUTION. — ÉTATS GÉNÉRAUX. — VOTE PAR TÊTE

Début de quelques cahiers. — I. CONSTITUTION. Pouvoir législatif. — Initiative légale. — Pouvoir exécutif. — Monarchie héréditaire. — Vote de l'impôt. — II. ÉTATS GÉNÉRAUX. Réglementation des élections futures. — Liberté électorale. — Indépendance des députés. — Périodicité des États généraux. — Commission intermédiaire. — III. VOTE PAR ORDRE OU PAR TÊTE. — Tiers état. — Clergé. — Noblesse.

Une réforme complète, basée sur la suppression des lois absolues, et réalisée par l'établissement d'un régime constitutionnel, tel était le vœu, ou plutôt la volonté de toute la nation.

Je dis à dessein la *nation* et non le *peuple*, parce que, ainsi que nous l'avons déjà vu, ce sentiment novateur n'existait pas plus en bas qu'en haut, dans la masse populaire que chez les hommes des classes supérieures. Bien au contraire, sans les efforts de la royauté et de la noblesse, le développement de l'esprit libéral dans le peuple aurait été probablement moins énergique, et, dans tous les cas, beaucoup plus lent.

Louis XVI, en proclamant le besoin des réformes et en invitant son peuple à les accomplir avec lui, avait détruit sans retour l'absolutisme royal ; la noblesse,

en s'initiant aux mystères de la secte philosophique, dont le principe vital était la reconnaissance des devoirs de la philanthropie, avait anéanti la base de ses privilèges; en un mot, l'ancien régime, au moment où il abdiquait son pouvoir entre les mains du nouveau, n'avait rien oublié en fait de désintéressement, et ne pouvait encourir un autre reproche que peut-être celui d'avoir, pour mieux montrer la plaie, enfoncé le doigt trop avant dans la blessure; d'avoir, par crainte d'un retard dans l'avènement de la liberté, développé outre mesure le désir du changement; d'avoir enfin, comme l'a dit excellemment Tocqueville, trop soulevé le peuple en voulant le soulager.

Nombre de gens se représentent encore l'histoire de 89 comme celle de la lutte d'un peuple exaspéré par d'horribles abus contre leurs inexorables possesseurs. Les électeurs de 89 ne pensaient pas ainsi; car beaucoup d'entre eux ne manquaient pas de rappeler, au début de leurs cahiers, qu'en demandant des réformes, ils ne faisaient qu'obéir au désir, presque à l'ordre royal.

• Considérant, nous dit le tiers de Saint-Quentin, que les ministres du roi, par le résultat de son conseil du 17 décembre 1788, ont avoué, au nom de Sa Majesté, les droits incontestables de la nation, en déclarant :

« 1^o Que la volonté de Sa Majesté est non-seulement de ratifier la promesse qu'elle a faite de ne mettre aucun impôt sans le consentement des États généraux de son royaume, mais encore de n'en proroger aucun sans cette condition ;

« 2° D'assurer le retour successif des États généraux, en les consultant sur l'intervalle qu'il faudra mettre entre les époques de leur convocation, et en y écoutant favorablement les représentations qui lui seront faites, pour donner à ces dispositions une stabilité durable ;

« 3° Que Sa Majesté veut prévenir de la manière la plus efficace les désordres que l'inconduite ou l'incapacité de ses ministres pourraient introduire dans les finances, en concertant avec les États généraux les moyens les plus propres pour atteindre ce but ;

« 4° Que Sa Majesté veut, dans le nombre des dépenses dont elle assure la fixité, qu'on ne distingue pas même celles qui tiennent plus particulièrement à sa personne ;

« 5° Que Sa Majesté veut aller au-devant du vœu légitime de ses sujets, en invitant les États généraux à examiner eux-mêmes la grande question qui s'est élevée sur les lettres de cachet ;

« 6° Que Sa Majesté est impatiente de recevoir l'avis des États généraux sur la mesure de liberté qu'il convient d'accorder à la presse et à la publicité des ouvrages relatifs à l'administration, au gouvernement et à tout autre objet public ;

« 7° Que Sa Majesté préfère avec raison, au conseil passager de ses ministres, les délibérations durables des États généraux de son royaume ;

« 8° Enfin, que Sa Majesté a formé le projet de donner des États provinciaux..., et de former un lien durable entre l'administration particulière de chaque province et la législation générale,

« Le vœu du tiers état est..... etc. » (*Id.*, noblesse d'Agen; clergé du Bourbonnais, etc., etc.)

Ceux qui ne jugeaient pas utile de reproduire le préambule de l'édit royal n'oubliaient pas pour cela de remercier le roi. Tous le faisaient; quelques extraits pris au hasard dans les cahiers du tiers état nous montreront dans quels termes :

« L'ordre du tiers état de la ville, bailliage et comté de Dourdan, pénétré de la reconnaissance qu'excitent en lui les bontés paternelles du roi, qui daigne lui rendre ses anciens droits et son ancienne constitution, oublie en ce moment ses malheurs et son impuissance pour n'écouter que son premier sentiment et son premier devoir, celui de tout sacrifier à la gloire de la patrie et au service de Sa Majesté. » (Dourdan, tiers état, p. 1.)

« Sire, le tiers état de votre bailliage de Châlons, pénétré de la plus vive reconnaissance pour le double bienfait que la nation vient de recevoir de Votre Majesté, par le rétablissement des États généraux et l'égalité de représentation entre les trois ordres de l'État, s'empresse de déposer ses très-humbles actions de grâces aux pieds de Votre Majesté. » (Châlons-sur-Marne, tiers état, p. 1.)

« Les députés du tiers état du bailliage d'Auxerre, pleins de confiance dans les vues bienfaisantes du roi, dans l'amour tendre qu'il porte à ses sujets, et dont il vient de leur donner une marque si touchante, en leur déclarant qu'il veut les consulter comme ses conseillers

et ses amis, ont arrêté..... etc. » (Auxerre, tiers état, p. 1.)

« Le tiers état du bailliage royal de Meudon consacre les premiers mouvements de son cœur à la vive reconnaissance dont il est pénétré pour le patriotisme sans exemple de son auguste souverain qui, non content du titre peu commun de père du peuple, veut en mériter un autre plus rare encore, celui de régénérateur de la nation. » (Meudon, tiers état, p. 1.)

« Le tiers état de la sénéchaussée de Nîmes, assemblée par ordre du roi pour porter dans l'assemblée des États généraux, convoquée par Sa Majesté, les respectueuses représentations d'un peuple soumis et fidèle, et l'expression de ses vœux, s'empresse de répondre aux vues paternelles du meilleur des rois, et de lui apporter les souhaits de ses peuples, pour tout ce qui peut établir un ordre constant et invariable dans toutes les parties du gouvernement; et, puisque le plus grand bienfait qui puisse émaner de la bonté d'un monarque est d'appeler ses sujets autour de son trône, de les consulter eux-mêmes sur tout ce qui peut faire leur bonheur, et de leur tendre une main généreuse pour les rappeler à leur ancienne liberté....., le premier devoir des peuples attendris est de porter aux pieds du souverain les témoignages respectueux de leur immortelle reconnaissance. » (Nîmes, tiers état, p. 1 et 2.)

De ces monotones citations ressortent plusieurs considérations importantes. D'abord, la convocation des États généraux paraît à tous le gage essentiel des ré-

formes à obtenir; l'opinion publique n'admet pas que les représentants du pays puissent s'assembler sans faire le bien désiré par tous.

Leur réunion ne s'opère point en vertu d'une concession nouvelle, mais par l'application d'un droit antique. La participation du peuple au gouvernement, vieille comme la France, ne peut périr qu'avec elle; les États généraux de 89 ne seront, à ce point de vue, que le renouvellement d'une institution inhérente aux principes de la constitution monarchique.

Quelque importants que soient les États, quelque positif que soit le droit de la France à s'y réunir, elle n'aurait pu le faire sans la convocation royale. L'assemblée des représentants de la nation, garantie de bonheur public quand elle est convoquée légalement, ne serait qu'une révolte si elle prétendait exister contre la volonté du roi. La plus grande partie du bien que vont faire les États généraux appartient donc à Louis XVI, sans lequel ils n'auraient pu être. En le remerciant, la nation ne se conforme pas au vieil usage d'une politesse banale; elle remplit un devoir.

Un moyen meilleur que des mots pour remercier le roi, c'est l'action dans le sens indiqué et désiré par lui-même. Puisque la convocation des États généraux n'a, dans la pensée royale, d'autre but que la réalisation par le peuple de ce que son chef n'a pas pu ou n'a pas cru devoir faire à lui seul, la nation ne peut mieux en témoigner sa reconnaissance qu'en tâchant d'atteindre ce but proposé et défini. Pour cela, la voie la plus sûre

lui paraît être l'obligation imposée aux députés de ne consentir aucune réforme accessoire, de ne voter aucun impôt, avant d'avoir établi sur des bases fixes la constitution nouvelle. Les électeurs des trois ordres sont d'accord pour comprendre ce devoir et formuler cette obligation.

« Nos députés, dit le tiers, ne pourront, sous peine de désaveu, délibérer sur aucune matière qu'on n'ait arrêté les actes constitutionnels. » (Anjou, p. 23; Bayonne, p. 8; Marsan, etc., etc.)

« Les impôts, dit le clergé, ne pourront jamais être accordés par les États généraux qu'autant que tous les actes de législation et tous les articles de la constitution auront été arrêtés. » (Lyon, p. 12; Auxerre, etc., etc.)

« Les États généraux, dit la noblesse, ne délibéreront sur aucun impôt, avant d'avoir définitivement statué sur tout ce qui aura rapport à la constitution. » (Lyon, Beauvais, Bas Limousin, Caux, etc.)

Le désir est le même, l'expression identique; le premier et le plus absolu devoir des députés est l'établissement d'une constitution nouvelle embrassant la totalité des institutions politiques, civiles et sociales.

I

CONSTITUTION

La réforme politique, telle que les cahiers la comprennent, porte d'abord sur trois points essentiels : le droit de faire les lois ; celui de les exécuter ; celui de voter les impôts.

Relativement au pouvoir législatif, le principe affirmé presque partout, c'est qu'il appartient à la nation et au roi. Quelques cahiers (tiers état de Paris, Nivernais, Meudon, Étampes, etc.) semblent vouloir infirmer cette règle et réserver à la nation seule la puissance législative ; mais un instant d'examen prouve que si, dans l'esprit des rédacteurs, le droit de faire la loi comprend la faculté de la discuter et de la rédiger, il ne s'étend jamais jusqu'à celle de la sanctionner et de la promulguer.

Ainsi le tiers de Meudon nous dit (art. 1^{er}) : « La volonté appartient essentiellement à la nation et l'action au monarque ; » (art. 2) : « La loi n'étant que l'expression de la volonté générale, la puissance législative réside pleinement, entièrement et uniquement dans la nation ; d'où il résulte qu'aucun acte public n'a ni ne peut avoir force légale, s'il n'est émané d'elle, et qu'aucun autre pouvoir n'a la faculté de rien ajouter, de rien retrancher, d'apporter la plus légère modifica-

tion à ses décisions unanimement consenties. » Rien ne serait plus positif, si l'article 3 n'ajoutait : « Aucun acte législatif ne peut avoir de force et d'énergie qu'autant qu'il est reconnu, avoué, sanctionné par le pouvoir exécutif qui doit le mettre en vigueur. » (Tiers état de Meudon, p. 12.) La même remarque s'applique presque partout.

Non-seulement l'intention des électeurs n'est pas d'usurper le droit de sanction, mais ils ne précisent même pas auquel des deux pouvoirs appartiendra l'initiative légale. Tantôt, nous voyons Sa Majesté suppliée de proposer telle ou telle loi; tantôt, les députés reçoivent la défense de se séparer avant d'en avoir fait telle ou telle autre. Si la nation a le droit de faire les lois à elle seule, pourquoi supplier le roi de les lui proposer? Si elle ne l'a pas, pourquoi imposer aux députés l'accomplissement d'une obligation qui dépasse la limite de leurs pouvoirs? La volonté des cahiers à cet égard n'est ni claire ni unanime. Quelques électeurs pensent, avec ceux de Nemours, que le même pouvoir ne devant pas proposer les lois et les sanctionner, l'initiative légale appartient de droit et exclusivement aux États généraux; mais ce sentiment est fort rare. La plupart se bornent à demander : d'une part, que le pouvoir législatif ne puisse être « exercé par le roi sans le concours de la nation (Riom, tiers état, art. 8; *id.*, très-grande majorité); » de l'autre, que la volonté générale ne puisse acquérir force de loi sans être « sanctionnée par le roi. » (Tiers état de Paris, p. 16; *id.*, unanimité.)

Dans leur pensée, « la loi est l'expression de la volonté générale de la nation sanctionnée par la volonté du roi, ou l'expression de la volonté royale approuvée et consentie par la volonté générale de la nation. » (Tiers de Lyon, p. 5; *id.*, noblesse d'Évreux, etc.)

Le droit de promulgation représentera une part du pouvoir exécutif, lequel résidera tout entier entre les mains du roi, dont la personne sera inviolable et sacrée, et dont les droits se transmettront à ses descendants suivant la loi de l'antique hérédité.

« La succession au trône français de mâle en mâle étant reconnue et confirmée par une délibération expresse, le serment solennel de maintenir Louis XVI dans tous ses droits sera renouvelé. » (Tiers de Vannes, p. 4.) Il sera reconnu « que le gouvernement monarchique est le seul admissible en France; que la couronne est héréditaire de mâle en mâle, dans la maison régnante et suivant l'ordre de primogéniture, à l'exclusion des femmes et de leurs descendants; que la personne du roi est toujours sacrée et sa sûreté inviolable. » (Bourbonnais, tiers état, p. 4; *id.*, unanimité.) Sur ce point, nul doute, nulle restriction. Si les progrès sociaux nécessitent une modification dans l'exercice du pouvoir royal, rien ne serait moins sage que de détruire la monarchie elle-même; rien ne serait moins juste que de rendre Louis XVI et la royauté victimes des innovations qu'ils ont provoquées.

A la nation et au roi, le droit de faire les lois; au

roi seul, le pouvoir exécutif. La nation, elle aussi, possédera un droit exclusif et absolu : celui de voter l'impôt.

Le roi expose les besoins publics; il les connaît mieux que personne, puisqu'il est chargé de les satisfaire. La nation y pourvoit de la manière et jusqu'au point qui lui paraissent le plus convenables; elle en a le droit, puisque l'intérêt général n'est autre que le sien.

L'adhésion populaire est nécessaire pour que l'impôt ne soit pas une violence; cette adhésion ne peut s'obtenir que par l'exposé des dépenses à faire et par la justification des dépenses déjà faites. Il faut que la nation sache ce qu'on lui demande, et pourquoi on le lui demande; ce qu'on fera des fonds alloués par elle, et ce qu'on a fait de ceux précédemment accordés.

De là, un budget public annuel, afin que chaque citoyen puisse vérifier lui-même l'emploi de l'argent donné par lui à l'État; une désignation spéciale des crédits affectés à chaque ministère, pour que la complication et le mélange des services n'entraînent pas l'obscurité des comptes; une responsabilité positive, vis-à-vis la nation dont ils dépensent l'argent, des ministres nommés par le roi dont ils reçoivent les ordres. Sans consentement national, point d'impôt; sans publicité du budget, point de contrôle rendant l'arbitraire impossible; sans responsabilité ministérielle, point de garantie pour la nation. Voilà ce que tout le monde, clergé, noblesse, tiers état, pense et demande sans hésitation, sans équivoque, sans détour; voilà ce qui

doit compléter la fixation des droits réciproques de la nation et du roi.

II

ÉTATS GÉNÉRAUX

Chargés d'exercer l'une et l'autre des fonctions permanentes, la nation et le roi devront évidemment posséder aussi l'une et l'autre une existence politique permanente. « Les États généraux, régulièrement composés, seront reconnus être la seule assemblée compétente pour déclarer la volonté générale de la nation, après mûres et libres délibérations. » (Lyon, tiers état ; *id.*, unanimité.)

« Les États généraux seront organisés de manière que les élections soient parfaitement libres et les députations vraiment représentatives. » (Tiers état de Montpellier, art. 6., *id.*, unanimité.)

Sur l'élection actuelle, quelques protestations se forment. Les cahiers de la capitale se plaignent de ce que l'élection du tiers se fait à deux degrés, tandis que celle de la noblesse, partout ailleurs qu'à Paris, et celle d'une partie du clergé s'effectuent par le suffrage direct; de ce que la présidence des réunions électorales est déléguée à des officiers publics, au lieu d'appartenir à des citoyens librement élus; de ce que l'autorité laisse trop peu de temps aux électeurs pour discuter et déterminer

leur choix. (Cahiers spéciaux et cahier général du tiers de Paris.) Quelques cahiers de province reproduisent des plaintes analogues (Vannes, p. 21; Pont-à-Mousson, tiers état, p. 22, etc.); la plupart, sans incriminer les détails de l'élection présente, se bornent à demander aux États généraux une exacte et libérale réglementation des élections futures.

Ils tiennent d'abord à ce qu'on modifie les circonscriptions électorales, à ce que les anciens bailliages soient remplacés par une division faite « sans distinction de provinces, de pays d'états, de généralités. » (Clergé de Dourdan, tiers de Nîmes; *id.*, unanimité.) On fera bien aussi d'interdire à toute association publique ou privée, à toute corporation comme à toute municipalité, le droit d'avoir une représentation spéciale aux États généraux (Cahiers de Lyon, *id.*, *passim*); de n'admettre parmi les électeurs et éligibles, ni les employés du gouvernement (Tiers de Nîmes; *id.*, Montpellier, etc.), ni ceux des seigneurs (Noblesse de Nemours, art. 65); de refuser l'éligibilité aux gentilshommes qui ne résideraient pas, au moins trois mois chaque année, dans l'arrondissement électoral (Noblesse d'Auxerre); de supprimer la faculté de voter par procuration (Noblesse de Nivernais, Dourdan, etc.); de défendre aux électeurs de choisir un député ailleurs que dans leur ordre (Noblesse de Gien, trois ordres de Bourg, majorité du tiers état).

Par-dessus tout, il importe que ce qui concerne la représentation nationale soit abandonné sans réserve à

la décision des États généraux, et que ceux-ci sacrifient les convenances accessoires à deux conditions essentielles : la liberté de l'électeur, l'indépendance de l'élu.

La liberté électorale n'est contredite par personne ; il s'agit moins de l'assurer que de la débarrasser des imperfections qui la gênent sans la compromettre. Le principe est accordé ; son exécution seule exige quelques soins. Les États généraux y veilleront avec assez d'attention pour qu'il ne soit pas nécessaire de leur imposer à cet égard une règle de conduite détaillée et obligatoire.

Beaucoup plus délicat est le second point, celui qui concerne l'indépendance de l'élu. Peu importe, en effet, que le candidat soit librement élevé à la dignité de représentant de ses concitoyens, s'il doit céder ensuite à la séduction ou à la peur. Contre une violence arbitraire, il est facile de prémunir les députés en les proclamant inviolables ; les cahiers le font à l'unanimité ; mais, contre la séduction, on ne saurait prendre des précautions trop grandes. Le député reçoit la défense formelle d'accepter, sans l'aveu de ses électeurs, aucune faveur de la cour ; quelquefois même, la défense ne se borne pas au temps de la session ; elle comprend l'intervalle qui s'écoulera jusqu'aux prochains États généraux, afin que le député soit à l'abri, non-seulement de la faveur, mais même de la promesse d'une faveur.

« Nos députés, » disent les cahiers de la noblesse

d'Agénois et de Lorraine, d'accord en cela avec la presque totalité de ceux de leur ordre et des autres ordres, « s'engagent sur l'honneur à n'accepter aucune grâce ni aucune faveur de la cour, pendant l'intervalle d'une assemblée des États généraux à l'autre, à moins que ces grâces ne soient dans l'ordre ordinaire, ou que la noblesse de la sénéchaussée n'y consente. » (Agen, 42; Nomény en Lorraine, 10, etc.)

A la question des faveurs se joint celle des honoraires. Les députés qui ne pourront, sans préjudice pour leurs familles, payer les frais de leur séjour aux États généraux, recevront « de l'assemblée qui les aura députés, et jamais d'autre source, leurs honoraires, qui ne doivent être que des indemnités. » (Noblesse de Mantes, 16; *id.*, *passim.*)

Cette règle invariable s'appliquera, non-seulement à la députation aux États généraux, mais à toutes les fonctions auxquelles il sera pourvu par l'élection, à tous les offices dont le titulaire pourra se considérer comme le représentant de ses concitoyens. Il est juste « que les députés aux États généraux et provinciaux soient payés par leurs provinces, sans qu'ils puissent accepter pour eux ou leurs enfants, pendant le temps de leur députation, aucuns bénéfices, dons, pensions, places ou autres récompenses de la part du gouvernement, à peine d'être déchus de leurs prérogatives; la province qui les aura nommés sera autorisée à élire à leur place, par le seul fait de l'acceptation constatée, à moins que les récompenses ne soient consenties par

les États dont ils seront membres. » (Tiers état de Provens, 44.)

Quelques électeurs, portant leur vue au delà de ces dangers vulgaires, se demandent s'il est bien vrai que l'indépendance des députés n'ait à craindre que les promesses ou les menaces de la cour, et si l'entraînement de l'esprit nouveau, si la fureur d'innover, si l'amour trop ardent de la popularité ne seront pas à redouter pour eux autant et plus que les efforts rétrogrades d'une puissance affaiblie. Celui qui sert les passions de la multitude n'est pas plus indépendant que celui qui obéit aux violences ou aux séductions royales. Au moment où les députés vont avoir tant de modifications à introduire dans l'État, leur premier devoir est peut-être de se rappeler « que le plus grand des abus serait de vouloir tous les détruire (Clergé de Lyon) ; » — « que, si la réforme elle-même est nécessaire, la passion d'où naît cette réforme peut être périlleuse ; » que les lois ne sont utiles que lorsqu'un sentiment supérieur aux lois en fait respecter l'autorité (*ibidem*) ; » — que « les nations ne doivent rien faire par secousses, et que tout acte, même utile en soi, dont l'exécution est trop rapide,... renferme beaucoup de dangers. » (Tiers état de Nemoirs, t. II, p. 153.)

Ce langage est rare ; peu d'esprits ont assez de sagesse et de clairvoyance pour deviner que le péril le plus à craindre est peut-être l'excès dans le bien. Moins large dans ses prévisions, la grande masse des citoyens ne re-

doute pas, pour ses députés, la séduction de l'esprit révolutionnaire; elle croit avoir sauvé l'honneur et assuré les bienfaits de la représentation nationale, le jour où la liberté de l'élection et l'indépendance de l'élu seront mises à l'abri des rigueurs ou des intrigues de la cour.

On chercherait en vain dans tous les ordres un seul cahier qui ne demande le retour périodique des États généraux, avec possibilité au roi de les convoquer dans l'intervalle, s'il le juge nécessaire, et réunion d'office, en cas de mort du souverain.

Les uns demandent une session tous les deux ou trois ans, d'autres tous les quatre ou cinq; quelques-uns même verraient avec plaisir une assemblée permanente. Chez tous, le principe est le même : la nation se refuse à vivre plus longtemps sans une représentation régulière; elle croit que, dans les circonstances ordinaires, une réunion à plusieurs années de distance sera suffisante, que les lois ainsi faites n'auront pas besoin de modifications incessantes, et que le roi pourra administrer la France sans ajouter aux décisions des États autre chose que des règlements provisoires; mais si l'expérience prouve l'utilité de réunions plus fréquentes, on les rapprochera autant qu'il le faudra; s'il paraît convenable d'avoir une assemblée permanente, on la rendra permanente. Le principe incontestable et incontesté, c'est que la France sera pourvue d'une représentation régulière, dont l'exercice pourra être, selon le besoin, plus ou moins fréquent, mais dont l'existence sera pour jamais assurée.

Il sera interdit aux États généraux de faire siéger en leur absence une commission intermédiaire, c'est-à-dire une fraction parlementaire chargée de représenter dans l'intervalle des sessions l'assemblée générale. Cette antipathie, non pas unanime, mais très-fréquente, contre les commissions intermédiaires, paraît d'abord singulière; car il est assez naturel qu'une assemblée, au moment où elle se sépare, délègue quelques-uns de ses membres pour veiller pendant son absence à l'exécution de ses ordres, et lui rendre compte à sa réunion prochaine des faits accomplis dans cet intervalle.

Mais n'est-il pas à craindre « que les membres » de la commission intermédiaire, « pour étendre ou perpétuer leur pouvoir, ne s'accordent un jour avec les ministres pour retarder les États généraux, et n'acquiescent une prépondérance aristocratique funeste au trône et à la nation ? » (Noblesse de Clermont-Ferrand, art. 4.) « Est-il sage d'exposer une commission intermédiaire à se croire les États généraux, à imaginer qu'elle peut se dispenser de consulter la nation ? » Lors même qu'on restreindrait son rôle à des fonctions purement administratives, « doit-on exposer des États généraux... au danger d'avoir à punir la commission intermédiaire établie par leurs prédécesseurs ? » (Tiers état de Nemours, t. II, p. 53.)

On venait d'ailleurs de toucher du doigt l'inconvénient des commissions intermédiaires. Au moment où le roi avait nommé les assemblées provinciales, chacune d'elles, après une session d'installation, remplie par

les compliments de rigueur et par un examen sommaire des travaux à accomplir, s'était séparée, chargeant une partie de ses membres, ordinairement les plus actifs ou ceux qui habitaient les points les plus centraux des élections et des généralités, du soin de surveiller, sous le nom de commission intermédiaire, l'exécution des premières décisions prises, de rédiger des rapports sur les questions à résoudre, en un mot, de tout faire ou de tout préparer.

Les membres de ces commissions s'étaient mis en rapport avec les municipalités et les corps administratifs, avaient reçu toutes les communications adressées à l'assemblée provinciale, s'étaient initiés aussi complètement que possible au détail des affaires. Pendant ce temps, leurs collègues, confiants dans le travail de la commission, ne s'occupaient de rien et attendaient, pour s'instruire, leur prochaine réunion ; mais à cette réunion, qu'arriva-t-il ? L'assemblée, ne pouvant soutenir la discussion avec ses commissaires sur des points qu'eux seuls connaissaient, aima mieux ratifier tout ce qu'ils avaient fait que de prolonger son travail ou de prendre un parti contraire à l'opinion des seuls qui eussent étudié les questions. La réunion générale n'eut ainsi d'autre résultat que l'approbation d'une décision presque individuelle.

Les électeurs ne voulaient pas qu'un semblable inconvénient pût se produire aux États généraux. Une commission de surveillance placée en face du pouvoir exécutif serait inutile et inconvenante. Une commission

législative chargée de suppléer à l'absence des États généraux n'aboutirait qu'à la création d'une petite oligarchie provisoire, plus funeste qu'avantageuse au droit représentatif de la nation. Mieux valait donc n'en point établir.

Ainsi les États généraux seront réunis aussi souvent qu'il le faudra ; ils ne se sépareront jamais sans indiquer l'époque de leur réunion suivante ; le roi pourra les convoquer dans l'intervalle, s'il le juge convenable ; ils ne laisseront derrière eux aucune fraction parlementaire destinée à les remplacer plus ou moins dans l'intervalle des sessions.

III

VOTE PAR ORDRE OU PAR TÊTE

Jusqu'à présent, sur les divers points relatifs à l'ensemble de la réforme politique et à l'organisation des États généraux, nous n'avons constaté aucune division entre les ordres. Il en était un cependant sur lequel les opinions des électeurs ne s'accordaient pas, et ce seul point devait servir de prétexte au début de la révolution. Le tiers demandait le vote par tête, la noblesse le vote par ordre ; le clergé, quoique indécis, se rapprochait du vœu de la noblesse plutôt que de celui du tiers état.

Que les ordres aient différé d'opinion sur la question

du vote, ce n'est pas contestable; mais que cette divergence d'idées se présente dans les cahiers avec un caractère inexorable, c'est au moins douteux. Les longues citations qui vont ici devenir nécessaires me seront pardonnées, en raison de l'importance du sujet.

Le tiers état réclame presque toujours le vote par tête, purement et simplement; il se contente de dire : « on votera aux États généraux par tête et non par ordre. » Ce principe lui paraît si naturel, si évident, qu'il ne se donne même pas la peine de le discuter.

Quelques exceptions, admettant la possibilité du vote par ordre, se font remarquer çà et là. « Notre vœu, dit le tiers de la vicomté de Paris (p. 7), est que les États généraux délibèrent par tête; et, si ce vœu éprouvait d'abord quelques difficultés, nous désirons que, du moins, dans le cas où les ordres ne parviendraient pas à s'accorder par des délibérations prises séparément, ils se réunissent pour former une résolution définitive. » (*Id.*, Reims et Saintonge.) Quelques-uns reconnaissent implicitement la possibilité de voter par ordre, en demandant « que, dans le cas où les ordres seraient séparés, deux ne puissent obliger le troisième (Mantes et Meulan, Ponthieu); » — « que les États généraux, opinant par tête ou divisés par ordres, reconnaissent dans les représentants des communes une influence et un pouvoir égal à celui des deux autres ordres. » (Riom; art. 2, *id.*, *passim*.) D'autres, malgré leur énergique préférence pour le vote par tête, n'interdisent pas à leurs députés le droit de délibérer si une autre forme est adoptée.

(Marsan.)—Le tiers d'Ambert en Auvergne « croit que l'on ne devrait permettre au clergé et à la noblesse de délibérer par ordre... que quand il s'agirait d'objets à eux particuliers. » Celui de Nemours va plus loin que tous les autres. Il lui « paraît que les trois ordres doivent conserver le droit de délibérer séparément sur les objets qui sont spéciaux à chacun d'eux... Plusieurs paroisses du bailliage de Nemours pensent, et c'est une opinion qui paraît assez généralement répandue, qu'il serait à désirer que les deux ordres supérieurs fussent réunis en une seule chambre ; qu'il n'y eût à l'avenir que deux ordres : l'ordre noble qui contiendrait les gentilshommes et le clergé, et l'ordre des communes, de sorte que nos États généraux fussent divisés, comme le parlement d'Angleterre, en chambre haute et chambre des communes. » (Tiers de Nemours, t. II, p. 80.) Enfin, certaines assemblées électorales placent au-dessus de toutes les considérations accessoires le besoin de maintenir la concorde et de supprimer toute rivalité au sein des États généraux.

« Un vœu du troisième ordre non moins cher à son cœur est que, dans l'assemblée nationale et dans tout le royaume, on répète à grands cris : vive Louis XVI ! vive le clergé ! vive la noblesse ! vive à jamais la réunion des trois ordres pour le bonheur de la France ! » (Forez.)

Le tiers état de Château-Thierry « désire et exige que ses députés se souviennent qu'ils ne sont pas envoyés vers des ennemis dont ils doivent braver l'audace

et l'orgueil, mais vers des citoyens avec lesquels ils vont traiter de la paix et du bonheur de la nation; que, dans le choc des opinions nécessaires à la recherche de la vérité, que, dans la chaleur inséparable de l'amour du bien, la sagesse et la modération doivent toujours être les compagnes de la hardiesse et de la fermeté;... que si l'imprudence, les passions ou l'intérêt particulier pouvaient les porter à compromettre ou à sacrifier les intérêts communs, l'opprobre et l'infamie les attendent à leur retour. » (Château-Thierry.)

Ces singularités intéressantes n'empêchent pas que la volonté générale du tiers état ne soit celle qu'exprimait prophétiquement en ces termes le cahier d'Auxerre :

« Les voix seront comptées par tête et non par ordre; .. dans le cas où les deux ordres, ou l'un des deux, ne voudraient pas opiner de cette manière, ou se retireraient, les députés du tiers demeureront assemblés et délibéreront sur les matières qui font l'objet de la convocation, nonobstant les protestations que pourrait faire tout ou partie des députés des deux autres ordres, attendu que le tiers état constitue essentiellement la nation. » (Auxerre, tiers état.)

Les exceptions, sans infirmer la règle, prouvent seulement qu'une porte, quelque étroite qu'elle fût, demeurerait, même dans les cahiers du tiers, ouverte à la conciliation.

Le clergé n'avait pas d'opinion bien arrêtée. A beaucoup d'égards, le vote par tête lui paraissait juste; il le

demandait quelquefois et disait comme le tiers : « On votera par tête et non par ordre ; » plus souvent, il l'admettait pour toutes les questions d'intérêt général ; dans tous les cas, il prenait garde que la volonté des deux premiers ordres ne pût lier le troisième. (Aix, Marseille, Lyon, Bourbonnais, Limousin, Forez ; Beaujolais, Amont, Aval, Auxerre, Dijon, Metz, Saumur, Dôle, Dourdan, Ambert, etc.) Mais la distinction des ordres se liait tellement aux principes de l'ancienne monarchie, que la majorité du clergé croyait téméraire de la supprimer d'un seul coup. Aussi demandait-elle que « l'usage antique et constitutionnel de voter par ordre et non par tête » fût conservé. (Rouen ; *id.*, majorité des cahiers du clergé.) Du reste, elle se montrait prête à abandonner son avis pour accepter sur cette question l'opinion générale : « Le vœu particulier et le désir formel du clergé..... est de conserver dans les États l'ancienne distinction des ordres et la manière de voter par ordre ; mais, si le roi et la nation décident qu'il faut opiner par tête, il autorise les députés à y voter dans cette forme. » (Clergé de Saintonge, p. 6.) Là est la vérité : une préférence, non une volonté.

A lire les débuts de la Constituante, on croirait que tous les cahiers de la noblesse devaient imposer aux députés la condition absolue du vote par ordre. Sans doute, bon nombre d'entre eux protestent d'avance contre les délibérations prises aux États généraux, si les voix y sont comptées autrement qu'en ordre ; mais cette défense n'est pas unanime, il s'en faut de beaucoup.

Les trois ordres du Dauphiné défendent à leurs députés de « délibérer séparément, » et leur donnent « mandat spécial d'employer tous leurs efforts pour que... les délibérations soient constamment prises par les trois ordres réunis, et que les suffrages soient comptés par tête, sans qu'ils puissent voter sur aucune proposition, avant que ces formes aient été définitivement arrêtées ; l'assemblée déclarant qu'elle désavoue ses députés et leur retire ses pouvoirs, s'ils contreviennent au mandat ci-dessus. » (Pouvoirs généraux donnés par les États de Dauphiné à leurs représentants aux États généraux, 31 décembre 1788.)

Une attitude exceptionnelle de la part de la noblesse dauphinoise n'étonnera personne ; ce qui paraîtra plus singulier, c'est de trouver dans bon nombre d'autres cahiers un langage analogue. Les gentilshommes de Châteauneuf en Thimerais disent à leurs députés : « Les trois ordres demeureront réunis pour délibérer ; les voix seront comptées par tête et non par ordre ; cette forme étant la seule raisonnable et la seule qui puisse écarter et anéantir l'égoïsme de corps, source unique de tous nos maux, rapprocher les hommes et les conduire au résultat désiré que la nation a droit d'espérer d'une assemblée où le patriotisme et les grandes vertus seront fortifiés par les lumières et le génie. » (Châteauneuf en Thimerais.)

La noblesse de Marseille (art. 1^{er} de son cahier) prescrit à ses députés « de délibérer par tête dans les trois ordres réunis. » Celle d'Aix « les charge de faire

leurs efforts pour que l'on opine par tête (p. 1). » Celle de Forcalquier permet « aux députés d'opiner par tête ou par ordre, ainsi que les États généraux le jugeront plus utile; » elle ajoute : « L'opinion par tête paraît préférable (art. 2). » Celle d'Amont en Franche-Comté « demande » la délibération par tête pour les objets d'intérêt général, notamment pour l'organisation des États. (Cahier des trois ordres d'Amont.) Les gentilshommes de Vermandois reconnaissent qu'il « serait à désirer de voter par tête pour l'intérêt général de la nation (p. 2). » « Le vœu des trois ordres des bailliages de Montfort-l'Amaury et de Dreux est qu'à l'assemblée de la nation les trois ordres opinent réunis et par tête. »

D'autres électeurs remettent aux États généraux le soin de résoudre la question. « Le vote par tête paraît le plus naturel » à la noblesse de Bordeaux; « mais le vote par ordre paraissant à quelques égards un moyen plus assuré pour maintenir une sage constitution, les députés se conformeront à la pluralité des opinions pour fixer les circonstances où l'une ou l'autre manière de voter doit être adoptée (p. 1). » Celle de Dôle, trouvant que « c'est à la nation assemblée en États généraux à statuer sur la forme la plus convenable de ses délibérations..., laisse à ses députés la faculté de délibérer, quelle que soit la forme que la majorité décidera (art. 3). » Les gentilshommes du Forez demandent « que, dans l'assemblée des États généraux, les voix se comptent par tête ou par ordre, ainsi qu'il sera décidé par ladite assemblée. » (Forez; *id.*, Beaujolais, Auxois,

Saumur, Bourg-en-Bresse.) Ceux de Pont-à-Mousson « croient ne devoir prescrire aucune forme à leurs députés relativement à la grande question de savoir si, dans les États généraux, on opinera par tête ou par ordre (p. 15). » Ceux de Provins et Montereau « demandent que les États généraux statuent sur la question de savoir s'il est plus constitutionnel d'opiner individuellement ou par ordre (p. 8). »

« Dans le cas où la majorité des États généraux exprimerait un vœu contraire » au principe du vote par ordre, les députés de Péronne, Montdidier et Roye « sont autorisés à se ranger à cette majorité (p. 5; *id.*, Villers-Cotterets, Maine, Quesnoy, Angoulême); » à moins cependant qu'il ne s'agisse de « délibérations préjudiciables à l'ordre de la noblesse. » (Toulouse.)

La noblesse de Berry demande le vote par ordre; mais elle ajoute : « Le présent arrêté étant seulement l'expression du désir de la noblesse de la province de Berry, les députés pourront s'en écarter selon leur prudence (p. 39). »

La noblesse de Beauvais « est d'avis que, dans les États généraux, en toute matière, les ordres délibèrent séparément; mais que, si l'unanimité manquait entre les trois ordres, comme il ne serait pas juste que la nation perdît son droit de voter sur aucun des articles proposés, alors les trois ordres devraient se réunir et les voix être comptées par tête (p. 3). » Celle d'Agen résume son opinion en ces termes : « Nous ordonnons à nos députés de demander qu'on vote par ordre

sur tous les objets de législation et d'administration, laissant la liberté de voter par tête sur l'objet des subsides seulement; mais comme, dans le court espace de nos séances, nous n'avons pas le temps d'examiner à fond cette importante question, nous autorisons nos députés, s'ils reconnaissent la justice évidente de voter par tête dans les objets généraux de législation et d'administration, d'y accéder (p. 12). »

Le principe du vote par ordre sera adopté, « sauf aux trois ordres à se réunir pour délibérer en commun chaque fois qu'ils le jugeront à propos (Nancy, p. 11; *id.*, Alençon, p. 9 et 10); » ou bien à s'assembler pour discuter et à ne se séparer que pour voter (Reims); ou bien encore à permettre que les voix soient comptées individuellement dans chaque ordre, de manière à ce que la question accessoire de la réunion permanente remplace celle essentielle du vote individuel. (Nemours.)

* Dans tous les cas, « le concours des trois ordres sera nécessaire pour faire passer une loi. » (Limoges; *id.*, Crépy.) Le vote de deux ordres ne pourra obliger le troisième. (Bas Limousin, Châlons-sur-Marne; *id.*, *passim.*) Les électeurs « consentent... à voter par tête... dans tous les cas où il s'agira de consentir l'impôt, ou de voter sa répartition. » (Orléans, p. 11; Montpellier, Chartres, Saintonge, Bar-sur-Seine, Agen, etc.) Les députés de la noblesse renonceront au vote par ordre « si des circonstances impérieuses les y obligent. » (Lyon; *id.*, Dourdan, etc.) Ils se prêteront « à toutes les mesures conciliatoires propres à rétablir l'union et la con-

corde entre les ordres. » (Bas Vivarais; *id.*, Bar-sur-Seine, etc.) Une de ces mesures pourrait être la nomination par les trois ordres de commissaires chargés de résoudre la question d'accord avec le roi. (Auxerre, p. 5 et 6.)

D'autres cahiers, en maintenant d'une manière à peu près absolue le principe du vote par ordre, l'appuient sur des considérations dont la sagesse ne peut être contestée.

« Les délibérations des États généraux prises par tête en ordres réunis seraient sujettes à la plus affreuse versatilité; l'on pourrait y voir chaque ordre, tour à tour opprimé et oppresseur, enflé par les succès, aigri par les défaites, donner le scandale de la plus odieuse dissension dans une assemblée de paix et de fraternité. » (Bugey.)

« La constitution des États généraux doit être combinée de manière qu'une portion modère l'autre; que les trois ordres forment leur opinion séparément, afin de n'être pas emportés par une même fermentation; qu'une question ait le temps d'être discutée par des gens sages, avant de recevoir une décision. Alors l'effet d'une intrigue sera retardé dans un ordre par l'incertitude de la façon de penser de l'autre. (Gien, p. 2.)

« La simple raison démontre que dans toutes les assemblées, les opinions du plus grand nombre doivent former la détermination générale. Cette vérité semble la même pour l'assemblée nationale que pour les autres: elle est cependant de nature à pouvoir perdre de sa

force par les circonstances; et les circonstances actuelles semblent devoir lui donner une modification. Les têtes sont exaltées, les vrais principes du gouvernement sont peu répandus; on doit penser que, dans ce moment d'effervescence, les esprits les plus exagérés seront choisis de préférence pour députés, que les propositions les plus hardies et les plus dangereuses seront présentées;... d'un autre côté, l'ordre du tiers ayant un principe d'indisposition contre les deux autres ordres, qu'il suppose se refuser à contribuer par portion égale aux charges de l'État; et ces deux ordres étant cependant déterminés à renoncer à toutes exemptions, il est important de le convaincre que cette méfiance est sans fondement. Ces deux conditions remplies par la précaution prise par la noblesse de prescrire à son député de donner son vœu pour que les opinions se recueillent par ordre en toute matière, avec la simple restriction de le charger de solliciter l'opinion par tête, en matière d'impôt seulement, dans le cas où l'un des deux premiers ordres opposerait son *veto* à la répartition des charges de l'État, proportionnées aux facultés d'un chacun.

« On doit espérer qu'à la tenue suivante des États généraux les esprits seront assez refroidis, les préventions assez dissipées, l'intérêt de l'État assez reconnu, l'intérêt des trois ordres assez établi, pour qu'alors la raison puisse rentrer dans tous ses droits, et l'opinion par tête prévaloir. On croit cet avisage, conciliant et plus propre à la circonstance; mais peut-être ne prévaudrait-il pas aux États généraux; alors les députés doivent se ral-

lier au plus grand nombre. » (Clermont en Beauvoisis.)

D'autres cahiers encore, animés du même esprit de modération que ceux du tiers de Forez et de Château-Thierry, placent l'accord des représentants de la nation au-dessus de tout désir personnel. Les gentils-hommes du Poitou ordonnent à leurs députés de soutenir le principe du vote par ordre (art. 7) ; mais auparavant ils leur ont imposé, comme un point essentiel, l'obligation « de ne s'écarter jamais de cet esprit de modération et de concorde, duquel seul on peut attendre une réunion efficace d'efforts pour rétablir l'ordre public et donner à l'État une constitution solide (art. 2). »

Il est donc matériellement impossible de soutenir que l'unanimité de la noblesse a préparé par ses cahiers le premier conflit révolutionnaire.

Au fond, la noblesse reconnaît la justice du vote par tête, mais elle ne veut pas que des réformes préparées et provoquées par elle puissent mettre en jeu sa propre existence. Obligée, pour vivre, de conserver certaines prérogatives, elle repousse, autant que l'intérêt public lui paraît le permettre, un mode de délibération qui supprime sa vie politique. Nulle opposition aux mesures libérales, accord complet avec le tiers sur toutes les bases de réforme, mais garantie donnée à sa propre existence, telle est, à propos du vote par tête ou par ordre, l'idée intime de la noblesse.

La question du vote, prise en elle-même, me paraît se résumer en deux considérations.

Est-il vrai d'abord que l'existence d'une aristocratie s'oppose toujours, que celle de la noblesse de 89 s'opposât en particulier à l'établissement ou au maintien d'une réforme constitutionnelle?

La première partie de notre hypothèse n'étant pas soutenable en face des exemples que l'histoire nous a donnés et nous donne encore, en face de Rome et de Sparte, de la Pologne et de l'Angleterre, je passe immédiatement à la seconde, dont la démonstration n'est pas beaucoup plus difficile.

En effet, s'il est prouvé, comme l'étude du XVIII^e siècle l'établit, que nulle classe n'a contribué plus que la noblesse au développement des idées libérales; s'il l'est encore, comme la lecture des cahiers nous le montre et nous le montrera de plus en plus, que ses demandes de réforme n'étaient ni moins nombreuses ni moins énergiques que celles du tiers état, je me crois autorisé à conclure que les principes de 89, c'est-à-dire la liberté de conscience, l'égalité civile et la liberté politique, pouvaient s'établir sans la destruction de la noblesse française. Le plus illustre ami de la démocratie moderne est allé plus loin, lorsqu'il a dit : « Il faudra regretter toujours qu'au lieu de plier cette noblesse sous l'empire des lois, on l'ait abattue et déracinée. En agissant ainsi, on a ôté à la nation une portion nécessaire de sa substance, et fait à la liberté une blessure qui ne se guérira jamais. » (*Ancien régime et Révolution*, p. 193.)

Laissant de côté cette prédiction funeste, conten-

tons-nous d'affirmer la possibilité de réaliser une réforme satisfaisante en laissant vivre la noblesse, dont, au reste, ainsi que nous le verrons plus tard, personne ne croyait devoir demander la suppression ¹.

Une autre observation plus importante et délicate est celle-ci : le principe en vertu duquel les Français de toutes les classes et de tous les rangs allaient jouir des mêmes droits politiques amenait-il, comme conséquence logique, la nécessité de confier au hasard d'une délibération unique le sort futur de toute la France? Mais, si des entraînements subits venaient à s'emparer de cette foule inexpérimentée, si les petits ressentiments prenaient la place des grandes considérations, qu'allait-il advenir? Sans donner à une partie des députés des droits que n'auraient pas leurs collègues, n'était-il pas sage au moins de diviser leurs délibérations, de telle sorte que la réflexion des uns pût balancer la témérité des autres? On demandait que toutes les questions importantes fussent soumises plusieurs fois à l'examen de l'assemblée; on séparait les délibérations par un intervalle donnant aux passions le temps de se calmer; on proscrivait le vote par acclamation (unanimité des cahiers); dans quel but, sinon dans celui de prévenir l'erreur où pourrait conduire l'enthousiasme d'un moment? Mais ce résultat serait atteint d'une manière bien plus certaine si, au lieu de soumettre la même question aux mêmes

1. Voir au chapitre des *Privilèges*, page 118.

hommes à huit jours de distance, on la faisait examiner successivement par des juges différents. Tout esprit impartial doit reconnaître que le tribunal d'appel ne peut être sans danger celui qui a rendu le premier arrêt, et que le contrôle des pouvoirs les uns par les autres est plus raisonnable que celui d'un pouvoir par lui-même.

La question des deux chambres se présentait ici tout naturellement, avec cette grande particularité qu'il ne s'agissait pas d'avoir une chambre haute et une chambre basse, mais trois chambres séparées, dont les pouvoirs égaux se contrôlèrent mutuellement en prévenant, par des discussions indépendantes, les abus d'une délibération unique, ou les périls d'un vote successivement émis dans le même lieu par les mêmes hommes, et souvent au milieu des mêmes circonstances.

Supposons que les États généraux de 89, convoqués en vertu des lois qui consacraient la distinction des ordres en les autorisant à se réunir, comme cela s'était pratiqué maintes fois dans les anciens États, eussent respecté le principe de ces lois qui présidait à leur convocation, quel mal en serait-il résulté ? Nous avons vu que, sur les questions d'impôts, la délibération commune était souvent acceptée ; il est clair, d'après le ton habituel des cahiers, qu'elle l'aurait été sans peine par la grande majorité. Restaient les questions constitutionnelles, les plus graves de toutes et celles qu'on devait agiter les premières ; mais, pour celles-là, la division des délibérations n'était-elle pas un acte de sa-

gesse? Et dans le cas où, pour arriver à une solution, on aurait fini par s'en référer à une délibération commune, la prudence la plus vulgaire ne commandait-elle pas au moins de préparer cette réunion générale par des discussions séparées?

Mon but actuel, je dois me le rappeler, n'est pas tant de rechercher ce qui aurait été le plus sage, que d'examiner ce qui, d'après le langage des cahiers, était le plus probable. Un mésaccord évident existait entre les ordres sur la question du vote. Cependant la noblesse se montrait fréquemment disposée à des concessions; le tiers en laissait, à toute rigueur, entrevoir quelques-unes; le clergé hésitait, et son hésitation même le désignait d'avance aux deux autres ordres comme un médiateur impartial. En résumé, l'incontestable antagonisme de la noblesse et du tiers état sur la question du vote par ordre ou par tête dans les futurs États généraux ne s'accuse pas dans les cahiers avec le caractère violent et presque inexorable que devraient faire supposer les débuts de la Constituante.

CHAPITRE IV

ÉGALITÉ.—PRIVILÈGES.—DROITS FÉODAUX.

I. PRIVILÈGES DE LA NOBLESSE ET DU CLERGÉ.—Privilèges pécuniaires.—Droits féodaux.—Grades militaires.—Privilèges honorifiques.—**II. PRIVILÈGES AUTRES QUE CEUX DE LA NOBLESSE.**—Privilèges des provinces.—Privilèges des villes et des localités.—Privilèges des professions et corporations.

A peine est-il besoin de faire observer que l'égalité politique est une conséquence nécessaire, ou, pour parler plus exactement, une partie intégrante de la réforme telle que nous venons de l'exposer.

La nation, prête à jouir de tous les droits de la représentation politique, ne peut refuser aucun de ces mêmes droits à chacun des individus dont la réunion la constitue elle-même; les privilégiés ne repoussent pas l'égalité civique, puisque l'existence des ordres, si elle est consacrée par la loi nouvelle, n'entraînera aucune domination de l'un sur l'autre; le vœu de tous engage donc la

France politique à ne plus distinguer, parmi ses enfants, des gentilshommes ou des roturiers, des paysans ou des bourgeois, mais à ne voir en eux que des citoyens.

A cette première conséquence s'en ajoute une autre. Égaux devant la nation qui fait les lois, pourquoi les citoyens ne le seraient-ils pas devant les lois faites par la nation ? L'égalité politique amène l'égalité civile.

L'avènement de cette dernière n'est possible que par la suppression de tout ce qui reste de la féodalité, régime basé précisément sur la hiérarchie des rangs et la différence des droits. Les privilèges doivent disparaître, puisque leur essence même est l'inégalité. Cette destruction, quoique radicale en principe, admettra dans son exécution certains tempéraments ; s'il est juste « que les usurpations et prétentions manifestement préjudiciables à l'intérêt général soient constatées et réprimées, » il faut aussi « que les prérogatives et possessions légitimes des deux premiers ordres soient inviolables. » (Tiers état de Riom, art. 27.) Le mot *inviolables*, dans la pensée de tous, ne signifie pas le respect aveugle des possessions existantes, mais la suppression avec indemnité, ce que nous appellerions aujourd'hui l'expropriation, des propriétés légales reconnues contraires à l'intérêt public. « Le droit de propriété devant être sacré, on demandera qu'un citoyen ne soit privé d'aucune partie de la sienne, même à raison d'intérêt public, qu'il n'en soit dédommagé sans délai, à dire d'experts choisis par les parties intéressées. » (Tiers état de Rennes, *id.*, *passim*.) Le

principe de l'expropriation est nettement formulé dans beaucoup de cahiers; aucun ne le contredit.

La question des privilèges n'est pas une des plus importantes qu'ait agitées 89. Ils étaient plus apparents que réels, plus menaçants qu'hostiles. Mais c'est une de celles, peut-être celle entre toutes, dont la démocratie a gardé le plus profond et le plus amer souvenir. Aujourd'hui encore, ne voyons-nous pas surgir par intervalles le fantôme de la dîme et des droits féodaux? Nous ne saurions donc examiner avec trop de soin comment les électeurs de 89 attaquaient ces privilèges odieux, et de quelle manière se défendaient leurs dangereux possesseurs.

I

PRIVILÈGES DE LA NOBLESSE ET DU CLERGÉ

Les principaux privilèges de la noblesse et du clergé étaient : l'exemption de la taille, les droits féodaux, l'admissibilité à certains emplois.

Les deux premiers ordres renoncent en masse à l'exemption d'impôts. « De quelque manière que soient assis définitivement lesdits impôts, l'ordre de la noblesse charge ses députés de déclarer qu'il renonce formellement à toute distinction à cet égard; qu'il entend les supporter avec la plus entière égalité, soit dans la ré-

partition qui en sera faite, soit dans la forme de les acquitter. » (Guienne, noblesse.) « Le vœu de l'ordre du clergé est de contribuer, sans aucun privilège ni exemption pécuniaire, à toutes les charges et impositions royales, communales et municipales du pays, et ce, à l'instar et à l'égal, dans la même forme et quantité, que tous les citoyens. » (Aix, clergé.)

Ce vœu n'est pas plus celui des gentilshommes de Guienne ou des prêtres d'Aix que de tout le reste de la noblesse et du clergé. Partout les privilégiés demandent la suppression de tout impôt *distinctif des ordres*. A peine quelques-uns font-ils des restrictions illusoires, comme les nobles du Poitou, imposant pour condition à leur sacrifice la réunion des États généraux et l'établissement par eux d'une constitution nouvelle, ou comme ceux du bas Limousin et de Gien, n'accordant la suppression de leur privilège que jusqu'au moment où la prospérité de l'État permettra de le renouveler, et faisant une réserve immédiate en faveur des gentilshommes réduits par l'indigence à travailler la terre de leurs propres mains ¹.

Les cahiers du tiers, en échange, renferment des témoignages de la gratitude la plus sincère à l'égard des deux premiers ordres. « Nous nous empressons, disent les électeurs de Mantes et Meulan, de consacrer, par l'expression de la plus vive reconnaissance, nos sentiments sur la justice que l'ordre de la noblesse de ces bail-

1. Voir, sur la pauvreté d'une partie de la noblesse, L. de Lavergne, *Assemblées provinciales*, p. 194.

liages nous a rendus avec tant de générosité, en nous déclarant qu'elle renonçait à tout privilège pécuniaire. Puisse cet ordre respectable, auquel nous vouons un attachement éternel, être bien convaincu que nous ferons de notre côté, pour le bien public, tous les sacrifices que notre position nous permettra. » (Mantes, tiers état, p. 2; *id.*, *passim.*)

Générosité d'une part, reconnaissance de l'autre, tel est le tableau de la question relative aux privilèges pécuniaires.

Non-seulement le gentilhomme ne payait pas à l'État certains impôts, mais il en percevait lui-même plusieurs autres. Les droits féodaux, très-nombreux et très-variables, atteignaient la terre dans presque toutes ses jouissances. Le laboureur acquittait d'abord une redevance en argent et en nature sur sa récolte annuelle, puis un droit en cas de vente, un autre en cas de succession; il devait au seigneur un certain nombre de journées de travail; il ne pouvait faire moudre son blé ou cuire son pain ailleurs qu'au moulin ou au four seigneurial. Il était tenu enfin à l'acquittement d'une foule d'autres droits, dont l'objet et le chiffre variaient suivant les usages des provinces et les titres des seigneuries¹.

Ces droits dataient du moyen âge où leur installation avait été la conséquence d'un établissement plus favorable que nuisible à la liberté. Cette dernière affir-

1. Voir aux *Pièces justificatives* la note sur les droits féodaux.

mation, bizarre en apparence, est cependant facile à justifier.

Sous la domination romaine, la société se divisait en deux parts, dont la première, peu nombreuse, comprenait les maîtres, et la seconde, beaucoup plus considérable, les esclaves. Quand l'avènement du christianisme eut apporté sur la terre la liberté et l'égalité morales, le monde commença à s'acheminer vers l'indépendance individuelle ; marche graduée comme tout progrès humain doit l'être, but difficile à atteindre parce qu'il s'élevait au-dessus de toutes les notions de l'antique civilisation païenne. Cet effort dura pendant dix siècles, auxquels le bon sens public ne crut pouvoir donner un nom plus significatif que celui de moyen âge, c'est-à-dire époque de transition.

Cette transition ne se pouvant opérer que par un état intermédiaire entre l'esclavage et la liberté, la protection fut substituée à la tyrannie, le servage à la servitude. La féodalité se présenta comme une modification, un adoucissement de l'esclavage ; elle fut donc en réalité, au moment où le progrès de la civilisation la fit naître, un établissement libéral.

Le peuple le comprit ainsi ; car, non content de tolérer la féodalité, il la favorisa : les besoins de l'époque lui en faisaient une nécessité. Reportons-nous à ces temps lointains ; voyons cette société vigoureuse et brutale, formée d'éléments contraires aux prises avec une lente fusion, ces pays divisés en dominations mobiles et en-

nemies, ces invasions presque périodiques des Barbares, Normands au Nord, Sarrasins au midi. Au milieu des forêts et des plaines, souvent retentissantes des combats des conquérants et des bandits, s'élèvent çà et là des donjons et des monastères, renfermant, les uns l'épée capable de frapper ou de protéger, les autres la croix toujours prête à prononcer la bénédiction ou l'anathème. Que peuvent et doivent faire dans une société pareille le laboureur dont l'ennemi ravage les champs, le vétéran dont le bras affaibli se refuse à porter les armes, le chef de famille dont la femme et les enfants risquent d'être outragés et entraînés en esclavage ? ils n'ont qu'à chercher un refuge auprès du grand et du puissant.

Le peuple, au moyen âge, ne fit pas autre chose ; il alla trouver les seigneurs et passa avec eux un contrat par lequel, en échange de leur protection, il se soumettait à leur justice et s'engageait à leur payer une redevance. Cette redevance elle-même n'était pas toujours la condition imposée au paysan pour la conservation de sa propriété, mais bien souvent le prix auquel il en acquérait une nouvelle. Les barons et les abbés, possesseurs d'une grande quantité de terres stériles, en abandonnaient volontiers des fractions pour attirer des hommes autour d'eux et augmenter leurs revenus. Le peuple obtenait ainsi, non-seulement une assistance en cas de besoin, mais même des terres. Une portion considérable de la petite propriété n'a probablement pas d'autre origine.

La nécessité et la convenance de la suzeraineté féo-

dale au moyen âge, démontrées par la raison, ressortent bien plus évidemment encore de ce fait que les hommes libres, les propriétaires de franc-alleu ont sollicité presque partout la faveur d'être admis parmi les vassaux des seigneuries voisines. S'ils ont agi de la sorte, c'est assurément parce qu'en ce temps-là mienx valait dépendre d'un maître que de vivre isolé.

Le vassal était placé sous la dépendance du seigneur, on ne peut le nier ; mais il serait complètement faux de prétendre que cette dépendance ne fût elle-même réglementée et modérée par aucun frein matériel et moral. Chaque seigneur avait son suzerain, autorisé à le réprimander et à le punir. Les rois de France, suzerains de tous les nobles, n'ont cessé de châtier leurs excès, ou par la loi, ou par les armes¹. Au-dessus de tous les seigneurs et souverains trônait l'Église. Le reproche de superstition et de fanatisme, si souvent adressé à nos pères, prouve au moins que la religion exerçait de l'ascendant sur eux ; si cet empire tendait toujours à la protection du faible et à la répression de la force brutale, ainsi que le prouve l'institution de la trêve de Dieu, celle de la chevalerie et presque toute l'histoire du moyen âge, il sera difficile de soutenir que la féodalité ne fut soumise à aucune supériorité morale.

1. Voir l'*Histoire de France*, depuis l'époque où le roi Louis le Jeune faisait trois cents lieues pour venir lui-même au fond du Velay, châtier les brigandages du vicomte de Polignac, jusqu'à celle où les Grands Jours, envoyés par le roi Louis XIV, réprimaient avec une sévérité draconienne les méfaits des gentils-hommes auvergnats.

Les détracteurs du moyen âge, raisonnant d'après nos besoins actuels, concluent au vice essentiel de la féodalité; mais, si elle était mauvaise aux x^e et xi^e siècles, qu'aurait-il donc fallu mettre à sa place?

Je suis loin de dire que les grands du moyen âge n'aient pas souvent abusé de leur puissance; je suis prêt à croire que, dans bien des cas, la hiérarchie de protection dégénérait en échelle de servitude; je suis convaincu que des crimes ont été commis alors comme dans tous les temps, plus même que dans beaucoup d'autres, parce que les hommes du moyen âge étaient plus ignorants et plus grossiers; mais je défends l'opportunité de l'organisation féodale, au moment de son établissement, puisque l'humanité est sortie de ses mains meilleure qu'elle n'y est entrée; et, pour en revenir à mon affirmation première, je soutiens le principe, auquel certains faits ont pu porter atteinte, mais qui n'en est pas moins incontestable, en vertu duquel les droits féodaux, nécessité sociale au moyen âge, ont été, à cette époque, la condition d'un bienfait librement accepté plutôt que le produit d'un impôt brutalement infligé. Quoi qu'il en soit de leur origine, ils n'avaient plus depuis longtemps, en 89, ni utilité ni convenance; par conséquent, ils devaient disparaître; mais, comme ils constituaient une propriété légale, leur suppression ne pouvait avoir lieu que par la voie du rachat. Les cahiers le reconnaissent et l'admettent sans hésiter.

Une distinction est pourtant à faire : certains droits

immoraux ou inutiles ne méritent autre chose qu'une suppression sans indemnité. Ainsi, qu'on abolisse purement et simplement la mainmorte qui implique une servitude personnelle, c'est juste, puisque tout ce qui favorise l'esclavage est contraire aux principes les plus élevés des lois divines et humaines¹. Qu'il ne soit plus question d'actes de soumission adressés par des citoyens à des hommes que la marche du temps a déjà rendus et que la loi va proclamer leurs égaux ; qu'avec la prétendue dépendance résultant de l'acte de foi et hommage, disparaissent les obligations maintenant ridicules ou illusoire, comme celles de payer la nouvelle chevalerie du seigneur, sa rançon ou son voyage d'outre-mer, c'est indispensable, et, de plus, il est certain que la suppression de ces formes surannées ne peut entraîner aucun dédommagement. Quelle indemnité allouer, en 1789, au gentilhomme qui n'aura plus le droit de se faire donner une armure par ses vassaux, lorsqu'il partira pour la croisade ?

Dans un autre ordre d'idées, qu'on fasse encore disparaître sans remboursement le droit de franc-fief, imposé au roturier acquéreur d'une terre noble, c'est tout simple, puisque l'acheteur, en prélevant sur la valeur du fief la somme due au trésor, fait éprouver une perte au vendeur, sans en retirer lui-même aucun bénéfice.

Pour les droits exclusifs, comme la corvée, les bana-

(1) Pour les droits de mainmorte en 89, voir page 141.

lités, les péages, la question de l'indemnité paraît controversable. En effet, ils sont condamnables en ce qu'ils portent atteinte à la liberté individuelle ; mais, d'autre part, ils constituent un revenu légal pour le seigneur. Les États généraux auront à résoudre cette question, que les cahiers du tiers état envisagent tantôt d'une manière, tantôt d'une autre, plus souvent cependant dans le sens de la suppression sans indemnité.

Mais il ne peut y avoir qu'une opinion sur les droits réels, le cens perçu en argent sur la propriété foncière, le champart, redevance en nature prélevée sur les récoltes, les lods recouvrés à chaque vente, et autres analogues : pour tous, le rachat est de rigueur. La noblesse l'admet souvent ; le tiers le demande toujours. (Noblesse de Dourdan, 15 ; Vermandois, 38 ; vicomté de Paris, 25 ; Toulon, 23. etc. — Tiers état de Metz, 25 ; Toul, 33 ; Pont-à-Mousson, 39 ; Saint-Quentin, 18 ; Limoges, 13 ; Dourdan, 21 ; Paris, Lyon, Rennes, La Rochelle, Cotentin, Nivernais, Rodez, Nîmes, Bayonne, Anjou, Vannes, etc.)

Le taux du rachat sera déterminé par les États généraux. (Tiers état de Troyes ; *id.*, unanimité du tiers état.) Quelques cahiers consentiraient au besoin à voir subsister une partie du droit féodal. Celui d'Auxerre sollicite le remboursement « de toutes rentes et autres droits seigneuriaux, excepté le simple cens. » (Tiers état d'Auxerre, p. 20 ; Montpellier, *id.*, *passim.*)

Des citations complètes sur chacun des droits féodaux devant nous entraîner trop loin, j'aime mieux

traiter spécialement la question qui concerne un des plus abusifs et des plus irritants, le droit de chasse, par lequel le seigneur avait la faculté, non-seulement de chasser en tout temps dans toute l'étendue de sa seigneurie, mais même d'interdire au vassal la levée de ses récoltes quand il jugeait leur conservation utile au gibier. Quoique ce droit fût accessoire, on comprendra l'importance qu'il acquérait, si l'on réfléchit, d'une part, à l'attrait qu'exerce en France le plaisir de la chasse, et au soin jaloux avec lequel les gentilshommes se le réservaient, de l'autre, au froissement d'amour-propre et à la gêne réelle qu'éprouvait le cultivateur, obligé de laisser violer en toute circonstance sa propriété par son seigneur, et empêché de détruire lui-même, nulle part ni en aucun temps, ce gibier qui le dévorait, et dont la poursuite par les fils et les amis du seigneur devenait souvent plus onéreuse pour lui que sa conservation. Cette question peut même servir d'autant plus à apprécier les idées de chacun que, tout le monde la considérant comme secondaire, personne, ni gentilhomme, ni paysan, ne se donnait la peine de dissimuler ce qu'il en pensait.

Si l'on reproduisait sans signature la plupart des extraits sur le droit de chasse relevés indistinctement dans les cahiers des bailliages voisins des grandes forêts, il serait difficile de deviner à quel ordre ils appartiennent.

Le tiers état désire : « que le droit de chasse soit exercé par le seigneur, de manière que la vie et la for-

tune des cultivateurs soient à l'abri des vexations de leurs gardes, et que lesdits seigneurs soient civilement responsables de leurs faits et délits (Auxerre); » « que le propriétaire et le cultivateur soient autorisés à détruire le gibier sur leurs terres et dans leurs bois particuliers, sans pouvoir néanmoins se servir d'armes à feu dont le port est défendu par les ordonnances... ; que le droit de chasse ne puisse jamais gêner la propriété d'un cultivateur ; qu'en conséquence, il puisse, dans tous les temps, se transporter sur ses terres, y faire arracher les herbes nuisibles, couper ses luzernes, sainfoins et autres productions, à telles époques qu'il lui conviendra... ; que Sa Majesté soit suppliée de faire renfermer les parcs et forêts destinés à ses plaisirs, et d'ordonner, même d'autoriser ailleurs la destruction des bêtes fauves qui ruinent les campagnes (Dourdan, 18, 19 et 20); » « que les propriétaires de la chasse ne puissent en jouir que depuis le 11 septembre jusqu'au 1^{er} mai, pour les terres labourables, et depuis le 1^{er} novembre pour les vignobles (Mantes, 40); » « que les capitaineries royales soient supprimées. » (Paris, Saint-Germain, Meudon, Neuilly, Anjou, Châlons-sur-Marne, Troyes; *id.*, unanimité du tiers état.)

La noblesse reconnaît : « la nécessité de détruire les bêtes fauves, et d'ordonner que les indemnités qui pourraient être dues à raison des dégâts qu'elles occasionnent, ou tout autre espèce de gibier, seront supportées par les propriétaires des chasses. » (Vicomté de Paris, 11.) Elle demande « qu'à la moindre plainte

adressée par les laboureurs aux États provinciaux sur les ravages occasionnés par le gibier et par l'indiscrétion des chasseurs, il soit aussitôt nommé par ces mêmes États des commissaires, choisis en nombre égal de gentilshommes et de laboureurs, qui vérifieront les dégâts, détermineront non-seulement les dédommagements à accorder, mais même ordonneront alors la destruction de la trop grande abondance de gibier, et leur jugement sera exécuté sans appel. » (Vermandois, 42.) Elle veut « que des moyens soient indiqués pour constater le tort que fait le gibier, et qu'il soit ordonné que les propriétaires ou fermiers en soient complètement dédommagés; que les bois et forêts contenant des bêtes fauves soient entourés aux dépens de ceux qui veulent les y conserver, et que ces bêtes fauves puissent être tuées sur le territoire des propriétaires où elles se rencontreront. » (Beauvais. 12.) Quant aux capitaineries qui forment « une juridiction étrangère aux lois du royaume, » qui sont « une violation manifeste du droit sacré de la propriété les États généraux en décideront au plus tôt l'entière destruction...; » la chasse du roi et des princes « sera réduite aux simples droits de chasse sur l'étendue des terres et seigneuries de leurs domaines. » (Nemours, noblesse, 17; *id.*, Arras, 29; Paris, Évreux, etc.)

Ou je me trompe fort, ou la seule conclusion possible à tirer de ce qui précède, c'est que la question des droits féodaux, quelque délicate et compliquée qu'elle pût être, ne soulevait pas d'avance autant de haines que l'animosité des partis a depuis lors tenté de nous

le faire croire. A entendre les gens qui parlent aujourd'hui des droits féodaux, le tiers état de 89 aurait été écrasé sous les exigences et les brutalités inexorables d'une foule de petits tyrans; en ouvrant les cahiers, on se trouve tout simplement en face d'un état de choses jadis nécessaire, maintenant anormal, dont la conservation n'est sollicitée par personne, et dont la modification ne commande certains ménagements qu'à cause du respect dû au droit de propriété. Quelqu'un opposera peut-être à cette dernière affirmation le langage de beaucoup de cahiers de la noblesse, de celui de Lille, par exemple, qui réclame la faculté de conserver « la jouissance pleine et entière de toutes les perceptions et droits utiles, fixes ou casuels, autorisés soit par les coutumes, soit par des titres authentiques, soit par une possession légale. » Mais ce que réclament les gentilshommes de Lille, et avec eux la plupart des gentilshommes français, c'est bien plus le respect de leur droit de propriété que le revenu de ces mêmes propriétés; ils l'expliquent clairement. Leur demande est basée sur ce que « le maintien de la propriété » est « l'objet direct de l'institution de tous les gouvernements, et en particulier celui des lois fondamentales de la monarchie. » En conséquence, « on proscrira toute demande tendant à les dépouiller d'aucuns desdits droits, même à en faire le rachat *sans leur consentement.* » (Lille, p. 24; *id.*, Bourg et *passim*). Si ce consentement avait dû être impossible à obtenir, je conviens que la réserve des nobles

aurait ressemblé à un refus ; mais le libéralisme des gentilshommes du xviii^e siècle défend l'admission d'une hypothèse pareille ; les faits, d'ailleurs, parlent eux-mêmes : à ceux qui oseraient sur ce point accuser la noblesse d'égoïsme ou d'étroits calculs, on fermerait bien vite la bouche avec le *Moniteur* du 4 août 89.

La possession des grades militaires constituait le troisième privilège de la noblesse. De tout temps, la profession des armes avait été l'apanage des gentilshommes. Au moyen âge, chevalerie, noblesse, armée, étaient des termes synonymes ; la qualité d'homme d'armes suffisait pour établir la noblesse, et, par les vieilles chartes, tout homme est prouvé noble qui avait le droit de joindre à son nom la qualification de soldat à cheval : *miles*. Plus tard, l'invention de la poudre à canon, les progrès de l'infanterie, la permanence des armées ayant modifié l'organisation militaire, les hommes du peuple, au lieu de n'être comme autrefois que de simples valets d'armée, devinrent les véritables soldats, et les gentilshommes passèrent du rang de chevaliers à celui d'officiers. Les roturiers pouvaient à la rigueur atteindre les hautes dignités militaires : chacun sait que les maréchaux Catinat et Fabert, pour ne citer que les noms les plus illustres, étaient sortis des rangs du peuple. L'exclusion subsistait cependant, au moins pour les grades élevés, et l'officier plébéien digne de les atteindre voyait se dresser devant lui une barrière à peu près infranchissable.

Le tiers état réclamait avec force contre cette exclusion, et demandait de toutes parts « que l'injuste et humiliante distinction qui l'éloignait des grades militaires disparût à jamais devant le mérite et les vrais services. » (Tiers état de Châlons-sur-Marne, p. 42; *id.*, unanimité.) Le clergé insistait dans le même sens.

Les nobles, on le comprend, avaient peine à renoncer au privilège qui, depuis l'origine de la monarchie, représentait leur premier honneur comme leur premier devoir. Cependant, si quelques cahiers, cédant à une pensée égoïste, demandent le maintien des ordonnances qui interdisent aux roturiers l'accès des hauts grades (Auxerre, 31; Châlons-sur-Marne, 15; Bar-sur-Seine, 6, etc.), un bien plus grand nombre prient le roi « d'abolir la loi qui exclut le tiers état des emplois militaires (bas Limousin, 22), » et formulent le vœu « que tous les grades militaires soient accordés à l'ancienneté des services, et également ouverts aux officiers qui auront mérité de les obtenir par leurs talents et leur bravoure, et que toutes démarcations propres à éteindre l'esprit militaire en destinant tous les grades à une classe privilégiée soient absolument supprimées. » (Nancy, 14; Metz, 19; Nemours, 21; Ponthieu, 27; Amont en Franche-Comté, etc.) Quelques-uns, accompagnant leur abandon d'une profession de foi philosophique, demandent solennellement « que la fortune, un grand nom, *effet du hasard*, et la faveur ne puissent jamais exclure le mérite des honneurs, grades et dignités. » (Vermandois, 45 *id.*, Mantes, etc.)

La seule chose sur laquelle les nobles se montrent inflexibles, c'est l'honneur de cette armée à laquelle ils font leur dernier et plus douloureux sacrifice. Tous exigent qu'on supprime les coups de plat de sabre, indigne punition établie depuis peu dans les troupes françaises; que la croix de Saint-Louis, récompense des vrais services, cesse d'être « à la honte de certains ministres, prostituée jusqu'à des inspecteurs de police (Vermandois); » qu'un officier ne puisse être destitué sans un conseil de guerre; qu'il ait toujours le droit de provoquer dans sa propre cause un jugement militaire, et que « l'officier général, convaincu d'un mauvais propos qui aurait pu mettre un officier dans le cas de se perdre, soit condamné à la même peine que celui-ci aurait subie, si la subordination ne l'avait pas retenu. » (Vermandois, 46; Orléans, 26; Agen, 9; Nivernais, 34; Arras, 30; Auxerre, etc.)

Privée de tout ce qui lui avait appartenu depuis dix siècles, de l'immunité d'impôts, des droits féodaux, de la possession exclusive des hauts grades militaires, la noblesse ne pouvait plus demander que deux choses : la conservation des privilèges purement honorifiques qui, au sein de sa faiblesse actuelle, montreraient ce qu'elle avait été; le soin de n'introduire dans ses rangs que des personnes dignes d'y être, précaution utile en tout temps, indispensable en celui où le corps entier, perdant sa puissance, ne gardait pour lui que la fragile distinction de l'honneur individuel de ses membres.

« La noblesse, après avoir volontairement renoncé

aux privilèges pécuniaires dont elle jouissait, demande à être maintenue et conservée dans tous ses autres droits, prééminences, prérogatives, distinctions et propriétés, tels qu'ils sont sanctionnés par les précédents États généraux et ordonnances des rois, comme étant son plus précieux patrimoine, le gage de son amour et de sa fidélité pour ses princes, et liés nécessairement à la constitution du royaume, puisque, sans noblesse, il ne peut y avoir de monarchie, et que, sans prééminences et distinctions, il ne peut y avoir de noblesse. » (Poitou, 13; Auxerre, 27; Bar-sur-Seine, 5; Orléans, 15; Bazas, 7; Agen, Provins et Montereau, etc.). Quelques cahiers poussent cette réserve jusqu'au ridicule. Les gentils-hommes de Bar-sur-Seine n'ont garde d'oublier leur droit de recevoir les premiers le pain bénit à la messe paroissiale; d'autres songent à la conservation de leur banc seigneurial; ceux d'Alençon demandent « que Sa Majesté daigne accorder à la noblesse une distinction exclusive et honorifique, comme croix, cordon ou écharpe; que cette distinction soit portée également par leurs femmes et leurs filles, quels que soient leurs pères et époux...; que les femmes portent pareillement les marques des grades militaires de leurs époux, ainsi que de tous les ordres dont ils seront décorés. » (Alençon, 33; *id.*, Touraine, Lyon, *passim*.) Enfantillages qui feraient sourire à d'autres époques, qui font frémir à la veille de la révolution.

Le tiers état ne conteste nullement aux ordres privilégiés leurs distinctions honorifiques; il les reconnaît

« comme un de ces devoirs mutuels de reconnaissance qui sont la base de la vie civile bien ordonnée (Meudon); » il trouve juste, « après la renonciation des ordres privilégiés auxdits privilèges, que l'Assemblée nationale donne la reconnaissance des prérogatives de rang, d'honneur et de dignité qui doivent appartenir auxdits ordres, suivant les principes de la constitution monarchique. » (Reims, 3.) En conséquence, « la noblesse continuera à jouir de toutes les distinctions honorifiques qui lui sont propres, à l'exception des privilèges pécuniaires auxquels une partie considérable de cet ordre a déjà renoncé par cet esprit de générosité qui lui est si naturel. » (Châlons, 41.)

Sur l'existence de la noblesse en elle-même et sur les conditions nécessaires pour obtenir ou garder le titre de noble, l'opinion du tiers état ressemble tellement à celle des gentilshommes qu'on ne saurait distinguer l'une de l'autre.

La France entière demande que la noblesse soit conservée; qu'on vérifie les titres de tous ceux qui prétendent la posséder; qu'à l'avenir elle ne puisse jamais être directement ou indirectement vénale; qu'elle ne s'accorde que pour services importants rendus au pays; que les commandants des armées de terre et de mer soient seuls autorisés à désigner au roi les citoyens dignes d'être élevés à cette haute distinction; que nulle profession ne déroge à la noblesse; qu'un gentilhomme puisse être à son gré notaire ou négociant; enfin, que la dégradation de la noblesse soit abolie

comme humiliante pour le tiers état, dans les rangs duquel est censé rentrer le noble indigne. (Noblesse d'Auxerre, 27; Beauvais, 6; Châlons, 13; Bar-sur-Seine, 6; bas Limousin, 23; Poitou, 13; Orléans, 26; Saintonge, 17; Caux, 17; Provins, 18; Gien, 20; Quercy, 16; Agen, 24; Péronne, 28, etc.). (Tiers état de Péronne, 28; Anjou, 21; Châlons, 41; Metz, 22; Nantes, Rennes, Troyes, Nevers, Provins, Auch, Nérac, etc.)

Les électeurs de 89 ne voulaient plus d'aristocratie, mais ils ne s'opposaient pas à l'existence d'une noblesse honorifique, sorte de décoration nationale attachée par la reconnaissance publique à des services exceptionnels. Ce n'était plus un privilège, ce n'était qu'une distinction. L'égalité politique et civile ne devait pas en avoir plus à souffrir que l'égalité militaire n'est compromise par la présence dans un régiment de deux officiers, dont l'un est chevalier de Saint-Louis, et dont l'autre ne l'est pas encore.

Ce qu'il fallait, c'était que la conservation de la noblesse et de ses distinctions honorifiques n'entraînât aucune humiliation pour le peuple. Le tiers état cédait volontiers « le rang dans les États généraux aux ordres du clergé et de la noblesse, » pourvu qu'on ne lui infligeât à lui-même « aucune distinction avilissante. » (Tiers état de Bayonne, p. 4). Il repoussait l'obligation imposée à ses députés aux États de Blois et de Paris, « de ne parler au roi qu'à genoux. » (Tiers état de Reims, 2; *id.*, unanimité.) Enfin, entre les deux autres ordres et lui, il ac-

ceptait une préséance, non une inégalité. (Tiers état de Metz, 23; Auxerre, Vivarais, Dourdan, unanimité.)

La noblesse l'entendait de la même manière. « Comme rien de ce qui peut intéresser la dignité de l'homme ne saurait être indifférent à cette assemblée, en respectant la juste prérogative de la préséance du clergé et de la noblesse, elle défend à ses députés de consentir aux distinctions humiliantes qui avilirent les citoyens dans les derniers États généraux de Blois et de Paris. » (Dauphiné, Mantes et Meulan, Bourg-en-Bresse; *id.*, *passim.*)

Quelques érudits scrupuleux, s'ils prennent la peine de feuilleter les cahiers, remarqueront peut-être que bon nombre de ceux de la noblesse ne parlent pas des exclusions humiliantes infligées au tiers état dans les derniers États généraux. Ce silence est fréquent, mais en conclure que la majorité de la noblesse gardait au fond de l'âme une pensée blessante pour la dignité du peuple, ce serait rejeter toute logique. Il suffit de lire les brochures, les instructions, les mémoires publiés par les gentilshommes de ce temps-là pour s'assurer qu'il n'en est rien.

Il est clair que la noblesse, corps particulier de l'État, désire garder un ordre de séances, un costume, un cérémonial différents de ceux du tiers état; mais d'une diversité de cette nature à une humiliation, il y a loin. Tous les jours, dans les mêmes cérémonies, nous voyons figurer l'armée, la magistrature, l'administration, chacune avec son rang, son costume, ses habitudes offi-

cielles; entre-t-il dans l'esprit de quelqu'un que l'égalité en soit choquée? Pourquoi donc l'eût-elle été de voir des citoyens, appartenant à des corps distincts, siéger aux États avec des différences n'impliquant aucune supériorité ou infériorité légales des uns vis-à-vis les autres, mais indiquant seulement à quelle catégorie de fonctionnaires nationaux chacun d'eux appartenait? Ce qui eût été humiliant pour le peuple, c'était, par exemple, de parler au roi à genoux; mais voilà précisément ce dont il n'était pas question, et, si la noblesse n'avait pas toujours le soin de réclamer dans ses cahiers l'abolition de cette distinction avilissante inventée par les derniers Valois, ce n'était pas qu'elle souhaitât la voir maintenue, c'était tout simplement parce qu'une pareille demande lui paraissait inutile, presque ridicule, en face des aspirations si nettes et si justes de ses contemporains.

Le respect de la dignité populaire est admis par les gentilshommes; le principe de l'existence de la noblesse est reconnu par le peuple. La question des privilèges ne se complique que d'une grande considération, celle relative au droit de propriété. Tout ce qui constitue une possession légale, tout ce qui rapporte un revenu utile ne peut, même au nom de l'intérêt public, être supprimé sans indemnité. Les États généraux seront le tribunal chargé de fixer entre la noblesse et le peuple le taux de cette expropriation. La noblesse ne refusera pas son consentement au rachat par le peuple de la plus grande partie des droits féodaux, si

la mesure lui est offerte comme respectant son droit de propriété. Tous ces points ne sont ni douteux, ni discutables.

II

PRIVILÈGES AUTRES QUE CEUX DE LA NOBLESSE

Les privilèges du clergé, dont nous n'avons dit qu'un mot à propos des exemptions pécuniaires, ne méritent pas ici une mention spéciale, parce que les uns lui sont communs avec la noblesse, et que les autres trouveront une place toute naturelle dans le chapitre concernant les questions ecclésiastiques ; mais, indépendamment des exceptions consacrées par les lois à l'égard de la noblesse et du clergé, d'autres aussi nombreuses constituaient de véritables et divers privilèges en faveur des villes ou des provinces, des associations ou des individus.

Chaque province avait sa constitution, ses coutumes, ses droits. Quelques-unes étaient pays d'États, et jouissaient comme telles de facultés représentatives plus ou moins étendues ; la plupart, intitulées pays d'Élection, dépendaient uniquement du pouvoir central, représenté à Paris par le conseil d'État, et dans les généralités par les intendants. Telle province était exempte de certains impôts ; telle autre en acquittait la plus lourde

part. Pour la seule gabelle, on distinguait : « 1^o les pays de salines (Franche-Comté, Trois-Évêchés, Lorraine et Alsace), où l'impôt était perçu sur les marais salants; 2^o les pays rédimés; 3^o les pays exempts ou de franc-salé (Bretagne, Artois, Hainaut, Cambrésis et Flandre); 4^o les pays de petites gabelles (Lyonnais, Forez, Beaujolais, Mâconnais, Velay, Vivarais, Bresse, Bugey, Valromey, pays de Gex, Provence, Comtat-Venaissin, Dauphiné, Roussillon, Rouergue et une partie de la haute Auvergne); 5^o les pays de grandes gabelles, où l'impôt était plus considérable et où étaient les sièges des juridictions dites greniers à sel. » (*Dictionnaire* de Chéruel.)

Les privilèges et inégalités n'étaient pas l'apanage des seules provinces; de petites fractions de territoire jouissaient souvent de faveurs spéciales. Treize ou quatorze villages de la banlieue de Lyon formaient un pays appelé Franc-Lyonnais¹, lequel, en vertu des conditions de sa réunion à la couronne, se prétendait exempt des impôts ordinaires, moyennant un droit gratuit de trois mille livres acquitté tous les huit ans. Dans beaucoup de localités se produisaient des faits analogues.

Les villes avaient presque toutes conservé des restes de leurs anciennes franchises communales; elles s'administraient, jusqu'à un certain point, elles-mêmes,

1. Les exceptions n'étaient pas plus fréquentes dans la généralité de Lyon que dans les autres. Les mêmes singularités se reproduisaient partout.

et leurs habitants possédaient des droits analogues à ceux de la noblesse. Le bourgeois de Lyon ne payait ni taille pour ses propriétés foncières, ni aides pour ses vins; il était exempt du droit de franc-fief, du ban et de l'arrière-ban; il était autorisé à élire ses magistrats municipaux, à garder sa ville, et au besoin à n'y pas laisser entrer les troupes du roi.

Dans chaque centre industriel, le monopole de la fabrication appartenait à une association; celui de la vente était réservé à d'autres. Le commerce possédait toujours un double privilège, consistant, d'une part, en ce que le noble n'avait pas la faculté de devenir négociant sans déroger, de l'autre, en ce que le négociant ne pouvait fabriquer lui-même ce qu'il vendait, ni l'ouvrier vendre lui-même ce qu'il avait fabriqué.

Que serait-ce s'il fallait énumérer tous les privilèges avec les détails de chacun d'eux, ceux des provinces vis-à-vis l'État, des provinces entre elles, des fractions de provinces les unes vis-à-vis les autres; ceux des communes, des villes frontières, des villes commerçantes, des villes maritimes; ceux des corps de l'État et ceux des associations spéciales; ceux des hommes voués aux professions libérales et ceux des industriels; ceux appartenant aux localités et ceux possédés par des individus; ceux enfin se modifiant à l'infini suivant les temps, les lieux, les besoins, et protégeant toujours l'habitant des villes plus que celui des champs, l'artisan plus que le laboureur?

Dans la seule généralité de Lyon, l'exemption des

tailles, en outre des membres de la noblesse et du clergé, appartenait : 1° aux bourgeois de Lyon ; 2° aux notaires et procureurs de Lyon n'ayant pas droit de bourgeoisie ; 3° aux habitants du Franc-Lyonnais ; 4° « au village de la Chambonne, dans la paroisse de Noirétable, par concession du roi Charles VIII, en considération des lances que le village lui présenta lorsqu'il passa à Lyon au retour de son expédition du royaume de Naples ; » 5° aux gens qui se chargeaient de « l'entretien de deux ou trois petits ponts dans l'élection de Roanne ; » 6° au bourg de l'île Barbe, « exempt du logement des gens de guerre et des contributions. » (*Mémoire* de M. d'Herbigny, intendant de la généralité de Lyon, en 1698.)

Ces inégalités engendraient au sein du tiers état autant de classes diverses, séparées les unes des autres, ou par des barrières insurmontables, ou par des obstacles difficiles à franchir. Le droit de cité lyonnaise n'était accordé qu'à l'individu né à Lyon, ou à l'étranger qui, après dix ans de résidence, obtenait du consulat des lettres de naturalisation locale. L'abord des communautés d'arts et métiers n'était possible que par de longues années d'apprentissage et de compagnonnage, périodes pendant lesquelles le jeune ouvrier perdait la totalité ou la majeure partie de son salaire. Au bout de ce temps d'épreuve, dont chaque période était marquée par une formalité et par une contribution, il pouvait, en payant encore une somme quelquefois considérable, devenir maître ouvrier ; mais, alors même, le nombre

des bras qu'il lui était permis d'employer se limitait d'après les règlements de la communauté, soigneuse d'empêcher que l'industrie d'un seul pût nuire au travail des autres associés. Désirait-il enfin faire le commerce pour son propre compte, nouveaux obstacles à surmonter pour s'élever de la dignité de maître ouvrier à celle de maître marchand; nouvelles difficultés, variant suivant les caprices de l'autorité supérieure, et suffisantes quelquefois pour occasionner des émeutes. (Voir l'*Histoire de Lyon*, au milieu du XVIII^e siècle.)

Le privilège autrefois était la loi commune; il embrassait tout et s'appliquait à tout. Être citoyen d'une ville, privilège; exercer un métier, privilège; imprimer un livre, privilège encore. Aujourd'hui, certaines exceptions se font remarquer dans la vie civile: l'autorisation de fonder un journal, le droit pour quelques citoyens de n'être pas poursuivis devant la justice ordinaire, et plusieurs autres singularités de cette nature, ne peuvent être considérés autrement que comme des privilèges; mais, entre ceux d'ancien régime et les nôtres, existe une grande différence: c'est que les premiers procédaient de l'esprit des lois, tandis que les seconds ne subsistent que contre ce même esprit. Si nous avons encore au milieu de nous des privilèges, la faute n'en est pas à nos pères, car ils ont fait tout ce qu'ils ont pu pour les détruire; ils n'ont jamais, dans leurs cahiers de 89, oublié d'établir « que tous privilèges et exemptions seront déclarés contraires à une bonne constitution;

qu'ainsi donc aucun corps de l'État, aucune province, ville ou corporation ne seront admises à opposer un privilège particulier pour se soustraire à une loi délibérée et consentie par les États généraux. » (Clergé de Lyon, 10; *id.*, unanimité des cahiers.)

La lecture des cahiers ne nous montre pas la suppression des privilèges comme une chose à faire, mais comme une chose déjà faite. Si je ne craignais une comparaison prétentieuse, je dirais que l'égalité nous apparaît comme une nouvelle Minerve, s'élançant tout armée du cerveau de la France. Devant elle tout s'écroule, les privilèges des associations et ceux des individus, les institutions protectrices et les impositions onéreuses. Plus d'insulte à la dignité de l'homme, plus de dépendance anormale, plus de monopole. La société, en se réformant, va garantir à chacun les mêmes droits, astreindre chacun aux mêmes devoirs, respecter la position honorifique de la noblesse, parce qu'elle a été grande, mais supprimer ou racheter ce qui en elle est devenu inutile ou nuisible, atteindre partout les exceptions, remplacer la protection industrielle par la libre concurrence, en un mot, instituer l'égalité comme conséquence des progrès déjà réalisés, comme gage des bienfaits à venir, et surtout de la liberté.

CHAPITRE V

LIBERTÉ

I. LIBERTÉ INDIVIDUELLE.— Lettres de cachet.— Passe-ports — Secret de la poste — Liberté sous caution.— Traite et esclavage.— Mainmorte. — II. LIBERTÉ DE CONSCIENCE.— Édit de 1787.— III. LIBERTÉ DE LA PRESSE.— Éducation.

Une question délicate se présente ici : les électeurs de 89 n'aimaient-ils pas l'égalité plus que la liberté ?

Je ne crois pas qu'ils l'aimassent davantage, mais j'admets volontiers qu'ils se trompaient dans l'importance attachée à chacune d'elles. Au lieu de voir dans l'égalité une des formes possibles à concilier avec la liberté, ils la considéraient comme la condition essentielle et la cause nécessaire de l'existence libérale. Dans une société de citoyens égaux en droits et en titres, tout le monde leur paraissait devoir être libre, puisque personne n'aurait de supérieur. Établir l'égalité, c'était, du même coup, fonder la liberté.

L'erreur de cette pensée est évidente. Toute infériorité matérielle n'implique pas une dépendance légale. Pour être libre, il s'agit moins de n'avoir personne au-dessus de soi, que de pouvoir et de savoir se diriger soi-même. Avant de supprimer les obstacles, il faut rechercher les qualités morales et les facultés physiques qui permettent de les surmonter ; sans cela, le citoyen ne sera peut-être pas extérieurement empêché d'agir, mais il agira mal, et la liberté chez lui deviendra un malheur au lieu d'être un bienfait. N'avoir pour maître que sa conscience et la loi, voilà la liberté ; n'avoir personne au-dessus de soi, voilà l'égalité. Considérer la première comme un simple effet de la seconde, c'est donc la rabaisser fort au-dessous de sa valeur réelle.

Il est bon d'arriver à l'égalité par la liberté ; il est au moins dangereux de partir de l'égalité pour aller vers la liberté. En effet, celui qui a l'instinct libéral respectera chez les autres l'indépendance qu'il veut pour lui-même, et consacrera ainsi la véritable, la seule égalité possible ; au contraire, l'égalitaire qui, s'occupant avant tout du niveau à établir, cherchera à faire descendre les autres plutôt qu'à monter lui-même, sera l'être le plus capable de servir ; notre histoire l'a bien prouvé.

Dans le choix du moyen le meilleur pour faire naître et pour assurer la liberté, nos pères se sont trompés ; à défaut de raisonnement, les faits le proclameraient eux-mêmes ; mais, avant de les condamner, nous de-

vous examiner si c'était un coupable sentiment, ou seulement une malheureuse inexpérience qui les égairait, si l'égalité était à leurs yeux plus digne d'amour que la liberté, ou s'ils ne croyaient la seconde possible que par la première.

I

LIBERTÉ INDIVIDUELLE

L'unanimité des cahiers de 89 place le droit de n'obéir qu'à la loi bien avant le bénéfice matériel résultant de l'abolition des privilèges. Tout ce que le citoyen a le droit de demander, c'est : 1^o d'avoir part à la confection de cette loi qui sera son maître ; 2^o que personne ne puisse se mettre au-dessus d'elle. Le concours du citoyen à l'établissement de la loi est indispensable pour que la liberté subsiste dans l'obéissance ; L'inviolabilité de la loi est la seule garantie contre le despotisme. La liberté civile et politique n'est donc autre chose que la faculté de faire ce que permet une loi, à la confection de laquelle le citoyen a contribué lui-même, et au-dessus de laquelle personne ne peut se placer. A cette condition, tout le monde doit être libre.

« Tous les Français sont essentiellement libres, c'est-à-dire qu'ils n'ont d'autres maîtres que la loi, d'autres

chefs que le roi ou ceux qui le représentent ; d'autres juges que les tribunaux approuvés par les États généraux et par le roi. » (Noblesse de Château-Thierry, p. 7.)

Par suite de cette indépendance légale, « nul Français ne peut être privé de sa liberté qu'aux termes de la loi, et pour être, à l'instant même, remis entre les mains de ses juges naturels. » (*Id.*) « Le bien le plus précieux du citoyen étant sa liberté, tout acte qui peut l'en priver, sans que cette peine ait été prononcée par son juge naturel, est absolument contraire au droit naturel et au droit positif. » (Clergé de Metz, 5; *id.*, Lyon, 12; *id.*, Meaux, 89, etc.) « Toute servitude personnelle sera abolie en France; la loi constitutionnelle assurera à toutes personnes la liberté individuelle. » (Tiers état de Lyon, 10; *id.*, unanimité des trois ordres.)

Les cahiers de la noblesse ne sont, à cet égard, ni moins éloquents ni moins énergiques que ceux du tiers état. Les gentilshommes « chargent expressément leurs députés aux États généraux de déclarer, à la face de la nation, qu'ils entendent provoquer sur la tête de l'exécuteur de tout ordre arbitraire, l'anathème de l'opinion publique; que, s'il est gentilhomme, la noblesse le rejette de son sein » ; qu'en tout cas, « il cesse d'être citoyen et soit privé du droit d'assister aux assemblées nationales. » (Noblesse d'Évreux, 8.) Si l'on écoute « leur vœu le plus ardent (*id.*), » « tout ministre, homme puissant, agent, porteur ou solliciteur d'ordres arbitraires, qui aurait sollicité, signé, surpris ou mis

en exécution une lettre de cachet ou close, illégale, attentatoire à la liberté d'un citoyen, sera pris à partie par-devant les juges ordinaires, non-seulement pour y être condamné en des dommages et intérêts, mais encore pour y être puni corporellement suivant toute la rigueur des lois (noblesse de Montargis), » au besoin « sous peine de la vie. » (Noblesse d'Auch, art. 8; voir sur la même question les cahiers de Guyenne, 7; Quercy, 3; Provins, 11; Melun, 8; Lille, 14; Condom, 7; Bar-sur-Seine, 2; Vermandois, 22; Bazas, 9; Pont-à-Mousson, 12; Bas-Limousin, 11; Poitou, 9; Gien, 9; Beauvais, Agen, Bas-Vivaraïs, etc., etc.)

Ces extraits nous signalent l'institution la plus directement hostile, sous l'ancien régime, à la liberté individuelle, celle des lettres de cachet, autorisant le roi à faire saisir, exiler, emprisonner qui bon lui semblait pour un temps indéterminé. Ce droit royal se prêtait à des abus d'autant plus faciles à multiplier de la part du pouvoir, qu'il n'avait aucune limite, et d'autant plus effrayants pour l'imagination publique que, les prisons des détenus par lettres de cachet étant secrètes, l'arbitraire se couvrait du voile du mystère. La conscience et la raison populaires ne pouvaient détester et combattre trop violemment une institution dont les conséquences, supportables sous un bon prince, devenaient effroyables sous un mauvais, et dont le fondement était l'arbitraire absolu, le plus intime ennemi de la liberté. Aussi n'est-il pas une seule assemblée d'é-

lecteurs qui ne demande, au moins d'une manière générale, l'abolition de cette erreur légale, et l'assurance qu'à l'avenir « il ne sera porté, sous aucun prétexte, atteinte à la liberté individuelle par lettres de cachet, ordres des gouverneurs et commandants militaires, de magistrats ou de juges, en un mot par aucun acte de pouvoir arbitraire. » (Tiers état de Rennes, art. 37; *id.*, unanimité des trois ordres.)

Fallait-il cependant détruire sans aucune exception le droit de justice royale ? Quelque mauvaise, quelque monstrueuse, si l'on veut, que fût l'institution des lettres de cachet, elle avait un avantage, celui de permettre, en cas de scandales privés, une réclusion qui n'entraînait pas le déshonneur public des familles. C'était là une considération importante, et peut-être, avant de supprimer sans retour ce privilège exorbitant, la sagesse recommandait-elle d'examiner si, dans certaines circonstances, on ne pourrait, en excluant l'arbitraire, conserver le secret du jugement. Les cahiers mentionnent cette réserve çà et là, tantôt d'une manière sommaire en demandant que, si l'usage des lettres de cachet n'est pas entièrement aboli, il soit « borné à un petit nombre de circonstances qui seront prévues et déterminées (Tiers état de Vannes, 5); » tantôt avec plus de détails, en émettant le vœu qu'elles ne soient délivrées qu'en cas d'absolue nécessité, telle que « d'urgence pour une famille de faire séquestrer un membre qui la déshonorerait (Noblesse de Châlons; clergé de Paris, etc.); » que, même en ce cas, elles ne puissent être accordées

qu'à la sollicitation des familles (Clergé de la vicomté de Paris), ou sur l'avis « d'un comité secret, présidé par trois notables de la province, non parents (noblesse de Vermandois, 23), » ou encore sur la demande des États provinciaux (Noblesse de Condom); et après une délibération « du conseil d'État, auquel il sera donné à ce sujet un règlement fixe et concerté avec les États généraux. » (Clergé de Limoges, 22.)

Ces restrictions paraissent contredire le principe en vertu duquel « la liberté de chaque individu étant aussi sacrée que celle de la nation, aucun citoyen ne peut être enlevé à ses juges naturels. » Sans doute; aussi, la noblesse de Gien, à laquelle nous empruntons le présent extrait, « voterait » de grand cœur « pour l'abolition totale des lettres de cachet, » si « des circonstances graves n'exigeaient que la grande police ait un provisoire; » cette nécessité seule lui fait tolérer leur existence, à la condition « qu'elles ne pourront être accordées que sur la décision d'un tribunal que Sa Majesté sera suppliée d'établir, composé de dix-huit juges au moins, dont six seront pris dans les premiers rangs de la magistrature, six dans ceux du clergé et six dans ceux de la noblesse. » (Noblesse de Gien, p. 9.)

Le tiers état, autant que les autres ordres, adopte l'idée d'un tribunal de famille dont les jugements ne seront point publics, et dont les arrêts ne pourront être exécutés qu'après un examen supérieur, et par permission spéciale du roi ou de son représentant judiciaire dans la province. « S'il arrive que, pour des

causes graves, une famille veuille soustraire de la société pendant quelque temps un de ses membres, alors les plus proches parents, au nombre de quatorze au moins, s'assembleront devant le juge royal du ressort, à l'effet d'exposer leurs plaintes ; et si, après en avoir délibéré, les trois quarts se trouvent d'avis pour la détention du sujet, que le juge ordonne qu'il soit enfermé pour un espace de temps proportionné aux circonstances. » (Tiers état de Troyes, art. 6 ; *id.*, Nantes, art. 130 ; banlieue de Paris, 36 ; Saintes, Bourg, art. 5, Bar-le-Duc, p. 5, etc.)

Les exceptions admises par les trois ordres ne tendent nullement à la conservation de l'arbitraire, mais uniquement au respect des droits privés. Les électeurs pensent que les membres d'une famille ont le droit de régir cette petite agrégation, tout comme les citoyens ont celui de gouverner l'État ; ils croient que leur puissance ne risquera pas de dégénérer en abus, si une influence étrangère et supérieure contrôle ce que pourrait renfermer d'égoïste une décision prise par les seuls intéressés. La lettre de cachet ainsi modifiée deviendra la sanction d'une délibération impartiale et l'arrêt d'un tribunal discret et respectable. A vrai dire, elle n'existera plus, puisque l'arbitraire qui jusqu'ici constituait son essence sera détruit. L'honneur des familles obtiendra une sauvegarde sans que la liberté individuelle soit compromise.

A Dieu ne plaise que les électeurs veuillent sacrifier les droits de la liberté individuelle ! Nul intérêt ne leur

est plus cher ; ils l'entourent des soins les plus minutieux et l'étendent jusqu'aux dernières limites. Ainsi, dans leur pensée, « la liberté des personnes comprend nécessairement celle de voyager et de fixer sa demeure où l'on veut, soit dans l'intérieur ou au dehors. » (Noblesse d'Arras.) Tout citoyen doit pouvoir se déplacer « sans permission, passe-port, certificat et autres formalités tendant à gêner la liberté. » (Tiers état de Marseille, 2.) L'indépendance privée n'accepte d'autre entrave que celle des « formalités de police dont la manutention ne peut appartenir qu'aux juges ordinaires. » (Tiers état de Rennes, art. 36 ; *id.*, unanimité des cahiers.)

L'inviolabilité du secret des lettres est encore une des fractions les plus importantes de la liberté. L'administration, en s'engageant à transporter intacts, d'un lieu à un autre, ces témoignages de la pensée intime d'un individu ou d'une famille, contracte, vis-à-vis ceux qui les lui confient, une obligation positive et une dette d'honneur. L'obligation est positive, parce que l'administration, fixant elle-même le prix auquel elle se charge de l'accomplir, n'a pas l'excuse des difficultés imprévues ; le dépôt des lettres entre ses mains constitue une dette d'honneur, parce que, sa violation demeurant presque toujours mystérieuse, le dommage matériel et moral qui en résulte échappe à la connaissance et au ressentiment de la personne ainsi lésée. Si le secret de la poste n'est pas respecté, la sûreté des relations est détruite, le voile des affections déchiré, le

gage des intérêts anéanti. L'État, espion dont l'œil s'ouvre sur toutes les communications individuelles, viole les intimités les plus respectables, alarme les consciences les plus honnêtes ; la liberté des personnes n'existe plus.

Les États généraux ne négligeront rien pour que « l'abus intolérable d'ouvrir les lettres soit proscrit à jamais. » (Noblesse de Reims, 6 ; tiers état de Bayonne, art. 13 ; *id.*, unanimité des cahiers.) Les premières mesures à prendre seront : la suppression du bureau qui, à la poste de Paris, a le droit d'ouvrir toutes les correspondances (Noblesse d'Orléans, 9 ; tiers état d'Étampes, 45, etc.) ; la défense aux négociants de tenir des bureaux de poste (Aix, tiers état) ; la responsabilité des agents de la poste et leur punition très-sévère en cas de délit (unanimité) ; enfin, la prescription absolue que « dans aucun cas, sans exception, une lettre ne pourra devenir un titre ou un moyen d'accusation pour aucuns autres que celui auquel elle a été adressée, ou celui par lequel elle a été écrite. » (Noblesse de Lyon.)

Cette dernière recommandation appartient à la catégorie de celles qui dénotent chez les hommes de 89 une véritable intelligence de la liberté. Punir, c'est bien ; mais enlever au mal son profit, c'est mieux encore. Si le crime est découvert, le coupable subira un châtement rigoureux ; s'il demeure impuni, la loi ne reconnaîtra pas l'existence d'un document trouvé en d'autres mains que les seules capables de le posséder. Non-seulement le criminel, mais même l'indif-

férent entré par hasard en possession d'un titre qui ne lui appartient pas, ne pourra légalement en user. Voilà une de ces dispositions accessoires qui témoignent, autant que l'énoncé des principes généraux, en faveur des sentiments de ceux qui les mentionnent. Il faut convenir que les cahiers de la noblesse donnent lieu plus souvent que les autres à ces remarques intéressantes.

A l'appui de mon dire, je cite une question touchant encore à la liberté individuelle, l'élargissement sous caution des accusés judiciaires. Le tiers n'en parle que rarement et d'une manière accessoire. (Lyon, Meudon, etc.) La noblesse, au contraire, demande fréquemment que la liberté sous caution « soit admise dans tous les cas où elle sera jugée possible (Paris, 20; Lyon, etc.); » c'est-à-dire où « il ne sera pas question de meurtre ou d'agression violente, de rapt, d'incendie ou de trahison d'État (Melun, 18); » en d'autres termes, et pour tout dire en un seul mot, « que l'élargissement provisoire soit toujours accordé en fournissant caution, excepté dans le cas où le débiteur serait prévenu d'un délit qui entraînerait une punition corporelle. » (Nemours, art. 11; Quesnoy, p. 12, etc.) Cette liberté ne sera pas, du reste, une innovation aussi grande qu'on pourrait le supposer. Il en existait des traces dans « notre ancienne législation. » (Melun et Moret.) Il suffira, pour l'obtenir, que les députés sollicitent « le renouvellement de la charte du roi Jean qui autorise tout citoyen décrété de prise de corps à se dispenser de se remettre en prison,

s'il trouve caution bourgeoise pour répondre de lui et des dommages qui pourraient résulter de sa fuite. » (Bas Limousin.)

Le clergé a droit aussi, en fait de libéralisme, à un éloge spécial. Ses cahiers sont ceux qui demandent avec le plus d'instance « l'abolition de la traite des nègres et de leur esclavage, attendu que ce commerce est contraire à la loi naturelle et à toutes les lois de l'humanité. » (Metz, 13.) « Puisqu'aux yeux de la religion la différence de couleur n'en peut mettre aucune entre ses enfants, ses ministres ne peuvent s'empêcher de réclamer contre l'esclavage des nègres dans les colonies. » (Melun et Moret, 30.) « L'humanité révoltée doit dénoncer à la nation, représentée dans les États généraux, un abus qui déchire toutes les âmes sensibles; cet abus, c'est le droit atroce que s'est donné l'homme d'acheter son semblable, de le priver de sa liberté, de le soumettre à un travail dur et continu, et de le rendre jusqu'à sa mort la victime de ses caprices et de ses cruautés. » (Mantes et Meulan, 49; *id.*, Forez et *passim.*)

Le tiers et la noblesse, à propos de l'esclavage, se contentent le plus souvent de demander « que les États généraux prennent en considération le sort des nègres de nos colonies (noblesse de Beauvais, 10); » « qu'il soit fait, » pour l'adoucissement de leur position, « un vœu qui s'accorde avec la politique et l'humanité (noblesse de Vermandois, 43); » que l'esclavage soit aboli, s'il est possible, mais, « si des raisons politiques

s'y opposent (tiers état de Reims, 25), » qu'on ait soin de le mitiger ; que les nègres « soient traités comme des hommes ; qu'on abroge les lois barbares qui imposent des droits considérables pour leur affranchissement et peuvent empêcher la bonne volonté d'un maître envers son esclave. » (Tiers état de Rennes ; *id.*, Château-Thierry, Marsan, etc.)

Les électeurs laïques n'approuvent pas l'esclavage, tant s'en faut ! mais la destruction immédiate de cette horrible institution leur paraît pouvoir être subordonnée à des raisons politiques. Le clergé, au contraire, n'admet aucune réserve, lorsqu'il s'agit de relever la condition du nègre, homme égal devant Dieu à tous les autres hommes.

On me blâmerait probablement de terminer l'étude des faits relatifs à la liberté individuelle, sans parler de l'institution féodale qui, sous le nom de mainmorte, a perpétué jusqu'en 89 les restes de la servitude personnelle, et qui, à la veille même de la Révolution, attestait encore l'esprit inhumain de la noblesse d'ancien régime.

Il est vrai que la mainmorte attachait le colon au sol qu'il cultivait et le plaçait pour les actes les plus importants de sa vie sous la dépendance de son seigneur ; ce qui l'est moins, c'est la nécessité de la détruire, par une raison bien simple : c'est qu'elle n'existait presque plus.

Des provinces de France, la Franche-Comté, en 89, « était la seule où il existât encore des serfs sur un point

isolé du mont Jura. Voltaire avait attaqué avec énergie les droits du chapitre de Saint-Claude ; une décision du parlement de Besançon les avait maintenus. En 1779, le roi Louis XVI avait affranchi par un édit les derniers serfs de ses domaines ; le chapitre de Saint-Claude résistait toujours. En 1789, les serfs du mont Jura remplirent la France entière de leurs protestations. « C'est l'attribut de la royauté, disaient-ils dans une requête au roi, d'effacer les traces de l'esclavage, et de restituer à des hommes qui naissent libres le droit qu'ils tiennent de la nature. » Quand des serfs parlent ainsi, ils sont bien près de devenir libres. L'évêque de Saint-Claude, M. de Rohan-Chabot, se déclara publiquement pour eux. « La mainmorte, dit-il à une assemblée du bailliage d'Aval, est au nombre des abus qui affligent les habitants des campagnes ; les terres de mon évêché, encore indivises avec mon chapitre, sont affligées de ce fléau. J'ai souvent regretté de ne pouvoir le détruire et j'unis de bon cœur mes supplications à celles que mes vassaux adressent à Sa Majesté pour qu'il lui plaise d'affranchir gratuitement leurs personnes et leurs biens. » (L. de Lavergne, *Assemblées provinciales*, p. 369.)

Les supplications du bon évêque ne demeurèrent pas inutiles, car le cahier du clergé d'Aval nous apprend qu'avant les élections « M. le marquis de Marnésia, Mgr l'évêque de Saint-Claude, et MM. les chanoines de son chapitre noble » avaient « renoncé à leurs droits de mainmorte. » (Art. 54.)

Le détail des anciens abus soulève l'indignation; mais souvent, quand on les cherche, on ne les trouve plus. L'arbre était coupé, on croyait voir encore son ombre. Funeste résultat des longues erreurs! on les ressent jusqu'à l'endroit où elles ne sont plus, comme le convalescent cherche encore une souffrance dans le membre guéri.

Pour tout ce qui concerne l'indépendance des personnes, il serait, je crois, impossible de trouver dans les cahiers des trois ordres une seule intention hostile à ce principe essentiel.

II

LIBERTÉ DE CONSCIENCE

Les électeurs se préoccupent beaucoup moins de la liberté de conscience. Quelques-uns déclarent « que la religion chrétienne ordonne la tolérance civile, et que tout citoyen doit jouir de la liberté particulière de sa conscience (tiers état de Paris); » « que tout homme doit jouir de la plus parfaite liberté de conscience; qu'il ne peut être troublé ni puni, à moins que, sous prétexte de religion, il ne trouble lui-même la paix, la sûreté et la tranquillité de la société (tiers état de Marsan); » « que la différence des opinions religieuses ne

doit jamais désunir les hommes, pourvu que la morale et les principes sociaux soient les mêmes. » (Noblesse de Clermont en Beauvoisis.) Ces formules générales sont l'exception ; l'indépendance des divers cultes religieux n'occupe pas dans les cahiers la place qu'on s'attendrait à l'y voir remplir ; elle ne s'étend pas en général au delà des sectes chrétiennes, et même, sur ce point, elle ne se manifeste le plus souvent que d'une manière indirecte, à propos du dernier édit par lequel Louis XVI, au mois de novembre 1787, avait accordé aux protestants les droits civils et politiques.

La noblesse désire que cet édit « soit déclaré loi du royaume (Melun et Moret) ; » que l'assemblée nationale lui accorde sa sanction (Poitiers) ; qu'on supprime ce qui reste d'incomplet dans les mesures déjà prises (Caux) ; « qu'il soit donné plus d'extension à l'état civil des non-catholiques (Provins) ; » qu'un remerciement spécial soit adressé au roi à l'occasion de l'acte, qui « en confirmant la loi fondamentale de l'état concernant le culte et le dogme de la religion catholique, apostolique et romaine, assure en même temps l'existence civile de nos frères qui sont dans l'erreur. » (Bas-Limousin, 20; *id.*, très-grande majorité des cahiers de la noblesse.)

Le tiers quelquefois n'en dit rien ; plus souvent, il en parle sans colère, comme d'une chose acquise, dont le progrès et la conservation ne se peuvent mettre en doute : « Le roi sera remercié de l'édit de 1787, et très-humblement supplié de lui donner le complément que la nation attend de ses vues supérieures, de sa

justice et de sa bienfaisance. » (Tiers état de Montpellier.) Ce complément sera, pour les protestants, une existence légale, « telle au moins qu'ils l'avaient avant la révocation de l'édit de Nantes. » (Nivernais, Paris, Provins, Troyes, Nérac.)

Cette modération ne se montre pas plus dans les provinces catholiques que dans les protestantes. Le cahier de Nîmes dit simplement : « il sera représenté, sur la liberté de penser, que rien n'est plus digne de la sagesse de Sa Majesté que d'avoir permis la libre profession de toute religion fondée sur la saine morale, seul moyen d'éclairer les hommes et de les porter à la vertu ; ouvrage sagement commencé par l'édit de novembre 1787, et qui attend son complément des vues supérieures de Sa Majesté, et du progrès des lumières de la nation. » (Tiers état de Nîmes, 24.) Les électeurs de la Rochelle se bornent à demander que, dans les maisons d'éducation, les jeunes gens appartenant à la religion réformée ne soient point astreints à prendre part aux exercices du culte catholique.

Tous reconnaissent au catholicisme le droit d'être proclamé religion du royaume. « L'ordre public, dit le tiers de Paris, ne souffre qu'une religion dominante (40). » « La religion catholique, ajoute celui de Rennes, aura seule le culte public dans le royaume. » Nul n'a l'audace, sous prétexte d'indépendance morale, d'élever la voix contre le catholicisme, ni de formuler un vœu tendant à son affaiblissement ou à son abandon. La liberté de conscience n'est pas le droit d'attaquer, mais

celui de se défendre. Que la religion catholique demeure loi du royaume, mais que les autres communions chrétiennes ne soient point inquiétées, tant qu'elles ne troubleront ni les mœurs ni la tranquillité publiques; voilà tout ce que la noblesse et le tiers état désirent.

« Le clergé, » de son côté, « ne s'élève pas contre l'état légal et civil accordé aux protestants par le dernier édit. » (Clergé de Rouen.) Il ne pense pas « qu'on doive refuser à ses frères errants le rang qu'ils réclament dans la société, » et que « beaucoup d'entre eux méritent par leurs vertus morales et civiles; cet acte d'humanité et de justice ne peut servir qu'à les ramener avec le temps dans le sein de l'Église. » (Clergé d'Évreux; *id.*, Dijon et *passim.*) Mais, de ce que le principe de la tolérance est généralement adopté, il ne suit pas qu'on puisse l'appliquer sans ménagement, ni que l'autorité civile ait le droit d'imposer au clergé des formalités contraires aux préceptes et aux traditions de l'Église. Nombre de cahiers demandent à ce point de vue la révision de l'édit. (Paris, Colmar, Troyes, Provins, etc.) Il alarme les consciences catholiques sur plusieurs points, que le clergé de Saintonge détermine et apprécie comme il suit :

« Le clergé du diocèse de Saintes... regardera toujours les protestants comme des frères qu'il faut chérir, comme des brebis égarées après lesquelles il faut courir avec une tendre sollicitude. Il ne cessera de demander la modération et même l'abolition des lois pénales portées sous les deux derniers règnes contre

des hommes aveugles que le malheur de leur naissance a plongés dans les ténèbres de l'hérésie ; mais, en même temps, il ne peut s'empêcher de faire des représentations sur divers articles de l'édit de 1787 :

« 1^o L'expression vague de non-catholiques inspire au clergé quelque inquiétude. Elle semble ouvrir la porte à toutes les sectes ; c'est une espèce d'annonce de ce tolérantisme universel que les fougueux déclamateurs de notre siècle décorent du beau nom de philosophie, et qui, dans la réalité, cache une haine profonde pour la vraie religion ;

« 2^o L'article 25 de l'édit crée, en faveur des parents qui ont le malheur de ne pas croire au baptême, une forme purement civile de s'assurer de la naissance de leurs enfants... Aujourd'hui une déclaration, faite au nom de la mère, que le nouveau-né est baptisé, est la seule formalité qu'il faut remplir. Par là, une multitude d'enfants se trouve exposée à n'être pas baptisés, même des enfants nés catholiques...

« 3^o Cet édit délègue les curés concurremment avec les magistrats pour publier les bans des non-catholiques, les marier dans une forme purement civile, et déclarer que le mariage est légitime. Mais quelle puissance sur la terre pourrait obliger les pasteurs à déclarer que des hérétiques qui se marient sans aucun rit religieux contractent une alliance légitime ?...

« 4^o L'édit investit le premier officier des bailliages et sénéchaussées du pouvoir de dispenser des publications des bans et de l'empêchement de parenté au 4^e degré,

sans tracer un plan de conduite pour remplir cette mission avec mesure et discernement...

« 5° L'Église craint avec raison d'être forcée de recevoir, des mains des non-catholiques, ses ministres, ses bénéfices, et surtout les pasteurs chargés de la conduite des âmes. » (Clergé de Saintonge, p. 13 à 16.)

La crainte de l'Église n'est donc pas de voir cesser le régime de rigueur employé trop longtemps contre les protestants ; elle le déplore et le déteste ; mais, en ayant de l'indulgence pour les sectes qui se rattachent au christianisme, elle ne voudrait pas ouvrir la porte à toutes les exagérations de l'impiété ; elle nie la nécessité pour elle de reconnaître un sacrement là où la preuve canonique n'en existe pas ; elle se refuse à voir des protestants conférer les dignités catholiques ; en un mot, elle demande à déclinier des obligations que la loi civile peut admettre, mais que la loi religieuse doit rejeter. Tout cela n'a vraiment rien d'injuste ni d'étroit.

III

LIBERTÉ DE LA PRESSE

La même réflexion s'applique au vœu du clergé sur la liberté de la presse ; plus exact serait de dire : contre la liberté de la presse. En effet, l'opinion générale des

cahiers ecclésiastiques est « que cette liberté doit être plutôt restreinte qu'étendue. » (Saintonge, 24.) Presque tous demandent « qu'il soit fait des lois sévères contre l'impression et la distribution de tous écrits opposés au respect dû à la religion, au prince et aux mœurs (Auxerre, 5); » « que... tous les ouvrages de librairie continuent d'être soumis à la censure (Metz, 16); » « que, si l'on jugeait à propos d'étendre la liberté de la presse, ce que l'ordre du clergé ne saurait désirer, elle ne soit jamais tellement illimitée qu'elle puisse nuire à la religion, aux mœurs et à la réputation des personnes (Lyon, 13); » enfin « que tout imprimeur soit obligé de mettre son nom au bas des ouvrages qui sortiraient de sa presse, et qu'il soit responsable des faits faux, diffamants ou scandaleux qui pourraient y être insérés. » (Rouen, 7; Troyes, 20; *id.*, très-grande majorité des cahiers du clergé.)

Comment une hostilité si apparente se concilie au fond avec le sentiment libéral, nous allons le voir.

Où la liberté de la presse est destinée à instruire la nation, ou elle n'a pas d'objet. Tout ce qui touche à l'enseignement populaire se rapporte par cela même au droit de publier ses pensées. Enseignement et liberté de la presse sont les deux faces d'une même question.

Or les cahiers du tiers et de la noblesse, sur la question de l'éducation, sont d'une infériorité immense comparés à ceux du clergé. Quand le tiers a demandé qu'on établisse « une école nationale, qui, comme à Sparte, formera des hommes et des citoyens (Bar-le-

Duc, 23), » « que les savants fassent un plan d'études, commun à tous les collèges et universités (Auxerre), » il croit avoir tout fait. Ce grand œuvre de l'instruction populaire est mentionné par lui çà et là, sans détail, sans instance, sans considérations élevées, comme une chose utile seulement au même titre que beaucoup d'autres, que les États généraux organiseront, s'ils en ont le temps, qu'ils feront préparer par une commission, si de plus grands intérêts les empêchent de s'en occuper. (Anjou, 51 et 52; *id.*, *passim.*)

La noblesse en parle un peu plus longuement : elle pense quelquefois « que l'éducation bien dirigée fait la force et le bonheur d'une nation ; qu'il faut s'efforcer de la porter au plus haut point de perfection possible. » Pour cela, le moyen le plus sûr est d'assurer aux maîtres une existence honorable et de donner chaque année des prix aux élèves. L'argent nécessaire à l'entretien des écoles sera pris sur la fortune des abbayes ; on y emploiera certains ordres religieux ; dans toutes les écoles, il y aura autant de places gratuites pour la noblesse que pour le tiers état. Avant tout, il faut créer un nouveau plan d'éducation pour remplacer « la mauvaise routine. » (Château-Thierry, p. 49 à 51). Les gentilshommes d'Orléans demandent « que les États généraux s'occupent des moyens les plus propres à perfectionner l'éducation et à répandre dans les dernières classes de la société les instructions religieuses et morales. » (Orléans. N. 31.) Ceux de Saintes trouvent qu'il serait temps de faire participer les vieilles fonda-

tions aux lumières acquises, « de leur donner un régime plus propre à former des citoyens de tous les états, et surtout de propager jusque dans les campagnes les moyens d'une instruction suffisante à ceux qui les habitent, et qui pût même s'étendre jusqu'aux pauvres. » (Saintonge, 29; *id.*, Caux, Guienne, Auxerre, etc.)

C'est là une bonne tendance; mais, nulle part dans les cahiers du tiers ni dans ceux de la noblesse, on ne trouve la même insistance, la même conviction, la même portée d'esprit et de langage que dans ceux du clergé, lorsqu'au nom de la morale, de la civilisation et de la patrie, il sollicite l'établissement, « dans toutes les paroisses du royaume, de maîtres et de maîtresses d'école (Auxerre, 4; Bourbonnais, 11; *id.*, unanimité); » lorsqu'il demande que cet enseignement soit gratuit (Lyon, 25; *id.*, très-grande majorité); lorsqu'il recommande de ne rien négliger pour l'amélioration et la diffusion de l'enseignement; lorsqu'il dit à la nation et au roi : « Ce qui doit attirer les soins paternels de S. M., au moment où elle s'occupe de régénérer la nation, c'est l'éducation publique. Ce sont les collèges qui préparent des citoyens de toutes les classes à l'État, des militaires aux armées, des juges aux tribunaux, des ministres au sanctuaire; c'est dans les collèges que la jeunesse doit puiser les bons principes avec les connaissances, et que l'esprit et le cœur doivent être cultivés à la fois. Tous les bons citoyens, et surtout les ministres de la religion, gémissent sur l'état de décadence où l'éducation est tombée en France... Il n'est

peut-être pas d'objet qui mérite une attention plus sérieuse dans l'Assemblée nationale; c'est au milieu d'elle que des hommes sages et profonds pourront méditer avec succès la réforme des premières études; c'est du sein des lumières réunies aux États généraux que doit sortir enfin le plan si universellement désiré d'une éducation salubre et générale. » (Clergé de Bar-sur-Seine, 10.)

« La décadence des mœurs tient visiblement aux vices de notre éducation; il n'est pas de bon citoyen qui ne désire une réforme dans cette partie. Sa Majesté doit être de la plus scrupuleuse attention à un article aussi important, d'où dépendent le développement des talents, la tranquillité des familles, les mœurs publiques et la gloire nationale. Il est urgent de prendre toutes sortes de précautions qui assurent un choix sage et éclairé des instituteurs, de leur procurer la considération et l'encouragement dûs à de si belles fonctions, de leur fixer un traitement honnête et des retraites convenables. » (Saintonge, 36; *id.*, Rouen, 33; Lyon, 24; Paris, 10; Metz, 7, Châlons, 31; Auxerre, 4; Bourbonnais, 11; Angoulême, Laon, etc.)

Le clergé demande à l'unanimité que l'influence religieuse préside à l'enseignement, mais il ne refuse pas le concours laïque. Le cahier de Saintonge, après avoir émis le vœu que les ordres religieux soient spécialement consacrés à l'instruction populaire, ajoute : « Cependant ce vœu ne regarde en aucune manière le collège de Saintes; le clergé doit et rend justice à ce

collège, qui a depuis longtemps la confiance méritée de la province de Saintonge et des provinces circonvoisines. (Saintonge, 37.) A Lyon, les ecclésiastiques chargés des petites écoles délivraient aux laïques des brevets de capacité et leur donnaient des appointements ; en 1784, sur cinquante maîtres d'école approuvés à Lyon, on ne trouve que cinq prêtres, et quatre en 1788.

Le clergé d'ancien régime, bien loin d'avoir émis une idée hostile au progrès de l'instruction populaire, a sollicité, provoqué, préparé ce progrès par tous les moyens possibles. S'il redoutait la liberté de la presse, ce n'était pas qu'il voulût entretenir le peuple dans l'ignorance ; c'était qu'il ne croyait pas l'éducation générale assez avancée pour autoriser la publication sans contrôle de toute espèce d'écrits.

Nous disions tout à l'heure que, s'il est bon d'arriver à l'égalité par la liberté, il est dangereux de partir de la première pour aller à la seconde. Le même raisonnement convient à l'opinion du clergé sur la liberté de la presse ; s'il approuve qu'on travaille par l'instruction à la rendre possible, il n'admet pas qu'elle soit un moyen capable de conduire le peuple à la saine instruction. La méfiance de l'Église n'est pas le fruit de pensées arriérées ; elle tient, au contraire, à ce que le clergé, plus convaincu que la plupart de ses compatriotes du rôle que les idées jouent dans le monde, comprend aussi mieux qu'eux l'importance et, si elles sont mauvaises, le péril de leur apparition dans une masse

ignorante; il considère la liberté de la presse comme trop grande par elle même, trop immense dans ses résultats, pour être accordée de prime abord; elle est pour lui, non le principe, mais la conséquence de l'éducation populaire.

Les électeurs laïques, bien loin de partager l'appréhension du clergé au sujet de la liberté de la presse, voient en elle une conséquence naturelle et nécessaire de l'indépendance civile; aucun n'admet pourtant qu'elle doive être sans limites.

Un lecteur superficiel n'apercevrait peut-être pas du premier coup d'œil cette restriction dans certains cahiers; il lirait, par exemple, dans celui d'un district électoral de Paris: les électeurs réclament pleine « liberté de penser, de parler, d'écrire et de publier ses pensées (tiers état des Blancs-Manteaux); » ou, dans celui de Marsan en Gascogne, la demande de « l'entière liberté de la presse; » ou, dans un de ceux de Normandie, la recommandation aux députés « d'insister d'une manière toute particulière pour que la liberté de la presse soit prononcée. » (Caux, noblesse.) Il pourrait en conclure que ces cahiers sollicitent une liberté sans limites; mais, en continuant la lecture de chacun d'eux, il trouverait dans le premier: « sauf à punir selon le texte de la loi ceux qui se seraient rendus coupables de sédition manifeste ou de calomnie grave (Blancs-Manteaux, 4); » dans le second: « il ne doit y avoir de restriction que pour les libelles contre les particuliers et contre la conduite privée des gens en place (Marsan, tiers état, 7); »

dans le troisième : « en établissant la responsabilité personnelle des auteurs, des imprimeurs et des marchands de livres calomnieux ou contraires aux mœurs et à la religion. » (Caux, noblesse, 5.)

Cette dernière réserve est unanime; les plus ardents l'admettent et la recommandent. « Par une suite nécessaire de la liberté individuelle, la liberté de la presse sera accordée; mais, par respect pour les mœurs que des ouvrages licencieux pourraient corrompre, par respect pour la religion que des ouvrages impies pourraient offenser, par respect enfin pour les personnes que des ouvrages calomnieux pourraient noircir ou compromettre, aucun écrit ne pourra paraître au jour, par la voie de l'impression, sans être revêtu du nom et de la demeure de l'imprimeur qui l'aura publié (Meudon, tiers état, 47); » « la liberté indéfinie de la presse » sera établie « par la suppression absolue de la censure (Metz, tiers état, 10), » mais « à la condition que tout homme qui fera imprimer soit obligé de signer son manuscrit et de se faire connaître de l'imprimeur. » (Beauvais, noblesse, 11.)

Si d'autres précautions sont utiles, les États généraux les prendront suivant leur prudence. « La liberté de la presse étant aux affaires publiques ce qu'est une discussion libre dans les intérêts particuliers, les députés insisteront sur l'abolition de toute censure; » mais, en même temps, ils « aviseront aux moyens les plus convenables pour garantir des atteintes de la licence la religion, les mœurs et l'honneur des citoyens. »

(Guienne, noblesse, 13; *id.*, Pont-à-Mousson, tiers état, 26, etc.; Bourg-en-Bresse, tiers état, noblesse; *id.*, *passim.*)

La liberté de la presse est donc sollicitée par la noblesse et le tiers état dans une mesure tout à la fois large et raisonnable; pour s'en convaincre, il suffit de consulter la plupart de leurs cahiers, notamment ceux de Châlons-sur-Marne, Bar-sur-Seine, Vermandois, Auxerre, Poitou, Limousin, Orléans, Quercy, Péronne, Agen, Provins, Melun, Lille, Vivarais, Condom, Alençon, Château-Thierry, Toul, Saint-Quentin, Nîmes, Angoulême, Reims, Mantes, Vannes, Bayonne, etc., etc. On y verra partout que ce que les citoyens appellent liberté de la presse, c'est la suppression de la censure, justice préventive, secrète et arbitraire; mais que l'auteur et l'imprimeur demeurent responsables de tous délits commis par la voie de l'impression. La parole est un mode d'action; le droit d'agir étant subordonné aux lois, toute parole aussi bien que toute action coupable doit être punie. En vertu des cahiers, nul n'a le droit d'écrire impunément contre la religion, le gouvernement, les mœurs ou les personnes: liberté en tout et pour tout, mais à la condition de ne pas compromettre l'intérêt général, tel est le principe absolu dont l'application se retrouve à propos de la liberté de la presse, comme à propos de toute autre question sociale, civile ou politique.

Si nous résumons la partie des cahiers par nous analysée jusqu'à présent, nous voyons : 1^o que la na-

tion donne à ses députés des ordres positifs, avec défense de les outrepasser ou omettre sur tous les points essentiels ; 2° que ces points essentiels constituent une réforme radicale ; 3° que cette réforme doit s'accomplir par la nation librement et légalement représentée ; 4° que les bases en sont l'égalité, par la suppression des privilèges ; la liberté, par l'inauguration de l'indépendance publique et privée.

Les trois ordres sont d'accord sur tous les points, excepté deux :

La noblesse repousse le vote par tête, le clergé redoute la liberté de la presse. Il est vrai de dire que beaucoup de gentilshommes autorisent leurs députés à transiger sur la question du vote, et que le clergé ne s'oppose à la liberté de la presse qu'autant que la religion et la morale lui paraissent l'exiger.

Ces principes, bases du régime futur, une fois posés, quelles étaient les demandes de la nation sur les questions accessoires comprenant : la réforme temporelle du clergé, celle des finances, de l'administration, de la justice, les vœux relatifs aux besoins de l'agriculture et de l'industrie ?

CHAPITRE VI

RELIGION ET CLERGÉ

Opinion générale des laïques sur la question religieuse. — Opinion du clergé. — Conciles. — I. BÉNÉFICES, RÉSIDENCE. — Commende. — Bénéfices à charge d'âmes. — Élection ecclésiastique. — Résidence. — Cumul des bénéfices. — Curés de campagne. — Casuel. — Dette du clergé. — II. BIENS DU CLERGÉ. MONASTÈRES. — Dîme. — Biens territoriaux du clergé et des monastères. — Ordres mendiants. — De l'institution monastique en général. — Vœux religieux. — Maisons religieuses; biens du clergé. — III. QUESTIONS ACCESSOIRES. — Jours fériés. — Dispenses. — Annates.

« Sa Majesté sera suppliée de continuer sa royale protection à la religion catholique, et de la défendre contre les atteintes que la nouvelle philosophie ne cesse de lui porter. (Auxerre, Tiers état.) Mais, en même temps, « il serait à désirer que les États généraux s'occupassent des moyens d'établir les réformes propres à rappeler l'ordre et la régularité dans toutes les classes de la hiérarchie ecclésiastique, considérée seulement

comme faisant partie du corps politique. » (Touraine, noblesse.)

Ces extraits nous indiquent la vraie pensée des électeurs laïques : respect à la loi religieuse, réforme de l'organisation matérielle de la religion. Leur vœu s'explique et se précise en ces termes : « Un cri général annonce le besoin d'une réforme dans nos mœurs. Cependant l'esprit de la religion existe dans la première classe de la hiérarchie ecclésiastique, et il est suivi dans toute sa rigueur parmi les respectables pasteurs des villes et des campagnes ; mais ceux-ci manquent souvent des moyens de faire le bien, et ce sont ces moyens avec lesquels ils peuvent travailler efficacement à la régénération des mœurs dans l'ordre du peuple qui leur a été confié ; pour cela il convient :

« 1^o De rappeler les dîmes à leur première institution, en employer le produit à la dotation des cures qu'il conviendrait d'ériger dans les lieux où il n'y a que des vicaires résidents ; pourvoir à l'honnête sustentation des pasteurs, qui, à ce moyen, n'exigeront aucun casuel ; au rétablissement des églises et presbytères qui cesseront d'être à la charge des communautés, et à l'établissement des écoles gratuites ou autres fondations de charité ;

« 2^o D'examiner l'emploi des revenus, des bénéfices en économat, et d'aviser au moyen de remédier à l'abus de porter à Rome le numéraire pour les objets purement spirituels ;

« 3^o De solliciter la suppression de toutes abbayes et

prieurés en commende ; la réduction des revenus excessifs de plusieurs évêchés, archevêchés, et l'application de l'excédant au clergé du second ordre ;

« 4^o De demander que la résidence des évêques et autres bénéficiés soit strictement exigée, au moins pendant neuf mois de l'année, dans le lieu de leur bénéfice, sous peine de saisie de leur temporel, applicable aux hôpitaux ou autres établissements publics, et que la pluralité des bénéfices incompatibles soit de nouveau prohibée ;

« 5^o Ils réclameront l'exécution de la disposition de l'édit concernant la conventualité des religieux...

« 6^o Que les religieux et les religieuses soient rendus utiles, en employant les uns à l'enseignement des sciences, les autres à l'éducation des personnes du sexe... » (Pont-à-Mousson, tiers état, p. 43, 44 et 45.)

Le clergé supplie également le roi « d'employer tout son pouvoir pour redonner à la religion sainte de son royaume le lustre qu'elle a perdu *par une infinité d'abus*, et par la *tolérance inexcusable* des personnes préposées pour y veiller. » (Aix, clergé, art. 3.) « Les députés aux États généraux seront spécialement et irrévocablement chargés de se concilier avec les autres députés de toutes les provinces ecclésiastiques du royaume pour mettre sous les yeux de la nation l'état déplorable où la religion est tombée dans l'espace de moins d'un demi-siècle, afin que la nation, émue et effrayée, s'unisse avec eux pour rechercher dans leurs sources les véritables causes de cette décadence, et

pour indiquer au souverain les moyens les plus efficaces de prévenir la subversion totale de cette religion dont la chute ébranlerait les fondements et entraînerait la ruine de la monarchie. » (Aix, clergé, art. 1.)

« Le clergé ne doit pas se dissimuler le relâchement de la discipline ecclésiastique... ; l'influence graduelle de la discipline sur la religion, de la religion sur les mœurs, des mœurs sur la constitution de l'État, démontre que le rétablissement de la discipline ecclésiastique n'est pas un objet indifférent ni étranger à l'assemblée générale de la nation. » (Clergé d'Évreux.) Le clergé ne s'oppose pas à la réforme ecclésiastique ; loin de là, il l'appelle de tous ses vœux, et ne réserve rien, sinon l'observation des formes canoniques. Selon lui, la réforme et le respect des droits de l'Église seront l'un et l'autre assurés, si la nation accorde « aux vœux si souvent exprimés par l'Église de France, la convocation périodique et facile des conciles provinciaux, dont une trop longue désuétude est la cause principale des plaies multipliées faites à la discipline ecclésiastique, et qui sont, avec les synodes diocésains, le moyen le plus efficace de la rétablir et de l'entretenir. » (Clergé de Paris.)

« La cessation des conciles provinciaux a été une époque fâcheuse pour l'Église de France. Aussi le rétablissement de ces conciles a-t-il toujours été et est-il encore le vœu du clergé. Ce vœu fut exprimé dans le cahier présenté au roi par les États généraux de 1614 ; il a été depuis inséré dans le cahier de toutes les as-

semblées du clergé. Les conciles provinciaux n'ont fait et ne peuvent produire que du bien ; c'est le moyen le plus sûr de régénérer les mœurs ecclésiastiques, de rétablir la discipline dans sa vigueur, de ranimer les études, de déraciner les superstitions, d'arrêter le triste et fatal progrès de l'incrédulité, de rappeler ces antiques principes qui ont rendu les premiers siècles de l'Église si florissants et si fertiles en grands hommes. »

« Le clergé pense que ces conciles devraient se tenir au moins tous les trois ans, suivant la disposition du concile de Trente, et aussi suivant les ordonnances civiles, singulièrement : l'article premier de l'édit de Melun, l'article deuxième de l'édit de septembre 1610, et la déclaration du 16 août 1646. » (Saintonge, 12 ; *id.*, Lyon, 25 ; Rouen, 9 ; Mantes et Meulan, 5 ; Meaux, Périgord, Vitry-le-François, Melun et Moret, Bourbonnais, 12 ; Auxerre, 4, etc.) Ce dernier cahier demande en outre « que, suivant l'esprit du concile de Bâle, il soit assemblé tous les dix ans un concile national. »

La noblesse parle peu de ce mode de réforme. Le tiers s'accommode assez volontiers de la convocation d'un concile national où l'Église de France pourra concourir à la réforme des abus, et « l'étendre elle-même à toutes les autres parties de la discipline intérieure, qui ont reçu quelques atteintes du relâchement général des mœurs. » (Tiers d'Anjou, 37.) « Le retour de ce concile sera périodique. » (Châlons-sur-Marne, tiers état, 37 ; *id.*, Nantes, Montfort-l'Amaury, Rennes, etc.)

On demandera « que, pour parvenir » à la réformation des mœurs, devenue aujourd'hui si nécessaire, il soit réglé que, tous les ans, il sera tenu, dans chaque diocèse, un synode où assistera au moins la moitié des curés, et où les habitants des villes et des campagnes pourront envoyer des députés pour y faire les plaintes qu'il écherra ; et que, tous les cinq ans, il sera tenu des conciles provinciaux où assisteront des députés des curés, des abbayes et des monastères, et où les habitants de chaque diocèse pourront pareillement envoyer des députés pour y porter leurs plaintes sur l'inexécution des règlements pour la résidence, visite des évêques, instructions par les curés et mœurs ecclésiastiques. » (Auxerre, tiers état, 25.)

La réforme ecclésiastique embrassait beaucoup de questions, dont les plus essentielles étaient : 1° celle de l'inégalité et de la scandaleuse répartition des revenus de l'Église ; 2° celle de la propriété ecclésiastique elle-même, et des monastères auxquels appartenait une grande partie des biens de l'Église.

I

BÉNÉFICES. — RÉSIDENCE

L'hostilité de la philosophie du xviii^e siècle contre la religion catholique n'a laissé ignorer au peuple aucun des abus que renfermait, avant 89, son organisation matérielle ; elle a tout spécialement attaqué celui qui permettait à des dignitaires non tenus à la résidence d'absorber une large part des revenus ecclésiastiques, pendant que les curés de campagne, formant la catégorie la plus active et la plus utile du clergé, végétaient dans l'ombre et n'avaient, pour vivre, d'autre ressource que ces portions congrues dont le nom est devenu synonyme de misère. Ce fâcheux état de choses, pour avoir été exagéré par l'irréligion, n'en était pas moins réel. Non-seulement les prélats pouvaient obtenir des bénéfices hors de leurs diocèses, mais même les laïques non mariés étaient autorisés par la loi à jouir de certains revenus ecclésiastiques.

On donnait le nom de *commende* à cette hideuse institution, dont le scandale et l'immoralité n'ont pas besoin d'être démontrés. Les électeurs du clergé et du tiers état en demandant la suppression pure et simple.

Quoique les cahiers de la noblesse s'expriment à cet égard moins énergiquement que ceux des deux autres ordres, hésitation tenant, pour une minime part, à l'intérêt qui recommandait aux gentilshommes la conservation d'un abus créé pour eux, pour une beaucoup plus large, à leur esprit irréligieux qui consentirait peut-être à voir subsister la commende si elle devenait une manière de récompenser « les services utiles... dans toutes les classes de la société (Bayonne, noblesse, 29) ; » cependant, même dans les cahiers de la noblesse, la demande tendant à ce que les titres religieux ne puissent être conférés qu'à des prêtres, et autant que possible, à des prêtres de la province où les bénéfices sont situés, est beaucoup plus fréquente que le vœu contraire.

Elle est unanime dans les trois ordres, lorsqu'il s'agit des bénéfices *à charge d'âmes*, c'est-à-dire des cures et des évêchés. Ces titres « ne pourront... être confiés qu'aux ecclésiastiques travaillant depuis dix ans dans les diocèses. » (Trois ordres de Montfort-l'Amaury, 33; *id.*, noblesse de Bayonne; *id.*, vicomté de Paris.) « Les collateurs ne nommeront aux bénéfices... que des ecclésiastiques de la province. » (Noblesse de Reims, fol. 25; noblesse de Cambrésis, 18; *id.* de Sézanne, 15.) La loi doit prendre garde « que les cures et moitié au moins des dignités et canonicats des églises cathédrales et collégiales ne puissent à l'avenir être possédées que par des sujets natifs des diocèses dans lesquels lesdites églises sont

situées (Troyes, tiers état; Nantes, *id.*; Rennes, *id.*, etc.); » « qu'aucun ecclésiastique ne puisse être pourvu d'un canoniat ou d'autre bénéfice quelconque, à moins qu'il n'ait rempli les fonctions de son ministère dans une paroisse ou dans une chapelle publique pendant dix ans; et que les bénéfices soient donnés préférentiellement à d'anciens curés pour les récompenser de leurs travaux apostoliques. » (Dunkerque, tiers état.)

Le clergé adopte pleinement cet avis; il exige « qu'on ne puisse être pourvu de bénéfice à charge d'âmes qu'après avoir passé dans le ministère un certain temps qui sera fixé par une loi générale. » (Ponthieu, art. 31.) Il supplie le roi « d'avoir égard, dans la nomination des évêques, moins à la naissance qu'aux vertus et au mérite, et de les choisir, autant que faire se pourra, parmi les ecclésiastiques nés dans la province du siège vacant, et exercés dans le ministère pastoral. » (Troyes, clergé, 12.) Si la province ecclésiastique ne renferme pas, au moment de la vacance d'un évêché, des sujets dignes d'être nommés évêques, le gouvernement devra ne pas conférer cet honneur aux prêtres de cour et le réserver à ceux « qui auront exercé avec édification les fonctions du saint ministère pendant un temps déterminé par une loi expresse. » (Clergé de Mantes, 23; *id.*, Auxerre.) La même règle s'appliquera à toutes les nominations ecclésiastiques. Il sera « statué, pour donner aux paroisses du royaume de bons et utiles pasteurs, qu'à l'avenir tout collateur, même laïque, ne pourra nom-

mer aux cures que des ecclésiastiques âgés de trente ans, et qui aient exercé avec édification les fonctions de vicaire ou de desservant pendant cinq années. » (Clergé d'Auxerre, art. 15; *id.*, Ponthieu, art. 31; Vermandois, p. 17; Vitry-le-François, unanimité.)

Pour garantir le mérite des sujets appelés à remplir les fonctions ecclésiastiques, il importe que leur nomination soit entourée des précautions les plus grandes. Nombre d'électeurs du tiers état, notamment ceux de la religieuse Bretagne, ne craignent pas de rappeler le vieil usage de l'élection populaire, et de réclamer en termes plus qu'énergiques le droit, pour tous les citoyens catholiques, de nommer eux-mêmes leurs évêques et leurs curés.

« Comme souvent l'intrigue, la corruption, le despotisme nous ont donné des pasteurs du premier et du second ordre, dont la conduite n'a que trop répondu au vice de leur promotion, après deux siècles et demi d'épreuve désastreuse, que le concordat soit proscrit de nouveau, comme il l'a été aux États d'Orléans, et par l'ordonnance qui fut rendue sur les cahiers de ces mêmes États; que cette proscription soit irrévocable : en conséquence, élection des évêques rétablie, et que la forme en soit perfectionnée d'après le principe de la nécessité d'une représentation nationale entière et complète : les élections étendues aux cures, en tâchant de les concilier avec l'exercice du droit de patronage. Permis aux paroisses de s'affranchir, à prix d'argent, du droit de nomination des patrons, lorsqu'il aura passé

à prix d'argent dans des familles étrangères à celle du fondateur, ou lorsqu'il sera exercé par des communautés religieuses, à moins qu'elles ne prouvent avoir fondé l'église. » (Rennes, tiers état, art. 79.)

La Bretagne tout entière tient un langage analogue. Paris lui-même, la cité révolutionnaire par excellence, est moins violent. « Nos pères, disent les électeurs de la ville, ayant toujours désiré le maintien ou le rétablissement des élections aux prélatures, comme le plus sûr moyen d'avoir des ministres savants et vertueux, il sera pris des mesures pour faire revivre cette discipline primitive de l'Église. » (Tiers de la ville de Paris, 41.) « Le concordat, disent ceux de la banlieue, sera aboli ; en conséquence, les prélatures seront électives, et on ne pourra y être promu sans avoir exercé les fonctions curiales, au moins pendant quatre années. Les paroisses se choisiront leurs curés parmi les vicaires ou autres prêtres habitués, qui auront au moins cinq années de ministère ; et les droits de patronage et de collation seront réduits à l'honneur de confirmer les élections des paroisses. » (Tiers de la banlieue de Paris, 31.)

Le même vœu reparait dans bon nombre de cahiers. En général, le peuple ne s'occupe guère des évêques, qu'il ne voit pas ; mais pour l'ecclésiastique qui habite son village, qui l'assiste pendant sa vie et au moment de sa mort, pour son curé, il voudrait être autorisé à le choisir lui-même : demande moins exagérée que nos habitudes et nos idées actuelles ne tendraient à le faire croire. Sur ce point, comme sur beaucoup

d'autres, les excès révolutionnaires nous portent souvent à juger les choses d'après ce qu'elles sont devenues sous la Terreur, plutôt que d'après ce qu'elles étaient avant la révolution. Cependant, pour apprécier sainement 89, il faut oublier 93, sous peine de condamner les meilleures intentions, à cause du mal dont elles devaient être ensuite le prétexte involontaire. Ainsi, quand nous voyons les électeurs populaires solliciter fréquemment le droit de nommer leurs curés, nous devons songer qu'autrefois cette faculté n'appartenait pas exclusivement au pouvoir diocésain, mais plus souvent aux seigneurs laïques ou ecclésiastiques. La paroisse, en la demandant pour elle-même, n'attendait donc pas à l'autorité religieuse, mais à un privilège civil. Encore, lorsque les droits de patronage étaient bien légitimement établis, n'osait-elle les méconnaître. Elle proposait, nous l'avons vu, de les racheter, ou de laisser au seigneur patron la confirmation du choix populaire, ou même elle les respectait sans réserve lorsqu'ils se trouvaient entre les mains des héritiers ou représentants directs de ceux qui avaient établi la paroisse et fondé l'église. (Rennes, Paris, Nantes, etc.)

Dès lors, je vois bien, à propos de l'élection ecclésiastique, percer, dans les cahiers du tiers et de la noblesse, la tendance dont l'excès a produit ensuite la constitution civile du clergé ; mais je n'y retrouve pas l'hostilité directe au catholicisme qui devait inspirer la Constituante dix-huit mois plus tard. La preuve en

est que cette prérogative populaire n'est demandée nulle part avec plus d'instance que dans la catholique Bretagne, et que les cahiers du clergé eux-mêmes, non ceux de la Bretagne, parce qu'il n'y en a pas¹; mais ceux de provinces aussi religieuses qu'elle demandent quelquefois qu'on donne « au concours tout bénéfice à charge d'âmes, après cinq années de vicaariat (Forez); » « que le concordat... soit aboli, et la liberté des élections rétablie. » (Saumur, *id. passim.*) Le mot : élection, n'a pas, dans la bouche des prêtres, le même sens que dans celle des laïques; les uns parlent d'un suffrage civil, les autres d'un suffrage ecclésiastique. Cependant on ne peut méconnaître dans l'esprit libéral qui les anime tous deux, une frappante analogie.

Le vœu de l'élection ecclésiastique n'est, au reste, dans les cahiers du clergé, qu'une exception. La majorité désire que le roi nomme les évêques, en choisissant pour cela « des ecclésiastiques qui soient présentés par un conseil de conscience, dans lequel il y aura, au moins, moitié d'ecclésiastiques (Metz, 21); » que *l'ordinaire*, c'est-à-dire l'évêque et son conseil diocésain, nomme les curés, et que ces derniers soient autorisés à choisir leurs vicaires. Quant aux droits

1. Il y a quelques cahiers du bas clergé de Bretagne; mais, tous les dignitaires ecclésiastiques ayant refusé de prendre part aux élections, on ne peut considérer comme l'opinion du clergé entier, surtout en matière de nomination ecclésiastique, ce qui ne fut le vœu que d'une catégorie de prêtres, et même d'une catégorie incomplète.

de collation appartenant à certains seigneurs laïques ou ecclésiastiques, il conviendra de les limiter à la présentation d'une liste de candidats parmi lesquels l'évêque choisira le plus digne. « Il serait à désirer que toutes les cures fussent à la nomination de l'ordinaire, avec conseil d'un certain nombre de curés choisis dans les synodes, mais le droit des différents collateurs fait souhaiter que lesdits collateurs soient au moins astreints à présenter trois sujets parmi lesquels il serait fait un choix dans les formes ci-dessus. » (Vitry-le-François, clergé; *id.*, Metz; *id.*, Mantes, etc.)

De quelque manière que les dignitaires ecclésiastiques soient nommés, ils seront sévèrement astreints au devoir de la résidence, au moins pendant la plus grande partie de l'année; toute infraction à cette loi sera punie de la perte d'une part de revenus égale au temps de l'absence. Il sera établi « que tous évêques, abbés... ou prieurs ne pourront jamais s'absenter plus de six mois pendant chaque année... sans l'agrément du roi, manifesté aux États provinciaux, sous peine de perdre les revenus de leurs bénéfices, proportionnellement au temps de leur absence; lesquels revenus en ce cas seront applicables aux bureaux de charité, chargés de s'occuper des moyens de détruire la mendicité. » (Noblesse d'Aval.) Il est juste « que tous les prélats soient strictement assujettis à la résidence pendant neuf mois, et les autres bénéficiers à charge d'âmes, pendant l'année, à peine de perte des revenus pendant le temps de l'absence, au profit de leur province. » (Tiers

état de Saint-Quentin, 8; *id.*, unanimité de la noblesse et du tiers.)

La question du cumul des bénéfices ne fait qu'un avec celle de la résidence. Le dignitaire, obligé de rester pendant les trois quarts de l'année au siège de son titre ecclésiastique, ne peut évidemment posséder plusieurs de ces titres. Dès lors, à peine est-il utile d'exiger « que les lois contre la pluralité des bénéfices soient strictement exécutées. » (Noblesse de Lyon; tiers de Paris; *id.*, unanimité.) Une seule exception pourra être faite en faveur des petits bénéfices dont la réunion ne dépassera pas trois mille livres de rente. (Tiers de Dourdan, de Vannes; noblesse d'Auxerre; *id.*, *passim.*)

Le clergé, sur ce point, tient un langage encore plus énergique, s'il est possible. Il réclame « l'exécution absolue des lois ecclésiastiques et des ordonnances du royaume sur la résidence de tous les ordres de bénéficiés à charge d'âmes (Clergé d'Auxerre, 5); » il rappelle à cet égard « les décrets des saints conciles (vicomté de Paris; clergé, 105), » et « les lois canoniques relatives à la pluralité des bénéfices (Metz, clergé, 22; Rouen, 9; Bourbonnais, 13; Vitry-le-François, etc., unanimité); » il déclare qu'« un abus, bien contraire à l'émulation, proscrit par les saints canons, est la pluralité des bénéfices. De bons prêtres vivent dans l'indigence, meurent sans récompense; beaucoup, qui n'ont d'autre mérite que la protection de la noblesse, sont chargés des fruits de l'Église. Dans un moment où la nation veut se régénérer, où le monarque annonce et

pratique pour lui-même la réforme, le clergé doit solliciter de Sa Majesté, de rendre une déclaration par laquelle, sous quel prétexte que ce soit, aucun ecclésiastique ne pourra posséder deux bénéfices à la fois, lorsque l'un des deux suffira à une honnête existence relative à son état. Une telle loi multipliera les récompenses, fera cesser le scandale, ranimera l'émulation, fera germer les talents par l'espoir, et ramènera les choses à leur vrai principe. » (Clergé de Melun, 37.)

Les économies provenant de cette réforme s'emploieront tout naturellement à l'amélioration du sort des curés et vicaires de campagne. Unanime est l'intérêt pour « ces hommes dont les soins et les exemples importent tant aux mœurs et à l'ordre public. » (Saintonge, noblesse, 29; Beauvais, etc.)

Les trois ordres commandent à leurs députés de faire « tous leurs efforts pour procurer à l'ordre des curés les soulagements que sollicitent l'utilité de leur ministère, la charité dont ils sont animés, et la trop injuste modicité des revenus qui sont affectés à la plupart d'entre eux (Tiers état de La Rochelle, art. 97; *id.*, unanimité); » de ne rien négliger pour « que l'état où se trouve réduite la partie du clergé, employée au service pénible des paroisses, à l'administration des sacrements, à l'instruction des peuples, soit pris en considération, et que l'on s'en occupe promptement, essentiellement et efficacement; que ces ministres, si laborieux et si utiles, ne soient plus exposés à manquer souvent des moyens de subsistance les plus nécessaires (Clergé

de Paris, 9); » de rappeler que « les curés, ces ministres si précieux de la religion, souvent épuisés de travaux et de fatigues avant l'âge où la nature appelle ordinairement la caducité, ont un droit bien légitime à la reconnaissance publique... Les députés exposeront que l'insuffisance des pensions accordées aux curés à portion congrue, et la modicité des revenus de plusieurs autres font à la nation un devoir de justice de pourvoir à leurs besoins par une augmentation de revenus ou de pensions proportionnée aux charges des bénéfices, à l'étendue des paroisses et au prix des denrées; ils réclameront la même justice en faveur des curés des villes... des vicaires et des autres prêtres chargés... des travaux d'un ministère pénible... et l'assurance d'une retraite pour tous les ecclésiastiques... qui auront vieilli dans l'exercice noble et respectable de la religion et de l'humanité... Ils proposeront que l'on fixe dans toutes les églises, cathédrales et collégiales, un nombre déterminé de prébendes pour servir de récompenses aux curés, vicaires et autres prêtres qui auront supporté les travaux du ministère pendant un temps considérable. » (Clergé de Rouen, 11, 12 et 13.)

Il faut que le prêtre de campagne ait une existence digne de la religion qu'il sert et de la nation qui proclame l'utilité de ses services; que, suivant l'importance de son ministère, et dans l'intérêt des pauvres plus encore que dans le sien, il n'ait jamais moins de mille, douze ou quinze cents livres de revenu; qu'on le débarrasse surtout du casuel, de ce « tarif fixé à

l'administration des sacrements (Dourdan, tiers état), » de « cette rétribution sordide (Toul, tiers état), » de « cet impôt non fondé qui déshonore la religion. » (Rennes, tiers état; *id.*, unanimité des cahiers du tiers et de la noblesse.)

A la suppression du casuel plus qu'à toute autre chose, l'Église consent de grand cœur. « Ce moyen de subsistance nécessaire à une partie des ministres de la religion, les afflige et les humilie; il déroge à la dignité des fonctions ecclésiastiques, et souvent compromet les pasteurs; il donne lieu à des plaintes, à des sarcasmes. L'irrégulation en profite pour discréditer le saint ministère. La religion serait plus honorée, si Sa Majesté assurait à tous les pasteurs... un sort honnête, indépendant de ces contributions du peuple. » (Saintonge, clergé, 20.) Les cahiers du clergé sollicitent presque tous « l'abolition du casuel... conformément au vœu de messieurs les curés (Auxerre, clergé, 7; Arles, Aix, etc.); » ils ne déplorent rien tant que la nécessité de recourir à « cette espèce de revenu... qui révolte toute âme honnête et avilit le plus respectable des ministères. » (Limoges, p. 26; *id.*, Montargis, Mantes et Meulan, Vermandois, etc.)

Ainsi, tous les bénéfices dont l'existence ne se concilie avec aucune fonction ecclésiastique, tous ceux en particulier qui sont soumis à l'odieuse et immorale institution de la commende vont être supprimés. Tout titre ecclésiastique astreindra celui qui en sera pourvu au devoir de la résidence. Les économies réalisées par

la suppression d'une partie des bénéfices seront consacrées à l'amélioration du sort des ecclésiastiques de campagne.

Sur la réforme elle-même, nul mésaccord. Sur les difficultés matérielles résultant de son accomplissement, l'entente n'est pas aussi aisée. En premier lieu, il est douteux que la suppression d'une partie des bénéfices suffise à la dépense exigée pour l'amélioration du sort du clergé de campagne. De plus, le clergé, chargé d'une dette considérable, contractée pour subvenir aux exigences de l'impôt déguisé sous le nom de don gratuit, pense que l'État devrait accepter le fardeau de cette dette en échange de l'abandon fait par lui de ses privilèges pécuniaires. « Si le clergé, par des vues de patriotisme et de bien public, renonce hautement à ses immunités et exemptions pécuniaires, il attend de la justice de Sa Majesté que la dette qu'il a contractée pour les besoins de l'État soit réputée dette nationale. » (Clergé de Saintonge, 20; d'Auxerre, etc.)

La noblesse ne se soucie guère d'accepter cette obligation. « Sera tenu le clergé, nous dit-elle, de payer ses dettes, en prenant les mesures qu'il avisera (Vermandois, 33); » ou bien on l'autorisera, « sous le cautionnement de la nation, à vendre à son choix des fonds suffisants pour l'acquit de sa dette. » (Orléans, 24.) Les « députés observeront que la dette du clergé ne doit pas être réputée dette nationale. » (Saintonge, 22.)

Le tiers consent quelquefois à ce que « l'État se

charge des dettes que le clergé a contractées au nom du roi (Meudon, 33); » à ce qu'il soit « pourvu à l'acquit des dettes du clergé, tant en capital qu'en rentes (Châlons-sur-Marne, 35); » mais cette concession est plus apparente que réelle, le peuple se réservant la faculté de n'acquitter la dette du clergé qu'aux dépens de la fortune ecclésiastique : 1° en conférant à l'État le droit, et en lui donnant le conseil, de conserver à son profit le revenu de tous les bénéfices pendant un certain temps, lors de leur vacance (tiers de Rennes, d'Évreux, d'Auch, etc.); 2° en faisant vendre à l'Église pour cela, ou en vendant lui-même une partie des biens ecclésiastiques. (Nérac, Ponthieu, Châteauneuf, etc.) « Les abbayes, les prieurés commendataires, les chapitres, les collégiales, tous les bénéfices simples, tant séculiers que réguliers (ceux en patronage laïc et les cathédrales exceptés), demeureront supprimés et anéantis à la mort de chaque titulaire actuel, et seront vendus par la nation, qui en emploiera le prix : 1° à l'acquittement des dettes du clergé; 2° à l'amélioration du sort des curés et des vicaires; 3° à la libération des dettes de l'État. » (Anjou, tiers état, 33.)

II

BIENS DU CLERGÉ. — MONASTÈRES

Nous arrivons tout naturellement à la question des biens ecclésiastiques divisés en deux grandes fractions : la dîme ; les propriétés immobilières.

La dîme était un droit féodal qui prélevait au profit de l'Église une part du revenu foncier de la France. Son taux, élevé à l'origine jusqu'au dixième des récoltes, avait été successivement abaissé bien en dessous de ce chiffre. La meilleure preuve que cet impôt n'était pas un des plus onéreux pour le peuple, c'est que Vauban, dans son libéral Essai de réforme financière, le cite comme un modèle de justice dans la répartition et de facilité dans le recouvrement, et que, pour donner au nouvel impôt proposé par lui un nom rassurant pour les contribuables, il n'en trouve pas de meilleur que celui de dîme royale.

Le peuple, au reste, ne s'élevait pas d'une manière absolue contre la dîme. Les cahiers de Bretagne sont à peu près les seuls qui exigent sa suppression pure et simple. (Nantes, art. 64 ; *id.*, majorité des cahiers de la Bretagne.)

Les autres se contentent le plus souvent de demander : « Le rachat de toutes les dîmes (tiers de Saint-Quentin, 18) ; » « un règlement sur les dîmes (tiers de Quercy, de Cotentin, de Rodez) ; » « la perception uniforme des dîmes sur un taux modéré (tiers de Vannes, 24) ; » « que, si les dîmes sont conservées, elles soient payables dans les champs, et en raisin au pied des vignes (tiers d'Auxerre, 19) ; » « que les grains de semence soient prélevés sur le total du produit... avant de percevoir la dîme (tiers de Bayonne, 25) ; » « que la dîme soit réduite pour tout à la trentième partie... ; que tous les biens sans distinction y soient assujettis... ; qu'elle ne porte que sur le vin et le blé... ; qu'elle soit affectée à l'entretien des prêtres et aux besoins du culte. » (Tiers du haut Vivarais, 18.) L'obligation d'employer le produit de la dîme à des œuvres pieuses et charitables est sévèrement imposée par tous. Le tiers état de Metz exige : « que les dîmes soient employées aux besoins du culte et des curés (14) ; » celui de Bigorre : « qu'on renouvelle les anciennes lois qui ont divisé les dîmes ecclésiastiques en quatre portions, afin que l'une soit destinée à l'entretien des ecclésiastiques, la deuxième aux curés, la troisième aux églises, et la quatrième aux pauvres (9) ; » celui de Toul : « qu'on rappelle les dîmes à leur institution qui en fait le patrimoine de chaque église : en conséquence, les réparations et reconstructions des églises, paroisses, annexes et succursales, et des maisons de cure seront à la charge des décimateurs, en sorte que les paroissiens ne puissent être tenus d'y

•
•

subvenir... qu'après l'épuisement des dîmes et des fabriques. » (23; *id.*, Nemours, t. 11, 180; Bourg-en-Bresse, chap. IV, etc.)

La noblesse, de son côté, autorise le remboursement des dîmes ou leur échange; si on les conserve, elle impose aux décimateurs l'obligation d'en employer tout ou partie pour le bien des prêtres et des pauvres.

« Les dîmes ecclésiastiques pourront... être remboursées par les propriétaires des héritages. Le remboursement se fera... au denier vingt de leur produit effectif. » (Ponthieu, noblesse, 24.) « Les dîmes... pourront être échangées, d'après une convention faite de gré à gré entre le décimateur et la communauté entière qui serait grevée de la dîme. » (Dourdan, noblesse, 15.) On pourra « traiter du rachat des dîmes ecclésiastiques. » (Vermandois, noblesse, p. 34). « Les dîmes ne sont autre chose qu'une prestation pieuse et volontaire, accordée par les fidèles pour subvenir à toutes les dépenses nécessaires au culte divin; » en conséquence, les propriétaires qui la payent ont le droit d'exiger « que les dîmes ecclésiastiques soient spécialement affectées à ces objets; tellement que les propriétaires et habitants ne puissent y contribuer qu'en cas d'insuffisance des dîmes. » (Gien, noblesse, 34 et 35; *id.*, Lunéville, etc.)

En un mot, le tiers et la noblesse verraient avec plaisir disparaître la dîme, mais ils ne s'opposent pas à sa conservation, pourvu qu'elle soit modifiée dans sa perception et dans son application.

Le clergé consent à ces deux points essentiels. Il

sollicite un règlement qui « maintienne d'un côté le décimateur dans sa propriété, et de l'autre n'impose aucun obstacle à la liberté du cultivateur. Une pareille loi aurait tout à la fois l'avantage de conserver sa propriété et de la débarrasser, par une uniformité de principes, de la gêne qu'a introduite, dans la perception, la diversité de jurisprudence des tribunaux. » (Meaux, 26; *id.*, Lyon, 29; Auxerre, 7; Vitry-le-François.) Le clergé de Lyon propose « que la dotation des cures et vicariats... fixée proportionnellement aux charges relatives de chaque pasteur... soit prise sur les dîmes perçues dans l'étendue de la paroisse (27); » celui de Saumur : « que toutes les dîmes possédées par les ecclésiastiques séculiers ou réguliers soient restituées aux curés. La nation n'a consenti à donner cette portion de ses propriétés que pour la subsistance de ceux qui lui consacrent leurs travaux et leur ministère (15); » celui de Metz trouve qu'il est de toute justice « que les honoraires des vicaires soient payés par les décimateurs; » (27); celui de Montargis demande « que la totalité des dîmes soit attribuée » aux curés (16; *id.*, cahiers du clergé, *passim*); celui d'Arles va plus loin, il propose « que la dîme ne soit plus perçue sur la semence, *au cas qu'elle ne soit point remplacée par un équivalent pris sur les biens du clergé, ou même entièrement supprimée.* » (Art. 3; *id.*, Riom, art. 23.)

Puisque, d'après le vœu de la majorité des ordres, la dîme sera l'objet d'une réforme ou d'un rachat, mais non d'une destruction pure et simple, on ne pourra,

là encore , trouver la ressource pécuniaire que les nouveaux établissements rendent indispensable. Comment faire face aux nécessités nouvelles , à moins de chercher un moyen de salut dans la fortune territoriale du clergé, et par suite dans la suppression des monastères que cette fortune fait vivre aujourd'hui ?

Les biens du clergé, fruit de donations légalement accumulées depuis l'origine du moyen âge, comprenaient une notable partie du territoire français. Possédés en vertu de l'institution de la mainmorte¹, dont le nom bizarre provient, suivant quelques auteurs, de ce que les corporations religieuses, pouvant acquérir et non vendre, étaient censées avoir la main vive pour prendre et morte pour se dessaisir, ils effrayaient l'opinion publique par leur immuabilité, et l'irritaient par leur richesse. La petite propriété, déjà active et envahissante, voyait ses efforts se briser contre cette masse immobile ; l'esprit philosophique détestait cette grande existence assurée à la religion ; la raison, même honnête et religieuse, prévoyait la nécessité d'un changement apporté à une loi qui, par son inflexibilité, ne pouvait conduire qu'à l'absorption du monde entier ou à une spoliation violente.

Ces biens étaient, pour la majeure partie, possédés par des couvents dont l'importance matérielle et l'utilité publique n'étaient plus ce qu'elles avaient été.

1. Le mot *mainmorte* désignait deux choses très-différentes : 1^o le droit féodal, dont nous avons parlé page 141 ; 2^o la faculté pour les corporations de posséder des biens immobiliers.

Les murs des grandes abbayes tombaient en ruine ; celles qui demeuraient debout ne renfermaient qu'un petit nombre de religieux errant tristement dans les longs cloîtres presque déserts. A côté de certains ordres encore animés d'une vie puissante, d'autres plus nombreux végétaient inutiles, et le mal devenait si immédiat que déjà, en 1768, une ordonnance royale avait supprimé beaucoup de maisons religieuses en n'atteignant que celles qui étaient presque vides ; d'autres encore, et spécialement toute la catégorie des ordres mendiants, semblaient mériter le même sort. L'Église elle-même en convenait fréquemment.

Le tiers d'Anjou, lorsqu'il disait : « les ordres religieux mendiants seront supprimés (37), » ne parlait pas autrement que le clergé du Forez sollicitant la suppression de « la mendicité des religieux des deux sexes. » Celui de Saint-Quentin, réclamant « leur incorporation dans les ordres rentés (7), » ne différait guère du clergé du Bourbonnais demandant qu'il fût pourvu à la subsistance des ordres qui n'étaient pas suffisamment rentés, et que toutes quêtes leur fussent interdites (16).

Beaucoup de cahiers du clergé émettent le même avis. Celui de Paris désire « que les ordres mendiants soient secourus de manière à faire cesser, s'il est possible, leur mendicité (8) ; » celui de Mantes propose, comme « leur nombre diminue beaucoup, qu'on les fasse refluer dans quelques-unes de leurs maisons, et qu'on vende les terrains qu'ils abandonneront pour leur en constituer des

rentes, et les exemplar d'une mendicité qui entraîne après elle des inconvénients et quelquefois des scandales (14). » Celui de Montargis demande « qu'il soit défendu aux filles, ou qui sont religieuses, ou qui sont seulement honorées de cet habit, d'errer dans les provinces, exposées aux dangers et à la dérision ; que les couvents forcés d'employer cette ressource humiliante soient mis par d'autres secours à l'abri du besoin (19.) » Les prêtres d'Auxerre sont d'avis « que l'on supprime la mendicité dans les ordres religieux des deux sexes, en leur assurant une honnête subsistance. » (8; *id.*, Bourg et *passim.*)

Voilà donc un point sur lequel laïques et ecclésiastiques sont d'accord ; mais, sur l'institution monastique en général, un peu d'observation découvre à quel point l'opinion du clergé diffère de celle de la noblesse et du tiers état. Le clergé considère les couvents comme un établissement utile qu'il faut encourager en le réformant. Il demande « que les ordres religieux soient conservés et protégés comme utiles, non-seulement à la religion, mais encore à l'État (clergé de Paris, 7) ; » il reconnaît que les religieux doivent être tenus de « mener une vie édifiante, régulière et conforme à l'esprit de leur ordre (clergé du Vermandois, 20) ; » mais il exige que cette réforme ne s'accomplisse que par « des moyens conformes aux règles canoniques (Paris) ; » que l'avis de tout le clergé de France soit nécessaire pour la suppression d'un ordre, celui de toute une province pour celle d'une maison (*id.*) ; » il consent,

pour rendre les religieux plus utiles, à ce qu'on les oblige à « donner gratuitement leurs soins à la première éducation des enfants (Colmar, Lyon, Rouen, Nantes, Vermandois; *id.*, unanimité); » mais il demande, avant tout, « que le sort des religieux soit assuré, et que la crainte d'une suppression prochaine n'étouffe plus parmi eux tout principe d'émulation. » (Lyon, 26.)

Le tiers et la noblesse, au contraire, envisagent l'institution monastique comme une antiquité, dont la disparition ne ferait pas grand mal à la société moderne. Aussi, tout ce qui favorise l'entrée dans la vie monastique plaît à l'Église et déplaît aux laïques. Les cahiers du clergé demandent qu'on abaisse la limite de l'âge fixé pour les vœux, parce que « l'expérience a prouvé que l'âge de vingt-un ans, fixé pour l'émission des vœux solennels, ne permet plus aux religieux de se procurer des sujets assez flexibles pour se former à la science, aux mœurs et à la discipline des cloîtres. » (Clergé de Lyon, 26; *id.*, unanimité.) Ceux du tiers et de la noblesse, au contraire, plus soucieux du respect de la liberté individuelle que de la prospérité des ordres monastiques, exigent que l'homme ne puisse enchaîner son existence dans le cloître qu'au moment où il a la plénitude de sa raison, et, par conséquent, que l'âge des vœux, au lieu d'être abaissé au-dessous de vingt-un ans, soit reculé jusqu'à vingt-cinq et même jusqu'à trente ans; « les vœux de religion ne pourront être prononcés avant l'âge de trente ans, pour les hommes, et vingt-cinq pour les femmes (Anjou,

tiers-état, 37); » « l'émission des vœux en religion, pour l'un et l'autre sexe, ne pourra se faire avant l'âge de vingt-cinq ans (Châlons-sur-Marne, tiers état, 39; Metz, tiers état, 21; Saint-Quentin, tiers état, 28; Paris, tiers-état; Vermandois, noblesse); » « on ne peut voir sans étonnement la faculté laissée aux citoyens de disposer de leur liberté avant l'âge où celle de disposer de leurs biens leur est accordée. Le député demandera que l'âge pour l'émission des vœux, dans quelque ordre régulier que ce soit, soit fixé à trente ans pour les hommes et à vingt-huit pour les femmes, et que cette émission soit précédée de cinq années de noviciat. » (Gien, noblesse, 34.)

Si l'on veut se faire une idée exacte de l'antagonisme des opinions sur la question des monastères, rien n'est plus concluant que de comparer sur ce point, dans les mêmes bailliages, le langage des cahiers laïques et celui des cahiers ecclésiastiques.

Le clergé du Forez pense qu'on doit « veiller à la conservation des ordres religieux et les rendre utiles en les appliquant aux fonctions du ministère et de l'éducation (p. 4); » la noblesse demande que « les maisons religieuses qui ne seront point occupées, ou dans lesquelles se trouveraient moins de neuf religieux, soient vendues, et le prix en provenant... versé dans la caisse destinée à l'acquittement des dettes du clergé (4). »

Le clergé de Châlons-sur-Marne désire « que le roi et la nation prennent sous leur protection spéciale tous les ordres religieux et les mettent à l'abri de l'influence de

la commission ou de toute autre semblable, en attendant que les premiers conciles nationaux prononcent sur les moyens les plus sûrs de rendre la conservation de tous les ordres religieux de plus en plus utile à l'Église et à l'État (32); » le tiers du même bailliage émet l'avis « que toutes les maisons religieuses de l'un et de l'autre sexe, où il n'y aura pas dix sujets, seront supprimées, et leurs biens mis en économat pour l'acquit des dettes du clergé, dotation des curés et vicaires, construction et entretien des presbytères, etc. (40). »

Le clergé d'Auxerre demande : « que l'on maintienne l'état des religieux dans le royaume, que l'on conserve leurs maisons et leurs biens, qu'on les rende tous utiles à l'Église et à l'État (8); » le tiers-état : « que la suppression des maisons religieuses où l'ordre ne peut entretenir le nombre fixé par les derniers règlements soit consommée (26); » la noblesse : qu'il soit « donné aux États généraux un détail exact de l'emploi fait des biens des ordres religieux supprimés, et de ce qui en reste encore en nature, lesquels seront vendus, ainsi que ceux des ordres religieux et menses abbatiales que les États généraux jugeront à propos de supprimer, et dont les fonds seront versés dans la caisse nationale (18). »

En général, la noblesse est l'ordre le plus hostile aux corps religieux. C'est elle qui, devant quelquefois la révolution, nous dit, à propos des monastères : « Les motifs qui, en des temps reculés, autorisèrent l'établissement des corps monastiques ne subsistant plus, et ces corps, en s'éloignant eux-mêmes de l'esprit de leur in-

stitution, ayant rendu également nuisibles à l'état leur existence et leur opulence, il sera demandé qu'il soit défendu aux corps religieux de recevoir des novices ; il sera offert à chaque monastère d'en séculariser les sujets, en leur accordant des pensions ; les religieux, pour annoncer à cet égard leur volonté, délibéreront par tête. Leurs biens seront employés à des objets de charité ; mais, en aucun cas, les revenus ne pourront sortir des provinces où ils seront situés, et ne pourront être affectés à aucun évêché ni commanderie. » (Noblesse du bas Vivarais, 29.)

Peu de cahiers sont aussi formels, mais beaucoup verraient avec plaisir « qu'on diminuât le nombre des couvents. » (Noblesse de Touraine, 35) Presque tous, ne mettant pas en doute la suppression d'une partie des maisons religieuses, indiquent ce qu'il faudra faire des biens de celles qui seront supprimées. « Aujourd'hui, le défaut de sujet, en rendant les monastères déserts et inhabités, a rompu toute proportion raisonnable entre les dotations des maisons et le nombre des religieux dont elles sont composées... Le même défaut de sujets a rendu... l'observation de la règle impossible dans la plupart des maisons... En conséquence, le député demandera que la conventualité soit fixée à quinze pour les maisons de religieux, et à neuf pour les maisons de moniales ; que tous les sujets composant les maisons qui n'ont pas cette conventualité soient transférés dans les grandes maisons où elles pourront être complétées, et dans lesquelles ils porteront une

pension de six cents livres pour chaque religieux, et de cinq cents livres pour chaque moniale... Le surplus des revenus des maisons supprimées sera affecté aux objets de piété et de bienfaisance ci-après indiqués. » (Gien, noblesse, 31, 33.)

« Le bien des maisons religieuses supprimées par défaut de sujets sera appliqué par les États provinciaux... à la dotation des cures, à la reconstruction des églises ou presbytères et autres objets de religion et de charité. » (Montfort-l'Amaury, 35 ; *id.*, Paris, 16, etc.)

Un des mêmes cahiers propose que l'argent provenant de la suppression « des petits bénéfices dont fourmillent les provinces sans nulle espèce d'utilité, comme chapelles, prieurés..., » soit affecté aux gages des officiers des nouveaux tribunaux. (Noblesse de Gien, 25.)

Le tiers n'est pas toujours beaucoup plus respectueux. Les montagnards du haut Vivarais, dans leur brutal et inculte langage, demandent : « que tous les moines religieux soient supprimés et leurs biens vendus. » (18). Le tiers état d'Aix recommande « d'aviser aux moyens de mettre dans le commerce les biens ecclésiastiques. » De toutes les provinces de France, la plus énergique, je dirais presque la plus farouche, contre les couvents, est la catholique Bretagne. Tout à l'heure, elle demandait l'élection des évêques par le peuple ; un peu après, elle réclamait la suppression pure et simple des dîmes ; maintenant, elle attaque violemment les monastères. Tout ce qu'elle peut tolérer,

c'est que dans les villes, on laisse subsister une maison de chaque ordre; mais, dans les campagnes, pourquoi ne pas supprimer ces « monastères et abbayes qui ne servent qu'à nourrir l'indolence et à enlever des hommes à la culture ? » (Lesneven, art. 45.) On doit fermer les maisons, en donnant aux moines de quoi vivre, et en les autorisant à exercer le ministère comme les prêtres séculiers. Quant à leurs biens, ils seront vendus, d'abord pour le service des établissements charitables, ensuite pour l'acquit des dettes de la nation. (Saint-Brieuc, art. 31 ; *id.*, toute la Bretagne.)

Une hostilité aussi positive n'est pas la règle générale. La plupart des cahiers du tiers ne réclament rien au delà de l'exécution des ordonnances qui prescrivent la suppression « des maisons religieuses où l'ordre ne peut entretenir le nombre fixé par le dernier règlement. » (Auxerre, 26.) Ils consentent à voir subsister les maisons qui prendront l'engagement « d'ouvrir un cours gratuit d'études et d'instruction (Châlons-sur-Marne, 40) ; » ou bien ils abandonnent la question à la décision des États généraux. (Saint-Quentin, 9; Lyon, Rouen, Troyes, Ponthieu, Nivernais, La Rochelle, Metz, Reims, Pont-à-Mousson, etc.)

Le vœu d'une suppression absolue est l'exception; celui d'une suppression partielle, subordonnée à des conditions fixées d'avance, est unanime : « supprimer les moines si on ne peut les rendre utiles, » (tiers état de Paris, 56), voilà le vœu populaire; les réformer dans l'intérêt de la morale, et aussi pour éviter qu'on

ne les supprime, voilà celui du clergé. L'Église ne nie pas le relâchement de la discipline religieuse; elle reconnaît la nécessité d'introduire des changements dans les ordres monastiques; seulement, elle défend énergiquement le principe moral de la vie du cloître; elle s'oppose à ce que l'autorité laïque modifie elle-même les règlements ecclésiastiques.

De toutes les questions traitées dans les cahiers, celle des biens d'Église me paraît être le point où la solution révolutionnaire se fait pressentir davantage. Il est évident que l'immense étendue de la propriété ecclésiastique irrite les ambitions populaires; que l'opinion publique désire ardemment voir donner une impulsion à cette masse immobile; enfin, que le commencement d'exécution, tenté contre elle depuis une trentaine d'années par le gouvernement royal, a préparé la jeune démocratie à admettre la convenance ou tout au moins la possibilité d'une mesure violente.

Beaucoup de gens, même dans les fractions les plus avancées du tiers état, ne croiraient pas avoir le droit d'opérer une spoliation radicale, de s'emparer purement et simplement de tous les biens d'Église, pour en faire ce que bon leur semblerait; mais presque tous se pensent autorisés à détruire une grande partie des monastères, et à employer eux-mêmes, en les appliquant de préférence à des œuvres philanthropiques, les biens devenus libres par cette suppression. Les besoins de la patrie ne sont-ils pas dignes de figurer parmi les premiers devoirs de la philanthropie? Tous n'osent

pas le dire, mais la plupart le pensent ou sont bien près de le penser.

Les cahiers ecclésiastiques, au contraire, demandent qu'aucune aliénation des biens d'église ne puisse jamais avoir lieu sans l'agrément de l'autorité religieuse. « Les derniers temps offrent une si grande multitude d'exemples d'aliénation des biens ecclésiastiques, et surtout de ceux des ordres réguliers, qu'il paraît nécessaire de prévenir la dissipation entière du patrimoine de l'Église, en faisant ordonner que les biens d'église, même appartenant aux réguliers, ne pourront être aliénés sans le consentement des évêques et sans lettres patentes dûment enregistrées. » (Évreux, 31 ; Vernois, 14 ; Paris, Lyon, Rouen, etc.) Il faudra défendre « qu'aucune aliénation puisse être faite argent comptant, à moins d'une utilité évidente de l'emploi de la somme comptée. » (Draguignan.)

Accord complet sur la question des bénéfices, de la commende, de la résidence, du cumul des revenus ecclésiastiques ; même entente sur l'amélioration du sort du bas clergé, sur les conditions nécessaires pour obtenir les dignités ecclésiastiques, et sur le principe de l'urgence d'une réforme dans les couvents ;

Dissidence évidente sur le point de vue auquel doit être envisagée l'institution monastique elle-même, et sur la vente par l'État de tout ou partie des biens du clergé ;

Tel est le résumé sommaire des questions principales soulevées par la réforme ecclésiastique.

III

QUESTIONS ACCESSOIRES

Après l'exposé des grandes questions, il paraîtra peut-être inutile de s'arrêter à certains détails plus curieux qu'importants. Quelques-uns cependant ne peuvent être passés sous silence, tant à cause de leur signification morale que par leurs conséquences matérielles.

Les ordres laïques s'élèvent presque partout contre le nombre des fêtes qui astreignent les ouvriers au chômage. « Il sera pourvu, nous dit le tiers état de Châlons-sur-Marne, à la réduction du trop grand nombre de fêtes et jours fériés, comme nuisibles surtout à la classe la plus indigente du peuple (31). » « Les fêtes, dit de son côté la noblesse d'Auxerre, seront supprimées et reportées au dimanche suivant (22; *id.*, majorité des deux ordres laïques). » Les électeurs ne se contentent pas d'appeler l'attention du clergé sur le dommage résultant pour l'ouvrier d'un trop fréquent chômage, en le priant d'aviser aux moyens de rendre cette obligation moins onéreuse; ils traitent cette question comme un règlement de police ordinaire, à

l'observation duquel l'Église sera tenue de se conformer.

Même prétention à propos d'une autre question non moins grave, celle du recours à Rome pour plusieurs actes de la vie religieuse, notamment pour les dispenses de mariage.

Ce désir n'était pas nouveau. Les cahiers des anciens États réclamaient déjà le maintien des droits de l'Église gallicane, la suppression de toutes les sommes payées au saint-siège, le rétablissement de la pragmatique sanction, dont le nom était pour eux synonyme d'indépendance de la cour de Rome. La même disposition, formulée avec la même énergie, reparait en 89. Il n'est presque pas un cahier laïque qui ne s'indigne de voir « les annates¹, premiers fruits des bénéfices consistoriaux... versés dans les coffres d'une cour étrangère (Auxerre, tiers état, 23), » et qui ne demande que « les dispenses pour empêchements de mariage soient accordées par les seuls archevêques et évêques. » (Anjou, tiers état, 36; noblesse de Beauvais, 5; *id.*, Vermandois, 34; Orléans, 25; Nancy, 26; Auxerre, 26; Châlons-sur-Marne, 16; tiers état de Châlons, 36; Saint-Quentin, 7; Limoges, 20; Meudon, 33, etc.) Ce désir est poussé si loin, que certains cahiers sollicitent la défense « aux sujets du roi de recourir à la cour de Rome pour quelque objet que ce puisse être. » (Tiers état d'Annonay, 24; *id.*, Anjou, 35.)

1. On appelait *annates* le droit de percevoir la première année des revenus d'un bénéfice ou de tous les bénéfices d'un diocèse.

Le clergé propose quelquefois « qu'on représente les inconvénients qui résultent pour les pauvres de la nécessité d'obtenir en cour de Rome les dispenses de parenté dont les frais sont au-dessus de leurs facultés, et dont les délais perpétuent le désordre dans les familles. » (Aix, art. 10; *id.*, Bourg.) Le vœu paraît le même; au fond, la différence est évidente. Le cahier ecclésiastique sollicite une négociation dans l'intérêt des pauvres et dans celui de la morale; mais il ne s'arroge pas le droit de résoudre à lui seul une question qui touche à des considérations supérieures. Il manifeste un désir, il ne formule pas un ordre; grande et profonde différence!

Cette diversité se remarque également dans un autre vœu commun quelquefois au peuple et au clergé, pour l'unité de la liturgie. (Tiers état de Saint-Quentin, 6; clergé du Forez, 2; trois ordres de Bourg.) Les ecclésiastiques verraient sans peine les États généraux faire une demande à cet égard; mais un décret rendu sur cette question leur semblerait une monstruosité. Le peuple, au contraire, fait souvent bon marché de la religion, quand il trouve ses prescriptions gênantes. Son respect officiel pour le catholicisme disparaît dans les détails; ainsi, le tiers de la banlieue de Paris dit tout simplement quelque part : « Il serait à désirer que les offices et prières publiques se fissent en langue française (30). » La noblesse de Bourdan, organe en cela d'une pensée assez répandue, « déclare qu'elle croit les États généraux compétents pour la discipline

ecclésiastique. » L'idée de la soumission de l'Eglise à l'État, même en matière religieuse, perce souvent au milieu des maximes philosophiques du xviii^e siècle expirant.

IV

Au début de ce chapitre, j'énonçais comme un fait général la sympathie du peuple pour la religion ; à la fin, j'ai l'air de me contredire : cela demande explication.

Le peuple de 89 reconnaissait, admettait, proclamait la nécessité d'une religion nationale comme indispensable au maintien de la morale publique, et l'existence du catholicisme comme religion nationale. Seulement, les coups que la philosophie, et plus anciennement le protestantisme, n'avaient cessé de porter aux croyances religieuses, avaient fait naître dans la masse ignorante, surtout dans la population de Paris et des provinces voisines, certaines idées fausses dont l'expression se retrouve constamment dans les cahiers. La France de 89 se croyait catholique ; au fond, elle l'était peu. Là est une des causes principales de la révolution.

Il n'est pas douteux que nombre d'abus s'étaient glissés dans l'organisation du clergé comme dans celle de tous les corps sociaux. A défaut d'autre preuve, les déclarations de l'Eglise elle-même ne permettraient pas

de soutenir le contraire; mais les laïques, toutes les fois qu'ils attribuaient à la loi civile le pouvoir d'imposer une obligation religieuse, se trompaient étrangement, et le clergé demeurait dans le vrai en soutenant le principe de la réforme ecclésiastique librement accomplie par l'Église.

Le mode de réforme sollicité par le clergé n'avait, en réalité, rien que de conforme et même de sympathique au principe libéral. En réclamant le droit de se réunir pour traiter les questions religieuses, il demandait la faculté d'appliquer au gouvernement de l'Église le régime dont tout le monde vantait l'excellence civile, le régime représentatif et constitutionnel. La seule chose qu'on pût réprouver dans le vœu du clergé, ce n'était pas le mode de délibération réclamé par lui, c'était son existence même comme corps spécial. Mais qui a jamais nié qu'au point de vue religieux l'Église formât un corps spécial? et si, religieusement parlant, elle possède une vie à part, comment cette vie, dans tout ce qui touche à la foi catholique, pourrait-elle se manifester d'une manière plus logique et plus conforme aux idées modernes que par la réunion de synodes et de conciles, c'est-à-dire d'États provinciaux et d'États généraux du clergé?

Beaucoup de libéraux honnêtes avouent les bonnes intentions du clergé d'ancien régime, et l'élévation du langage habituel de ses cahiers; mais ils l'attribuent à ce que, dans les assemblées électorales, les curés, véritables membres du tiers état, firent prévaloir leur

opinion sur celle des dignitaires ecclésiastiques, véritables membres de la noblesse. Sans prendre la peine de réfuter cette opinion par la démonstration déjà faite de l'incontestable, et même de l'exagéré libéralisme de la noblesse à cette époque, on peut la détruire par un raisonnement bien simple : si les évêques et autres dignitaires n'avaient pas les mêmes idées que celles de la majorité, il est évident que la majorité n'a pas dû les nommer députés. Cependant, cinquante évêques et autant d'autres dignitaires ecclésiastiques, grands vicaires, chanoines, supérieurs ou abbés, figurèrent parmi les trois cents représentants du clergé à la Constituante.

En outre, si la liberté n'était à l'ordre du jour que dans le bas clergé, les cahiers les plus avancés doivent être ceux des assemblées que ne dirigeait aucun grand dignitaire, des réunions qu'on pourrait appeler les plus démocratiques ; cependant, je n'en connais pas de plus sérieusement et sincèrement libéral que celui de Lyon, dont le clergé ne sera pas accusé, je pense, d'être, avant 89, un des moins catholiques de France, ni d'avoir pour chefs, en la personne des comtes de Lyon, un corps religieux peu aristocratique. Pour montrer combien, à ce moment-là, catholicisme et aristocratie s'accommodaient de la liberté, je cite en entier, aux pièces justificatives, ce cahier du clergé de Lyon.

CHAPITRE VII

IMPOTS

Principes généraux sur l'impôt.— Impôt direct.— Contribution foncière.— Impôts indirects.— Aydes. — Gabelle. — Contrôle. — Milice. — Loterie.— Pensions. — Domaine.— Impôt sur le capital.— Lois somptuaires.— Impôt progressif.

Personne n'ignore que le mauvais état des finances fut le prétexte de la révolution française. Écrasée par les grandeurs de Louis XIV, énervée par les bassesses de Louis XV, la France se voyait en face de la banqueroute ou de nouveaux impôts. Depuis un siècle, le pouvoir multipliait sans succès les expédients même les moins avouables. Les ventes d'offices, le rachat des libertés communales, l'extension arbitraire des impôts déjà les plus lourds se succédaient avec une persistance et une inutilité effrayantes. On comptait par milliers les offices vénaux décorés de la noblesse héréditaire, dont l'appât stimulait les ambitions paresseuses. Les villes, pour racheter leurs franchises et subvenir aux

contributions extraordinaires, s'obéraient à tel point que Lyon seul avait pour cet objet contracté une dette de trente-huit millions dans le cours du XVIII^e siècle ¹. Les accessoires de la taille atteignaient presque le chiffre de la taille elle-même. Malgré tout cela, la rapidité avec laquelle augmentait de jour en jour la détresse de l'État rendait évidente la nécessité d'un prompt secours. Cette nécessité ne fut pas la cause essentielle de la révolution; les événements de cette importance tiennent à des raisons plus intimes et plus sérieuses qu'un simple besoin d'argent; mais ce fut elle qui en fixa l'heure et le jour, en ne permettant pas au libéralisme de Louis XVI de différer au delà de 89 la convocation des États généraux.

Il aurait paru naturel que la France, au moment de son rappel à la vie politique, se préoccupât spécialement de la question qui la faisait sortir de son long oubli. Cependant les cahiers ne nous montrent pas la peur du déficit comme la principale inquiétude du pays. Un instinct profond l'avertissait que, dans les événements futurs, la question d'argent, malgré son importance, n'occuperait qu'un rang secondaire. Aussi avons-nous déjà vu les députés recevoir de toutes parts l'ordre de faire la constitution avant de réformer les impôts.

Il est inutile de revenir sur ce point essentiel, non plus que sur la nécessité du consentement national

1. Voir l'*Histoire de Lyon*, par Clerjon.

pour la légalité de l'impôt. Notre recherche actuelle sera l'application des principes constitutionnels au détail des contributions publiques.

En premier lieu, nulle assemblée électorale ne songe à repousser le fardeau des obligations contractées, même à tort, par l'ancien régime. La loyauté vis-à-vis les créanciers de l'État en fait un devoir; l'intérêt des nouveaux établissements commande de ne pas les inaugurer par une violation de la foi publique. Les députés ont l'ordre de prendre une connaissance exacte du déficit, de son importance et de ses causes, non dans la pensée d'en rejeter une partie, mais uniquement pour être plus à même de conjurer le péril actuel et de prévenir les dangers futurs.

En second lieu, l'impôt, dépendant essentiellement de la volonté nationale, ne peut être établi que pour un temps limité, jusqu'à ce qu'il plaise à la nation assemblée de le proroger ou de le remplacer; les cahiers sont, à cet égard, d'une sévérité sans bornes. Les États généraux statueront « que, si jamais la perception d'aucun droit ou d'aucun impôt était tenté par delà le terme consenti par eux, tout homme qui voudrait le percevoir sera déclaré concussionnaire, et qu'il sera ordonné à tous les tribunaux de le poursuivre et traiter comme un ennemi public. » (Beauvais, noblesse, 15; *id.*, unanimité des trois ordres.) « Les receveurs et préposés » qui continueraient « la perception des impôts et contributions passé le jour indiqué pour l'assemblée suivante des États généraux, » pourront être au besoin

« déclarés coupables de crime capital. » (Vermandois, noblesse, 39.)

« Tous les impôts établis depuis 1614... pouvant être regardés comme illégaux par le défaut de consentement de la nation » seront abolis. « Cependant, le maintien de la chose publique exigeant un revenu actuel, » ils seront « confirmés provisoirement par Sa Majesté, sur le vœu des États généraux. » (Dourdan, tiers état, 5; *id.*, unanimité des trois ordres.)

Les impôts à supprimer sont de diverse nature. D'abord on doit anéantir *jusqu'au nom des impôts distinctifs d'ordres* : taille, corvée, capitation, vingtièmes (Guienne, noblesse, 20 ; Caux, noblesse, 12 ; Bazas, noblesse, 7 ; Orléans, noblesse, 16 ; Auxerre, tiers état, 29; *id.*, unanimité) ; à leur place, on établira « un seul et même impôt portant également sur toutes les propriétés foncières du royaume (Quercy, noblesse, 8) ; » pour l'établir, on déterminera, « sur des principes uniformes, un cadastre général, divisé par provinces et subdivisé par communautés (Lyon, noblesse, 17) ; » ce cadastre indiquera « la quantité de terres, prés, bois et autres propriétés situées dans l'étendue de la paroisse, » avec « une évaluation desdites propriétés. » (Troyes, tiers état, art. 17.)

Tous les citoyens contribueront également, excepté les pères et mères de dix enfants (tiers état de Saint-Eustache, à Paris), les vieillards de soixante-dix ans, au moins, dont la misère sera notoire (tiers état de Provins),

les journaliers (noblesse de Nemours), et les indigents. (Tiers état de Vannes, de Meudon, etc.) Le clergé sollicite, à l'unanimité, l'exemption d'impôts en faveur des hommes n'ayant pour vivre que le travail de leurs bras. « Cette classe... de citoyens laborieux, d'autant plus infortunés qu'ils sont sans propriétés et sans considération, mérite que le clergé élève la voix pour obtenir de la bonté paternelle du roi que cette partie précieuse de ses sujets soit affranchie de tout impôt. » (Clergé de Limoges.) Il faut demander au moins « que dans la perception de l'impôt, de quelque manière qu'elle soit opérée, le pauvre de la ville et de la campagne soit toujours traité avec ménagement, et que jamais, sous prétexte de retard, on ne le dépouille des meubles, ustensiles et outils qui lui sont nécessaires pour gagner sa vie et faire subsister sa famille. » (Paris, clergé, 22; *id.*, *passim*.)

La suppression des impôts perçus sur les objets de consommation, et dont les plus pesants sont ceux du vin et du sel, connus sous le nom d'aydes et de gabelles, ferait plaisir à tout le monde; quelques-uns ne craignent pas de la demander (clergé du Bourbonnais; tiers état d'Anjou, 10; tiers état du haut Vivarais; noblesse de Bar, 10; noblesse de Bazas, 14, etc.); mais la plupart, désespérant d'obtenir leur abolition, se bornent à réclamer au moins leur adoucissement et leur régularisation. « Le droit d'aydes, nous dit le tiers état de Mantes, a été la source de tant de vexations criantes, il s'est étendu dans une proportion si effrayante, que

son nom seul est devenu un cri d'alarme pour l'habitant des villes et des campagnes ; il est d'ailleurs frappé de deux vices intolérables : 1^o il est intelligible, inconnu dans ses détails, au point qu'il exige une langue à part ; 2^o il est accompagné de visites et d'une inquisition qui blessent la liberté civile, et qui, s'il était possible, tendraient à compromettre la personne auguste et sacrée au nom de laquelle il est perçu ;

« En conséquence, nous demandons, si on ne peut supprimer cet impôt : 1^o que l'on supprime dès à présent tous les droits et tous les noms des droits d'aydes, tels que gros, nouveaux cinq sous, courtiers jaugeurs, sol Langlois, etc. (il est bien difficile de nommer tous ces ennemis) ; et que l'on substitue, comme nous l'avons dit, un droit unique sur la consommation, universellement supporté par les trois ordres ; nous demandons surtout que les agents de cet impôt ne puissent faire des visites et des perquisitions chez les citoyens : car, encore une fois, ce mode de perception est attentatoire à la liberté civile, et donne lieu à la fraude des suppôts eux-mêmes qui vont souvent porter le délit où ils allaient le chercher ;

« Enfin, nous demandons que ce droit unique, s'il a lieu, soit si clair et si positif, qu'il ne soit pas plus possible au contribuable de l'ignorer qu'au percepteur de l'interpréter ;

« Et afin que la loi qui le fixera soit bien connue, nous demandons qu'elle soit publiée au prône et affichée à la porte de l'église, et que cette formalité soit

renouvelée tous les six mois. » (Tiers état de Mantes et Meulan, p. 12 et 13; *id.*, très-grande majorité des cahiers.)

Pour la gabelle, comme pour les aides, le vœu de tous est qu'on l'abolisse, s'il est possible (Montpellier, tiers état, etc.), sinon, qu'on tâche au moins « d'en diminuer les inconvénients et les malheurs. » (Noblesse de Beauvais, 17; *id.*, unanimité.) On pourrait la remplacer par un droit perçu aux salines (clergé de Lyon, 18), ou par des droits à l'entrée et à la sortie du royaume (tiers état de Châlons, 22), ou laisser aux États provinciaux le soin de pourvoir à son remplacement. (Clergé d'Auxerre, 18; *id.*, Rouen, 2; noblesse de Châlons, 12; de Vermandois, 37; de Caux, 12; de Saintonge, 26; d'Orléans, 10; du Bas-Limousin, 21; tiers état de Limoges, 11; d'Auxerre, 27; de Pont-à-Mousson, 42; de St. Quentin, 15; de Saint Germain-en-Laye, 7; *id.*, unanimité des trois ordres.)

Que dire des droits de contrôle, « établissements utiles peut-être dans leur principe, mais devenus, par l'extension fiscale qu'on leur a donnée, une véritable inquisition pour les familles ? » (Saintonge, noblesse, 26.) Le peuple a le droit d'exiger, sinon leur suppression, au moins un tarif clair, précis et uniforme, qui empêche la malversation et protège la fortune des citoyens. (Unanimité des trois ordres.)

Après la taille, les aides, la gabelle et le contrôle, répondant plus ou moins exactement à ce qu'on nom-

me aujourd'hui impôts fonciers, contributions indirectes et enregistrement, la charge la plus lourde paraît être la milice ; non-seulement « elle dépeuple les campagnes et porte un préjudice à l'agriculture (noblesse de Poitou ; *id.*, Caux, Provins et *passim*), » mais son mode de recrutement a un caractère de contrainte qui répugne à des hommes libres. Ce n'est pas que la France veuille confier à des mercenaires suisses ou allemands le soin de la défendre ; loin de là ! elle réclame le renvoi immédiat des régiments étrangers ; mais, au lieu de voir sa population décimée périodiquement par une conscription brutale, elle aimerait mieux que l'armée se recrutât par la voie des engagements volontaires, et que les provinces fussent libres de fournir elles-mêmes, comme elles le voudraient, le nombre d'hommes nécessaire à l'État. (Anjou, tiers état 29 ; Metz, *id.*, 12 ; Bayonne, *id.*, 13 ; Toul, *id.*, 17 ; Angoulême, 9 ; Reims, Pont-à-Mousson, Dourdan, Bourg). A quoi bon, d'ailleurs, entretenir une armée si considérable ? « Les États généraux seront sollicités... d'examiner si la nation française ne voulant point étendre ses frontières, mais seulement les conserver, elle ne pourrait pas rendre à l'agriculture et au commerce une partie des stipendiaires qu'elle entretient (Noblesse de Bugey, 22). » En temps de paix, il serait sage d'employer les soldats à des travaux d'utilité publique, surtout à la création et à l'entretien des grandes routes. (Cahiers des trois ordres, principalement ceux de la noblesse.)

La liberté a le droit de regretter doublement un impôt qui, en nuisant par sa perception à l'indépendance individuelle, crée dans la nation même une énorme et dangereuse puissance. Quelle que soit la nouvelle organisation de l'armée, la prudence recommande de soumettre la force militaire au pouvoir civil. (Tiers état de Marsan en Gascogne, 10.)

L'énumération de chacun des petits impôts perçus autrefois sous divers noms et en divers lieux serait trop longue; elle n'aurait même pas d'intérêt en ce sens que les cahiers ne descendent pas à une lutte détaillée contre chacun d'eux. Parmi ceux dont nous n'avons rien dit encore, le seul, que presque tous les électeurs attaquent spécialement, est la loterie, cet «impôt insidieux dont le nom rappelle tant de malheurs domestiques (tiers état de Mantes, 16); » ce «piège tendu à la cupidité, et dont l'effet est d'ôter au pauvre jusqu'à sa subsistance (clergé de Paris); » cet «abus qui exalte les imaginations par l'espérance, qui ruine les familles et expose les enfants et les domestiques à voler les parents ou les maîtres, pour satisfaire une passion qui n'a qu'un objet fantastique. » (Clergé de Mantes et Meulan, 43.). On la proscrira complètement, «comme préjudiciable aux mœurs (tiers état d'Auxerre, 29); » «comme tendant à altérer la probité et l'honnêteté du peuple, et à le priver de toutes les ressources que le travail et l'économie pourraient lui assurer. » (Clergé de Lyon, 18; *id.*, unanimité des cahiers.)

Supprimer des impôts, c'est bien; mais, quand on

aura détruit une partie des ressources actuelles, il en faudra trouver d'autres. La nouvelle contribution foncière ne pourra, elle seule, combler les vides que vont laisser la disparition des tailles, accessoires de la taille, capitation, corvées, vingtièmes; la diminution des aides, gabelle, contrôle; l'abolition de la loterie et de plusieurs autres petits impôts. Quelques réformes accessoires procureront bien encore un peu d'argent au trésor national.

Les trois ordres sollicitent une réduction considérable des faveurs et pensions accordées par la cour. Les gentilshommes d'Orléans sont d'avis qu'on doit supprimer « toutes pensions accordées à d'autres titres que ceux de services rendus à l'État, et de découvertes utiles dans les sciences et dans les arts (12; *id.*, Château-Thierry et unanimité). » Pour celles-là même, les députés de la noblesse de Vitry-le-François « supplieront Sa Majesté de considérer que l'état actuel du royaume ne lui permet pas de suivre sans ménagement la bonté de son cœur. » Toutes celles qui dépassent douze cents livres, et représentent, par conséquent, plus que des secours alimentaires, seront réduites autant que le roi le jugera convenable (Noblesse d'Angoulême, 22); l'état des pensions sera public, afin que chacun apprécie leur opportunité; les premières supprimées ou réduites seront celles des personnes qui appartiennent à la famille royale, au ministère ou à la cour. (Noblesse d'Auxerre, 28; d'Agen, 15; de Provins, 15; du bas Limousin, 12; de Poitou, 17; de Gien, 24, de Quercy, 10; de Saintonge, 24; de Nancy, 15; de Guienne,

14 ; de Caux, 14 ; de Vermandois, de Reims, de Troyes, d'Orléans, d'Amont en Franche-Comté, etc. ; *id.*, unanimité des trois ordres.)

En outre de la réduction des pensions, il est un expédient financier signalé par Louis XVI, dans son ordonnance pour la convocation des États généraux : l'aliénation du domaine royal. La plupart des cahiers engagent les députés à se servir de cette ressource, sous la condition expresse de n'en user que pour l'extinction de la dette nationale, de réserver les forêts, et d'assigner au roi une liste civile « qui égale et même excède le vœu de Sa Majesté. » (Tiers-état de Château-Thierry ; *id.*, unanimité.)

Mais enfin, une fois les réformes faites, les économies et les capitaux réalisés, si l'argent manque, où faudra-t-il en prendre ? les idées habituelles des électeurs témoignent en faveur de leur générosité plus que de leur expérience.

« Lorsque tous les moyens que la sagesse suggèrera aux députés seront épuisés, s'il leur paraît nécessaire de consentir quelque nouvelle imposition, nous leur recommandons de ne jamais perdre de vue que, si quelque chose peut en alléger le fardeau, c'est l'égalité de répartition, non-seulement entre les contribuables, mais encore entre les provinces ; de donner la préférence à ceux qui porteront le moins sur le pauvre ; que, si l'établissement d'une nouvelle contribution nous est avantageux, le soulagement des malheureux est de nécessité rigoureuse, et que les louanges qu'ils recevront

des premières classes de la société ne seront jamais aussi flatteuses pour eux que les bénédictions que le pauvre dans sa chaumière ne cessera de leur donner. » (Noblesse de Saintonge, p. 24 et 25.)

Le principe général est fort bon à coup sûr, mais son application n'est pas toujours facile ni heureuse.

Quelques cahiers proposent « l'établissement d'un droit de timbre sur toutes les grâces, concessions, lettres patentes, collations et autres dons et avantages (tiers état de Toul, 44) ; » d'autres y joignent « une industrie sur les banquiers, commerçants et artisans (tiers état de Châlons-sur-Marne, 20) ; » les plus sages parlent en ces termes : « quant aux opérations générales sur l'impôt, travailler à le reporter sur ses véritables bases, provoquer sur cet objet les idées de tous les citoyens, mais faire peu pour le présent, et s'interdire tout grand changement précipité qui bouleverserait tout. » (Extrait des délibérations du clergé d'Autun, 13.)

Cette prudence n'inspire malheureusement pas la plus grande partie des cahiers. Le double projet auquel se rallie la masse des électeurs est l'établissement d'un impôt sur le capital et d'un autre sur le luxe. « L'Assemblée nationale est invitée à chercher les moyens de faire contribuer les capitalistes qui trouvent sans cesse dans leur énorme portefeuille les premiers et les plus terribles instruments du monopole. » (Tiers état de Meudon, 29; *id.*, noblesse de Pont-à-Mousson, de Bar-sur-Seine, 16; de Melun, 15; de Rodez, etc.; clergé de Metz, 20;

d'Auxerre, 16, etc.) Il faut « que l'impôt frappe d'abord sur le luxe (tiers état d'Annonay, 13); » que la nation établisse « des lois somptuaires. » (Clergé de Lyon, 24; *id.*, *passim.*)

Lorsque du vœu on passe à l'exécution, le système de l'impôt progressif se formule avec une netteté incontestable. « Pour faire contribuer les capitalistes... il sera mis un impôt sur les chevaux, les cheminées, les fenêtres, et une *imposition graduée* sur les domestiques et gens de maison, dans les villes seulement. » (Noblesse de Vermandois, 37.) Le tiers état du haut Vivarais dresse une échelle proportionnelle pour la contribution des citoyens appartenant aux diverses catégories sociales ainsi déterminées : 1° les créanciers de l'État; 2° les capitalistes; 3° les propriétaires; 4° les paysans (p. 8). Celui de Limoges est d'avis que, « dans le cas où le produit de la contribution à laquelle seront soumises désormais toutes les propriétés laisserait à chercher de plus grands moyens encore, on le prenne de préférence sur ceux qui emploieront à leur service au delà d'un nombre déterminé de domestiques, de voitures et d'équipages. » (Limoges et Saint-Yrieix, 9; *id.*, Saint-Quentin, 16.) Le tiers état de Montpellier formule un vœu analogue, en recommandant « d'augmenter cet impôt proportionnellement et progressivement. » On devra donc mettre « un impôt progressif sur les domestiques, moins ceux des fermes » (Vannes, tiers état), « sur les laquais » (Auxerre, tiers état, 32), « sur les voitures que le luxe multiplie dans la

capitale, et qui, en faisant courir des risques aux pauvres, pourraient servir du moins à des embellissements publics » (tiers état de Saint-Eustache, à Paris, 11 ; *id.*, majorité des cahiers); « *sur le fard qui détruit la beauté, et sur tous ceux qui se permettent de porter deux montres.* » (Paroisse de Segonzac en Angoumois.)

Que le peuple désire voir soumettre à une contribution le capital, c'est un vœu trop naturel et trop souvent reproduit pour qu'on s'en étonne ou qu'on le blâme; mais qu'il cherche à y arriver par la loi somptuaire, c'est dangereux; qu'il ne recule pas devant l'impôt progressif, c'est effrayant.

La question du privilège est ici singulièrement retournée : tout à l'heure on demandait que la noblesse, que le clergé, plus riches que le tiers, ne payassent pas moins que lui; maintenant on ne s'en contente plus, et on réclame un véritable privilège en faveur de ce peuple sacrifié jusque-là. L'inégalité révolutionnaire se substitue à l'inégalité féodale, sentiment né d'une pensée généreuse, car les riches sont les premiers à le concevoir et à l'émettre; mais opinion illogique et périlleuse, qu'une saine réflexion ne saurait trop blâmer.

Si nous voulons préciser en quelques lignes le vœu des cahiers sur l'impôt, nous dirons qu'à l'avenir nulle contribution ne pourra être établie sans le consentement national; par conséquent, toutes celles qui ont été installées depuis 1614 doivent être considérées comme illégales et sujettes à réforme.

Les divers impôts fonciers seront remplacés par une contribution unique, également répartie entre les citoyens de tous les ordres.

Les impôts indirects seront en partie supprimés, en partie modifiés d'après des règles claires et uniformes.

Le domaine entrera dans les mains nationales; le roi aura une liste civile; les pensions seront diminuées; la loterie disparaîtra; la milice sera réformée, l'armée réduite en temps de paix, et employée à des travaux d'utilité publique.

Les anciens impôts continueront à être perçus jusqu'au jour où les nouveaux pourront l'être à leur place. L'impôt ne sera voté que pour un temps limité; nul citoyen ne pourra, sans encourir les peines les plus sévères, percevoir les contributions au delà du terme fixé par les États généraux.

Tout cela est bon. Quelque chose de mauvais vient s'y joindre, le principe de la loi somptuaire et de l'impôt progressif admis, en cas de besoin, comme ressource supplémentaire.

CHAPITRE VIII

ADMINISTRATION

Etats provinciaux. — Municipalités. — Suppressions administratives. — Décentralisation.

Les vœux relatifs à la réforme administrative ne sont ni longs, ni difficiles à préciser. La nation tout entière, clergé, noblesse, tiers état, sans réserve, sans hésitation, demande l'application à la province et à la commune des principes reconnus indispensables pour le gouvernement central, c'est-à-dire l'installation, dans chaque province et dans chaque commune, d'une administration civile, librement élue, constituée et organisée.

« Il sera créé, le plus promptement possible, dans chaque province, des administrations, sous telle dénomination que les États généraux croiront le plus convenable, et dont les membres seront librement élus

dans les différents ordres, pour un temps limité ; lesquelles administrations, formées suivant la composition qui aura été arrêtée par les États, seront chargées de l'exécution et des détails provisoires de tout ce qui aura été statué par les États généraux, ainsi que de l'inspection de tous les établissements et intérêts locaux, en rendant chaque année un compte public et détaillé de leur gestion ; et ces comptes seront portés aux États généraux subséquents pour y être vérifiés, discutés, approuvés ou blâmés. » (Noblesse de Lyon, 21 ; *id.*, unanimité.)

Plusieurs parties du royaume avaient eu, quelques-unes possédaient encore, au moins nominale, des États, c'est-à-dire des assemblées formées de représentants de la province et armées vis-à-vis le gouvernement royal d'une certaine indépendance. Le souvenir ou l'exemple de cette liberté locale, souvenirs et exemples ravivés par la récente innovation des assemblées provinciales, avaient signalé à l'opinion publique la convenance d'une institution dont tous les cahiers réclament l'installation définitive. Pour la manière dont les États seront organisés, quelques-uns demandent « qu'il soit permis aux trois ordres de leur province de s'assembler devant tels commissaires qu'il plaira au roi de nommer, pour convenir d'un plan d'organisation de leurs États et pour le proposer ensuite à Sa Majesté. » (Noblesse de Toulouse ; *id.*, trois ordres de Bourg). La plupart proposent comme modèle de l'organisation à donner aux États provinciaux celle autorisée par le roi pour la province du Dauphiné, c'est-à-dire :

La faculté pour le tiers d'avoir un nombre de représentants égal à celui des deux autres ordres (art. 1^{er}), l'impossibilité pour tout membre des États de s'y faire représenter par procuration (art. 3), la nouvelle répartition des arrondissements électoraux (art. 10), la défense aux ecclésiastiques et aux nobles de se faire admettre « parmi les représentants du tiers état, » ou « d'assister aux assemblées qui seront tenues pour nommer les députés de cet ordre (art. 14), » le droit d'éligibilité dans l'ordre du tiers retiré à ceux qui ne paient pas au moins « cinquante livres d'impositions royales foncières » (art. 18), « qui sont chargés directement ou indirectement d'aucune adjudication ou entreprise d'ouvrage public, aux frais de la province (art. 19), » ou qui font partie de l'administration seigneuriale ou royale (art. 20 et 22) ; le droit d'élection accordé à tous les propriétaires domiciliés et payant une imposition dont le chiffre varie, pour les villes, de dix à quarante livres, et pour la campagne, de six à dix (art. 24 et 25) ; le droit aux États de se réunir chaque année, sur la convocation royale. (Procès-verbal de l'assemblée des trois ordres du Dauphiné à Romans, séance du 6 novembre 1788.)

Les États provinciaux seront chargés d'administrer la province, sans autre restriction de pouvoir que l'obéissance aux lois générales du royaume. Des lois, ils ne seront jamais autorisés à en faire, puisqu'elles doivent

1. Pour les montagnes du Briançonnais, ce chiffre, en raison de la pauvreté des populations, était abaissé à 25 livres.

être l'expression de la volonté du pays tout entier ; mais la loi, faite par les États généraux, sanctionnée et promulguée par le roi, sera appliquée par eux en matière administrative comme ils le jugeront convenable. De plus, « aucune loi particulière applicable à une province » ne pourra être adoptée par les États généraux « que sur la demande » ou avec le « consentement des États provinciaux. » (Noblesse de Châlons-sur-Marne, 9 ; trois ordres de Bourg, art. 6 ; *id.*, unanimité.)

Expliquons la position par des exemples : les États généraux votent un impôt et le divisent entre les provinces ; celles-ci n'ont pas le droit de le refuser, mais elles peuvent le répartir et le recouvrer comme elles l'entendent. Des travaux d'utilité publique, tels que routes ou canaux, traversent une province ; elle n'est autorisée ni à les interrompre ni à les détruire, mais elle a pleine faculté d'émettre son avis sur leur convenance, et d'en surveiller l'exécution, « étant d'expérience que ces sortes de travaux n'ont souvent de véritables objets que d'enrichir ceux qui les proposent ou les entretiennent. » (Tiers état d'Auxerre, 11 ; *id.*, unanimité).

« L'administration, la police et la conservation des bois et forêts seront confiées aux administrations provinciales (tiers état de la banlieue de Paris, 20) ; » elles fonderont ou dirigeront les établissements de bienfaisance ; elles auront le droit, en temps de disette, de donner leur avis sur la convenance de permettre ou d'interdire l'exportation des grains ; elles désigneront

au roi les citoyens dont les services méritent la noblesse ; elles veilleront à ce que les empiriques ne compromettent pas la santé publique, à ce que chaque village ait une ou plusieurs sages-femmes honnêtes et instruites ; en un mot, elles auront toute faculté d'action pour les besoins locaux et de conseil pour les intérêts nationaux. (Unanimité des trois ordres.)

Au dessous des États provinciaux et sous leur contrôle vivront les municipalités, assemblées analogues, librement élues, chargées des mêmes soins, astreintes aux mêmes devoirs, avec cette différence que leur limite d'action ne dépassera pas les bornes de chaque commune, et que leur supérieur immédiat, au lieu d'être l'assemblée des États généraux, sera celle des États provinciaux. Les députés demanderont « qu'il soit établi, dans toutes les communautés des villes et des campagnes, des municipalités électives... chargées de la répartition, perception de leurs impôts, administration de leurs fonds communaux, et comptabilité de tous les objets relatifs aux dépenses publiques. » (Noblesse d'Aval en Franche-Comté, p. 13 ; *id.*, unanimité.) Sur ce principe, point de malentendu, ni de mésaccord ; sur son application, diverses opinions s'émettent. Il est évident que les municipalités seront chargées de la répartition de l'impôt, de la confection du budget de la commune, de la protection des propriétés et de la police des campagnes ; il n'est pas douteux qu'aucun travail, même d'intérêt public, ne pourra s'exécuter sur le territoire des paroisses sans l'avis et le

conseil des municipalités ; il est encore certain que les offices municipaux conférés par l'élection populaire ne dureront qu'un petit nombre d'années et pourront être, au gré du peuple, continués aux mêmes citoyens ou confiés à de nouveaux élus. Mais est-ce bien là tout ce qui importe à la liberté ? Ne serait-il pas sage que tous les citoyens eussent part à l'administration de la commune ? qu'on instituât, par exemple, des séances publiques où chacun viendrait prendre connaissance de la gestion municipale et se former lui-même aux affaires ? ou qu'on adjoignît aux municipalités un conseil de notables jouant auprès d'elles un rôle consultatif, analogue à celui des conseillers de ville dans les anciens consuls ? (Tiers état de Toul ; *id.*, Dunkerque, et *passim*).

La liberté municipale ne sera pas, en France, une institution nouvelle. Fille de la civilisation romaine, puissante dans les villes au moyen âge, son droit et son nom ont traversé les siècles, objet constant de l'ambition des peuples et, pendant de longs règnes, de la protection des rois. Pour l'établir, il s'agit moins d'innover que de rappeler les « anciennes ordonnances, et notamment celles de Blois de 1579, qui veulent que les communes administrent seules et librement leurs revenus, et aient une entière liberté dans l'élection de leurs officiers municipaux. » (Guienne, noblesse, 14 ; *id.*, *passim*.)

Par suite de l'établissement des États provinciaux et des Municipalités, l'administration du royaume va se

trouver divisée en deux parts : 1^o le gouvernement central, composé des États généraux et du roi ; 2^o l'administration locale, formée des conseils provinciaux et municipaux. Tout autre mode d'administration doit disparaître ; et, d'abord, qu'il ne soit plus question de ces gouvernements militaires des provinces, sorte de bénéfices héréditaires donnant à quelques grands seigneurs, non tenus à la résidence, une fortune que ne justifie aucun service rendu ; que les attributions du conseil d'État soient réduites, surtout en ce qui concerne les intérêts des particuliers (noblesse d'Aix ; tiers état de Brest, etc.) ; qu'on supprime tous ces corps organisés qui constituent une sorte d'armée permanente implantée au sein du pays : ces intendants « dont toutes les fonctions seront désormais plus convenablement remplies..., pour la justice, par les juges ordinaires... ; pour l'administration, par les États provinciaux... ; pour la partie militaire, par les commissaires ordonnateurs des guerres (noblesse de Lille, 25) ; » ces employés des finances, receveurs, contrôleurs, fermiers généraux, dont les scandaleux bénéfices ne résultent que d'un prélèvement sur le produit des impôts ; ces officiers des eaux et forêts qui se réservent « plus d'un tiers sur le prix des ventes de bois, pour les taxes, honoraires, épices et autres frais (tiers état de Château-Thierry, art. 18) ; » enfin, et par-dessus tout, ces ingénieurs des ponts et chaussées, dont la disparition « deviendrait un grand soulagement pour les provinces, attendu les forts appointements dont ils

jouissent et les rétributions énormes qu'ils retirent sur les entreprises. » (Noblesse d'Agen, 35; *id.*, unanimité.)

La liberté locale paraît aux électeurs si indispensable, que quelques-uns ne craignent pas de la placer en première ligne et de demander les États provinciaux même avant les États généraux. (Noblesse de Caux, de Saintonge, etc.) Est-ce de leur part le fait du hasard qui, dans la classification des bases essentielles de la constitution, place indifféremment les unes avant les autres? Je ne sais, mais le sentiment qui leur ferait considérer l'organisation des franchises provinciales et municipales comme plus importante encore que celle de la liberté générale, ne serait, ni dénué de sens, ni contraire aux principes fondamentaux des cahiers. Aux yeux de nos pères, la première condition d'indépendance est la volonté d'obéir, substituée à la nécessité de se soumettre, et le contrôle, par celui qui obéit volontairement, des ordres donnés par le chef que la nation s'est choisi. Dès lors, les assemblées provinciales, chargées d'examiner, de surveiller, d'expérimenter, dans chaque partie de la France, la convenance et l'utilité pratique des règlements arrêtés par l'autorité centrale, peuvent sans erreur être regardées comme jouant un rôle aussi essentiel à la liberté du pays que les États généraux, assemblée unique, seule compétente pour faire les lois, mais tout à fait incapable de diriger leur exécution.

Si l'on eût dit à la France de 89 : Qu'aimez-vous

mieux : la royauté faisant les lois, à la condition que vous aurez le droit de vous réunir dans chaque province, dans chaque village, pour appliquer ces lois et, si vous les trouvez mauvaises ou insuffisantes, pour en demander d'autres ; ou bien des États généraux créant la législation d'accord avec le pouvoir central, lequel seul sera autorisé à l'appliquer en dehors de toute intervention locale ? Il est permis de croire qu'elle eût préféré le pouvoir royal contrôlé au pouvoir national sans contrôle ; en effet, dans les cahiers, rien ne dénote la haine de la royauté ; tout respire l'horreur de l'arbitraire. Nulle institution n'est signalée comme plus dangereuse pour la liberté que l'extension démesurée d'un pouvoir unique, la centralisation. La tendance à l'annihilation de l'individu au profit de la masse, à la suppression de l'indépendance individuelle en faveur d'un despotisme quelconque, existe déjà, mais non dans le peuple ; le peuple est trop libéral pour anéantir sa personne devant un homme ou devant une théorie ; le germe du socialisme ne se retrouve que dans l'État, dans ce colosse de la centralisation indépendante de celui qui gouverne, dans cette création monstrueuse qui fait d'un pays tout entier une sorte de machine obligée de se mouvoir sous l'impulsion brutale de tel ou tel levier. C'est là que la révolution l'ira prendre pour le jeter dans les mœurs et lui conquérir droit de cité populaire ; mais le peuple de 89 n'est pas socialiste, il n'est que libéral.

Unité et décentralisation, tel est le vœu des électeurs.

complexe en apparence, simple en réalité. La France, état homogène, ne doit avoir qu'une loi, qu'un roi, qu'un drapeau, qu'une représentation nationale. Tout ce qui mène à l'unité est bon, et si quelquefois ce désir légitime inspire certaines demandes bizarres, comme celle du tiers état de Saint-Quentin, qui voudrait voir fixer au même jour les fêtes patronales de tous les villages de France ¹, on doit pardonner l'erreur accessoire en faveur de la vérité essentielle.

Mais l'État, pour être un, ne s'en compose pas moins de fractions diverses, et la justice veut que chacune de ces fractions ait droit à toutes les franchises qui ne nuisent pas à l'unité de la patrie. Si l'homme doit posséder la faculté d'agir dans le cercle de la loi, nulle raison ne permet de refuser à une réunion de citoyens la faculté concédée à l'individu.

Au sommet de l'administration, le roi qui a le droit d'y être, que la France conserve, et qu'elle s'estimerait heureuse d'y mettre, s'il n'y était pas; auprès de lui, les États généraux représentant la volonté nationale, dont l'expression seule crée la loi; au dessous d'eux, les États provinciaux, chargés d'exécuter les ordres donnés par les États généraux, et libres d'agir sans entraves pour tout ce que ces mêmes ordres ne leur interdisent point; plus bas encore, les Municipalités,

1. Le tiers de Bourg formule la même demande pour les fêtes patronales de chaque diocèse. Il y ajoute la suppression des fêtes baladoires, ce que le clergé accepte de grand cœur. Cahier des trois ordres de Bourg.)

représentant dans la plus petite agglomération de citoyens, dans la commune, ce que les États provinciaux représentent dans la province, les États généraux dans la France entière; chacun tenant à l'autre, et chacun indépendant; chacun libre et chacun obéissant, le citoyen à l'assemblée composée des délégués choisis par lui, le député aux ordres de l'électeur qui l'a nommé; hiérarchie citoyenne substituée à la hiérarchie féodale, ensemble dont aucune partie ne saurait disparaître sans compromettre une des deux grandes convenances sociales, l'unité ou la décentralisation, voilà le vœu administratif des cahiers de 89.

CHAPITRE IX

JUSTICE

I. ANCIENNE ORGANISATION JUDICIAIRE. — Conseil du roi. — Parlements. — Présidiaux. — Bailliages et sénéchaussées. — Justices seigneuriales et consulaires. — Grand conseil. — Juridictions diverses. — Variété des lois. — Procédure. — Vénalité des charges. — **II. RÉFORME DEMANDÉE PAR LES CAHIERS.** — Complète séparation du pouvoir législatif et du pouvoir judiciaire. — Justice rapprochée des justiciables. — Suppression des justices d'exception et des justices seigneuriales. — Établissement des justices de paix. — Nomination des magistrats. — Réforme légale. — **III. CARACTÈRE GÉNÉRAL DES DEMANDES RELATIVES A LA RÉFORME JUDICIAIRE.** — Protection de l'accusé. — Rareté de la peine de mort. — Amélioration des prisons. — De l'immovibilité des juges. — Du jury. — Résumé du chapitre sur la réforme judiciaire.

I

ANCIENNE ORGANISATION JUDICIAIRE

En passant de l'administration à la justice d'ancien régime, on éprouve une impression singulière. Avec sa centralisation déjà toute puissante, ses employés nommés ou destitués par le caprice du maître, son in-

gestion dans toutes les affaires publiques et privées, sa justice cherchant à se glisser dans les conflits en apparence les plus étrangers à ses prérogatives, l'administration ressemble, à s'y méprendre, à celle qui nous gouverne aujourd'hui.

Mêmes divisions territoriales : La généralité, circonscription arbitraire, a remplacé les vieilles provinces; les élections correspondent, avec une exactitude souvent mathématique, à nos arrondissements actuels; les noms de département, d'arrondissement, de canton, existent déjà.

Mêmes employés : L'intendant est notre préfet, le subdélégué notre sous-préfet; le receveur des droits domaniaux, l'officier des eaux et forêts remplissent les fonctions que nous connaissons; le chef de bureau d'une intendance pourrait, à cent ans d'intervalle, diriger la division d'une préfecture, et l'ingénieur qui a tracé les routes en 1788 est impossible à distinguer de celui qui les rectifie en 1865.

Même omnipotence de la part de l'administrateur, même déférence de la part de l'administré. Tout se ressemble, quand tout n'est pas identique ¹.

Pour la justice, au contraire, tout diffère, les noms et les choses, les tribunaux et les lois, les circonscriptions et les attributions.

1. Voir sur cette question *l'Ancien régime et la Révolution*, notamment le chapitre sur les mœurs administratives de l'ancien régime. Voir également les *Assemblées provinciales*, de M. de Lavergne.

On ne saurait croire, à moins d'en avoir fait l'expérience, combien il est difficile de préciser les détails de l'ancienne organisation judiciaire. Pour ne pas aborder de trop fatigants détails, je vais m'en tenir aux points les plus généraux, à ceux qui sont indispensables pour comprendre sur cette matière le langage des cahiers.

Au sommet des corps judiciaires, figurait le conseil d'État du roi, dont une section, nommée conseil des parties, « jugeait les causes évoquées par droit ou par faveur, les affaires contentieuses importantes des particuliers, les appels des jugements des intendants, les conflits administratifs ou judiciaires, les procès pour règlement des juges; » et, de plus, « interprétait les lois et ordonnances quand les tribunaux s'adressaient à lui. » Le conseil des parties « avait ainsi quelques-unes des fonctions de notre cour de Cassation ¹. »

La France se divisait ensuite en dix-sept fractions irrégulières, à la tête desquelles siégeaient des tribunaux, portant le nom de parlements ou de conseils souverains, et variant dans leur constitution comme dans leurs pouvoirs. Le parlement de Paris recevait dans son sein les princes du sang et les titulaires des duché-pairies. C'était la cour des Pairs. Il régnait sur la moitié du royaume; en outre il jugeait seul : « les causes relatives aux terres de la couronne qui n'avaient pas un caractère simplement financier; les causes des

1. Boiteau, *État de la France en 89*. C'est un recueil de documents qu'on ne saurait trop recommander à ceux qui veulent étudier cette époque.

pairs, de quelque nature qu'elles fussent; les causes dérivant du droit de régale et des divers droits de la couronne; les causes de l'Université et des hôpitaux; les cas de lèse-majesté, les procès criminels des principaux officiers de la couronne et des gens du Parlement... » (Boiteau, *id.*)

Les parlements de province occupaient un rang et jouaient un rôle analogue à ceux de nos cours d'appel. Leur ressort dépassait rarement les limites d'une province. Quelquefois il se bornait à un petit nombre de lieues carrées de territoire.

Les conseils souverains possédaient des pouvoirs à peu près identiques. Cependant, quelques-uns de leurs arrêts étaient soumis à l'appel au parlement.

L'origine des parlements et les causes de leur accroissement sont connues. Au début du moyen âge, la justice appartenait aux suzerains féodaux, c'est-à-dire au roi et aux seigneurs, « les juridictions féodales étaient dominées par un grand principe: le propriétaire du fief n'avait pas le droit de juger; convoquant lui-même les membres du tribunal, dirigeant les débats, il ne jugeait pas; le jugement appartenait aux vassaux, aux pairs ¹, » c'est-à-dire aux hommes d'épée et d'église que le seigneur appelait à composer sa cour féodale. Bientôt les gentilshommes, presque tous ignorants, et plus occupés de guerroyer que de rendre la justice, commirent ce soin aux hommes qui en avaient le temps

1. Mérilhou, *Histoire des Parlements*, ouvrage encouragé par l'Académie des Sciences morales et politiques.

et le savoir, aux légistes. Par le fait de cette transformation, les tribunaux devinrent des réunions d'hommes indépendants, chargés de régler, d'après les lois et coutumes, les contestations qui se portaient auparavant devant le roi et les seigneurs.

Le nombre des principales cours judiciaires, des parlements, augmenta en même temps que celui des provinces réunies à la France, provinces qu'il n'aurait été ni juste ni politique d'astreindre immédiatement à de nouvelles lois. Plus tard, les parlements, incapables de juger par eux-mêmes toutes les affaires soulevées dans leurs ressorts, s'adjoignirent des tribunaux inférieurs, et ne se réservèrent que les causes graves et les appels.

La dignité morale attachée à la position de membre du parlement s'étant accrue dans la même proportion que l'influence de la justice elle-même, les places parlementaires devinrent l'objet de l'ambition, non-seulement des bourgeois riches et instruits, heureux d'acquérir ainsi la considération, la puissance et la noblesse, mais encore d'un bon nombre de familles déjà nobles, pour lesquelles l'honneur de rendre la justice paraissait suffire à un légitime orgueil.

Les attributions politiques des parlements consistaient en un certain droit, assez mal défini, d'observations ou remontrances sur les édits royaux soumis à leur enregistrement. Le roi pouvant, à défaut du consentement parlementaire, exiger l'enregistrement de ses ordonnances, le rôle du parlement se

limitait, en somme, à une influence morale; mais cette influence s'augmentait de tout le retentissement qu'une opposition légale et publique attache aux erreurs de l'arbitraire.

Chose bizarre! les membres du parlement n'occupaient dans la hiérarchie aristocratique qu'un rang secondaire, et cependant ils avaient seuls le droit de contredire les actes royaux. Ce fait serait inexplicable pour ceux qui ignoreraient ou voudraient paraître ignorer que la royauté française avait toujours placé au-dessus du *bon plaisir* la conscience, au-dessus de la force la loi.

Cours d'appel de la part des tribunaux inférieurs, et cours soumises, pour l'enregistrement des ordonnances, aux ordres suprêmes du roi, siégeant en lit de justice; tribunaux tenus d'appliquer la loi et cependant autorisés à contredire la confection de cette même loi; tout à la fois subalternes et souverains, judiciaires et politiques, plébéiens et patriciens; mélange des vieux noms avec les choses nouvelles, institution compliquée où tout le passé reconnaissait un souvenir, où tout l'avenir trouvait un germe, les parlements sont une des parties les plus difficiles et les plus délicates à apprécier de la vieille France.

Leur histoire judiciaire existe-t-elle? Les spécialistes ont seuls le droit de le dire. Ce que tout le monde peut savoir, c'est que, malgré l'existence de bons livres sur ce sujet, leur histoire politique est à faire. Entre les détracteurs systématiques et les apologistes exagérés, la vérité,

sur ce point comme sur beaucoup d'autres, flotte encore indécise. Sans aucun doute, les parlements ont eu, sous l'ancien régime, l'honneur de représenter la résistance légale au pouvoir arbitraire ; leur nom est même devenu celui par lequel on désigne une partie des institutions les plus nécessaires à la liberté ; personne ne peut leur ravir ni ce nom ni cet honneur ; mais il serait malaisé de soutenir que leur conduite a toujours été au niveau de leurs devoirs. Le parlement de Paris a proclamé Henri d'Angleterre roi de France ; il a sanctionné froidement les horreurs de la saint Barthélemy ; inexorable pendant les régence, il s'est montré humble sous les règnes absolus. Les magistrats qui ont compromis la couronne de Louis XIV enfant sont les mêmes citoyens qui ont baissé la tête devant le fouet de chasse de Louis XIV devenu homme. Silencieux pendant tout le grand règne, ils ne se sont réveillés qu'en face du cercueil de celui qu'ils adulaient depuis cinquante ans. Enfin, les quinze années écoulées de 1774 à 1789 les ont vus soutenir la lutte la plus étroite et la plus acharnée contre les généreux efforts de Louis XVI.

On ne peut, à coup sûr, demander aux parlements une vertu surhumaine ; il est facile de découvrir des erreurs dans une vie de dix siècles ; mais, quand ces erreurs se sont reproduites presque toujours dans des circonstances analogues, il est permis de les blâmer. Et d'ailleurs, si l'indépendance parlementaire se déclare elle-même prête à succomber devant tous les coups d'état, s'il suffit à un prince d'être fort pour l'enchaîner,

à quoi bon associer l'idée de parlement à celle de liberté? Il me semble que, tout en reconnaissant la grandeur du rôle moral des parlements dans notre histoire et la dignité fréquente de leur conduite, la liberté moderne ne doit revendiquer qu'avec une certaine prudence la paternité d'hommes toujours plus exigeants en face des faibles qu'énergiques devant les forts.

« Pour abrégé la lenteur que les parlements mettaient à juger et pour les décharger des causes sans importance, Henri II avait créé les présidiaux en 1552. Les présidiaux, d'abord, furent établis dans les 32 villes principales du royaume, et plus tard leur nombre s'éleva jusqu'au quart du nombre total des bailliages et sénéchaussées. Dans la plupart des villes où furent placés les présidiaux existaient des bailliages ou des sénéchaussées. Les présidiaux firent corps avec eux et devinrent à la fois bailliages ordinaires, pour les cas que jugeaient les sénéchaussées et bailliages, et bailliages d'appel pour le jugement des petites causes de la juridiction souveraine qui leur fut attribuée. Ils jugeaient en dernier ressort les procès qui ne s'élevaient pas au delà de 250 livres de capital. Leur juridiction criminelle était la même que celle des anciens prévôts, vicomtes, viguiers ou châtelains, dont les sièges étaient unis au leur, et s'étendait par conséquent sur tout ce qu'on appelait les cas prévôtaux.

« Les baillis au nord, et au midi les sénéchaux, avaient été dans le principe les seuls officiers des pos-

sesseurs de fief ; ils commandaient les vassaux qui devaient le service militaire ; ils levaient les impôts et rendaient la justice. Les baillis et sénéchaux des grands fiefs étaient investis, sous le nom de grands baillis et de grands sénéchaux, d'une autorité supérieure à celle des petits baillis et sénéchaux. Au xvi^e siècle commença à s'établir une distinction entre leurs pouvoirs. La royauté, aidée par les gens du parlement, les obligea à céder à des lieutenants de robe leurs fonctions judiciaires. En 1579, l'ordonnance de Blois défendit enfin aux baillis d'épée et de robe courte de prendre part aux sentences des baillis de robe longue. L'établissement des gouverneurs militaires, des généraux des finances et des intendants, leur enleva leurs fonctions de finances et la plupart de leurs fonctions militaires ; mais les baillis et sénéchaux subsistèrent tout de même jusqu'en 1789, sans autre pouvoir que celui de convoquer le ban et l'arrière-ban de la noblesse dont ils étaient les chefs, mais que l'on ne convoquait plus, et celui de régler en première instance les différents personnels des nobles et des clercs, comme juges de paix des héritiers de la féodalité.

« Les arrêts du conseil du 26 octobre et du 26 décembre 1719 supprimèrent l'hérédité des charges des baillis et des sénéchaux ; quelques-unes, toutefois, gardèrent l'hérédité. Les sièges des bailliages et sénéchaussées, occupés par des magistrats qui achetaient leurs charges, ne furent plus présidés par les baillis et sénéchaux qu'à titre honorifique, et fonctionnèrent comme

tribunaux royaux de première instance, sauf appel aux présidiaux et aux parlements, et jugèrent, outre les cas de justice civile ordinaire, les cas que l'on appelait cas royaux : lèse-majesté, sacrilège, rébellion, sédition, hérésie, rapt, malversations, excepté quand le caractère de la personne ou la nature du délit avait un tribunal spécial.

« Quoique les prévôtés eussent été originairement des tribunaux de police et de correction distincts des bailliages et qu'elles eussent été incorporées dans les présidiaux, un certain nombre de bailliages et de sénéchaussées portaient le titre de prévôtés, vigueries, ou de sergenteries et de gouvernances ¹.

« Le nombre des bailliages et des sénéchaussées n'est pas exactement connu. Les géographes seuls en ont fait mention, mais leurs renseignements ne s'accordent pas. On admet qu'il y avait, en 1789, 829 présidiaux, bailliages et sénéchaussées de divers ordres. » (Boiteau, *État de la France en 89.*)

D'autres corps spéciaux, les seigneuries dans les campagnes, les consulats dans les villes, rendaient aussi la justice.

Privées depuis longtemps de leurs anciens et redoutables droits, les justices seigneuriales ne condamnaient plus que les délits de tous les jours, ceux qu'ap-

1. Cet article mérite explication : les prévôtés avaient été incorporées aux présidiaux dans les villes où existaient des présidiaux, aux bailliages dans les villes où existaient des bailliages. Partout ailleurs, ce degré de juridiction royale subsistait sous des noms différents.

pelle aujourd'hui la justice de paix, ou même la police municipale.

Les tribunaux consulaires possédaient des attributions diverses, relatives le plus souvent aux contestations municipales et commerciales, aux associations ouvrières, aux questions de banque et aux privilèges locaux.

En outre de ces juridictions régulières, une quantité infinie de tribunaux de toute sorte rendaient la justice dans des cas particuliers ou à des catégories différentes de personnes. De ces justices exceptionnelles, la première était le grand conseil.

« Le grand conseil était un démembrement du vieux conseil du roi. Il en fut séparé définitivement, en 1497, par le chancelier Guy de Rochefort, et toutes les attributions judiciaires du conseil lui furent abandonnées en 1517, sauf les évocations qui, par la suite, appartinrent au conseil des parties, qui resta conseil d'État, et le jugement des causes des privilégiés ou des causes des commensaux du roi fut réservé, suivant les cas, à ce conseil, à la prévôté de l'hôtel du roi et aux parlements. Il lui appartenait privativement d'examiner les procès relatifs aux évêchés et aux bénéfices de nomination royale, excepté ceux auxquels il était pourvu par le droit de régale, dont la connaissance était laissée au parlement de Paris; les procès relatifs au droit d'indult des cardinaux et des magistrats; les causes de l'ordre de Cluny et de quelques autres maisons religieuses; certaines évocations des parlements et les affaires renvoyées par le conseil d'État; les conflits survenus entre

les tribunaux, et notamment entre les parlements et les présidiaux ; les appels des jugements du grand prévôt ; les arrêts contradictoires rendus par les parlements, sans toucher aux formes de la procédure. » (Boiteau, *État de la France en 89.*)

Je n'ai pas la prétention d'énumérer toutes les juridictions existant avant 89, les officialités ou tribunaux ecclésiastiques chargés de juger les délits commis par les prêtres et quelquefois armés d'une compétence civile ; la prévôté des maréchaux autorisée à prononcer en dernier ressort sur certains crimes de révolte, de vagabondage et d'assassinat ; les maîtrises et tables de marbre attirant à elles les délits commis dans les forêts et sur les rivières ; les chambres des comptes surveillant la comptabilité des officiers royaux ; les cours des monnaies déléguées pour veiller à l'observation des règlements concernant la fabrication ou l'alération des matières d'or et d'argent ; les cours des aides, élections, greniers à sel, traites, devant lesquels se portaient les procès relatifs aux impôts ; enfin, les capitaineries dans les forêts royales, les amirautés dans les ports de mer, la chambre des bâtiments surveillant les constructions de la capitale, la connétablie jugeant les officiers et soldats de la maréchaussée, la prévôté de l'hôtel connaissant des délits commis dans les maisons royales ou par les personnes à la suite de la cour, et tant d'autres dont les attributions se paralysaient, se heurtaient, se compliquaient à l'infini.

L'uniformité n'existait pas plus dans la loi que dans

l'organisation des tribunaux. Le Midi presque tout entier obéissait au droit romain, plus ou moins modifié; le Nord possédait de vieux réglemens, fils des coutumes franques ou bourguignonnes, et successivement transformés par la jurisprudence des parlements.

Là où se trouvait plus d'uniformité, c'est-à-dire dans la procédure, d'énormes erreurs se faisaient remarquer. Les sentences des juges en matière civile « n'avaient pas besoin d'être motivées. La justice criminelle se rendait secrètement;... les avocats ne pouvaient pas plaider pour l'accusé; il ne leur était permis que des observations écrites;... les arrêts étaient ordinairement exécutés sur-le-champ, même lorsqu'ils portaient la peine de mort. » (Raudot, *La France avant* 89, p. 26.)

Ainsi, grande différence entre les tribunaux et les lois d'ancien régime et les nôtres; je dois ajouter : différence non moins profonde dans la manière dont se recrutait la magistrature. Autrefois les charges judiciaires étaient vénales; on les achetait comme aujourd'hui celles de notaire et d'avoué. Le gouvernement, quand il avait besoin d'argent, pouvait, à son gré, créer des offices nouveaux et quelquefois contradictoires. Chacun de ces offices n'appartenait qu'à celui qui avait une fortune suffisante pour en acquitter le prix, ou, comme on disait alors, la finance.

Depuis longtemps la nation réclamait contre la vénalité des places de judicature. Sous le règne de Charles VIII, les États généraux se plaignaient déjà de ce que « souvent auxdits offices a été pourvu de gens non

experts qui ont acheté et encore s'efforcent avoir et acheter iceluis offices; et est advenu aucunes fois, quand aucun office vaquait, on baillait la lettre de don en blanc à facteurs pour y mettre le nom de celui qui le plus en offrait. » — La vénalité renfermait à leurs yeux deux graves inconvénients : le premier, c'est qu'elle est contraire à ce principe qui veut que « justice, dame princesse de toutes vertus, » ne soit confiée qu'aux gens les plus dignes par leur mérite de recevoir cette haute fonction, principe émané de Dieu lui-même, puisque dans l'Exode « il commande à Moïse que, pour mettre en office de judicature,... il eslût hommes puissants en œuvre et en parole, craignant Dieu, aimant vérité et haïssant avarice ; » le second, c'est qu'un homme qui paye sa place doit être tenté d'en retirer de l'argent ; « car qui achèterait les offices, il faudrait soi récompenser, » *comme dit Aristote*. Donc, « il semble auxdits États, pour les abus qui ont par ci-devant été commis,... qu'aucun office ne soit vendu ni acheté, sous peine à ceux qui les auront achetés de les perdre, et le prix qu'ils'en auront payé,... et, pour ce, semble auxdits États que, en accomplissant et mettant à effet le bon vouloir du roi, lequel il a fait déclarer par monseigneur le chancelier, de administrer justice à ses sujets, son plaisir soit de pourvoir par élection à tous les offices royaux de son royaume,... car justice ne peut être administrée, sinon par gens justes. »

* (Cahier des États généraux de Tours, en 1484.)

La question de la vénalité des charges est aujour-

d'hui connue et appréciée mieux que beaucoup d'autres. Personne ne conteste le vice d'une institution établie dans un but fiscal et empêchant le mérite pauvre d'arriver aux places de judicature; beaucoup de libéraux consciencieux lui reconnaissent, malgré ce vice radical, de bons et très-bons côtés. La vénalité n'assurait pas les places au plus offrant; par conséquent, le droit de rendre la justice n'était pas mis par elle à l'enchère; seulement elle consacrait le droit de propriété sur sa charge du citoyen reconnu par son savoir, par sa capacité, par sa moralité, apte à devenir magistrat, mais n'étant autorisé à l'être qu'en immobilisant pour cela une partie de sa fortune. Ainsi le mérite pauvre ne pouvait obtenir les places : grande erreur. Mais le titulaire d'un office était chez lui sur son siège tout comme dans sa maison : grande garantie d'indépendance. Si l'égalité nous fait un devoir de blâmer la vénalité, la liberté nous défend de la condamner sans réserve.

Les erreurs de la justice d'ancien régime peuvent, d'après ce qui précède, être classées en trois catégories : 1^o la multiplicité des juridictions, le petit nombre des tribunaux ordinaires et l'abondance des tribunaux d'exception; 2^o l'incertitude des lois par suite de la variété et de l'antiquité des coutumes; 3^o la vénalité des charges.

Il n'est pas dans les cahiers de portion plus longue, plus détaillée, et par conséquent moins précise que celle relative à la réforme judiciaire.

II

RÉFORME DEMANDÉE PAR LES CAHIERS

Tous proclament d'abord indispensable la complète et absolue séparation du pouvoir judiciaire et du pouvoir législatif. Les représentants de la nation, réunis en États généraux, rédigent la loi; le roi la sanctionne et la promulgue; les magistrats en reçoivent le dépôt, avec ordre de l'appliquer, sans pouvoir, ni par voie de conseil, ni par voie de remontrance, émettre un doute sur la validité ou la convenance de l'œuvre nationale et royale. Toutes les anciennes prérogatives parlementaires à cet égard vont irrévocablement disparaître. Rien ne préoccupe les électeurs plus que le soin de réduire les parlements à l'impossibilité de continuer le rôle qui, depuis longtemps et depuis quelques mois surtout, en avait fait l'idole de la France. L'exil des parlements, l'arrestation des deux conseillers Montsabert et d'Épréménil, avaient été regardés comme une calamité publique. Cependant ces mesures de rigueur n'avaient eu d'autre but que l'enregistrement des édits du 8 mai, qui accomplissaient une réforme analogue à celle que désirait toute la France; et les électeurs, six mois plus tard, ne croyaient pouvoir rien faire de

plus utile à la réforme judiciaire que de déclarer immorales et inadmissibles les facultés parlementaires en vertu desquelles seules pouvaient se justifier les entreprises punies par le roi.

En deuxième lieu, l'humanité réclame une justice expéditive. Elle veut voir rapprocher les tribunaux des justiciables par la création d'une cour d'appel à chaque chef-lieu de généralité, et par la multiplication des présidiaux dont le nombre doit être égal à celui des arrondissements ou élections ¹, et dont la compétence en dernier ressort sera élevée jusqu'à quatre mille livres, chiffre indiqué par les édits du 8 mai, ou même jusqu'à six, et au besoin jusqu'à dix mille livres. (Tiers état de Provins, de Ponthieu, de Vannes, de La Rochelle, etc.)

La justice sera gratuite, ou du moins les honoraires des officiers judiciaires seront déterminés par un tarif uniforme et modéré. Nul accusé ne pourra être traduit devant un tribunal autre que celui de la justice ordinaire. La peine sera la même pour tous les coupables, à quelque classe qu'ils appartiennent ².

L'application de ces principes généraux entraîne le remaniement de toutes les circonscriptions judiciaires et la destruction de toutes les justices exceptionnelles, comme aussi celle des actes arbitraires, nommés évo-

1. Cette réforme entraînait tout naturellement la suppression des bailliages.

2. On sait qu'autrefois le mode d'exécution différait suivant la qualité du condamné. On décapitait le noble, on pendait le roturier.

cations, par lesquels une cause pouvait être enlevée à ses juges naturels pour être transportée devant un autre tribunal. Deux seules réserves sont mentionnées, l'une en faveur du transport de la cause quand toutes les parties intéressées seront d'accord pour le demander; l'autre, sur laquelle nous reviendrons plus tard, en faveur du maintien des juridictions consulaires que la majorité voudrait voir grandir au lieu de disparaître.

Contre la haute magistrature, il n'y a pas de plainte; l'organisation judiciaire est plus critiquée que la magistrature elle-même. La haine publique s'attache surtout aux bas employés des tribunaux, parmi lesquels elle distingue et flétrit particulièrement l'ignoble juré priseur, chargé de présider aux saisies mobilières, et ne prélevant son hideux salaire que sur les débris des petites fortunes détruites; on trouverait à peine un cahier qui n'ait son mot de colère et de mépris contre ce misérable et chétif représentant de la justice.

Les justices seigneuriales seront traitées comme les autres droits féodaux. On supprimera sans indemnité celles dont l'exercice n'est justifié par aucun titre authentique; on rachètera les autres en basant le prix d'acquisition sur le revenu qu'elles rapportent à leurs propriétaires. Ici encore, le peuple redoute moins le seigneur que ses employés. « Ces petites justices, nous dit le tiers de Nemours, ont de petits suppôts, d'autant plus avides que leur pauvreté est plus grande, et les occasions de les employer plus rares. Il en résulte plus de séduction pour le peuple, plus de facilité à

l'engager dans des procès, dont les meilleurs même sont aussi ruineux pour ceux qui les gagnent que pour ceux qui les perdent. » L'extrait finit par une réflexion piquante. « Plus il y a de médecins,... ajoute le rédacteur, plus on trouve de maladies. » (Tiers état de Nemours, t. II, p. 109.) Certains cahiers du tiers état consentiraient au besoin à voir subsister les justices seigneuriales. (Auxerre, Metz, Valenciennes, Bourg, Montpellier, etc.) La majorité, moins indulgente, désire leur suppression. Il est, au reste, assez inutile de prononcer un arrêt dont l'exécution résulte nécessairement de l'établissement des justices de paix.

Celles-là, tout le monde, gentilshommes aussi bien, que membres du tiers, réclament leur création, avec une compétence sans bornes pour la conciliation, et avec le droit de juger en dernier ressort les délits et dommages qu'occasionnent le plus souvent les querelles de villages, les abus dans la garde des troupeaux et la culture des champs.

En résumé, les électeurs de 89 désirent voir substituer à l'ancienne organisation judiciaire ce que nous avons aujourd'hui : une cour d'appel siégeant au chef-lieu de chaque province, un tribunal de première instance dans chaque arrondissement, des justices de paix dans les campagnes.

Quant au mode de nomination des magistrats de tous les tribunaux, la vénalité sera supprimée. La France libérale se refuse à conserver une institution qui, en assignant un prix d'argent au droit de rendre

la justice, éloigne de cet honneur le mérite sans fortune. Cette suppression ne sera ni violente ni arbitraire, elle respectera la propriété des titulaires actuels, et ne s'opérera que par la voie du remboursement, immédiat ou successif, au fur et à mesure des extinctions naturelles; toute propriété légale doit donner lieu à une indemnité; ce principe absolu s'appliquera même aux charges des tribunaux d'exception, quoique leur existence soit regardée comme une immoralité publique. (Unanimité des cahiers.)

Les charges nouvelles ne conféreront plus la noblesse; le roi pourra l'accorder aux magistrats qui l'auront méritée par le talent, le zèle et l'intégrité déployés dans l'exercice de leurs fonctions, mais elle ne fera plus partie de la place elle-même. L'honneur de rendre la justice suffit à contenter une ambition légitime, et la noblesse, distinction hors ligne, n'est faite que pour récompenser des services plus difficiles que l'accomplissement d'un simple devoir.

La condition essentielle pour être nommé membre d'un tribunal sera d'avoir exercé, pendant un certain nombre d'années, la profession d'avocat, ou d'avoir fait partie d'un tribunal inférieur. Le peuple demande souvent que « dans la composition des cours et sièges royaux, il entre toujours au moins moitié de membres tirés du tiers état. » (Auxerre, Angers, Pont-à-Mousson, etc.) La noblesse, plus libérale, n'admet pas devant le mérite de catégories d'individus; « tous les citoyens nobles ou roturiers » lui paraissent devoir

être indifféremment appelés aux places de magistrature, pourvu qu'ils aient un mérite et une capacité reconnues. (Bas Vivarais, noblesse, 29; Metz, *id.*, 22; *id.*, *passim.*)

La nomination des membres des cours d'appel et de première instance sera réservée au roi, directement ou sur une présentation de quelques noms entre lesquels il pourra choisir. Pourquoi ce droit de présentation ne serait-il pas étendu jusqu'à l'élection pure et simple? Quelques cahiers l'admettent. (Tiers état de Rennes, art. 126; *id.*, Vannes, 8; noblesse de Ponthieu, 18; tiers état de Meudon, 19, etc.) Cette demande demeure exceptionnelle; l'opinion de la majorité est que : « le droit de choisir les membres des tribunaux appartiendra à Sa Majesté sur la présentation, qui lui sera faite par les citoyens, de trois sujets pris parmi les avocats... Les cours souveraines ne pourront être composées que d'anciens magistrats tirés des tribunaux inférieurs sur la présentation que les états de la province feront à Sa Majesté de trois sujets. » (Trois ordres de Châlons-sur-Marne; tiers état de Troyes, 74; de Metz, 5; de Vannes, 8; de Dijon, 34; du haut Vivarais, 15; de Ponthieu, 24; noblesse de Péronne; clergé de Douai, etc.)

Les juges de paix, formant une juridiction tout à fait différente, devront être aussi nommés d'après d'autres règles.

Et d'abord, il n'entre dans la pensée de personne que chaque tribunal de paix puisse être composé d'un seul

magistrat ; chacun suppose que les fonctions de cette justice la plus usuelle seront déléguées à une commission.

On pourra faire nommer cette commission par les administrations provinciales sur la présentation des municipalités (Clergé de Lyon, d'Angoulême, de Mantes, noblesse du Vivarais, etc.) ; ou bien la composer des municipalités elles-mêmes (Tiers état de Nîmes, 20 ; de Toul, 22, etc.) ; ou mieux encore faire élire directement les juges de paix par les habitants des paroisses intéressées. Ce projet est le plus général. Le tiers état de Paris demande qu'il soit « choisi par les habitants, dans des arrondissements de cinq ou six bourgs ou villages, un certain nombre de notables, honorés de la confiance publique, lesquels jugeront sur-le-champ, sans frais et sans appel, les contestations journalières qui s'élèvent dans les campagnes, à l'occasion des rixes, des petits vols de fruits, des dommages faits aux arbres et aux récoltes, du glanage, des anticipations et entreprises des laboureurs sur les héritages voisins, et toutes les causes qui n'excéderont pas vingt-cinq livres ; ces notables pourront juger sans appel toutes les autres contestations où les deux parties consentiront à s'en rapporter à leur arbitrage (52) ; » celui de Lyon est d'avis que les juges de paix doivent être « élus dans la paroisse pour concilier les différents des habitants (18) ; » celui du Nivernais propose « qu'il soit nommé annuellement, dans chaque paroisse et en proportion de sa population, le nombre de prud'hommes qu'il conviendra... pour estimer sans

frais tous les dommages ruraux qui auront été commis dans leur territoire (art. 53); » celui de Rennes sollicite l'établissement « dans chaque paroisse, d'un tribunal de paix, renouvelé tous les ans, à la nomination des habitants, composé de cinq notables, jugeant à trois, lesquels, s'assemblant tous les dimanches, veilleront, sous l'inspection des juges du ressort, à l'exécution des règlements de police et au bon ordre, qu'ils maintiendront par des amendes limitées, ou autres peines légères et non infamantes; et videront, sur une simple demande, les contestations de salaires d'ouvriers, gages de domestiques, injures verbales, dommages causés par les bestiaux, et autres matières de ce genre, jusqu'à la somme de cinquante livres de principal; le tout, sans forme de procès et en dernier ressort (art. 122; *id.*, Vannes, 11; noblesse d'Agen, 24; *id.*, *passim*). »

Il est donc évident que, si le peuple consent à laisser au roi la nomination des magistrats auquel il n'a que rarement affaire, il tient à se réserver le choix de ceux qui doivent régler ses contestations de tous les jours. La question des nominations judiciaires se borne à trois demandes : suppression de la vénalité; nomination par le roi, sur la présentation populaire, des membres des tribunaux; élection par le peuple des juges de paix.

Quelque régulière que puisse être la future organisation matérielle de la justice, quelque prudence qui préside au choix des magistrats, cette double réforme demeurerait inutile ou incomplète si la loi ne devenait

pas uniforme comme les tribunaux, sage comme les juges. Il est temps que la variété des coutumes fasse place à l'unité de législation. Si la raison exige la conservation de certains usages locaux, il faut que l'exception porte sur le détail et non sur le principe de la loi.

La rédaction d'un code unique devant entraîner un temps considérable, exigeant d'ailleurs des connaissances spéciales, le roi sera prié de s'entendre avec les États généraux pour nommer une commission choisie parmi les magistrats les plus distingués du royaume, et chargés de préparer un projet qui sera soumis à la prochaine ou à la suivante assemblée des États généraux. (Grande majorité des cahiers.)

III

CARACTÈRE GÉNÉRAL DES DEMANDES RELATIVES À LA RÉFORME JUDICIAIRE

Maintenant, si, laissant à part le détail des demandes des cahiers, je recherche l'esprit du vœu d'ensemble relatif à la réforme judiciaire, il me semble voir que c'est le sentiment de la protection de l'accusé plutôt que celui de l'indépendance du juge.

Les cahiers recommandent sévèrement que personne

ne soit condamné sans avoir eu un défenseur ; qu'aucun jugement ne soit rendu qu'en public, rigoureusement et légalement motivé ; qu'une famille ne soit jamais punie pour la faute d'un de ses membres ; que la confiscation des biens du condamné soit rayée de nos lois ; que la question disparaisse sous toutes ses formes ; que la peine de mort ne soit infligée que très-rarement et ne puisse l'être sans un vote unanime ; « qu'elle se borne à la privation de la vie, et que tous ces supplices stérilement barbares qui répugnent aux mœurs d'une nation douce, et qui ont la funeste conséquence de détourner l'horreur du crime par la pitié qu'inspire le coupable, soient à jamais proscrits (Noblesse de Paris) ; » enfin, qu'on « supprime l'affreuse prétention où sont les cours de faire exécuter les condamnés à mort aussitôt après leur jugement », et qu'au nom de la justice et de l'humanité on « leur laisse le temps d'obtenir leur grâce. » (Gien, noblesse, 29 et 30; *id.*, unanimité des ordres.) Rien de plus doux, de plus hostile aux châtimens sanglants que le langage des cahiers. On croirait à les lire qu'un règne de paix va commencer, où la mort juridique n'apparaîtra qu'à de rares intervalles comme l'horrible punition d'un crime presque inqualifiable.

Les condamnés n'attirent pas seuls la commisération publique. Elle s'attache autant et plus encore aux prisonniers, quelquefois innocents, toujours malheureux. Il faut que les lieux où ils attendent leur jugement et où ils subissent leur peine soient installés d'une manière suffisante pour que leur santé n'ait pas à souffrir.

frir; il convient aussi qu'en punissant le coupable, on tâche d'amender son caractère, et que rien ne soit négligé de tout ce qui tendra à faire sortir le prisonnier de son cachot meilleur qu'il n'y est entré. (Majorité des cahiers, spécialement de ceux du clergé.)

Quoique cette mansuétude sentimentale ait le droit de nous étonner à la veille des massacres révolutionnaires, on ne peut qu'approuver la pensée qui l'inspirait. Je me demande seulement, ainsi que je le disais tout à l'heure, si les électeurs étaient aussi convaincus du besoin de sauvegarder l'indépendance des juges que de celui d'organiser la protection matérielle des accusés. Ce doute naît de deux remarques fâcheuses.

La première, c'est que, quoique la très-grande majorité des cahiers réclame l'immovibilité de la magistrature, quelques-uns cependant désireraient la voir amovible; ce vœu, fort exceptionnel, il est vrai, suffit néanmoins pour établir que l'opinion publique n'était pas aussi fortement prononcée sur la question de l'immovibilité de la magistrature que sur beaucoup d'autres. On ne trouve pas de cahiers qui demandent le maintien de la centralisation administrative; on en trouve qui demandent l'amovibilité des juges. (Tiers état de Marsan, 9; noblesse de Vermandois, *id.*, 31; Château-Thierry, 12, etc.)

En second lieu, l'institution la plus favorable à la liberté du jugement, le jury, est laissée par les cahiers dans un demi oubli singulier. Le clergé n'en parle presque jamais; le tiers état y songe quelquefois : les

électeurs de Rennes demandent si l'on ne pourrait « aviser aux moyens d'admettre le jugement par jurés (art 131) ; » ceux de Paris insistent dans le même sens (p. 55) ; ceux de Montpellier, de Marsan en Gascogne, du Forez, de Vannes, de Châlons, et de quelques autres baillages, en disent un mot, mais sans y attacher une grande importance. Les gentilshommes, plus souvent que leurs collègues des autres ordres, représentent la nécessité de faire juger un accusé par d'autres citoyens que par des magistrats quelquefois prévenus d'avance (Blois, 18) ; ils demandent assez souvent « que les pairs assermentés prononcent, en portant la main sur l'Évangile, par ces mots : *coupable, non coupable* ; qu'ils se retirent ensuite, et que les cours de justice prononcent l'absolution ou la peine (Dourdan, 23) ; » ils font des recommandations sérieuses sur le soin à apporter dans chaque juridiction « au choix des citoyens appelés à composer le jury, sur le droit à l'accusé d'en récuser au moins un tiers, sur l'utilité, en laissant aux jurés la question de fait, de réserver aux juges l'application de la loi. » (Vermandois, 30 ; Cotentin ; *id.*, *passim.*) Cependant, même dans les cahiers de la noblesse, l'idée du jury, la plus libérale de toutes celles qui s'appliquent à la justice, n'occupe pas la place qu'elle mérite. Les électeurs l'oublient, ou bien ils en parlent comme d'une chose ingénieuse plutôt que comme d'une institution nécessaire ; oubli et indifférence difficiles à expliquer autrement que par une erreur de sentiment ou d'intelligence sur la

nécessité morale et sur les moyens constitutionnels d'assurer le plus certainement l'impartialité et l'indépendance de la justice.

L'exact résumé des demandes sur la réforme judiciaire est fait en ces termes par le cahier de la noblesse de Saintonge :

« Nous enjoignons à nos députés de demander qu'il soit fait, dans l'administration de la justice civile, les réformes que nécessitent les abus qui s'y sont glissés. Nous n'en ferons pas ici la longue énumération : nous nous contentons d'insister pour que la justice soit rapprochée du justiciable; que l'usage des commissions extraordinaires et des évocations soit entièrement aboli, à moins qu'elles ne soient demandées par toutes les parties intéressées dans l'affaire à juger; que les droits de *committimus* soient à jamais abrogés; que les cours soient tenues de motiver leurs arrêts, et tous les juges obligés d'afficher à la porte du palais la liste des causes qui doivent être appelées dans le mois.

« Les lois criminelles ne doivent avoir pour objet que de servir d'exemple et de frein aux hommes que leurs mauvaises inclinations peuvent porter à nuire à leurs semblables; et la liberté et la vie d'un citoyen, quoique accusé, étant infiniment plus précieuses à la société que le châtement d'un coupable convaincu ne lui est profitable, nos députés demanderont une nouvelle ordonnance criminelle qui puisse garantir les citoyens des erreurs et de l'injustice des jugements. Ils insisteront surtout pour que tout homme prévenu de crime ait

un défenseur ; que la procédure soit publique, les arrêts motivés, et que la peine de mort soit réservée à l'assassinat ou autre crime équivalent : enfin, ils feront prendre en considération les avantages inestimables de la méthode du *juré*, qui fut jadis connue de nos ancêtres ; et, pour parvenir à cette réformation aussi importante que nécessaire, nos députés proposeront qu'il soit établi par les États généraux une commission composée de magistrats et autres personnes capables de toutes les classes, pour s'en occuper dans l'intervalle de la première à la seconde tenue. » (Noblesse de Saintonge, p. 19, 20 et 21.)

CHAPITRE X

AGRICULTURE ET INDUSTRIE

I. — AGRICULTURE. — Division de la propriété. — Baux. — Communaux. — Successions. Moyens d'augmenter la surface productive de la France. — Récompenses aux agriculteurs. — Liberté de vente et de circulation des grains. — Demandes diverses. — **II. INDUSTRIE.** — Liberté commerciale. — Privilèges des corporations. — Privilèges des ports. — Privilèges des grandes compagnies. — Privilèges des mines. — Suppression des douanes intérieures. — Poids et mesures. — Prêt à intérêt. — Agiotage. — Banqueroutes. — Administration et justice commerciales.

Ce chapitre n'a pas pour but de rechercher jusqu'à quel point l'avènement de la liberté et de l'égalité, le respect de la propriété, la suppression des privilèges, l'installation d'un impôt foncier unique et uniforme, la modification des droits de contrôle, la décentralisation administrative, la réforme des erreurs et des lenteurs de la justice, en un mot, tous les règlements généraux proposés par les cahiers peu-

vent et doivent augmenter la production nationale. Sa seule prétention est de rappeler quelles seront, aux yeux des électeurs, les conséquences spéciales de ces principes appliqués à l'agriculture et à l'industrie.

I

AGRICULTURE

Sur l'agriculture en elle-même, sur « le premier des arts et le principe de toutes les richesses » (Tiers état de Paris, 20), les cahiers contiennent beaucoup de ces phrases sonores que chaque manifestation publique voit se reproduire, toujours avec le même succès d'applaudissements, toujours aussi avec la même inefficacité pratique. Alors comme aujourd'hui, la question n'était pas de savoir si l'agriculture est une bonne chose, mais comment il faut s'y prendre pour la développer.

Le premier moyen et le plus essentiel adopté par les électeurs des trois ordres pour « attacher plus de sujets à la patrie... et faire fleurir l'agriculture, » est la faveur accordée à la division de la propriété. (Noblesse de Lyon, 23; *id.*, unanimité des cahiers.) Cette division sera recommandée, non-seulement dans la propriété, mais encore dans l'exploitation. « Le même fer-

mier ne pourra exploiter plus de quatre charrues. » (Noblesse de Crépy, 5 ; tiers état de Valenciennes, etc.) « Les fermiers qui réunissent sous la même régie une grande quantité de terres, au détriment de l'agriculture et des cultivateurs, supporteront la majeure partie de l'impôt, dont lesdits cultivateurs peu riches seront soulagés. » (Noblesse et clergé de Dourdan.) « La réunion de plusieurs fermes en une diminue en apparence les charges du propriétaire ; mais elle détruit l'espoir du laboureur pour placer ses enfants. Elle détruit la population des bourgs et paroisses ; elle ôte l'abondance des bestiaux et des engrais ; elle diminue par une suite nécessaire le produit en grains de toute espèce ; l'intérêt de l'État exige donc que l'on ne puisse composer à l'avenir toute exploitation de plus de trois cents arpents au total. » (Étampes, tiers état, 27 ; Paris, *id.* ; Provins, *id.*, etc.)

Par la même raison, c'est-à-dire pour augmenter le nombre des hommes attachés au sol par un travail durable, les baux à long terme seront favorisés. La noblesse de Troyes « demande que les baux de longue durée, étant un des moyens les plus sûrs d'améliorer les terres, il soit permis à tout particulier d'en faire de dix-huit à vingt-sept ans, sans payer de plus forts droits au fisc » (art. 78). Le tiers état de Rennes dit dans le même sens : « La faculté de prolonger les baux des biens de campagne au delà de neuf ans, sans donner ouverture aux droits seigneuriaux et fiscaux, sera accordée comme un moyen d'améliorer la condition des

fermiers, d'encourager l'industrie et les entreprises d'agriculture. » (Rennes, art. 150.)

Tout propriétaire qui voudra renvoyer son fermier sera tenu « de lui faire donner congé avant le 1^{er} septembre qui précédera la récolte. » (Noblesse et tiers état de Péronne, 27; *id.*, majorité des cahiers.)

On aura soin de partager entre les habitants des paroisses les biens communaux (Noblesse de Lyon, 23; *id.*, Berry, 23; *id.*, Bugey, 23; tiers état de Rennes, art. 145; du Cotentin; *id.*, *passim*); de ne pas vendre autrement qu'en détail les portions du domaine royal et des biens ecclésiastiques qui seront aliénés; de prescrire la régie en fermes séparées des fractions de ces mêmes biens que l'État administrera lui-même. (Unanimité.)

En fait de division des propriétés, la question capitale est celle des successions; c'est pourtant celle dont les cahiers parlent le moins; à peine quelques-uns la traitent-ils d'une manière précise.

« Tous les biens meubles et immeubles seront à l'avenir également partagés, dans toute l'étendue du royaume, entre les héritiers, sans aucune distinction de droit d'aînesse, attendu que la grande inégalité de fortune qui résulte du contraire est vexatoire pour les individus et préjudiciable au bien général. »

« La loi des substitutions sera abolie comme injuste, en ce qu'elle frustre les créanciers; et comme absurde, en ce qu'elle lie les vivants par la volonté des morts. » (Anjou, tiers état, 41.)

« Il est conforme aux mœurs et aux principes du tiers état, du moins dans la partie de la France où le bailliage de Nemours est situé, que les pères aiment leurs enfants avec une entière égalité et croient avoir des engagements semblables envers des êtres également sensibles, assiégés de pareils besoins, nés d'un même sang et fruits d'un même amour; quels que puissent donc être les biens que l'intérêt public et son propre avantage lui auront fait acquérir, il demande qu'il soit déclaré qu'aucun de ses enfants n'aura moins à y prétendre qu'un autre. » (Tiers de Nemours, t. II, 222.)

La ville de Versailles émet le vœu « que dès à présent le roi soit supplié d'ordonner que le droit d'aînesse, les privilèges de la masculinité, tant en directe qu'en collatérale, soient abrogés et supprimés. » (Tiers de Versailles, cité par celui de Voisins-le-Bretonneux.)

Les électeurs du Nivernais demandent « que l'article de la coutume du Nivernais qui exclut les sœurs et leurs descendants des successions collatérales, au profit de leurs frères et des enfants de leurs frères, soit supprimé comme établissant une préférence réprouvée par le droit naturel. » (Tiers du Nivernais, 48.)

Les textes aussi positifs sont rares; je m'en étonne, car le ton général des cahiers, et tout spécialement l'importance qu'ils attachent à la division de la propriété, ne permettent pas de considérer leur avis en cette matière comme douteux. Pourquoi donc en parlent-ils si peu? Faudrait-il admettre qu'après avoir sollicité tant de réformes, la plupart d'entre eux n'o-

sent porter la main sur le droit d'aînesse ? Ce serait une opinion peu sérieuse. Devrait-on penser tout simplement que les rédacteurs se sont laissé entraîner par les considérations accessoires au point d'oublier la principale ? C'est plus admissible, quoique que la généralité d'un pareil oubli soit très-singulière. Quoi qu'il en soit, on est obligé de reconnaître que le principe actuel de la loi des successions, la division égale des héritages entre les enfants du même père, ne ressort qu'indirectement du texte habituel des cahiers de 89.

Après le vœu relatif à la division de la propriété, les cahiers en formulent beaucoup d'autres sur l'agriculture en général.

L'Assemblée nationale ne négligera rien pour accroître la surface productive du sol français ; elle fera des règlements pour que les terres actuellement en friche soient mises en valeur et pour qu'on dessèche les marais. (Tiers état de Nîmes, de La Rochelle ; noblesse de Clermont ; clergé du Forez, d'Auxerre, etc.). Elle prendra des mesures pour que la culture soit dirigée de préférence vers la production la plus utile au peuple, celle des céréales ; pour « remédier à la manie de la plantation des vignes dans les lieux qui n'y sont pas propres, » ou qui pourraient donner du blé. (Tiers état de Toul, 36 ; clergé d'Auxerre.)

Depuis le début du chapitre, nous voyons percer une fâcheuse tendance : celle de la réglementation par l'État du mode de jouissance des propriétés ; les exemples n'en sont malheureusement pas rares. A ceux déjà

cités, on en peut ajouter d'autres. Le clergé de Melun demande « une loi pour obliger les propriétaires » des terrains en friche « à les cultiver, ou à les laisser cultiver par ceux qui en auront la volonté (22). » Le tiers état de Meudon « pense qu'il faudrait ordonner que tout propriétaire, laboureur, fermier, cultivateur ou autre, faisant valoir un héritage et récoltant les diverses productions de la terre qui servent à la nourriture des hommes et des bestiaux, fût tenu, dans la quinzaine au plus tard de la perfection de ses récoltes, de déclarer et de signer sur le registre qui sera tenu à cet effet au greffe de la municipalité de sa paroisse, la quantité de gerbes de grain, de bottes ou quintaux de foin, de muids ou pièces de vin ou cidre qu'il aura récoltée. » (36). Celui de Dourdan propose « qu'au moment où le blé-froment aura atteint dans les marchés le prix de vingt-cinq livres le setier, il soit défendu à tous laboureurs d'en acheter, si ce n'est pour leur subsistance. » (25, *id.*, *passim.*)

Les demandes prohibitives sont fréquentes; cependant elles ne constituent pas la règle générale. Plus nombreuses sont celles qui tendent à l'amélioration agricole par la voie de l'encouragement et « des récompenses. » (Tiers état de Troyes.) Ces faveurs consisteront en « diminution d'impôts, » et en « distinctions honorables accordées aux agriculteurs qui les auront le plus méritées. » (Tiers état de Nérac.) Pour cela, on établira des « bureaux » spéciaux dans les provinces (Tiers état et noblesse de Péronne); ou bien on

s'en rapportera aux États provinciaux (Tiers état de Rennes); ou bien encore on chargera « la voix publique et le libre suffrage » de désigner les agriculteurs qui méritent le plus encouragement et récompense. (Tiers état de Nîmes, 37; *id.*, Paris, Vermandois, La Rochelle, Montpellier; clergé de Paris, Vitry, Auxerre, Saumur, Dourdan, etc.)

La noblesse de Vermandois résume en trois lignes la pensée générale sur la question du progrès agricole, lorsqu'elle émet le vœu suivant : « 1^o faciliter les moyens de propager les animaux servant à l'agriculture; 2^o accorder des primes à ceux des cultivateurs qui se distingueront dans tous les genres; 3^o engager les seigneurs à diviser leurs grandes propriétés. »

La liberté de cultiver, c'est-à-dire de produire, amène naturellement celle de vendre, c'est-à-dire d'échanger. Pour que la vente soit libre, il faut que le transport le soit. Les trois ordres sont d'avis « que la denrée de première nécessité, celle sur laquelle repose la tranquillité publique, ne doit être grevée d'aucune imposition, et que la liberté indéfinie de la circulation dans le royaume doit être accordée pour tous les grains. Ils pensent que les lois à porter par les États généraux sur cette partie importante ne doivent regarder que l'exportation de cette denrée à l'étranger. » (Noblesse de Montargis; *id.*, unanimité.) Cette dernière mesure, l'exportation, ne sera permise que sur l'avis des États provinciaux, et seulement quand il sera prouvé que la France possède plus de blé qu'elle n'en a besoin

pour sa consommation. (Tiers état de Rouen, art. 76; *id.*, unanimité.)

Avant de conquérir le monde, le principe libéral voudrait commencer par régner dans l'intérieur du pays qui lui donne naissance. Je soupçonne beaucoup de mes compatriotes et contemporains de ne pas blâmer outre mesure la modestie de cette prétention.

Faut-il, après cela et avant de finir notre examen agricole, énumérer mille demandes accessoires? l'obligation imposée aux villes d'entretenir des greniers suffisants pour conjurer les malheurs d'une disette (unanimité); l'amélioration des chemins vicinaux (Tiers état de Calais et Ardres, 24; *id.*, unanimité); leur entretien et celui des grandes routes au moyen de contributions prélevées « sur les voyageurs et voituriers » (Noblesse d'Auxerre, de Senlis, etc.); la demande que les troupes ne soient pas placées « uniquement dans les villes, » mais qu'on « vivifie aussi par ce moyen les villages éloignés qui ont des fourrages et des denrées à vendre, et qui manquent de chemins et de débouchés » (Tiers état de Toul, 36); la faculté de profiter librement de tous les « engrais de mer » (Tiers état du Cotentin); la suppression des obstacles qui gênent la circulation des cours d'eau (Noblesse de Vermandois, Saint-Quentin, Agen); la multiplication des écoles vétérinaires (unanimité); enfin la suppression des haras, « la liberté rendue à toute personne de tenir des étalons, » avec cette réserve « que néanmoins, pour améliorer l'espèce, il sera fait tous les ans une assem-

blée de commissaires, nommés par l'arrondissement, pour inspecter, avec un élève vétérinaire, les chevaux qui leur seront présentés, approuver ceux qui auront les qualités requises et rejeter les autres ? » (Tiers état de Calais et Ardres, 27; *id.*, noblesse de Beauvais, 18; d'Orléans, 21; d'Auxerre, etc., unanimité.)

Ce détail n'est point nécessaire pour établir les principes agricoles énoncés dans les cahiers, savoir : la division de la propriété et de l'exploitation, l'encouragement des baux à long terme, l'organisation d'un système de récompenses spécialement destinées à l'agriculture, et la liberté du commerce intérieur. Ce dernier vœu concerne l'industrie aussi bien que l'agriculture.

II

INDUSTRIE

« Le commerce n'a plus besoin d'éloges; ses avantages sont connus, et il fait aujourd'hui un des objets les plus essentiels de la politique des États; il ne demande donc que liberté et secours. » (Tiers état de la ville de Paris, 27.)

« La liberté étant l'âme du commerce, on doit d'autant plus s'occuper de la lui procurer que c'est à lui que nous devons nos jouissances, et les richesses qui

donnent à un État la supériorité sur un autre. » (Noblesse d'Angoulême, 23.)

« La liberté nationale ne devant avoir de limite qu'autant qu'elle commencerait à nuire aux droits de la société, il résulte que la faculté de travailler, de produire, d'échanger et de consommer, en émane, et que la loi doit favoriser toute liberté de commerce, d'industrie et d'exploitation. » (Tiers état de Pont-à-Mousson, 37.)

Ces extraits nous indiquent que, dans la pensée des électeurs, rien n'est plus important pour la prospérité de l'État que celle du commerce; rien n'est plus essentiel à la prospérité du commerce que la liberté.

La liberté industrielle s'établira d'abord par le droit de chaque citoyen, « de quelque ordre et de quelque classe qu'il soit, » à exercer « librement telle profession, art, métier et commerce qu'il jugera à propos. » (Tiers état de Paris.) Les nobles, à l'avenir, pourront faire le commerce sans déroger (unanimité des cahiers de la noblesse), même le commerce de détail. (Noblesse de Quercy, 16.) Le négoce ne sera interdit qu'aux ecclésiastiques, parce que l'amour du gain paraît inconciliable avec la sainteté du caractère sacerdotal. (Unanimité des cahiers de Bretagne; *id.*, *passim*.)

La liberté commerciale se complétera par la suppression de tous les obstacles qui l'ont entravée jusqu'à présent. Ces obstacles sont surtout : les privilèges industriels; les douanes intérieures; les lois sur le prêt à intérêt.

Les principaux privilèges industriels sont ceux des communautés d'arts et métiers, des ports de mer, des grandes compagnies commerciales et des mines.

A propos des corporations ouvrières, on retrouve dans les cahiers quelques traces de cette méfiance inintelligente qui, au moment de leur suppression temporaire par Louis XVI, en avait fait solliciter la conservation. Cependant, la demande de leur abolition définitive est plus fréquente que le vœu contraire. « L'opinion la plus générale du tiers état est que toutes les jurandes soient supprimées. » (Tiers état de Troyes, art. 106; *id.*, Bourg et majorité des cahiers.)

La franchise de certains ports de mer, au détriment de tous les autres, est sérieusement attaquée. Les députés, à cet égard, ne demanderont pas tant l'exemption des droits pour les villes qu'ils représentent, que l'obligation pour les villes rivales d'acquitter les mêmes droits. Il est juste, nous dit entre autres le tiers de Calais, « que les franchises des ports, notamment de ceux de Marseille, Bayonne et Dunkerque, soient abrogées, comme destructives des manufactures nationales, du commerce des villes voisines et des droits du fisc. » (29.) Nombre de bailliages maritimes formulent un vœu analogue. (Rouen, Cotentin, Nantes, La Rochelle Vannes, Montpellier, etc.)

Les compagnies des Indes, du Sénégal, et, dans un autre genre, du roulage et des messageries, sont l'objet d'une réprobation à peu près universelle; mais, le monopole contre lequel l'opinion s'élève avec le plus

de force est celui des mines de charbon. Chacun réclame « l'abolition de ces concessions trop fréquentes qui, en assimilant, contre tous les principes, les carrières de terre aux mines, dépouillent les propriétaires de leurs héritages, » abus auquel est dû « le renchérissement du charbon de terre dans les provinces où la rareté du bois à brûler se fait sentir depuis longtemps. » (Tiers état de Lyon, 34; *id.*, clergé de Lyon, 14; tiers état du Forez, 5; clergé du Forez, 3; tiers état de Limoges, 15, etc.)

L'animosité contre ce privilège avait acquis dès longtemps une vivacité dont un fait, peu antérieur à la convocation des assemblées électorales, permettra de juger. Le marquis d'Osmond, concessionnaire de mines de houille auprès de Saint-Etienne en Forez, ayant demandé à l'assemblée provinciale l'autorisation de construire à ses frais un grand chemin qui, en lui facilitant l'accès d'un port sur la Loire, desservirait plusieurs paroisses, cette autorisation, malgré l'avantage évident; au point de vue de l'intérêt public, de l'existence de ce chemin, lui avait été péremptoirement refusée, d'abord par la commission intermédiaire, puis par l'assemblée départementale, puis enfin par l'assemblée provinciale, attendu que les membres de ces assemblées auraient cru manquer à leur devoir en paraissant reconnaître, même par une création utile, le principe du monopole le plus odieux.

La deuxième suppression indispensable à la liberté du commerce est celle des douanes intérieures.

« Tous les citoyens étant frères, toutes les provinces étant sœurs, les droits de passage d'une ville à l'autre, cette diversité d'entrées et de sorties, cette accumulation de règlements bizarres qui obstruent de tant de manières la circulation et qui mettent tant d'entraves à la propriété du commerce intérieur, doivent disparaître par le reculement de toutes les barrières aux frontières du royaume, et par l'établissement d'un tarif uniforme déjà vivement sollicité par les états généraux de 1614. » (Clergé de Melun, 24.)

L'unanimité de cette demande est contredite en apparence par les cahiers de Lorraine, d'Alsace et des trois évêchés. En effet, ces provinces réclament la conservation des barrières entre elles et la France; mais cette différence n'est pas une contradiction. Les pays dont nous parlons ayant beaucoup de rapports avec l'Allemagne dont aucune douane ne les séparait, et fort peu avec la France du côté de laquelle étaient les barrières, ils aimaient mieux conserver la douane où elle était que de la voir transportée dans un lieu où elle leur serait plus onéreuse. Ainsi, quoique la demande parût contraire, le vœu des électeurs au fond était le même. (Voir noblesse de Nancy, 24 et 25; cahiers de Metz, de Toul, de Pont-à-Mousson, etc.)

L'uniformité des poids et mesures est demandée par tous les cahiers ¹.

1. Voir, aux *Pièces justificatives*, dans la note relative aux droits féodaux, le paragraphe concernant les mesures pour les grains usitées dans une seule seigneurie.

Aux obstacles matériels s'en joignait, pour le commerce, un autre d'autant plus grave, qu'il se compliquait de considérations morales. L'Église, en 89, n'avait encore rien relâché de la rigueur de ses lois sur l'immoralité du prêt à intérêt; l'État n'avait pas osé se mettre en lutte avec elle. Il était clair cependant que, le jour où l'argent devenait une marchandise comme une autre, les règlements relatifs à sa jouissance ne pouvaient demeurer ce qu'ils avaient été dans le temps où, chacun ne possédant que le numéraire indispensable à son usage, l'intérêt payé par le débiteur était nécessairement un morceau de son pain arraché par le créancier. Ce qui résultait de l'impossibilité légale du prêt à intérêt, c'était une pratique nécessaire et permanente de l'usure. Un pareil état de choses ne pouvait se tolérer; la loi civile devait s'entendre avec la religion pour le supprimer ou le modifier. Chacun le pensait et demandait que la fixation d'un taux légal déterminât « une ligne de démarcation entre le prêt légitime et l'usure. » (Tiers état de Troyes; *id.*, unanimité du tiers état et de la noblesse.) Le clergé, sans s'expliquer formellement à cet égard, autorisait quelquefois le « placement des fonds sur obligations ou à modiques intérêts. » (Colmar et Schelestadt, 22; *id.*, Rouen, 14; Autun, 7; Bourbonnais, 15, etc.) Souvent il n'en disait rien; par-dessus tout, il exigeait « qu'il ne fût rien statué sur cette question, sans que l'on n'eût pris au préalable l'avis du clergé. (Rodez.)

Plus dangereux encore que l'usure sont les moyens

immoraux de faire fortune, que la loi ne peut presque jamais atteindre, et que la conscience publique, à défaut de vengeance, n'accable que de son mépris. Les cahiers sont remplis de plaintes contre *l'agiotage*. Il faut faire des lois contre cet abus aussi funeste aux particuliers qu'à l'Etat. Quelles lois? Personne ne le dit; mais ce que tout le monde pense, c'est qu'une répression, et une répression sévère, satisferait les honnêtes gens. Si l'ensemble des spéculations déloyales ne peut être légalement puni, il est au moins une circonstance dans laquelle la loi ne risque pas de s'égarer, celle de la faillite ou banqueroute frauduleuse. Peu de délits sont aussi graves; aucun ne saurait l'être davantage, en ce sens que les immoralités, dont l'insuccès mène à la banqueroute, conduisent, lorsqu'elles réussissent, à la fortune, bien plus, à la considération. Puisque la banqueroute seule, dans toute une catégorie d'actes ignobles, offre un corps de preuves à la loi, celle-ci doit la punir avec une rigueur qui montre à quel point elle déteste toutes les infamies dont le but est de s'enrichir aux dépens de la bonne foi publique.

Tout d'abord, il n'y aura plus de droit d'asile, plus « de lettres d'Etat, surséances et sauf-conduits qui donnent aux débiteurs un moyen de se soustraire à la poursuite de leurs créanciers. » (Noblesse de Beauvais, clergé de Lyon, d'Autun, trois ordres d'Auxerre; *id.*, unanimité.) « Tout failli sera privé de la faculté de remettre son bilan... tant qu'il ne se sera pas constitué prisonnier. » (Tiers état de Limoges, 15; *id.*, Metz,

Saint-Quentin ; noblesse d'Agen, Bar-sur-Seine, Vermandois, etc.) S'il cherche à se cacher ou à faire des recouvrements, il sera considéré comme banqueroutier frauduleux (Tiers état de Paris, Lyon, Troyes, Nevers, etc.), c'est-à-dire comme coupable d'un crime digne du châtement le plus rigoureux. « Les banqueroutiers frauduleux seront tenus de porter une marque distinctive de la flétrissure qu'ils méritent. » (Tiers état de Pont-à-Mousson, 41; *id.*, noblesse du Poitou, 22; tiers état du Nivernais, etc.) Leurs noms seront inscrits sur des tableaux publics; la moindre peine qu'ils subiront sera d'être à tout jamais déclarés incapables d'exercer le commerce ou des fonctions publiques. (Tiers état de Troyes, Lyon, Saint-Quentin, etc.) Ils pourront être « condamnés au fouet et à la marque, et à la réclusion pour dix ans. » (Noblesse de Lille, 39.) Enfin la loi ne reculera pas devant les peines les plus sévères, c'est-à-dire les galères perpétuelles (tiers état de Lyon), ou même la mort. (Tiers état de Mantes et Meulan, 42; *id.*, *passim.*)

Le commerce, ayant son existence à part, doit avoir aussi son administration, sa justice distinctes de celles de l'État. On créera « un bureau royal de commerce, composé en nombre égal de ministres et de conseillers d'État, d'inspecteurs généraux et de députés du commerce. » (Tiers état de Saint-Quentin, 12.) Ce bureau, siégeant auprès de la cour et de l'assemblée nationale, aura pour objet de donner son avis sur toutes les matières intéressant l'industrie française, telles que

les règlements intérieurs à accepter, ou les traités de commerce à conclure avec les puissances étrangères; il sera lui-même éclairé par les conseils et les délibérations d'assemblées, composées essentiellement de négociants et d'ouvriers, et installées dans chaque grande ville industrielle. (Tiers état de Paris, de Rennes, etc.)

La surveillance des intérêts et règlements commerciaux sera spécialement confiée à la justice consulaire, institution déjà existante, agréable au peuple par son origine, et digne de son affection par la sagesse et l'impartialité dont elle a toujours fait preuve. Les consulats seront, en outre, chargés de la justice commerciale. Ils auront le droit de juger en dernier ressort jusqu'à quinze cents livres (Tiers état de Reims, 20), deux mille livres (Tiers état de Ponthieu, de la Rochelle, de Nérac), ou même trois mille livres, « somme qui répond à celle de cinq cents livres qui leur fut attribuée au milieu du xvi^e siècle. » (Tiers état de Nîmes, 22; *id.*, *passim*.) Leurs sentences seront exécutoires dans tout le royaume, sans avoir besoin « de placet, visa, ni *pareatis*, » c'est-à-dire d'une sanction du gouvernement. (Tiers état de Dunkerque, de Metz; *id.*, unanimité.)

Les villes qui n'ont pas encore de juridictions consulaires pourront en obtenir quand le commerce français le demandera pour elles. (Tiers état de Vitry-le-François; *id.*, unanimité.)

En un mot, et pour emprunter, ici comme en d'autres questions, notre résumé aux cahiers eux-

mêmes, « les États généraux assureront le commerce de la France par l'égalité, la liberté, la facilité, la sûreté, la dignité.

« Pour l'égalité, qu'il soit fait un examen approfondi des traités de commerce avec les nations étrangères...

« Pour la liberté, qu'il soit fait un examen des privilèges exclusifs de la compagnie des Indes, et de tous privilèges particuliers, pour supprimer ceux contraires à l'intérêt public, et qu'il n'en soit accordé que pour les inventions utiles et reconnues telles par les administrations de provinces, mais qui ne seront que pour dix ans...

« Pour la facilité, qu'il soit sollicité un tarif général, précis, de tous les droits d'entrée et de sortie du royaume, combiné avec un intérêt plus ou moins réel que peut avoir le commerce de France à écarter ou à recevoir certaines productions étrangères, à retenir ou à faire écouler certaines productions nationales... Qu'il n'y ait... qu'un poids et une mesure uniformes dans tout le royaume; qu'il y ait un prompt établissement de courriers pour le transport des lettres.

« Pour la sûreté,... qu'il soit arrêté qu'aucun ordre ministériel ne pourra plus, à l'avenir, contrarier, modifier ou suspendre l'exécution des lois qui seront établies pour le commerce. Il sera permis aux administrations des provinces, aux chambres et compagnies de commerce, de faire entendre leurs réclamations par mémoires et députés, lorsqu'ils croiront les intérêts du commerce compromis.

« Pour la dignité du commerce,... on s'occupera de tous les moyens possibles de détruire les stériles et détestables spéculations de l'agiotage. » (Noblesse de Lyon, 27.)

Liberté, ici comme toujours, c'est le vœu de la France. L'expression peut en être monotone ; mais ce perpétuel retour, pour toutes choses, au principe de l'indépendance individuelle et collective, nous donne l'exacte mesure de ce que pensaient et voulaient nos pères, et nous conduit tout naturellement au résumé général de la grande œuvre qu'ils imposaient, en mars et avril 89, à leurs représentants.

CHAPITRE XI

RÉSUMÉ

I. RÉSUMÉ GÉNÉRAL DES CAHIERS.—Mandat impératif.—Constitution. — Privilèges. — Egalité. — Liberté. — Clergé. — Impôts.—Administration.— Justice.—Agriculture et commerce. —Divergences d'opinion entre les ordres.— **II. CE QU'ÉTAIT LA LIBERTÉ EN 89.**— Ce qu'accordait le roi.— Ce que demandait la France. — **III. CE QU'EST LA LIBERTÉ AUJOURD'HUI.** —CONCLUSION.

I

RÉSUMÉ GÉNÉRAL DES CAHIERS

Les cahiers de 89 renferment l'expression de la volonté du pays; cela n'est pas douteux.

Leur premier caractère est le ton impératif des instructions remises aux députés par leurs électeurs; cet ordre, mûrement réfléchi par ceux qui le donnent, sincèrement accepté par ceux qui le reçoivent, ne tend

à rien moins qu'à une réforme complète des institutions nationales.

Les bases de cette réforme seront l'égalité et la liberté. La réforme elle-même ne s'accomplira pas par une destruction radicale, mais par une modification profonde.

La royauté cessera d'être absolue pour devenir constitutionnelle ; le pouvoir législatif, au lieu d'appartenir au roi seul, sera, entre la nation et lui, l'objet d'un partage qui assurera à la première la faculté de discuter, de rédiger, de voter la loi, et laissera au second le droit de la sanctionner et promulguer. Ce droit fera partie des attributs du pouvoir exécutif, dont le roi sera essentiellement chargé, en dehors de toute surveillance nationale. La France se réserve un mode de contrôle plus digne de tous deux, en dominant les actes du gouvernement par l'octroi de l'impôt. Pour administrer le pays, pour accomplir les entreprises publiques, pour faire la guerre, le roi aura besoin d'argent ; cet argent ne pourra être que le fruit de l'impôt, et cet impôt lui-même ne sera librement accordé par la nation qu'autant qu'elle approuvera le compte rendu des dépenses déjà faites, l'exposé des dépenses à faire, et qu'elle confiera le produit de ses contributions à des agents responsables.

Une assemblée périodique, librement élue, constituera la représentation de la France. Tous les citoyens, à quelque classe qu'ils appartiennent, auront droit égal à s'y faire représenter.

Monarchie constitutionnelle, États généraux périodiques, lois faites par la nation et sanctionnées par le roi, pouvoir exécutif au roi seul, droit de voter l'impôt à la nation seule, responsabilité ministérielle ; voilà les points essentiels de la constitution nouvelle, les modifications principales que l'avènement de la liberté et de l'égalité fera subir au gouvernement politique.

Non moins profondes seront celles introduites dans la vie civile.

Aujourd'hui, dans l'ancien régime, tout est privilège ; demain, dans le nouveau, tout doit être égalité. Par conséquent, les faveurs accordées jusqu'ici à une classe, à une province, à une ville ou à une profession, seront supprimées. Celles dont l'exercice n'est justifié par aucun titre légal disparaîtront sans indemnité ; celles dont la loi autorisait la possession seront soumises à une expropriation dont les États généraux fixeront le chiffre. A l'avenir, tout Français, quels que soient la classe dans laquelle il sera né, le métier qu'il exercera, le lieu où il établira son domicile, sera armé des mêmes droits et astreint aux mêmes devoirs.

A quoi serviraient ces droits, comment s'accompliraient ces devoirs, si le citoyen était empêché d'agir ? Le premier besoin de l'homme et du citoyen est la liberté, étendue aussi loin que le permettront la morale et la tranquillité publiques. Une seule borne doit lui être assignée, mais celle-là avec une rigueur inflexible : l'obéissance à la loi. Chacun possède toute la liberté possible, s'il n'a d'autre maître qu'une loi à la confec-

tion de laquelle il a contribué lui-même par l'élection des députés aux États généraux, qui seuls ont le droit de la faire.

La France n'aime pas l'égalité plus que la liberté. Seulement, elle se trompe dans l'importance qu'elle attache à chacune d'elles; elle regarde souvent la liberté comme une conséquence naturelle et nécessaire de l'égalité, au lieu de ne voir en cette dernière qu'une des formes possibles à concilier avec l'existence libérale.

L'application de ces principes généraux entraîne beaucoup de réformes accessoires, dont les plus importantes sont :

En premier lieu, celle de l'organisation matérielle du clergé. Il est temps que la scandaleuse inégalité des revenus ecclésiastiques disparaisse, que les curés de campagne reçoivent des secours proportionnés à leurs besoins, que les dignités religieuses cessent d'être le partage à peu près exclusif des hommes de cour, et que l'institution monastique soit rappelée à l'esprit de ses fondateurs.

Le clergé avoue la nécessité d'une réforme; il réclame seulement la faculté de l'accomplir lui-même pour tout ce qui concerne la discipline et les lois ecclésiastiques.

La tendance philosophique égare souvent les esprits laïques au sujet de la question religieuse. Nombreux sont les cahiers qui engagent les États généraux à rendre des décrets sur la discipline ecclésiastique; plus

nombreux encore ceux qui demandent une aliénation générale ou partielle des biens du clergé. Dans ce vœu, il y a beaucoup d'hostilité à l'Église ; on ne peut nier ce mauvais sentiment, surtout de la part de la noblesse ; mais il y a aussi besoin de trouver une ressource propre à conjurer la détresse de l'État. Cette nécessité explique, sans la justifier, la demande d'aliénation des biens de l'Église.

Les besoins publics sont immenses, et l'impôt que vont voter les États généraux ne pourra sans doute y suffire, parce que le remaniement des contributions publiques aura plutôt pour résultat la régularisation de leur répartition et de leur recouvrement qu'un supplément de ressources pour le trésor. Où faut-il recourir ? L'esprit irréligieux propose un remède ; la générosité d'un grand nombre d'électeurs en signale un autre non moins reprochable, malgré la pensée charitable qui l'inspire. La majorité de la nation, clergé et noblesse autant au moins que tiers état, consentira, dans le cas où l'impôt régulier demeurerait insuffisant, à retourner en faveur du pauvre le principe du privilège appliqué jusqu'à présent au riche, et ne reculera pas devant l'établissement d'un impôt proportionnel et progressif.

La question de l'impôt touche à celle de l'administration ; en effet, la répartition des contributions publiques s'opère presque partout suivant la volonté du pouvoir central siégeant à Paris et gouvernant les provinces par l'entremise d'agents subalternes, salariés

et amovibles. Ce mode d'administration sera détruit. L'indépendance individuelle et la liberté politique ne sauraient combattre avec trop d'énergie une institution dont le premier effet est l'annihilation de l'individu devant l'État. En tout et pour tout, l'influence locale sera substituée au despotisme de la centralisation. Actuellement l'unité existe dans l'administration, la variété dans la loi ; la France veut précisément le contraire : décentralisation administrative, uniformité légale.

L'établissement de l'unité légale, entraînant une nouvelle rédaction de tous les codes, civil, criminel et de procédure, ne peut être sagement réalisé que par le travail approfondi d'une commission de jurisconsultes qui soumettront leur œuvre, lorsqu'elle sera prête, aux États généraux. Ce que ceux-ci peuvent accomplir sans retard, c'est la réforme de l'organisation des tribunaux. Juridiction, nombre et compétence des cours judiciaires, mode d'arriver aux places de magistrature, tout est à changer. Les députés voteront le rapprochement de la justice des justiciables, la régularisation des frais des procès, l'extension des compétences de première instance, la création des justices de paix, et l'abolition de la vénalité des charges.

Enfin, quand les grands principes de liberté et d'égalité auront été implantés au cœur de l'État, et introduits dans les diverses parties de la vie civile, l'agriculture et le commerce attireront à leur tour les regards des législateurs. La division de la propriété sera favo-

risée, la richesse nationale stimulée par des encouragements en même temps que garantie par des prohibitions. Toutes les professions s'ouvriront à tous ; toutes les provinces communiqueront librement entre elles ; le prêt légal remplacera l'usure, et si, trop souvent, la fraude en matière commerciale ne peut être atteinte, elle sera au moins punie avec la dernière rigueur lorsque, par le fait de la banqueroute frauduleuse, elle tombera sous le coup de la loi.

Les ordres sont d'accord sur tous les points essentiels, excepté trois : 1^o le vote par tête repoussé par la majorité de la noblesse ; 2^o la liberté de la presse redoutée par la totalité du clergé ; 3^o la vente des biens de l'Église réclamée par un grand nombre d'électeurs laïques.

Sur les deux premiers points, la diversité d'opinion n'est pas radicale : la noblesse voudrait conserver une distinction honorifique des ordres pour sauvegarder sa propre existence ; mais elle ne s'oppose pas à l'égalité politique, puisqu'elle reconnaît au tiers état des droits civiques semblables aux siens ; elle ne rejette pas l'égalité civile, puisqu'elle abandonne ses privilèges. Le vote par ordre demeure donc pour elle une question d'amour-propre survivant à un sacrifice librement consenti ; subtilité digne de gentilshommes, auxquels, suivant un mot de Tocqueville, *il n'a manqué, pour faire eux-mêmes la révolution, que d'être roturiers.*

De son côté, le clergé, en s'élevant contre la liberté de la presse, ne cherche ni à combattre le principe

libéral en lui-même, ni à maintenir le peuple dans l'ignorance. Ses cahiers, sur la question de l'esclavage et sur celle de l'éducation, sont supérieurs à ceux des autres ordres. L'Église redoute l'application exagérée d'un principe bon en lui-même; voilà tout.

Quant à la troisième exception, l'hostilité fréquente des électeurs laïques contre les monastères et leurs biens, il me paraît impossible d'admettre, sur ce point, union quelconque entre les ordres. Je sais que le tiers et la noblesse demandent que le catholicisme soit proclamé religion de l'État; je sais aussi que le clergé reconnaît l'urgence d'une réforme dans les monastères et consent même à la suppression d'une partie d'entre eux; mais cet accord ne suffit pas à cacher, au sujet de la religion, une différence profonde dans la pensée intime des ordres. Aux yeux de tout homme sensé, il demeurera acquis, je crois, que la question religieuse en général et celle des biens d'Église en particulier est la seule sur laquelle existe un antagonisme positif, radical, entre les ordres, mais que le langage général des cahiers sur ce point annonce les excès révolutionnaires.

II

CE QU'ÉTAIT LA LIBERTÉ EN 89

Après cette brève analyse matérielle des cahiers, je reviens au but spécial de mon étude : la recherche de l'état et de l'esprit libéral en France avant la révolution, et leur comparaison avec notre état et notre esprit actuels.

Pour apprécier ce qu'était la liberté avant la réunion des États généraux, au commencement de l'année 89, il faut examiner ce qu'octroyait le roi, ce que voulait la nation.

La meilleure manière de préciser les concessions libérales de Louis XVI n'est pas d'énumérer ce qu'il accordait, mais de chercher ce qu'il refusait à ses peuples. Ce n'était pas l'aveu de leurs maux; après l'avoir fait depuis quinze ans, il le répétait encore. Ce n'était pas la faculté d'y porter remède; il ne convoquait les États généraux que pour cela.

Au moment où le roi, incapable de faire le bien par lui-même, appela ses sujets à son aide, il ne leur dit point : « Je vous invite à modifier telle ou telle imperfection, mais je vous défends de toucher à tout autre mal non défini par moi. » Loin de là ! il leur représenta le mal général comme plus grave, plus essentiel à com-

battre que tous les abus accessoires; il leur reconnut une puissance supérieure à la sienne, et n'assigna aucune borne à leur activité réparatrice. La convocation des États généraux ne fut donc, de la part de Louis XVI, autre chose qu'une libre abdication du pouvoir absolu entre les mains de son peuple.

Il l'y prépara par une liberté de la presse dont mille extraits permettent de juger; liberté d'autant plus illimitée, d'autant plus agréée du pouvoir royal, que, tous les mémoires qu'elle inspirait devant être adressés au roi, la clémence de celui-ci ne se réservait pas le prétexte de l'ignorance.

A la liberté de la presse succéda la liberté électorale. On ne saurait citer un suffrage plus libre que celui des électeurs de 89. Plusieurs assemblées se plaignirent de la présidence des officiers royaux; mais ces officiers étaient si convaincus du devoir de leur impartialité, que quelquefois, afin d'écarter tout soupçon d'influence administrative, ils sollicitèrent des congés au moment de l'élection.

Exposé des maux de la patrie, demande de les réparer, sans limite fixée à l'œuvre nationale, que pouvait-il être fait de plus? N'avais-je pas raison de dire qu'au lieu d'énumérer ce qu'accordait Louis XVI, il était plus court de chercher ce qu'il refusait?

On verra dans cette générosité beaucoup d'inexpérience, c'est possible; mais au moins que l'inexpérience ne fasse pas nier la générosité, et que personne ne contredise l'affirmation suivante : Louis XVI, par le

sentiment qui a présidé à la convocation des États généraux, et par la manière dont il l'a opérée, a octroyé aux Français une liberté à peu près sans limites, plus grande par conséquent que souverain n'en accorda jamais à ses peuples.

Sur l'usage que les Français faisaient et comptaient faire de cette liberté, c'est-à-dire non plus sur le résumé matériel, mais sur le résumé moral des cahiers, tant de réflexions et d'opinions sont possibles qu'il est malaisé de les restreindre. Il importe cependant de grouper nos pensées autour de deux ou trois considérations essentielles.

La première sera que, nulle part dans les cahiers, on ne découvre une parole ni un sentiment hostiles à la vraie liberté ; tout le monde en proclame l'excellence ; chacun souhaite la voir régner dans la vie individuelle comme dans la vie collective, dans les relations civiles comme dans les institutions politiques, dans la province comme dans l'État. La noblesse, qui a préparé son avènement par la philosophie du XVIII^e siècle, croit le moment venu de la réaliser ; le clergé salue en elle la destruction des abus qui ont diminué ou compromis les droits de la dignité humaine ; le peuple, dernier venu dans la carrière libérale, l'embrasse maintenant avec une audacieuse ferveur. Cet amour unanime, énergique, produit un soulèvement sans égal. Gentilshommes et prélats, bourgeois et laboureurs, tous acclament l'apparition de la jeune déesse ; tous voient en elle le palladium des sociétés modernes ;

tous en attendent, pour leur patrie, une stabilité progressive; pour le pauvre, des jours meilleurs; pour l'humanité, un avenir plus grand.

La liberté, dans l'esprit de tous, ne peut vivre et se perfectionner que par le règne de la loi. L'ennemi de la liberté n'est pas l'autorité, mais l'arbitraire; l'atteinte la plus légère à l'indépendance de chacun ou de tous, si elle est illégale, mérite un châtiment rigoureux; la répression la plus rude, quand la loi l'exige, ne doit soulever aucune indignation. Prenons un exemple : tout homme exercera le commerce qu'il voudra, où il le voudra, comme il le voudra; le simple particulier ou l'administrateur qui entreprendrait de le gêner dans l'exercice de cette faculté commettrait un délit public; voilà la liberté. Mais ce même négociant, s'il devient banqueroutier, peut être passible, au besoin, de la peine de mort; voilà la loi! Rien ne ressort plus évidemment du langage habituel des électeurs que ce principe de haine à l'arbitraire, même le plus doux; de respect à la loi, même la plus dure. On le remarque dans les questions constitutionnelles, on le retrouve dans les questions accessoires. La pensée générale est qu'un peuple qui souffrira l'arbitraire ne sera jamais libre; mais aussi qu'un peuple qui ne supportera pas l'autorité tombera dans « l'anarchie, c'est-à-dire le despotisme de tous, après lequel le despotisme d'un seul est un bonheur. » (Bugey, noblesse, 6.) La France ne veut d'aucune tyrannie. C'est dans l'intérêt de la liberté elle-même

qu'elle conserve l'autorité et tout spécialement le pouvoir monarchique.

A la veille de la révolution qui doit renverser le trône au nom du nouveau régime, la France ne croit pas l'avènement de ce régime possible sans l'appui du trône ; elle est convaincue que l'existence d'une grande nation en général, que la sienne en particulier, ne saurait être prospère sans un chef légal ; que ce commandement nécessaire ne peut être plus doux qu'entre les mains de celui dont le règne sera le moins contesté, et qu'aucune autorité n'est plus incontestable que celle d'une famille jouissant immémorialement de la couronne. Une dynastie antique est un bonheur ; la sympathie historique de cette dynastie, celle toute spéciale de son représentant actuel, pour le peuple, en font une sorte de providence des institutions nouvelles.

Point de royauté sans liberté, parce que la liberté est l'âme des temps nouveaux ; mais point de liberté sans royauté, parce que cette dernière est la garantie héréditaire d'une stabilité indispensable au progrès libéral ; tous le pensent, tous le disent.

Le même principe de conservation avec réformes s'appliquera à la plus grande partie des institutions nationales ; en effet, ces institutions ont été tellement dénaturées par deux siècles et plus de monarchie absolue, qu'il n'en est aucune digne d'être conservée telle qu'elle est ; mais la réforme à leur faire subir pourra le plus souvent se baser sur d'anciennes franchises, oubliées ou méconnues. Les cahiers

n'ont garde, par amour du nouveau, de renier le passé; au contraire, leur plus grand soin est quelquefois de montrer que, pour améliorer l'état social et politique du royaume, il n'est pas besoin de le bouleverser de fond en comble; qu'on trouve dans notre histoire des précédents sur lesquels les nouveautés peuvent se fonder; que ce mot de *nouveautés* lui-même n'est pas toujours aussi rigoureusement exact qu'il le paraît, et que, sur beaucoup de points essentiels, la constitution future peut n'être qu'un retour aux vieilles libertés nationales.

Veut-on réformer le clergé? on rappelle les lois du royaume contre le cumul des bénéfices, contre la violation du devoir de la résidence. Parle-t-on du jury? cette institution a été « connue de nos pères (noblesse de Saintonge); » de la liberté sous caution? une charte du roi Jean est là pour la justifier (noblesse du Limousin). S'agit-il des franchises municipales et provinciales? les provinces apparaissent avec leurs États, les villes avec leurs consulats. Qui ne sait que la France a toujours possédé la faculté légale de voter l'impôt? Qui ne connaît le vieil adage : *lex consensu populi fit et constitutione regis*? Sans remonter aux assemblées mérovingiennes, chargées de proclamer les rois et de décider avec eux les entreprises nationales, pendant combien de règnes les États généraux n'ont-ils pas joué un rôle important dans notre histoire? Le principe de la séparation des ordres et celui des humiliations infligées au tiers état sont-ils eux-mêmes si anciens? Et ne serait-

ce pas matériellement et moralement un progrès sensible que de revenir à ce qui était avant les derniers Valois? Beaucoup ont assez d'instruction pour le savoir; la plupart sont assez loyaux pour en convenir.

Amour de la liberté, avènement de son règne par celui de la loi; régénération, mais non destruction de l'antique constitution française, c'est-là, je crois, le résumé moral des cahiers.

On dira : les cahiers ont l'air de chercher dans le passé les éléments de la réforme nouvelle ; ils respectent, en principe, la religion, la royauté, la noblesse ; mais cette prétention conservatrice ne se justifie guère. En proclamant la beauté de l'édifice, ils suppriment sa base. Quand on les ouvre, on se dit d'abord : le peuple demande l'introduction dans l'état ancien des idées nouvelles ; il entend conserver en créant ; un bouleversement complet n'est ni dans ses prévoyances, ni dans ses vœux ; mais, quand on les étudie, quand on additionne les réformes qu'ils sollicitent, quand on voit chez eux les théories libérales et égalitaires se succéder, se coordonner, s'affirmer sans réserve, on en vient à reconnaître qu'une fois les réformes accomplies, rien ne subsistera plus de ce que les électeurs étaient censés vouloir garder. L'hommage rendu par les cahiers à l'antique monarchie n'est que la formule illusoire d'une bonne foi sans expérience. Ce qui ressort de l'esprit, sinon de la lettre de leurs demandes, c'est la révolution.

L'objection est capitale; elle n'est pas insoluble. En

effet, si son but est de nous prouver que les mots sur lesquels la révolution a basé son œuvre destructive sont prononcés à chaque instant dans les cahiers, on ne peut la contredire ; mais, si elle prétend établir que les vœux des cahiers sont identiques aux principes et aux actes révolutionnaires, la négative doit se soutenir énergiquement.

Entre les cahiers demandant avant tout le règne de la loi, et la révolution proclamant l'insurrection le plus saint des devoirs ; entre les premiers voulant renouveler ce qui existe plutôt qu'inventer ce qui n'existe pas, et la seconde aimant mieux détruire ce qui est, même bon, que de conserver quelque chose qui ait eu vie avant elle, il me paraît y avoir une profonde différence.

Ou bien faudrait-il admettre que révolution et liberté sont synonymes ? que l'autorité, quelle qu'elle soit, est incompatible avec le progrès ? que le bouleversement est la seule condition de l'amélioration sociale ? que tout désir libéral aboutit forcément à l'anarchie ? Qu'ainsi la révolution devait se faire parce que la France demandait la liberté, parce que c'est une chimère d'aspirer au gouvernement constitutionnel sans consentir à tout renverser pour l'établir, parce que les conquêtes civiles ne sauraient s'effectuer autrement que dans le désordre et par le désordre, parce qu'enfin, comme la Terreur devait le dire trois ou quatre ans plus tard, l'arbre de la liberté ne peut pousser que dans une terre arrosée de sang ?

Une partie de cette objection ne mérite pas de réponse ; une autre partie sera l'objet d'une étude complète. En attendant, et pour demeurer dans mon sujet immédiat, le tableau de l'esprit libéral avant la Révolution française, je crois avoir le droit de dire que les mois de mars et d'avril 1789 virent une chose bien rare et malheureusement destinée à bien peu durer : ce fut un accord unanime dans les diverses classes de la nation, une entente véritable entre la France et son roi.

Sur quel point, à cette mémorable époque, la prospérité matérielle et morale de la liberté laissait-elle à désirer ? En vérité, je ne puis le découvrir, et ne pense pas qu'un peuple et un prince aient jamais entrepris une œuvre politique avec plus de sincérité et de loyauté réciproques que Louis XVI et la France, en 89, l'essai de la liberté.

III

CE QU'EST LA LIBERTÉ AUJOURD'HUI. — CONCLUSION

Et maintenant, après soixante-quinze années de bouleversements et d'incertitudes, où en sommes-nous ? où en est la liberté ?

On se tromperait en croyant trouver ici le tableau détaillé de toutes nos misères. Je laisse à d'autres le soin de rechercher si notre temps fait plus de lois pour encourager ou pour gêner la liberté; s'il réduit ou s'il augmente la puissance de la centralisation, principale ennemie de l'indépendance individuelle; si les gouvernements absolus sont ceux qu'il redoute ou ceux qu'il aime davantage. La seule chose que je veuille étudier, c'est l'état actuel de notre esprit public, envisagé dans sa face la plus large et sous ses traits les plus généraux.

L'idée libérale me paraît être aujourd'hui l'apanage de trois catégories d'individus.

La première comprend les hommes d'esprit et de cœur qui pratiquent la liberté pour les autres aussi bien que pour eux-mêmes; qui ne l'admettent qu'en la conciliant avec le vrai, le beau et le bon; qui ne croient son règne possible que par le perfectionnement de la morale, par le développement de la dignité individuelle et par le sentiment du devoir public; qui, dans ces conditions, sont prêts à faire des sacrifices pour elle et la considèrent comme renfermant l'avenir de la société moderne en général et de la France en particulier. J'aime à croire cette catégorie nombreuse, mais la certitude ne peut s'en admettre trop légèrement, à cause de l'extrême difficulté de la distinguer d'avec la suivante.

Ici trouvent place les ambitieux qui, sans aucun amour pour la liberté, l'exploitent à leur profit person-

nel, s'en servant comme du levier le plus capable de mouvoir les faits et les idées du moment. Ceux-là crient très-haut, se proclament eux-mêmes les apôtres du progrès, attaquent les supériorités plus que les abus, attirent le peuple en agitant un drapeau qui couvre leur charlatanisme, et écrasent leurs adversaires de mots violents auxquels le tumulte empêche de répondre. La comédie dure ainsi quelque temps, puis un gros traitement ferme la bouche au soi-disant libéral; il prêche l'arbitraire, exécute ou provoque les ordres les plus rigoureux, et justifie par sa conduite l'opinion de ceux qui disent que la liberté est un mythe, et que ses prétendus amis ne s'en servent que comme d'un échelon pour monter au-dessus de ce qui gêne leur amour-propre et quelquefois leur déloyauté. Cette classe est-elle nombreuse? Que la conscience publique réponde!

La troisième catégorie se compose des bas envieux qui cherchent moins à s'élever eux-mêmes qu'à faire descendre les autres; des misérables pour lesquels la liberté n'est qu'une massue confiée aux mains de la haine; des scélérats ou des fous qui proclament que l'humanité ne sera pas libre tant qu'elle reconnaîtra un devoir; qu'il faut supprimer toutes les autorités établies par les hommes, les princes et les rois; puis toutes celles établies par Dieu, le prêtre et le père de famille; puis l'auteur de toute autorité, Dieu lui-même. Je crois cette catégorie moins nombreuse, moins énergiquement mauvaise que la crainte ne le suppose sou-

vent ; elle existe cependant, et de son existence résulte le plus grand des malheurs : c'est que tout ce qui est impur ait l'audace de se dire libéral ; c'est que l'écume de la société moderne vienne constamment salir de son hideux contact le noble drapeau de la liberté.

Par suite de cette attitude des libéraux ou des soi-disant tels, le monde se divise, presque exclusivement, en deux parts : les hommes dans la bouche desquels la liberté est une menace au lieu d'une promesse ; ceux chez lesquels elle éveille une crainte avant une espérance.

Comment pourrait-il en être autrement ? La liberté, trop souvent et trop malheureusement, n'a été, n'est encore que le symbole de la destruction politique, sociale et morale. Ce qu'elle n'a pu renverser, elle l'attaque sans paix ni trêve. Génie terrible, elle rase les murailles en disant : je construirai plus tard. La terre nous apparaît couverte de gigantesques débris au milieu desquels se distinguent à peine quelques pierres intactes, bases de l'édifice futur. La destruction est patente, la création mystérieuse ; de telle sorte que l'œil, apercevant les ruines avant les fondations nouvelles, a le droit de se méprendre et de se troubler.

La foule honnête s'effraie à la vue des prétendus réformateurs, confond la vraie liberté avec le faux libéralisme, et la considère dès lors comme une utopie

périlleuse, sinon comme une cause de désastre infaillible.

La foule immorale se rappelle les excès commis au nom de la liberté, et s'en sert comme d'un épouvantail; en attendant le jour où elle l'emploiera comme une arme.

De là, ce prodigieux spectacle qu'en un temps où chacun dans la vie privée manifeste une véritable soif d'indépendance, la plupart dans la vie publique montrent une indifférence honteuse; qu'à une époque où nul ne voudrait subir l'arbitraire, chacun s'étudie à augmenter la force du gouvernement central, quel qu'il soit; qu'au moment où la liberté est un des premiers besoins sociaux, nombre de peuples s'accoutument de l'absolutisme et laissent l'idée la plus généreuse de leur siècle, l'une des plus hautes aspirations de l'humanité, devenir, par leur faute, la terreur des bons et l'espoir des mauvais.

Puisque l'idée libérale, si apte à grandir dès sa naissance, nous apparaît si peu développée à l'âge présent, il faut qu'elle ait été entravée dans sa marche, ou par les événements ou par les hommes. La force des choses, c'est-à-dire la fatalité, le vieux Destin, il est permis d'en laisser le culte à certains esprits forts du faux libéralisme, et d'affirmer que la carrière d'une idée, comme celle d'un homme, ne peut être arrêtée que par trois causes : absence de valeur personnelle, hosti-

lité de ses adversaires, mauvais services de ses amis.

Le premier défaut écarté, comme tout, dans le cas présent, nous oblige à le faire, il reste que la liberté a dû être compromise par ses ennemis ou par ses amis.

Des ennemis, à l'origine elle n'en avait pas. Aujourd'hui même, il est au moins douteux qu'on puisse considérer comme tels des hommes qui l'aimeraient le jour où ils la croiraient possible, et qui la redoutent seulement à cause des excès dont ils l'ont vue devenir le prétexte ; mais enfin appelons-les des ennemis ; encore sera-t-il vrai que, puisqu'ils ne l'étaient pas d'abord, il a fallu qu'ils le devinssent.

Comment ces hommes, dont la préalable sympathie pour la liberté ne saurait être mise en doute, lui sont-ils devenus hostiles ? Notre étude actuelle, s'arrêtant avant le 4 mai 89, ne nous apprend rien à cet égard ; mais le plus simple raisonnement donne à entendre qu'ils se sont séparés de la liberté, parce qu'ils n'ont pas trouvé en elle ce qu'ils cherchaient. Si leurs demandes avaient pour but, comme les cahiers le démontrent, l'établissement d'un régime excellent, il suit donc que la liberté n'a pas toujours fait d'excellentes choses ; je commence à craindre qu'elle n'ait commis des fautes.

Mais ces fautes elles-mêmes n'ont pu provenir que de

ceux auxquels elle a confié sa cause, c'est-à-dire de ses amis ou de ceux qu'elle a cru tels. Il devient infiniment probable qu'elle a été compromise par ses amis plutôt que par ses ennemis.

Ce que le raisonnement indique, l'histoire le démontre-t-elle? A cela l'étude de la révolution doit nous répondre. Qui sait si la vérité sur notre histoire depuis 89 ne serait pas la critique de la révolution au nom de la liberté?



PIÈCES JUSTIFICATIVES

PIÈCES JUSTIFICATIVES

N° 1.

NOTE SUR LES DROITS FÉODAUX

I

DES DROITS FÉODAUX EN GÉNÉRAL

Les droits féodaux se divisent en plusieurs grandes catégories :

La justice, quoique profondément déchue de ses anciennes prérogatives, représente encore, en 89, le premier privilège seigneurial. Intitulées hautes, moyennes ou basses, suivant la dignité des fiefs auxquels elles appartenaient, « les justices seigneuriales n'étaient plus que les tribunaux de finance des propriétaires de terres nobles et de leurs héritiers. Quelques-unes, les plus grandes, se composaient de plusieurs officiers ; mais, en général, il suffisait d'un seul agent, à la fois procureur, juge et notaire seigneurial, pour requérir, rendre et expédier les sentences relatives à la perception des droits féodaux. Quelques justices relevaient en-

core les unes des autres, parce qu'il y avait toujours des terres placées sous la dépendance d'autres terres; mais cette hiérarchie n'était plus que fiscale, et ces tribunaux ne s'occupaient point de l'application des lois générales du royaume. Néanmoins, dans les petits villages, le juge du seigneur avait gardé des attributions de police, comme les maires et les juges de paix d'aujourd'hui. » (Boiteau, *État de la France en 89*, p. 336 et 337; voir, sur la même question, Freminville, Boutaric, etc.)

Viennent ensuite les privilèges proprement dits, c'est-à-dire les facultés exclusivement réservées, dans le royaume, aux gentilshommes; dans le fief, au seigneur; par exemple: l'exemption de quelques impôts, le droit de porter l'épée, l'admission à la cour et à certains emplois, le droit au seigneur de chasser, d'avoir des pigeons, de vendre son vin avant celui de ses vassaux, etc., etc., et mille autres privilèges dont l'énumération, si l'on voulait descendre jusqu'aux droits individuels, serait sans bornes. « Le marquis de Chastellux a un beau droit dans l'église d'Auxerre: il a une prébende, et il a le droit de prendre sa séance et de venir à l'office en surplis et en épée avec un chapeau à plumes sur sa tête, botté et éperonné, deux chiens qu'il tient en laisse d'une main, et un oiseau de proie sur l'autre. » (*Dictionnaire d'Expilly*.) « Je me souviens que le marquis de Saint-Floret... le plus savant et le plus paisible gentilhomme d'Auvergne... voulut présenter requête à la cour contre la démolition d'une tour d'un de ses voisins, où il avait droit d'envoyer tous les ans un trompette qui allait au plus haut entonner quelque air joyeux, pour marquer la dépendance du château. » (Fléchier, *Grands jours d'Auvergne*.) On pourrait citer une foule de droits analogues.

Enfin se présentent les droits utiles, ceux qui assujet-

tissent l'habitant de la seigneurie à un impôt quelconque. Les plus généraux sont :

1° Le cens, c'est-à-dire « la redevance perpétuelle en nature et en argent attachée par les lois féodales à la possession de certaines terres..; la plupart des coutumes veulent que le cens soit estimé au denier 30. Ce qui porte si haut l'évaluation du cens, c'est que ce droit représente, outre le cens lui-même, des casualités productives, telles que les lods et ventes. » (Tocqueville, notes de *l'Ancien Régime et la Révolution*, p. 472.)

2° Le lod, perçu à la vente de tout héritage censuel. Ce droit s'élève habituellement au sixième de la valeur du prix porté dans l'acte de vente.

3° Le droit de mutation, appelé mi-lod en Forez, arrière-acapte en Languedoc ¹, plait seigneurial en Dauphiné, relief en Normandie, rachat en Bretagne, etc. L'objet et le chiffre de ce droit varient suivant les provinces; il atteint quelquefois les successions en ligne directe (arrière-acapte); plus souvent, il ne s'applique qu'aux successions en ligne collatérale, ou aux changements de propriétés résultant d'une donation ou d'un legs en ligne étrangère (relief, rachat, milod, plait seigneurial). Le droit d'arrière-acapte est fixé « au doublement de la rente, y compris le cens ordinaire..; » celui de relief ou rachat, « au revenu d'une année, en composant des trois années qui ont précédé la mutation... une année commune (Boutaric, *Droits féodaux*) ; » celui de plait seigneurial, « au doublement de la cense en deniers, le courant compris, » et à une petite prestation en argent pour les redevances en nature : « 4 sols par setier de froment, 3 sols pour celui de seigle, 2 sols pour celui d'avoine

1. On distingue l'acapte et l'arrière-acapte : l'acapte payée à la mort du seigneur; l'arrière-acapte à celle du tenancier.

(Salvaing de Boissieu, *Usage des fiefs*); » celui de mi-lod, comme son nom donne à l'entendre, s'élève à la moitié des droits de lod, par conséquent, en général, au douzième de la valeur des héritages.

4° La corvée, « droit que le seigneur a sur ses sujets, en vertu duquel il peut employer, à son profit, un certain nombre de leurs journées de travail ou de celles de leurs bœufs et de leurs chevaux. La corvée à volonté, c'est-à-dire suivant le bon plaisir du seigneur est tout à fait abolie; elle a été réduite depuis longtemps à un certain nombre de journées par an ¹. » (Notes de l'*Ancien Régime et la Révolution*, p. 462.)

5° Les banalités, droit du seigneur de faire moudre à son moulin le grain de ses tenanciers, de faire cuire leur pain à son four, de faire presser leur raisin à son pressoir, ou autres obligations de même nature, suivant les productions des pays.

6° Les péages, sommes perçues par les seigneurs sur les chemins et les rivières. Ce droit, accordé directement par la couronne comme dédommagement de l'entretien des routes, des bacs ou des ponts, est devenu beaucoup plus rare depuis que le roi a pris à sa charge la presque totalité de cet entretien.

7° Les leydes, imposition sur les foires et marchés. « Le droit de leyde n'est uniforme nulle part; sa quotité est presque partout différente. » (Renauldon, *Dict. des fiefs*.)

8° La dime perçue par l'Église sur les productions agricoles. On nomme dimes inféodées celles qui sont sorties des mains du clergé pour passer dans celles des laïques.

9° Le « champart, tasque ou agrier, portion de fruits que

1. Pour plus amples renseignements sur la corvée, voir à la page 313.

le seigneur se réserve quelquefois *in traditione fundi*¹ pour tenir lieu de cens et de rente, et quelquefois même outre et par-dessus le cens et la rente. » (Boutaric, *Droits féodaux*.) Le chiffre du champart dépend du titre qui le constitue.

Les exemples de concession de propriété, moyennant une redevance librement consentie, se retrouvent jusque dans les terriers immédiatement antérieurs à 89. Je possède un acte de reconnaissance datant de 1761, par lequel le seigneur abandonne à plusieurs de ses tenanciers la possession et jouissance perpétuelles d'un peu plus de sept hectares de terrain au prix d'une rente annuelle de vingt livres. Cette rente n'est donc pas un impôt mis par le seigneur sur la propriété de son tenancier, mais bien un mode de paiement que l'acquéreur lui-même a sollicité comme avantageux pour lui. Que la rente ainsi promise se nomme cens, champart, ou porte tout autre nom, peu importe. Le droit féodal, en ce cas, n'est autre chose qu'un mode librement accepté d'acquisition de la propriété. Il m'a paru intéressant d'en signaler une preuve vivante à la veille de la Révolution française.

40° Les reconnaissances ; « un des premiers devoirs du censitaire est celui de reconnaître son seigneur, c'est-à-dire de déclarer par acte à son seigneur qu'il possède telle et telle pièce mouvant de sa directe, sous tels et tels droits qu'il promet et s'oblige de payer. » Certains auteurs, entre autres Ferrière, établissent « que la reconnaissance doit être faite *communibus expensis domini et possessoris*¹ ; » mais, « dans l'usage, le censitaire seul doit faire les frais, et ces frais ont été réglés, par divers arrêts, à 30 sols pour les reconnaissances qui ne contiennent qu'un ou deux articles, en ajou-

1. En concédant l'héritage.

1. Aux frais communs du seigneur et du tenancier.

tant 5 sols pour chacun des autres articles jusqu'à dix, et 36 deniers pour chacun des autres au delà de dix, sans comprendre le papier, sceau et contrôle... Le seigneur est en droit de se faire reconnaître à chaque mutation, et, indépendamment de mutation, il peut se faire reconnaître encore de dix en dix ans. » (Boutaric, *Droits féodaux*, p. 171.)

11° L'augmentation du cens dans certains cas, limités habituellement aux quatre suivants : 1° lorsque le seigneur mariera ses filles; 2° lorsqu'il fera passage d'outre-mer; 3° nouvelle chevalerie; 4° lorsqu'il sera fait prisonnier.

Cette obligation, on le voit, n'est pas très-onéreuse. A part le premier cas, limité souvent lui-même au mariage de l'une des filles du seigneur, les autres n'arrivent jamais. On admet que la nomination aux ordres du roi peut donner lieu au troisième cas; mais le nombre des chevaliers du Saint-Esprit est assez restreint pour que la masse des laboureurs français n'ait pas grand'chose à craindre de cette nouvelle chevalerie. Certains auteurs croient qu'un voyage de piété à Jérusalem pourrait être considéré comme passage d'outre-mer; mais les gentilshommes des xvii^e et xviii^e siècles font peu de pèlerinages aux lieux saints. Enfin, le cas de captivité est devenu impossible depuis que les prisonniers ne paient plus de rançon. (Boutaric, p. 275; Renauldon, p. 254, etc.)

L'augmentation de l'impôt féodal « aux quatre cas » consiste en un doublement du cens pendant un temps plus ou moins long, suivant les titres et usages des seigneuries.

On n'en finirait pas, si l'on voulait citer tous les droits utiles appartenant aux seigneurs, aux villes, ou aux corporations : la blairie prélevée, en beaucoup de lieux, par les seigneurs sur les pâturages vagues; le pulvérage imposé aux

troupeaux de moutons en route; la parcière, le bordelage, sortes de champart usitées en certaines provinces; le monnage, prélèvement sur les grains portés au moulin banal; le marciage, payé à la mort du seigneur; le hallage, le triage, le cartelage, le couponnage, le carnalage, etc., etc. (Voir la liste des droits féodaux cités par M. de Tocqueville dans les notes de *l'Ancien Régime et la Révolution*, p. 458, et aussi celle que donne M. Boiteau, *État de la France en 89*, p. 26.)

Je n'ai rien à dire ici de la mainmorte ¹, cet horrible droit n'existant plus, au siècle dernier, que dans un nombre de seigneuries assez restreint pour qu'il soit raisonnablement impossible de le classer parmi les droits féodaux ordinaires.

II

DES DROITS FÉODaux DANS LA PROVINCE DE FOREZ

Il serait fort intéressant de connaître le chiffre exact de l'impôt représenté par les droits féodaux. Malheureusement ces droits variaient tellement suivant les provinces, et plus encore suivant les seigneuries, qu'une détermination précise, non-seulement pour le royaume, mais même pour une fraction quelconque du territoire français, est à peu près impossible. Lorsque j'ai recherché ce qu'il en était dans ma province, l'une des moins étendues et des plus homogènes de France, voici ce que j'ai trouvé :

« Les droits seigneuriaux, dans cette province de Forez,

1. Voir, pour la mainmorte, chapitre de la *Liberté*, p. 141.

diffèrent dans plusieurs seigneuries. Il en est : 1^o qui n'ont qu'un simple cens, avec droits de lods en cas de vente, et les mi-lods en ligne collatérale; le lod au sixième denier, et les mi-lods au douzième; 2^o d'autres qui jouissent du cens, des lods, des mi-lods en ligne collatérale, et, de plus, des droits de reconnaissance à chaque mutation de seigneur et de tenancier, de père à fils; ces derniers droits à raison de la douzième partie de la valeur des héritages sujets à la rente; 3^o d'autres qui jouissent de tous ces mêmes droits, à la différence qu'au lieu du douzième denier pour les droits de reconnaissance ci-dessus exprimés, les uns perçoivent le double cens pendant trois ans, d'autres le double cens pendant un an, d'autres la vingtième partie de la valeur des héritages, d'autres le revenu d'un an de ces mêmes héritages; 4^o d'autres qui, seigneurs justiciers en même temps que seigneurs directs, réunissent à tous les droits ci-dessus ceux de corvée, charrois, manœuvres, droits de banalité de fours, de pressoirs, de moulins, droit de complainte ou taille en différents cas. Ces derniers droits de complainte sont, pour l'ordinaire, réglés à un doublement de cens pour chaque cas arrivant, et ces cas n'arrivent pas....., si l'on en excepte celui du mariage des filles; 5^o il y a encore, dans quelques seigneuries de l'ancien ressort du bailliage de Chauffour, réuni à Montbrison, des cas où l'on doit la complainte qui ne sont pas usités dans les seigneuries de l'ancien Forez¹. »

D'après ce tableau, tracé par un contemporain, l'érudit qui voudrait faire une évaluation des droits féodaux payés dans la seule province de Forez aurait d'abord à tenir compte de toutes ces variétés générales de seigneurie. Il lui

1. *Instructions pour les États généraux*, par le marquis de P..., gentilhomme forezien, 1789.

faudrait ensuite estimer une à une les redevances spéciales usitées dans chacune d'elles. Or, pour se faire une idée de la minutie jusqu'à laquelle était poussé le détail de la prestation féodale, il est indispensable d'examiner un des actes qui les énuméraient dans chaque fief. Celui dont l'analyse va suivre date de l'année 1761 ¹.

Tout habitant se reconnaît d'abord « justiciable de haute, moyenne et basse justice, corvéable, charriable et manœuvrable, soumis à directe censive, seigneurie et servitude. »

Nous avons vu que la justice seigneuriale, même lorsqu'elle était en droit de s'intituler haute justice, n'avait que les attributions de la police municipale, ou, dans une mesure restreinte, celle de la justice de paix; il n'est donc pas utile d'entrer là-dessus dans de nouveaux détails.

La corvée pouvait être de deux natures : réelle, c'est à-dire due en raison de la possession d'un fonds déterminé, ou personnelle, c'est-à-dire imposée à tout homme vivant sur le territoire de la seigneurie. Une marque certaine de l'existence de la corvée personnelle, c'était l'énoncé, dans l'acte de reconnaissance ou terrier de la seigneurie, d'une formule distincte par laquelle le tenancier se déclarait « charriable, corvéable, manœuvrable. » L'habitant de notre seigneurie était donc soumis à la corvée personnelle; mais quel en était le chiffre?

Le nombre des corvées ², même de celles qui, par les titres les plus authentiques, étaient laissées à la merci du

1. Acte de reconnaissance ou terrier de la seigneurie de P..., dressé par le notaire Vuy, en 1761.

2. Les renseignements qui vont suivre sur la corvée m'ont été communiqués par un des érudits les plus justement estimés de ma province, M. Vincent Durand.

seigneur, avait été réduit depuis plusieurs siècles à un chiffre que des auteurs estimés (entre autres Boutaric, Guy Coquille, Renauldon, etc.) affirment ne dépasser jamais douze par an.

Pour nous en tenir aux auteurs foréziens, Papon cite deux arrêts relatifs, l'un à une corvée réelle due par certains habitants de Terge au seigneur de Saint-Marcel-d'Urfé, et réglée à 8 charrois par an ; l'autre, en date du 22 septembre 1543, réglant la quotité de la corvée personnelle des habitants de Chalmazel, laquelle, d'après les terriers, était à la merci et volonté du seigneur. Cette corvée est fixée à 12 charrois et manœuvres par an, savoir : « Ceux qui auront bœufs, vaches et charriots à toute leur puissance, à tant de iougs qu'ils auront avec leur charriot ; et, à faute de bœufs et vaches, par bestes à bas ; et, à faute de bestes, corvées à bras, tant dans ledit mandement que dehors, ès seigneuries dudit seigneur, distantes de six ou sept lieues ; pourveu que, quand ils iront hors de ladite seigneurie si loing qu'ils ne pourront retourner ledit iour en leur maison, icelui seigneur sera tenu de les nourrir et leurs bestes à la soupée et giste. Et que lesdits habitants seront tenus faire lesdits charrois et corvées dudit seigneur à sa nécessité et volonté, pourveu que ce soit en temps deu et hors du temps de semence. »

Une transaction du 12 novembre 1674 règle ainsi qu'il suit les corvées des habitants de Saint-Didier : Les tenanciers devront, par feu, deux journées d'homme annuellement pour les maisons et fonds compris dans la ville et les franchises. Ceux domiciliés dans le mandement et *sur la directe* du seigneur feront 12 charrois par feu et par paire de bœufs ou de vaches ; à défaut de posséder du bétail « à rahles, » ils feront 6 journées d'homme, et 3 seulement s'ils n'ont

qu'une maison et un jardin. Enfin, les tenanciers domiciliés *hors de la directe* du seigneur donneront, par feu, 6 journées d'homme, sans charrois. — Il est stipulé qu'une seule journée d'homme ou de bête pourra être exigée en nature, et que les autres seront de droit converties en argent, sur le pied de 5 sous par charrois de bœufs, 3 sous 4 deniers par charrois de vaches, et 20 deniers par journée d'homme....; les corvéables à bras seront nourris par le seigneur; les corvéables avec bestiaux se nourriront eux et leurs animaux.

On trouve le nombre des charrois et manœuvres fixé à 12 par an à Saint-Bonnet-les-Oules et Chalain-d'Uzore; à 5 dans les mandements de Feugerolles, de Magnieu et de Saint-Polgue; à 2 dans la seigneurie de Cuzieu, etc.

Il n'existait donc à cet égard aucune règle uniforme en Forez. A défaut de détermination précise dans les terriers ou actes de reconnaissance, un feudiste renommé de notre province, Sonyer-Dulac, admet que le nombre singulier, lorsqu'il est employé sans autre stipulation dans les mots concernant la corvée (lorsque le tenancier reconnaît devoir *charroi et manœuvre*, au lieu de *charrois et manœuvres*), indique que l'obligation de la corvée se limite à une journée par an.

Pour la seigneurie spéciale qui nous occupe, le nombre des corvées avait été d'abord illimité. Le préambule d'un terrier de 1357 porte que les tenanciers ont reconnu « se esse homines levantes, cubantes et justiciabiles Margarithæ filiæ Symonis... et eidem Margaritæ debere charetum » et manoperam ad voluntatem ipsius Margaritæ¹. »

Les terriers postérieurs ne précisent pas le nombre des

1. « Se déclarent levants, couchants et justiciables de Marguerite, fille de Simon..., et tenus d'acquitter à la même Marguerite charroi et manœuvre à sa volonté. »

journées dues par les habitants. Nous ne pouvons même, à cet égard, trouver un renseignement utile dans la variété de formule signalée par Sonyer-Dulac; car le pluriel et le singulier, dans chacun de nos terriers, depuis le *xiv^e* jusqu'au *xviii^e* siècle, sont employés indifféremment. Jean Jacolbi (terrier de 1357, f^o 24) confesse devoir : « *directum domini*, *chareytum et manoperam*, cort et cry, etc. ¹ » (*Id.*, article de Pallaretti, J. Albayronis, J. Blanchonis, Ant. Guerdi, Et. Rocellii, etc.)

Un terrier du commencement du *xv^e* siècle parle, dans son préambule, des corvées au pluriel : « *Sub annuis censi- bus, servitiis, redditibus, charreriis, manoperis et aliis usagiis* ². » (Terrier Charey.) Un autre, quelques années plus tard (terrier Tinelli, en 1451), emploie le singulier : « *Unà etiam cum cornu, crida, chareyrrio et manoperá, ceterisque juribus et usagiis solvi solitis in loco* ³. » Même singularité dans les terriers Guacon, de 1537; Loche, de 1613; Ferjard, de 1629; et Vuy, de 1761. — Il nous est donc impossible de déterminer, d'après ces titres cependant assez nombreux, le chiffre des corvées dans la seigneurie.

L'habitant de la seigneurie se reconnaît soumis, en outre de la justice et des corvées, à « directe censive, seigneurie et servitude », c'est-à-dire à tous les droits fixes et casuels perçus par le seigneur depuis une époque plus ou moins reculés, et justifiés par de vieux titres ou de vieux usages. L'énumération de ces droits se fait avec le plus grand détail pour chaque parcelle de territoire.

1. « Directe seigneurie, charroi et manœuvre, cort et cry, etc. »

2. « A la condition d'acquitter annuellement les cens, servis, redevances, charrois, manœuvres et autres usages. »

3. « Avec cort et cry, charroi, manœuvre, et autres droits et usages accoutumés dans la seigneurie. »

En première ligne, figure, pour lui et pour ses successeurs, *messire* le curé. La liste des biens de la cure comprend quinze articles :

1° La cure et le jardin, d'une contenance d'une métérée et un huitième de métérée (douze ares environ), payant cens et servis annuel et perpétuel d'un sou huit deniers tournois et la moitié d'une géline ;

2° Un bichet de seigle annuel et perpétuel, mesure des greniers du château, pour droit de fournage, c'est-à-dire pour acheter la faculté de faire cuire le pain ailleurs qu'au four seigneurial ;

3° Un denier tournois annuel et perpétuel pour l'abandon par le seigneur au curé d'un petit espace de terrain sur lequel a été construit un cellier ;

4° Un denier, pitte et tiers tournois, et un sixième et un seizième de bichet de seigle pour cens et servis d'une terre de quatre bicherées et un tiers (43 ares environ) ;

5° Quatre deniers, obole et pitte tournois, un neuvième et un douzième de métan de seigle, et un vingt-quatrième de bichet d'orge ; et aussi trois deniers et pitte tournois, un neuvième de métan de seigle et un trente-sixième de bichet d'orge pour une terre de sept bicherées un quart (72 ares environ).

L'énumération continue pendant dix autres articles, et le paragraphe se termine par la clause suivante : « Lesquels cens et servis, portant laods, mi-laods, ventes, investisons, reconnaissances et autres droits et devoirs seigneuriaux, doublent aux quatre cas, et pendant trois années consécutives, savoir : 1° lorsque le seigneur ou ses successeurs marieront leurs filles ; 2° lorsqu'ils feront passage d'outre-mer ; 3° nouvelle chevalerie ; 4° lorsqu'ils seront faits prisonniers. »

« Ces droits seigneuriaux payés le jour de la Saint-Martin d'hiver, et les laods au sixième denier, et mi-laods au douzième, reconnaissance nouvelle et autres droits payés lorsqu'ils écherront. »

En résumé, la cure possède une maison, un jardin et quarante-sept métérées de terrain (4 hectares 70 ares). Cette contenance est soumise à un droit annuel de huit sous environ, d'un peu moins de trois bichets de seigle, d'une fraction de bichet d'orge et d'un peu plus de la moitié d'une poule¹, le tout pouvant valoir six livres et demie ou sept livres.

Cette somme est destinée à acquitter, non-seulement le cens, redevance annuelle due pour la possession de l'habitation et du sol, mais aussi : art. 2, le rachat d'un droit de banalité; art. 3, l'acquisition d'un terrain moyennant une rente stipulée d'avance; enfin, art. 15, un droit de prise d'eau.

Je ne cite pas en détail les paragraphes relatifs à chaque tenancier, parce qu'ils sont tous conçus à peu près dans les mêmes termes. A part une variété de formule existant dans l'acte féodal, lorsqu'il s'agit d'un gentilhomme exempt de la corvée personnelle et dispensé par conséquent de se déclarer lui-même « charriable, corvéable et manœuvrable, » chaque article ne diffère que par la quotité de droits imposés aux diverses propriétés. Le détail de ces droits est poussé jusqu'à une minutie dont il est facile de donner une idée générale, et de citer des exemples spéciaux.

Les monnaies usitées pour la prestation en argent sont :

1. 7 sous, 11 deniers, 1 obole et une pitte.
- 2 bichets, $+\frac{4}{3} + \frac{4}{4} + \frac{4}{16}$ de seigle.
- 3 douzièmes, plus $\frac{4}{24}$ de bichet d'orge.
- La moitié, plus $\frac{4}{34} + \frac{4}{72}$ de géline.

la livre, le sou, le denier, l'obole et la pite. La livre tournoise vaut vingt sous, le sou tournois douze deniers, le denier tournois deux oboles, et l'obole tournoise deux pites. Jusqu'ici le calcul est assez simple; mais la monnaie tournoise n'est pas la seule employée. Si le sou tournois vaut douze deniers, le sou viennois n'en vaut que dix; le sou paris, au contraire, en vaut quinze. La qualification de *fort* double la valeur de la monnaie; un sou fort vaut deux sous. De plus, le fractionnement est poussé si loin qu'on rencontre habituellement des tiers ou des quarts de pites, c'est-à-dire le tiers ou le quart de la quarante-huitième partie d'un sou, lequel sou lui-même est tournois, ou viennois, ou paris. Voilà déjà une difficulté; mais c'est bien autre chose lorsqu'il s'agit des redevances en nature.

Les mesures employées pour les grains sont : le boisseau, le bichet, le dément, le métier, le métan, le carton, le ras, le quarteron, le vayssel, l'oytain, la coupe, le saizain et le bassin.

Le dément vaut deux bichets. Le bichet équivaut à près à notre double-décalitre¹; le boisseau, le carton, le métier et le métan ont une capacité analogue. Le ras d'avoine en vaut la moitié; le ras des autres grains a une capacité plus considérable. Le quarteron vaut à peu près la moitié du bichet; le vayssel, ou voyssel, ou boyssel, le tiers; l'oyton ou oytain, le quart; la coupé, le sixième; le saizain ou syzen, le douzième; le bassin, le vingt-quatrième.

Chacune de ces mesures peut être *comble*, ou *chauchée*, ou *secouée*. La mesure *comble* doit contenir un tiers en sus de la mesure ordinaire; la mesure *chauchée*, le double ou les deux

1. Cette mesure varie quelquefois d'une localité à une autre. A Montbrison, le bichet de blé pèse 34 livres; deux lieues plus loin, à Bonson, il en pèse 40. (Archives de la Loire.)

tiers; la mesure *secouée*, le douzième, ou le seizième, ou le vingtième, suivant les seigneuries ¹.

De plus, chaque mesure est estimée d'après l'usage du château, ou du village, ou des villages voisins.

Enfin le fractionnement est sans limite : les soixante-douzièmes, quatre-vingt-seizièmes, cent quarante-quatrièmes se retrouvent à chaque pas.

Les seuls animaux figurant dans nos redevances sont les gélines (poules), et les conils (lapins); mais il est rare que le tenancier, pour une parcelle de terre, donne une poule ou un lapin entiers; c'est presque toujours un vingt-quatrième ou un trente-sixième de géline ou de conil, quelquefois un cent quarante-quatrième ou une fraction de ces fractions. Pour faire comprendre ce qu'étaient beaucoup d'articles d'un acte de reconnaissance, à ceux déjà cités page 317, j'en ajoute deux ou trois que voici :

Une des parcelles de terre appartenant au laboureur Gagniard acquittait : « une obole et deux tiers de pitte tournois, un dix-huitième de bichet de seigle, un dix-huitième de bichet d'orge, secoué et ras, mesure des greniers du seigneur, et un trente-sixième de géline. Plus, un tiers de géline pour le droit de dîme perçu par ledit seigneur pour la même terre depuis le pénultième décembre 1536; et aussi une obole, neuf forts tournois pour taille baptisée ², six deniers tournois, un vingt-quatrième de carton de seigle; un douzième de saizain aussi de seigle, un vingt-quatrième d'oytain d'orge, et un vingt-quatrième de géline. » (Art. Gagniard, n° 3.)

1. Extrait des *Fiefs* du Forez, d'Assier de Valenches.

2. La taille, dans l'origine, était un impôt que les seigneurs pouvaient, en certaines occasions, lever sur leurs serfs. Plus tard, les serfs échangeaient cet impôt éventuel contre un droit fixe; c'était l'un de ces droits qui portait en Forez le nom bizarre de *taille baptisée*.

Une autre terre devait payer : « un bichet, un huitième et les trois quarts de cent quarante-quatrième de bichet de seigle; un vingt-quatrième, un cent quarante-quatrième et un quart de cent quarante-quatrième de bichet d'orge; un quarante-huitième et un quart de cent quarante-quatrième de ras d'avoine; un vingt-quatrième et un cent quarante-quatrième de géline, et les trois quarts de cent quarante-quatrième de conil. » (Art. Rivat, n° 12.)

On trouve (Art. Prost) : « $\frac{1}{2} \times \frac{1}{114}$ ou $\frac{1}{228}$ de bichet de seigle, $\frac{1}{3} \times \frac{1}{114}$ ou $\frac{1}{342}$ de bichet d'orge, et enfin $\frac{1}{12} \times \frac{1}{114}$ ou $\frac{1}{1368}$ de ras d'avoine. » (Note envoyée par M. Vincent Durand.)

Les articles de cette nature ne sont pas une exception; ils constituent, au contraire, la loi commune. On conviendra que la réduction en chiffres et en mesures connues de quelque dix, quinze ou vingt mille fractions pareilles, exigerait une patience plus qu'ordinaire.

En outre, tous ces « cens et servis portent laods, mi-laods, investison et reconnaissance, » c'est-à-dire que les biens censuels sont soumis, en cas de vente, à un impôt du sixième du prix de la vente; en cas de mutation arrivant autrement que par une vente ou par une succession en ligne directe, à une contribution égale au douzième de la valeur de l'héritage; en cas de changement de seigneur par héritage ou vente du fief, aux frais qu'entraîne la rédaction de l'acte établissant les obligations des tenanciers vis-à-vis le nouveau seigneur, frais estimés généralement à une somme fixe, suivant le nombre des articles insérés dans l'acte seigneurial ¹.

Ce n'est pas tout encore; ces redevances doivent doubler pendant trois années consécutives lorsque le seigneur mariera ses filles. Je ne parle pas des trois autres cas dont un

1. Voir plus haut, p. 309.

seul est possible, celui de nouvelle chevalerie si le seigneur est nommé chevalier des ordres du roi; je n'ai pas besoin de faire observer combien cette éventualité a peu de chance de se réaliser pour un petit gentilhomme de province. Pour les deux autres cas, leur mention ne saurait provoquer qu'un sourire en 89.

En outre de tous ces droits fixes et casuels, notre seigneurie jouit d'un droit de péage au passage de la rivière, et de leyde à la foire annuelle du 6 juin. Ces deux droits sont attestés par un arrêt du conseil d'Etat du roi, en date du 9 décembre 1773, qui déclare sujets à un impôt de huit sous pour livre les droits de leydes, passages et bacs perçus dans la province de Forez par divers gentilshommes, entre lesquels il cite le sieur marquis de la seigneurie dont nous parlons.

En résumé, les droits féodaux exercés ou perçus dans cette seigneurie sont :

1^o La justice haute, moyenne et basse, représentant la police municipale et, dans une certaine mesure, la justice de paix;

2^o La corvée, dont le chiffre, non fixé dans les terriers de la seigneurie, ne peut en aucun cas dépasser douze journées de travail annuel;

3^o Le cens, s'élevant, d'après une estimation tirée de l'acte de reconnaissance lui-même (voir page 326), à un peu plus de treize sous par hectare et par an ;

4^o Certains droits de quint et de requint, de taille baptisée, de dime inféodée, perçus sur de petites fractions de territoire. Nous voyons le premier évalué à une rente de trente sous par hectare (voir page 326); le second est assez rare pour que le chiffre en importe peu; le troisième se paye dans tout le royaume à peu près au denier 25. (Toc-

queville, notes de *l'Ancien Régime et la Révolution*, p. 472.);

5° Le doublement des redevances annuelles pendant trois années au mariage des filles du seigneur ;

6° L'investison ou reconnaissance, au changement du seigneur ou du tenancier. Le chiffre de ce droit varie suivant l'étendue de la propriété du censitaire ;

7° Le lod, sixième du prix de la vente de tout bien soumis au cens ;

8° Le mi-lod, en cas de mutation résultant d'autre cause que d'une succession en ligne directe, douzième de la valeur de l'héritage ;

9° La banalité, dont le rachat annuel coûte environ une mesure de grain par habitation ;

10° Un péage sur la rivière ;

11° Un droit de leyde à la foire du village ;

12° Cinq ou six rentes, acceptées par autant de tenanciers comme prix d'acquisition de diverses parcelles de propriétés. Le seigneur concède ainsi plus de sept hectares pour un revenu annuel de vingt livres ;

13° Les droits de chasse, colombiers, banc seigneurial et autres privilèges utiles ou honorifiques usités dans toutes les seigneuries.

Bizarre tableau ! bien fait pour inspirer des réflexions importantes. La première me paraît devoir être l'absurde et surannée prétention des formules féodales en plein xviii^e siècle.

Voilà un homme qui se pose en maître, qui oblige ses voisins à se déclarer « justiciables de sa haute, moyenne et basse justice, corvéables, charriables, manœuvrables, soumis à sa directe censive, seigneurie et servitude ; » quels termes solennels et pompeux ! Le seigneur, après ce brillant exorde, énumère ses droits ornés de noms singuliers ou incompré-

hensibles; il n'a garde d'oublier son privilège d'en exiger le double quand il fera la veillée des armes, quand il partira pour la croisade, ou quand il payera rançon. Au bout de tout ce fatras, que peut-il exiger? Un quart de poulet ou un trente-sixième de lapin.

Veux-je dire, en parlant ainsi, que les droits féodaux ne constituaient pas une charge réelle pour la propriété foncière? Non certainement. L'impôt est toujours onéreux. Nos contemporains le savent mieux que personne, eux qui payent à l'État la plus grande partie des droits autrefois perçus par les seigneurs; mais je crois que la redevance féodale était encore plus irritante qu'onéreuse; je suis convaincu que son défaut essentiel était moins la somme prélevée par elle sur le peuple que la fictive inégalité qu'elle cherchait à perpétuer. Cette inégalité, au moyen âge, avait été une condition nécessaire, supportée sans résistance comme toutes les nécessités, de l'état social : quand les seigneurs, maîtres de la plus grande partie des terres, les abandonnaient à des paysans mourant de faim sans leur imposer d'autre obligation que le paiement d'une médiocre redevance annuelle, le peuple ne se plaignait pas du droit féodal; mais quand, au bout de huit ou dix siècles, l'existence sociale se fut trouvée complètement modifiée, quand les propriétés nobles ou roturières eurent plusieurs fois changé de maître, et que les tenanciers et seigneurs actuels ne furent plus les descendants des tenanciers et seigneurs d'autrefois, alors le peuple refusa de subir plus longtemps les conséquences d'un bienfait qui lui paraissait prescrit par le temps; il considéra le droit féodal comme une gêne arbitraire infligée à la jouissance de sa propriété; son mécontentement fut d'autant plus vif et se manifesta d'autant plus librement, qu'il n'avait rien à craindre des nobles dont

le pouvoir était supprimé dans l'État, et que ces nobles eux-mêmes étaient bien souvent les premiers à lui vanter l'excellence de l'égalité et de la liberté. C'est pour cela que « la révolution, dont l'objet propre était.... d'abolir partout le reste des institutions du moyen âge, n'a pas éclaté dans les contrées où ces institutions, mieux conservées, faisaient le plus sentir au peuple leur gêne et leur rigueur, mais, au contraire, dans celles où elles le lui faisaient sentir le moins; de telle sorte que leur joug a paru le plus insupportable là où il était en réalité le moins lourd. » (Tocqueville, *l'Ancien régime et la Révolution*, p. 57.)

Aussi l'homme le plus hostile au droit féodal n'était pas celui qui avait réellement le plus à en souffrir, le pauvre laboureur; c'était l'habitant des villes, le négociant ou l'avocat qui, maître d'une fortune acquise par le libre travail, ne pouvait tolérer l'obligation de se dire le justiciable d'un gentilhomme souvent moins riche, moins instruit, moins puissant que lui. Pour cet homme susceptible et indépendant, ce n'était pas le sou ou la géline à payer chaque année qui l'irritait, c'était l'apparence de servitude qu'entraînait avec elle la redevance féodale. Son aisance n'en était pas diminuée, mais son amour-propre en saignait jusqu'au fond du cœur, stimulant bien plus actif, bien plus inexorable que le simple besoin.

Notre acte fournit une preuve de ce que j'avance : il ne contient qu'un seul exemple de résistance à l'acquittement de la redevance féodale, et cet exemple est donné par l'un des plus riches propriétaires de la seigneurie, un ancien « procureur ès cour de Forez, » dont la femme possédait à P... un domaine de 886 métérées, soit près de 90 hectares. Ils n'en avaient pas acquitté, depuis vingt-neuf ans, le cens, montant chaque année, en argent, à 3 livres 13 sous 6 de-

niers, et en nature, à $\frac{1}{48}$ de bichet de froment; 29 bichets $+\frac{1}{3}+\frac{1}{6}+\frac{3}{4}$ de 144^e de seigle; $\frac{1}{6}+\frac{1}{48}+\frac{1}{2}$ et $\frac{1}{12}$ de 144^e d'orge; 4 ras $\frac{1}{3}+\frac{1}{6}+\frac{1}{12}$ et $\frac{1}{6}$ de 144^e de ras d'avoine; 5 gelines $+\frac{3}{4}+\frac{1}{6}+\frac{1}{16}$ et $\frac{1}{12}$ d'autre geline; enfin $\frac{1}{3}$ et $\frac{1}{16}$ de conil. « Revenant lesdits servis, pour ledit temps, à la somme de 1728 livres 17 sous et 10 deniers; les grains ayant été comptés sur les évaluations de la grenette de Feurs, la geline à 6 sous la pièce, le conil à 12 sous. » — D'après cette estimation, le cens annuel n'atteignait pas tout à fait quatorze sous par hectare.

En outre, « les mariés P... et P... » devaient des droits de quint échus aussi depuis vingt-neuf ans; ces droits, représentant pour la vente des fiefs ce qu'étaient les lods pour celle des héritages soumis au cens¹, étaient « payables et portables à la cinquième gerbe; » le seigneur offre aux opposants de régler ce second arrérage au moyen d'une expertise, « si mieux n'aiment lesdits mariés P... et P... payer au seigneur, pour les arrérages desdits droits de quint, qui sont de la contenance de 65 bichérées², la somme de 261 livres, ce qui revient à 3 sous par bichérée annuellement, à laquelle somme ledit seigneur veut bien se restreindre, sans tirer à conséquence pour l'avenir. »

Leur résistance se prolongeant, le seigneur les fit assigner à comparaître devant le bailli de Forez ou son lieutenant général, « pour se voir icelle demoiselle condamnée à passer nouvelle reconnaissance, tant d'être charriable, corvéable et manœuvrable, suivant la teneur des titres terriers dudit seigneur, que de tenir et posséder de sa directe censive les héritages ci-dessus contenancés et confinés, tous situés dans

1. Voir Chérueil, Boutaric, Renaudon, etc.

2. La bichérée, métérée ou cartonnée, était à peu près le dixième de l'hectare.

la paroisse et dans la justice haute, moyenne et basse dudit P..., sous les charges, cens et servis et droits de quint ci-dessus expliqués; pour cet effet, de venir, dans huit jours prochains, se faire inscrire à ses frais dans les papiers terriers dudit seigneur, à défaut de quoi la sentence qui interviendra tiendra lieu de bonne et suffisante déclaration.»

Les inculpés ne se présentèrent ni à la seigneurie, ni au bailliage, qui, le 20 novembre 1762, rendit un arrêt de tous points conforme à la réclamation du seigneur.

III

REMARQUES PARTICULIÈRES

L'énumération des biens situés dans le mandement seigneurial comprend soixante-neuf propriétés, occupant une surface totale d'un peu plus de six cents hectares. Sur ces soixante-neuf propriétés, trois dépassent cinquante hectares (une en a cent dix, une autre quatre-vingt-huit, une troisième soixante-cinq); trois dépassent vingt hectares (une en a trente-six, une vingt-trois, une autre vingt et un); quatorze dépassent dix hectares; quarante-neuf n'atteignent pas ce chiffre. Par conséquent, le morcellement du sol est déjà considérable; une très-notable partie des terres appartient à la petite propriété.

Des trois principaux domaines, un seul, le moins grand, appartient à une famille noble; les autres sont la propriété de deux membres du tiers état, un ancien procureur et un avocat. Trois ou quatre négociants, autant de gentilshommes, possèdent de petits coins de terre dans la sei-

gneurie; toutes les autres propriétés, c'est-à-dire plus de trois cents hectares de terre et de cinquante maisons appartiennent à des paysans, qualifiés dans l'acte *journaliers* ou *laboureurs*, suivant qu'ils n'ont qu'une maison ou qu'ils possèdent des terres.

Sur la valeur des fermages et des denrées agricoles, avant 89, j'ai trouvé, aux archives de la Loire, les renseignements suivants ¹ :

A Sainte-Agathe-la-Bouteresse, en 1784, le rendement net des terres et prés était estimé :

La cartonnée de pré, 8 livres, soit environ 80 fr. l'hectare ;

La cartonnée de terre de première qualité, 5 livres, soit environ 50 fr. l'hectare ;

La cartonnée de terre de deuxième et troisième qualité, 25 à 40 sous, soit environ 12 fr. 50 à 20 fr. l'hectare ;

La cartonnée de pâturages, 3 livres, soit 30 fr. l'hectare.

A Sail-sous-Couzan, vers la même époque, 21 cartonnées de terre de première classe étaient affermées à raison de 68 livres (environ 34 fr. l'hectare) ;

14 cartonnées de deuxième classe s'affermaient 21 livres (environ 15 fr. l'hectare) ;

5 cartonnées de pâturages, 16 livres 5 sous (un peu plus de 39 fr. l'hectare) ;

11 cartonnées de pré, 164 livres 15 sous (près de 150 fr. l'hectare).

« Messieurs les prêtres sociétaires et Mesdames les religieuses » de Saint-Bonnet-le-Château possédaient :

69 cartonnées de pré affermées 985 livres (environ 142 fr. l'hectare) ;

1. Je ne puis parler des archives du département sans remercier d'une manière toute spéciale leur savant et modeste directeur, M. Chaverondier.

91 cartonnées de terre, 868 livres (environ 95 fr. l'hectare).

Le prix moyen des grains, pendant la période écoulée de 1761 à 1780, avait été, pour le froment, de 55 sous la mesure de 34 livres; et pour le seigle, de 45 sous la mesure de 32 livres. — Depuis 1780, les prix avaient sensiblement augmenté. En 1788, le froment avait valu, à Montbrison, 3 livres 7 sous le bichet, et le seigle, 2 livres 16 sous.

La population agricole n'était pas alors beaucoup moins considérable qu'aujourd'hui. La paroisse que j'habite avait 925 âmes en 1788; elle en a 998 en 1865. Mon chef-lieu de canton, à la même époque, en avait 2,200; il atteint à peine 3,000 âmes aujourd'hui.

Sur l'instruction populaire en Forez avant 89, je puis donner les deux renseignements suivants : 1^o parmi les cinquante paysans figurant en 1761 dans le terrier de P..., cinq ont signé l'article qui les concerne (un dixième sachant lire et écrire, c'est peu; pourtant c'est déjà quelque chose); 2^o les archives de la Loire possèdent une partie de la correspondance échangée en 1788 entre le bureau de la commission intermédiaire de l'assemblée départementale de Montbrison et les municipalités du même département. Ces municipalités se composaient presque exclusivement d'hommes du peuple, car le même bureau de la commission intermédiaire nous apprend qu'« un amour-propre peut-être mal réfléchi de la part des notables et des grands propriétaires » avait le plus souvent « éloigné de ces assemblées ceux qui auraient pu les éclairer. » Cependant leurs lettres, sous le rapport du style autant que de l'orthographe, feraient honneur à bien des maires et des adjoints d'aujourd'hui.

Je ne sais si ces faits produiront sur le lecteur la même

impression que sur moi ; pour ma part, j'avoue qu'ils m'ont prodigieusement étonné. A entendre ce qu'on nous dit de la position des paysans sous l'ancien régime, il nous semble toujours voir remuer sur le sol ces *êtres noirs* dont parle La Bruyère. En examinant de bonne foi ce qui était il y a cent ans, je trouve, au moins dans nos provinces, que la condition du laboureur ressemblait beaucoup à celle qui lui est réservée aujourd'hui. Il payait des impôts au seigneur, c'est vrai ; mais ces mêmes impôts, souvent plus lourds, il les paye aujourd'hui à l'État. Il avait moins de moyens de transport, moins d'instruments perfectionnés, c'est encore vrai ; mais il produisait son blé à meilleur marché et le vendait plus cher. Il ne recevait pas de journaux, mais il savait déjà quelquefois lire et écrire. Si nous restions au point où nous sommes, le paysan forézien aurait gagné bien peu de chose à la Révolution.

Comment concilier ce fait, tiré de pièces parfaitement authentiques, avec ce que nous disent les vieillards, qu'autrefois les terres étaient incultes, les fermes vides, les denrées sans valeur, les hommes dépourvus de toute instruction ? L'explication est bien simple : nos vieillards ne vivaient pas avant la Révolution ; à peine quelques-uns d'entre eux étaient-ils alors de tous petits enfants incapables d'observer et de comprendre. Leur souvenir ne s'applique donc pas au temps qui précédait la Révolution, mais à celui qui l'a suivie. Sans doute, après 93, pendant les guerres de l'empire, la France était ignorante, malheureuse, dépeuplée, dévastée ; mais l'était-elle autant en 1788 ? Soyons sévères pour l'ancien régime, il le mérite à beaucoup d'égard ; mais que la sévérité n'exclue pas la justice. Prenons garde, quand nous parlons du temps passé, à ne pas imputer aux erreurs de l'ancien régime les désastres enfantés par la Révolution.

N° 2.

CAHIERS DES TROIS ORDRES DE LA SÉNÉCHAUSSEE DE LYON

Il m'a paru convenable de donner un specimen de ce qu'étaient la plupart des cahiers. J'ai choisi ceux de Lyon, non qu'ils soient mieux écrits que beaucoup d'autres, mais parce que les vœux d'une grande ville sont, aux yeux de bien de gens, plus intéressants que ceux d'un arrondissement de campagne, et parce que d'ailleurs ces cahiers contiennent l'expression très-exacte des demandes les plus générales du pays,

I

CAHIER

DES DEMANDES DE L'ORDRE DU CLERGÉ DE LA SÉNÉCHAUSSEE
DE LYON, ASSEMBLÉ LE 14 MARS 1789.

Le premier devoir qu'auront à remplir les députés de l'ordre du clergé de la sénéchaussée de Lyon sera de porter

au pied du trône l'hommage du respect, de la reconnaissance et de la fidélité dont tous ses membres sont pénétrés pour le meilleur des rois ; ils n'oublieront jamais que la nation est redevable à la justice de son souverain , et à son amour pour ses peuples, d'être rentrée dans l'exercice d'un droit presque oublié, et que le sacrifice d'un pouvoir, que de longs abus avaient en quelque sorte consacré, a été volontaire et uniquement dicté par les principes d'équité qui le dirigent.

Mais ils se rappelleront, en même temps, que ce devoir si honorable, ils ne pourront mieux le remplir qu'en faisant reconnaître, avec une noble franchise et une respectueuse fermeté, les vœux de leurs commettants sur le maintien de la religion catholique, apostolique et romaine, la régénération de l'ordre public, le rétablissement des finances, et la réforme des abus de tous les genres.

Les députés de l'ordre du clergé se regarderont bien plus comme les représentants de la nation entière, nommés pour elle par des citoyens électeurs, que comme ceux d'un ordre particulier ; sans cesse occupés du bien général et de l'intérêt public, c'est à leur zèle pour la religion, à la sagesse de leurs délibérations , à la justice et à l'équité de leurs jugements, au désintéressement de leur conduite et à l'impartialité de leurs décisions, qu'on reconnaîtra seulement qu'ils appartiennent au premier ordre de l'État.

Les députés de l'ordre du clergé de la sénéchaussée de Lyon s'empresseront de faire connaître l'esprit de justice et de désintéressement qui a présidé à ses délibérations. Depuis longtemps, une grande inégalité dans la répartition de l'impôt divise les trois ordres qui constituent la nation, et tandis que tous les membres de ce vaste empire participent également aux avantages de la société politique, que la pro-

tection est la même pour tous, une classe de citoyens contribue aux charges de l'État dans une proportion infiniment plus forte.

Il est temps qu'un tel abus cesse, et il est digne de l'ordre du clergé, qui s'est dans tous les siècles distingué par son patriotisme et sa bienfaisance, de donner l'exemple de l'abandon de ses privilèges pécuniaires.

Il a dû les défendre contre l'usurpation du fisc; il a dû conserver avec soin le droit de consentir lui-même ses impositions, d'en régler la forme et la répartition, puisqu'il était important de perpétuer les vestiges d'un droit jadis commun aux trois autres ordres de l'État.

Mais aujourd'hui que la bienfaisance du roi, que les lumières répandues dans tous les esprits, font rentrer la nation dans l'exercice d'un droit dont la raison prouve la justice, et dont l'avenir prouvera les avantages, les privilèges de l'ordre du clergé devenant inutiles aux deux autres ordres, il ne peut lui convenir de se séparer du corps de la nation; c'est d'elle qu'il reçoit sa considération, c'est d'elle qu'il a reçu ses biens; ses intérêts doivent être confondus avec les siens.

Les députés de l'ordre du clergé, sans s'attacher donc à examiner s'il doit résulter d'une répartition commune une augmentation de charges sur les biens qu'il possède, déclareront à la nation, en l'assemblée des États généraux, que le clergé de la sénéchaussée de Lyon a unanimement délibéré :

1° De partager également toutes les charges de l'État; de contribuer à la prestation représentative de la corvée, aux frais de casernement, de maréchaussée, d'administration, soit générale, soit particulière, et, en un mot, à toutes les dépenses de l'État, de la province et de la communauté dans

lesquelles ses biens sont situés ; de consentir à ce que toutes les impositions soient réparties sur tous les biens proportionnellement à leur valeur, et de renoncer expressément à toutes exemptions pécuniaires ;

2° Que dans le cas où la nation approuverait la perception des droits de contrôle et centième denier exigés sur les biens laïques lors des mutations en ligne collatérale, il consent à ce que les mêmes droits soient perçus sur les biens ecclésiastiques à chaque mutation, ou, tous les trente ans, sur les biens qui ne sont pas sujets à mutation ;

3° Les députés de l'ordre du clergé ne pouvant mettre aucune réserve à cette déclaration, et quelle que soit la masse des dettes dont il est grevé, il s'en rapporte au zèle et aux lumières de ses représentants pour faire valoir ses observations à cet égard, et à la justice de la nation sur la manière dont elles seront accueillies.

Les représentants de l'ordre du clergé s'attacheront bien plus à prévenir les abus qu'à les dénoncer ; il est bien plus sage, sans doute, de demander des lois propres à rendre la nation heureuse que d'entrer dans des détails longs et inutiles des abus qui blessent les droits et font le malheur des hommes.

Les États généraux ne pourront pas, sans doute, délibérer et proposer toutes ces lois utiles, puisque le plus grand des abus serait de vouloir tous les détruire sans examen et sans discussion.

Que les députés de l'ordre du clergé partent sans inquiétude, qu'ils assurent la constitution de l'État, qu'ils établissent les bases d'une bonne administration, qu'ils préparent la réforme de la justice, le rétablissement de la discipline ecclésiastique ; qu'ils s'occupent à détruire la trop grande inégalité qui existe dans la distribution et dans l'emploi des

biens ecclésiastiques; enfin et surtout, que les vrais intérêts de la religion, de cet unique principe de toutes les vertus, soient l'objet de leur principale sollicitude : leur mission sera remplie, et ils se seront acquis des droits à l'estime et à la reconnaissance de leurs commettants.

L'ordre du clergé recommande à ses députés de faire déclarer sur l'article de la constitution :

1^o Que la religion catholique, apostolique et romaine, qui est la religion nationale et constitutionnelle, sera la seule maintenue dans l'exercice du culte public;

2^o Qu'aucune loi constitutionnelle ne pourra être établie et promulguée qu'après avoir été consentie et acceptée par les États généraux, et sanctionnée par le souverain ;

3^o Que la nation seule pouvant consentir l'impôt, il n'en sera perçu aucun sans le consentement libre des États généraux ;

4^o Qu'aucun impôt ne puisse être accordé que jusqu'au 1^{er} janvier qui suivra immédiatement l'époque assignée pour la convocation des États généraux suivants ;

5^o Que ces deux principes s'appliquent, non-seulement aux impôts directs et de propriété, mais encore à ceux qui ne sont qu'indirects ou de consommation ;

6^o Qu'il ne puisse être fait aucun emprunt manifeste ou déguisé sans la volonté ou consentement des États généraux ;

7^o Que tous privilèges et exemptions seront déclarés contraires à une bonne constitution ; qu'ainsi donc aucun corps de l'État, aucune province, ville ou corporation ne seront admis à opposer un privilège particulier pour se soustraire à une loi délibérée et consentie par les États généraux.

8^o Qu'il sera déclaré que les États généraux ne pourront jamais se séparer sans avoir indiqué l'époque d'une nouvelle convocation ;

9° Que les États, les administrations provinciales, les municipalités des villes, ne pourront, dans aucun cas, nommer les députés aux États généraux, même en se réunissant au nombre de députés choisis par leur ordre respectif ;

10° Qu'en matière de contributions et d'impôts, les délibérations des États généraux seront prises par la totalité des représentants de tous les ordres réunis en une seule assemblée, et que la pluralité ne sera acquise que par la réunion des deux tiers des voix au même avis ;

11° Que si le vœu patriotique que forme l'ordre du clergé pour que les trois ordres se réunissent même en matière de législation ne pouvait pas s'accomplir, il sera déclaré que, dans le cas où les trois ordres délibéreraient séparément, la pluralité ne sera censée acquise dans l'ordre opposant que par la réunion des trois quarts des voix contre la résolution prise par les deux autres ordres ;

12° Que les impôts ou contributions publiques ne pourront jamais être délibérés et accordés par les États généraux qu'autant que tous les actes de législation et tous les articles de la constitution auront été arrêtés ;

13° Que les États généraux ne pourront établir aucune commission intermédiaire ;

14° Que les membres des États généraux seront déclarés personnes inviolables, et que, dans aucun cas, ils ne puissent répondre de ce qu'ils auront dit ou proposé dans l'assemblée nationale, si ce n'est aux États généraux eux-mêmes.

15° Qu'il ne peut y avoir de liberté nationale qu'autant que celle de tout individu français sera inviolable, et qu'un citoyen ne pourra être privé en tout ou en partie de la sienne autrement que par ordonnance du juge compétent, ou à la charge d'être remis à l'instant même entre les mains

du juge pour être, dans tous les cas, interrogé dans les vingt-quatre heures ;

16° Que la loi, que l'autorité doivent respecter toutes lettres et écrits de confiance, et qu'il soit défendu de violer le secret des correspondances ;

17° Que si l'on jugeait à propos d'étendre la liberté de la presse, ce que l'ordre du clergé ne saurait désirer, elle ne soit jamais tellement illimitée qu'elle puisse nuire à la religion, aux mœurs et à la réputation des personnes, et qu'ainsi les lois du royaume relatives à cet objet soient renouvelées et exécutées ;

18° Que tout privilège exclusif soit supprimé, comme contraire à la propriété, nuisible au commerce et favorisant le monopole ;

N'entendant néanmoins comprendre sous le nom de privilège le droit qu'a tout inventeur d'user privativement de la découverte qu'il a faite, à moins que l'État ne l'achète ;

19° Que toutes concessions de mines, et notamment celles des carrières de charbons fossiles, soient révoquées comme attentatoires à la propriété, et qu'à l'avenir il n'en soit accordé aucune, sauf à assujettir son propriétaire à n'exploiter sa mine ou carrière qu'en se conformant aux lois faites ou à faire sur les règles à observer dans ladite exploitation.

L'ordre du clergé recommande à ses députés de faire déclarer sur l'article de la législation :

1° Qu'il sera établi dans chaque province, et notamment à Lyon, un tribunal supérieur auquel seront portées toutes les causes d'appel, de quelque nature qu'elles soient ;

2° Que les offices de judicature des nouveaux tribunaux supérieurs ne pourront être acquis à prix d'argent, et que la finance des offices existants sera supprimée et remboursée à mesure de vacance ;

3° Que l'ordre du clergé aura, dans chacun des tribunaux supérieurs, un nombre d'offices qui lui sera affecté ;

4° Que la formation des tribunaux sera telle que ceux de première et ceux de seconde instance seront entièrement distincts et séparés ;

5° Que Sa Majesté sera suppliée de communiquer aux États généraux le travail des commissaires qu'elle a chargés de préparer la rédaction d'un code français, ainsi que la réforme des ordonnances civiles et criminelles, pour être discuté et provisoirement approuvé, s'il y a lieu, par l'Assemblée nationale ;

6° Que le vœu de l'ordre du clergé est que tous les Français n'aient qu'une seule loi, comme ils n'ont qu'un seul souverain ;

7° Que pour prévenir les procès, surtout entre les habitants des campagnes, il sera établi, par arrondissement, un conseil d'arbitrage composé de juriscultes présentés par les municipalités et nommés par les États provinciaux ;

8° Qu'aucune communauté ne sera autorisée à plaider en corps que de l'avis et consentement de ce conseil d'arbitrage ;

9° Que pour la sûreté des familles et prévenir la perte de titres importants, il sera ordonné que tous les actes sujets au contrôle seront copiés en entier sur les registres du contrôleur, qui serviront de dépôts publics ;

10° Que les privilèges dont ont joui les droits casuels soient réduits, et qu'à l'avenir les arrérages du cens, ainsi que les profits casuels, puissent se prescrire tous les cinq ans ; les droits casuels demeureront d'ailleurs une propriété inviolable.

L'ordre du clergé recommande à ses députés de faire déclarer, sur les articles de l'impôt et de l'administration :

1^o Que l'état fixe des dépenses de chaque département soit présenté aux États généraux pour être discutées, réduites et approuvées ;

2^o Que le compte des finances sera arrêté chaque année, et que Sa Majesté sera suppliée de le rendre public par la voie de l'impression ;

3^o Que chaque ministre ou secrétaire d'État soit tenu de rendre compte aux États généraux de l'emploi des sommes affectées à son département ;

4^o Les députés prendront en considération la dette de l'État, pour, après en avoir fixé la quotité, la déclarer dette nationale ;

5^o Que non-seulement l'égalité de l'impôt soit établie, mais encore l'uniformité, autant qu'il se pourra, et qu'aucune province ne puisse changer la nature ou la forme de ses impositions sans le consentement des États généraux ;

6^o Que les différentes natures d'impôts soient examinées, corrigées ou refondues en un seul ou plusieurs genres d'impôts les plus favorables à une égale répartition et à une perception économique ;

7^o Que les règlements relatifs au contrôle des actes, ainsi que la perception des droits d'aides, si la nation approuvait ce genre d'impôt, soient présentés aux États généraux pour être réformés et rendus uniformes ;

8^o Que le régime des gabelles, si contraire à l'agriculture, soit changé, et qu'un impôt uniforme et perçu aux salines mêmes rende le sel marchand dans tout le royaume ;

9^o Que les loteries soient supprimées comme tendant à altérer la probité et l'honnêteté du peuple, et à le priver de toutes les ressources que le travail et l'économie pourraient lui assurer ;

10^o Que le rachat des péages et autres droits particuliers

fondés en titres, qui gênent la circulation des denrées, soit ordonné; lesquels ne pourraient être rachetés qu'à la charge de remploi en immeubles, s'ils appartiennent au clergé ;

11° Que le reculement des douanes aux frontières rende au commerce sa liberté ;

12° Qu'il soit établi néanmoins des douanes de secours dans les grandes villes de commerce, et qu'il soit libre aux négociants d'y acquitter les droits, ou de les payer, s'ils le préfèrent, dès l'entrée du royaume ;

13° Que la position de la ville de Lyon semble exiger qu'elle jouisse des mêmes avantages que les villes maritimes, et qu'on lui accorde la facilité de l'entrepôt pendant une année ;

14° Que l'on s'occupe des moyens d'établir dans tout le royaume l'uniformité des poids et mesures ;

15° Qu'il soit créé dans tout le royaume des États provinciaux, dont tous les membres soient nommés par le choix libre de leurs concitoyens ;

16° Que les réglemens relatifs à leurs régime et composition soient uniformes, et qu'ils soient rédigés par les États généraux ;

17° Que la répartition de tous les impôts directs, la surveillance et la direction de tous les travaux publics, la perception des impôts directs ou indirects, les fonds d'encouragement, et généralement tout ce qui intéresse les provinces leur soit confié ;

18° Qu'ils ne puissent ordonner aucune levée de deniers, pas même pour frais d'administration, consentir aucune imposition, abandonner aucun droit sans le consentement et l'approbation des États généraux ;

19° Que la conservation des biens des villes, communautés, hôpitaux, collèges, instituts de bienfaisance, maisons de

charité, et généralement de tous les établissements d'utilité commune autres que les ecclésiastiques, soit confiée aux États provinciaux, et que les comptes des recettes et dépenses de ces divers établissements soient rendus chaque année en leur présence par leurs administrateurs particuliers et arrêtés par eux sans frais, ainsi que ceux de tous les comptables de la province ;

20° Que le vœu du clergé est que l'on s'occupe des moyens de supprimer la mendicité et d'assurer dans chaque paroisse des secours aux véritables indigents ;

21° Qu'aucun canal ne puisse être ouvert que sur la demande des États provinciaux et l'autorisation des États généraux, et que, dans aucun cas, l'entreprise ne puisse en être cédée à une compagnie, mais qu'elle soit toujours faite aux frais des provinces et dirigée par leurs États ;

22° Que les désordres, les dépenses abusives, l'effroi et le dérangement qui sont les avant-coureurs ou les suites du tirage de la milice, paraissent à l'ordre du clergé des motifs suffisants pour désirer que les États généraux prennent cet objet en considération.

L'ordre du clergé de la sénéchaussée de Lyon, convaincu que les bases d'une bonne administration ne consistent pas uniquement dans la confection de lois sages ; que les lois ne peuvent prévoir et empêcher que les désordres éclatants, et ne sauraient s'opposer aux dégradations insensibles qui minent l'édifice social et en préparent la ruine ; que ces lois ne sont utiles qu'autant qu'un sentiment supérieur aux passions en fait respecter l'autorité et chérir même l'observation ; que la première cause enfin de tous les abus et des injustices qui troublent la société et font le malheur des hommes se trouve dans l'oubli des principes religieux ; recommande spécialement à ses députés d'inspirer à la nation assemblée

le respect profond que doivent attirer à la religion chrétienne la divinité de son origine et la pureté de sa morale, et d'indiquer aux États généraux les moyens de lui rendre toute l'influence qu'elle doit avoir sur l'ordre social et sur le bonheur des peuples.

Ce ne seront point des lois sévères qu'ils demanderont contre les infracteurs ou les détracteurs de cette religion sainte; en insistant, au contraire, pour que les lois proscrivent tout ce qui peut altérer la foi, troubler le culte et pervertir les mœurs, ils proposeront en même temps d'adoucir la rigueur des peines portées par les anciennes ordonnances du royaume.

Ils remonteront à la source des maux pour les prévenir; et comme les abus que nous déplorons viennent principalement de l'infraction publique des lois de l'Église, du peu de respect pour les mœurs, du défaut d'une bonne éducation religieuse et civile, et enfin du défaut de pouvoir dans le clergé pour arrêter lui-même les progrès du relâchement insensible de la discipline ecclésiastique, l'ordre du clergé recommande à ses députés de faire déclarer sur tous ces points :

1° Que les lois du royaume relatives à la sanctification des dimanches et fêtes, et au respect du culte public et solennel, soient renouvelées et exactement observées;

2° Que des lois somptuaires arrêtent les progrès du luxe, que la licence publique des mœurs soit réprimée, et que les ordonnances qui défendent les fêtes baladoires soient renouvelées et exécutées;

3° Que l'éducation publique ne soit plus conduite d'après des principes arbitraires, et que tous les instituteurs publics soient tenus de se conformer à un plan uniforme approuvé par les États généraux;

4° Que les corps ecclésiastiques soient chargés par préférence de l'éducation publique. Les succès avec lesquels une société religieuse et savante a longtemps dirigé les collèges, et dont, à cet égard, l'on ne saurait trop regretter les travaux et déplorer la suppression, la supériorité des établissements confiés à des communautés séculières ou régulières, prouvent quelles ressources la nation peut trouver dans la religion, le zèle et les talents des corps ecclésiastiques, qui ne demandent eux-mêmes qu'à se rendre utiles ;

5° Que non-seulement les collèges d'exercices publics et gratuits, mais encore les établissements d'éducation que forment les particuliers, soient soumis à l'autorité ecclésiastique ;

6° Que les moyens d'instruction soient multipliés, surtout dans les campagnes, et qu'il soit établi dans chaque paroisse des maîtres et maîtresses d'école choisis avec soin et soumis à l'inspection des curés ;

7° Que l'on rende à l'Église de France ses conciles provinciaux, et qu'ils se rassemblent tous les trois ans pour s'occuper de l'uniformité de l'enseignement et du culte, des règles à observer dans la collation des bénéfices, de l'entretien et décoration des églises, et généralement de tout ce qui intéresse le maintien de la discipline ecclésiastique ;

8° Que dans chaque diocèse il soit tenu un synode chaque année ;

9° Que toute impétration de bénéfices, par voie de prévention, soit déclarée de nul effet, au moins pour les bénéfices qui sont à charge d'âmes ;

10° Que le sort des religieux soit assuré, et que la crainte d'une suppression prochaine n'étouffe plus parmi eux tout principe d'émulation ;

11° Que l'expérience ayant prouvé que l'âge de vingt et un ans, fixé pour l'émission des vœux solennels, ne permet

plus aux corps religieux de se procurer des sujets assez flexibles pour se former à la science, aux mœurs et à la discipline des cloîtres, il soit fixé, par les États généraux, un âge au-dessous de celui qui a été déterminé par l'édit de 1768 ;

12° Que toutes les annexes soient réunies aux cures dont elles dépendent, ou érigées en cures, si la réunion n'est pas praticable ;

13° Que la dotation des cures et vicariats soit fixée proportionnellement aux charges relatives de chaque pasteur, par tout autre moyen qu'une pension pécuniaire ou portion congrue ;

14° Que la dotation des cures et vicariats soit prise sur les dimes perçues dans l'étendue de la paroisse, et que, dans le cas de leur insuffisance, ainsi que dans les villes, il y soit pourvu par d'autres moyens ;

15° Qu'il soit procédé par voie de réunion à la dotation des chapitres et autres décimateurs utiles, qui éprouveraient une diminution trop sensible dans leurs revenus par la dotation des cures et vicariats ;

16° Que les réunions des bénéfices soient faites, à l'avenir, sans autres formalités que le décret de l'évêque, rendu suivant les formes canoniques, et l'enregistrement aux tribunaux supérieurs de la province, obtenus sans frais et sans nouvelles procédures ;

17° Qu'il soit établi dans chaque diocèse des places ou pensions de retraite pour les anciens curés, vicaires et autres ecclésiastiques que leurs infirmités rendraient inhabiles aux fonctions du saint ministère ;

18° Que les curés aient, dans toutes les assemblées du clergé, un nombre fixe de représentants librement choisis et nommés par eux, et qu'on détermine le rang qu'ils doivent occuper dans les assemblées ecclésiastiques ;

19° Que dans les assemblées municipales, les curés ne puissent être présidés que par le seigneur de la paroisse ;

20° Qu'il soit établi des moyens moins onéreux aux familles pour veiller à la conservation des biens qui font la dotation des bénéfices consistoriaux, lors de leur vacance ;

21° Que le clergé, consentant à payer les droits de contrôle et centième denier, lors des mutations de bénéfices, et renonçant à tous les privilèges pécuniaires, ne soit plus assujetti aux droits d'amortissement et de nouveaux acquêts, ainsi qu'à l'obligation de passer ses baux par acte public et notarié ;

22° Que, pour prévenir les difficultés toujours renaissantes entre les décimateurs et les contribuables, il soit déterminé, par un règlement général, quels sont les fruits décimables, quelle est la quotité de la dîme, de quelle manière elle doit se percevoir, et comment doit s'en prouver l'exemption.

L'ordre du clergé, en rédigeant ses cahiers, n'a point entendu prescrire à ses députés des lois dont ils ne puissent s'écarter ; il n'ose se flatter d'avoir indiqué tout le bien qui peut se faire, et même, avec les motifs les plus purs, de ne s'être pas trompé sur les moyens de préparer la félicité publique. C'est au milieu de la nation assemblée, c'est dans le moment où ils seront environnés de toutes les lumières et de tous les intérêts, c'est après qu'une discussion sage et réfléchie aura présenté les objets sous toutes les faces, que les députés du clergé se détermineront. Nous ne mettons donc d'autres bornes à leurs pouvoirs que celles que la religion, l'honneur et l'esprit patriotique leur prescriront ; d'autres conditions que de travailler avec un zèle infatigable à la tranquillité d'un grand empire et au bonheur de vingt-quatre millions d'hommes.

En conséquence, nous donnons à MM. de Castellás, abbé

de Bonnecombe, doyen de l'église, comte de Lyon, vicaire général; Flachat, licencié en droit, curé de Saint-Chamond; Maillet, bachelier de Sorbonne, curé de Rochetaillée-en-franc-Lyonnais; Charrier de la Roche, prieur des Bois-de-la-Salle, prévôt du chapitre noble de Saint-Martin-d'Ainai et curé de la même paroisse, tout pouvoir pour proposer, remontrer, aviser et consentir à tout ce qui peut concerner les besoins de l'État, la réforme des abus, l'établissement d'un ordre fixe dans toutes les parties de l'administration, et la prospérité générale du royaume.

II

CAHIER

DES DOLEANCES ET REMONTRANCES DE L'ORDRE DE LA NOBLESSE DU RESSORT DE LA SÉNÉCHAUSSEE DE LYON

L'an mil sept cent quatre-vingt-neuf et le vingt-sept mars, nous, nobles possédant fiefs, et autres composant l'ordre de la noblesse dans l'étendue de la sénéchaussée de Lyon, étant assemblés en vertu des lettres de convocation qui ordonnent aux trois ordres d'élire leurs députés aux États généraux et de leur confier tous les pouvoirs et instructions qu'ils croiront utiles à la prospérité de l'État et au bonheur particulier des individus, nous remettons, par les présentes, aux quatre députés qui seront par nous librement élus pour porter notre vœu aux États généraux qui doivent

se tenir à Versailles, le 27 avril prochain, les cahiers ci-après, relatifs à la constitution, à la liberté des personnes et des propriétés, à la réformation des lois civiles et criminelles, à la discipline ecclésiastique, à l'honneur des armes françaises, à la prospérité du commerce en général, et à celle de la ville et ressort de cette sénéchaussée.

Mais, avant tout, nous enjoignons à nos députés d'exprimer au roi notre profonde et respectueuse reconnaissance de ce que, assuré de l'amour et de la fidélité de ses sujets, et sensible à la seule véritable gloire, celle de faire le bonheur de la nation générale qu'il gouverne, il en a reconnu les droits et a désiré la réunir autour de son trône pour l'interroger et l'écouter sur ses intérêts et ses vœux.

Pour répondre à cette auguste intention du monarque, nous voulons que nos députés insistent sur la délibération par ordre, leur laissant cependant la liberté de consentir la délibération par tête aux prochains États généraux, si des circonstances impérieuses les y obligent.

Constitution.

Nosdits députés requerront :

1^o Que l'ordre de la succession à la couronne, par primogéniture de mâle en mâle, soit reconnu, sans délibération, par les États généraux, conformément à la loi salique ;

2^o Qu'en cas de régence, elle soit provisoirement déferée par les seuls princes et pairs du royaume, entre les mains desquels tout régent prêtera serment de déposer son pouvoir aux États généraux, qui s'assembleront de droit et sans convocation dans les deux mois à dater du jour de l'événement qui aurait donné lieu à la régence.

Lesdits États généraux la déféreront seuls définitivement et régleront tout ce qui aura rapport aux conseils de régence, à l'étendue des pouvoirs, tant du régent que des conseils, à la sûreté de la personne du roi et à celle du royaume.

Ils insisteront pour que les États généraux arrêtent les meilleures formes constitutionnelles pour la convocation des États généraux subséquents et la nomination des députés, de manière à opérer la plus libre, la plus juste et la plus complète représentation de chaque ordre de la nation.

Ils feront déclarer :

1^o Que les députés aux États généraux sont personnes inviolables, et que, dans aucun cas, aucun temps, ils ne peuvent être recherchés sur ce qu'ils auront dit ou fait dans l'assemblée des États généraux, et que, pendant le temps de leur mission, il sera sursis contre eux à toutes poursuites pour intérêts civils ;

2^o Que les États généraux seront réputés complets et pourront délibérer et statuer toutes les fois qu'il se trouvera dans l'assemblée les cinq sixièmes des députés envoyés par chaque ordre.

Ils feront arrêter :

1^o Que les États libres et généraux du royaume seront de nouveau assemblés dans deux ans à compter du jour de la séparation des États généraux prochains, et qu'aucune assemblée d'États généraux ne pourra se dissoudre sans avoir fixé l'époque précise d'une nouvelle convocation qu'il sera toujours libre au roi de devancer, s'il le juge convenable, mais qui ne pourra jamais être retardée ;

2^o Que tous les actes émanés de la volonté et consentement des États généraux régulièrement convoqués auront seuls force de loi dans toute l'étendue du royaume, après néanmoins qu'ils auront été sanctionnés par l'autorité du

roi; auquel cas, les cours et tribunaux supérieurs chargés de leur exécution seront tenus de les transcrire sur leurs registres sans réserves ni examen.

Et quant aux règlements interprétatifs et de pure administration qui pourront être faits pendant l'intervalle des États généraux, ils n'auront qu'une exécution provisoire, jusqu'aux États généraux subséquents, où ils seront rapportés pour y être admis ou rejetés ;

3^o Que le pouvoir des députés ne pourra, dans aucun cas, s'étendre au delà d'une année, à compter du jour de l'ouverture des États généraux pour lesquels ils auront été élus, et que, ce temps expiré, leur mandat cessera de droit.

Nous les chargeons spécialement de faire déclarer, par une loi constitutive :

1^o Que la liberté individuelle de tout Français, c'est-à-dire le droit d'aller et venir, de vivre et de demeurer partout où il lui plaît, dans l'intérieur ou hors du royaume, est assuré sans qu'il soit besoin d'aucune permission ; sauf cependant aux États généraux à déterminer les personnes et les cas où cette liberté devrait être restreinte pour la sortie du royaume;

Qu'en conséquence, nul Français (qui ne sera pas dans les lieux de la discipline militaire) ne pourra être constitué prisonnier, hors les cas de flagrant délit et de clameur publique, que sur un décret ou un ordre par écrit des juges ordinaires ou de police ;

Que, s'il est arrêté par ordre du roi, il sera, en vertu de la loi, à laquelle il ne pourra, dans aucun cas, être dérogé, remis, dans les vingt-quatre heures, à ses juges naturels, qui seront tenus de l'interroger dans le même délai ; et que toute personne qui en ferait arrêter une autre, sans caractère légal, et qui concourrait à un pareil arrêt, sera poursuivie

devant les tribunaux et punie, soit par des dommages et intérêts envers celui dont elle aurait violé la liberté, soit par des peines qui seront réglées par les États généraux ;

Et qu'à l'égard de ceux qui auront été régulièrement arrêtés, ils seront élargis provisoirement en donnant caution, ou sans caution, toutes les fois que le délit qui leur sera imputé ne sera pas de nature à emporter peine de mort ou peine corporelle ;

2° Que la liberté de la presse sera indéfinie à l'avenir sur toutes les matières qui auront rapport à l'administration, à la politique, aux sciences et aux arts, sauf aux États généraux à statuer sur les précautions à prendre pour que la religion, les mœurs et les personnes soient respectées dans les écrits imprimés ;

3° Que les lettres confiées à la poste seront inviolables, et que, dans aucun cas, sans exception, une lettre ne pourra devenir un titre ou un moyen d'accusation ou de défense pour aucuns autres que celui à qui elle est adressée, ou celui par qui elle a été écrite ;

4° Que nul individu ne pourra être privé de sa propriété, même à raison d'intérêt public reconnu, s'il n'en est à l'instant dédommagé en une valeur justement proportionnée au dommage ;

5° Que, pour assurer la liberté de la nation, les ministres seront comptables aux États généraux de tout ce qu'ils auraient pu faire de contraire aux lois consenties par les États généraux, ainsi que de l'emploi des fonds assignés pour leurs départements respectifs ; à l'effet de quoi, le premier soin de tout ministre qui entrera en place sera de reconnaître et d'établir le compte de son prédécesseur ;

6° Qu'il sera créé le plus promptement possible, dans chaque province, des administrations sous telle dénomina-

tion que les États généraux croiront le plus convenable, et dont les membres seront librement élus dans les différents ordres, et pour un temps limité, lesquelles administrations, formées suivant la composition qui aura été arrêtée par les États, seront chargées de l'exécution et des détails provisoires de tout ce qui aura été statué par les États généraux, ainsi que de l'inspection de tous les établissements et intérêts locaux, en rendant chaque année un compte public et détaillé de leur gestion, et ces comptes seront portés aux États généraux subséquents pour y être vérifiés, discutés, approuvés ou blâmés ;

7^o Que les États généraux prochains et futurs ne délibéreront sur aucun impôt avant d'avoir définitivement statué sur tout ce qui aura rapport à la constitution, c'est-à-dire à la liberté de la nation et à la liberté individuelle des personnes et des propriétés.

Impôt.

En ce qui regarde l'impôt, nous chargeons nos députés :

1^o De réitérer à l'assemblée des États généraux la libre renonciation que nous avons faite de toutes exemptions et privilèges relatifs aux impôts qui seront consentis par lesdits États, à la charge néanmoins que lesdits impôts seront proportionnellement répartis sur chaque province, sans distinction ni exemption ; et quoique tous les impôts existant actuellement doivent être déclarés nuls, comme n'ayant pas été accordés par la nation, nous consentons cependant de les payer pendant la tenue des prochains États généraux, mais seulement ainsi que nous les avons payés jusqu'à ce jour, n'ayant contracté l'engagement de renonciation à nos privi-

lèges pécuniaires que pour les impôts qui seront légalement établis ou confirmés par les États généraux, et entendant réserver expressément tous nos privilèges honorifiques, tels que : le droit de nommer toujours seuls nos représentants ; celui de marcher au ban et arrière-ban ; les ordres et décorations accordés à la noblesse ; les distinctions et honneurs dans les églises et assemblées publiques ; le droit exclusif d'entrer dans certains corps ou établissements militaires et ecclésiastiques ; la libre possession des fiefs sans payer aucun droit qui serait imposé à raison seulement de la nobilité des terres seigneuriales ; les titres, gratifications, port d'armes et tous autres signes extérieurs indicatifs de la noblesse ;

2^o. Nous demandons que, préliminairement à aucune concession ou confirmation d'impôts, les États généraux prennent une connaissance entière, détaillée et approfondie de la situation actuelle des finances et des vrais besoins de l'État, de manière à lever toute incertitude sur la quotité plus ou moins considérable de la dette nationale, et à s'assurer de tous les moyens d'y satisfaire ;

3^o Que la dette, une fois reconnue et constatée, soit déclarée dette nationale, et, en conséquence, convertie en contrats, à l'effet d'anéantir l'agiotage et de faire contribuer à l'impôt cette portion de la richesse publique qui doit d'autant plus y être soumise, que la garantie de la nation y donnera un degré de certitude et de confiance qu'elle n'avait pu raisonnablement obtenir jusqu'à présent ;

4^o Qu'à la dette publique soient ajoutées toutes les dettes contractées par les villes, corps, compagnies ou corporations, pour prêts ou dons versés au trésor royal ; ce moyen étant le seul pour établir une répartition égale des impôts, n'étant pas juste qu'une ville, un corps, une compagnie, une corporation se trouvassent à la fois soumis aux impôts géné-

raux et à des impôts particuliers, pour opérer le remboursement d'emprunts qui ne leur auraient pas profité et pour lesquels elles ne peuvent être considérées que comme caution, sauf auxdites villes, corps, compagnies ou corporations à rester chargées des dettes qu'elles auraient contractées pour leurs besoins particuliers ; n'entendant point comprendre la dette du clergé sous la désignation de dette de corps, compagnie ou corporation ;

5^o Que les États généraux, dans le choix des impôts à consentir ou à confirmer, ne perdent jamais de vue que les seuls impôts admissibles sont ceux qui se concilient le plus possible avec la libre jouissance des propriétés et donnent le moins de prise aux recherches vexatoires, à l'arbitraire, aux frais de perception, à la fraude, à l'immoralité, aux gains exorbitants des fermiers ou régisseurs.

En conséquence, nos députés aux États généraux solliciteront la conversion de la gabelle en un impôt perçu sur les salines, laissant ensuite la circulation du sel libre dans tout le royaume, comme marchandise de commerce ;

La suppression des aides et de tous les droits de consommation sur les vins, eaux-de-vie, huiles et savons ;

Un tarif exact, précis et modéré des droits de contrôle, insinuation et autres droits domaniaux, sans que ce tarif puisse être interprété par des décisions ministérielles ;

L'absolue suppression de toutes les loteries et celle des droits sur les fers, les cuirs et les papiers ;

Et dans le cas où la capitation serait conservée, ils chercheront à en écarter l'arbitraire.

Quant aux impôts à consentir, nos députés s'occuperont des moyens :

1^o De les faire supporter également et proportionnellement par chaque propriété du royaume, en déterminant sur

des principes uniformes un cadastre général, divisé par provinces et subdivisé par communautés ;

2° De soumettre les revenus mobiliers à la contribution, sans cependant employer des voies inquisitionnelles, et sans gêner la liberté du commerce ;

3° De faire porter le plus possible les impôts sur les objets de luxe et de superfluité ;

Et à l'égard des contestations qui pourraient naître relativement aux impôts, ils requerront qu'elles soient toujours portées devant les juges du territoire, en supposant néanmoins que les administrations des provinces n'eussent pas pu les terminer d'abord par voies de conciliation ;

6° Ils feront déclarer qu'aucun impôt, soit direct, soit indirect, sous quelque forme ou dénomination que ce puisse être, tels qu'emprunts, papiers circulants, créations d'offices, ne peut être établi et perçu que du libre consentement des États généraux, et pour le temps qu'ils auront déterminé, lequel, dans aucun cas, ne pourra se prolonger au delà de six mois après le jour où aura été fixée l'ouverture des États généraux subséquents, et que, en conséquence, il sera enjoint aux cours de poursuivre par les voies les plus rigoureuses tous exacteurs d'impôts dont la durée serait expirée.

Ils auront soin que les sommes reconnues nécessaires à chaque département soient rigoureusement assignées par les États généraux, sans que, sous aucun prétexte, elles ne puissent être détournées de l'objet pour lequel elles auront été destinées.

Ils demanderont que les administrations de province qui répartiront et feront percevoir les impôts soient autorisées à ne verser au trésor royal que ce qui excédera les frais de l'administration de la province, ceux des travaux publics, les intérêts dus aux créanciers de l'État résidant dans

la province, les pensions, les gratifications, les encouragements, les gages des officiers de justice et autres, afin d'éviter tout retard ou suspension de paiements, et de conserver dans l'intérieur du royaume une grande et facile circulation de numéraire.

Objets d'administration, de grande police et d'économie politique.

Nous désirons :

1^o Que tous engagements des domaines du roi soient rapportés aux États généraux pour y être vérifiés et qu'ils s'expliquent décisivement sur l'aliénabilité ou l'inaliénabilité des domaines corporels du roi, et que, dans le cas où ils en demanderaient l'aliénation, ils avisent aux moyens de la rendre productive et vraiment utile par le bon emploi des deniers qui en proviendront ;

2^o Qu'à l'avenir, aucune place sans fonctions habituelles et nécessaires ne puisse conférer la noblesse héréditaire, ou même les privilèges personnels et honorifiques de la noblesse, laquelle ne pourra être accordée qu'à des services longs, utiles, ou à de grands et éclatants services rendus à l'instant ;

3^o Que toutes les places reconnues inutiles par les États généraux soient supprimées, dans quelque rang qu'elles soient, administration, justice, finances militaires et autres ; qu'à l'avenir, il ne soit accordé aucune survivance, même des places reconnues nécessaires, sans que les survivances qui auraient pu être consenties jusqu'à ce jour puissent être un obstacle à la suppression des places inutiles, auquel cas le survivancier ne pourra prétendre aucune indemnité ;

4° Que tous les titulaires de places dans les provinces, de quelque ordre qu'elles soient, y résident au moins huit mois chaque année; à défaut de quoi les administrations des provinces, par les mains desquelles ils recevront les gages et honoraires de leurs places, seront autorisées à les retenir et à les employer en objets publics et utiles ;

5° Que, par une loi générale, il soit permis, dans tous les actes publics et privés, de stipuler, au taux fixé par la loi, l'intérêt des sommes dues pour quelque cause que ce soit ;

6° Que les Etats généraux s'occupent d'inspirer un caractère national, en multipliant pour toutes les classes de citoyens, et notamment pour la noblesse, des établissements destinés, sous l'inspection des administrations des provinces, à l'éducation des enfants de l'un et de l'autre sexe, et constitués sur des principes relatifs à la destination présumée de ces enfants ;

7° Qu'ils s'occupent aussi des moyens les plus efficaces pour détruire en France la mendicité ;

8° Que, chaque année, les comptes de l'administration du royaume, des départements, des administrations, des provinces, des villes, municipalités, hôpitaux et généralement de tous établissements publics, soient imprimés et publiés ;

9° Que les États généraux examinent s'il convient de faciliter et de procurer l'affranchissement des possessions territoriales, en permettant des rachats généraux et proportionnés à la véritable valeur de la propriété des seigneurs directs et justiciers ;

Consentant néanmoins dès à présent que tous droits de servitudes personnelles soient supprimés, s'ils n'ont été convertis en denrées ou en argent ;

10° Que la division des communaux soit favorisée de

manière à attacher plus de sujets à la patrie par des propriétés, et à faire fleurir l'agriculture ;

11° Que, pour faciliter la communication des lumières de province à province, les Etats généraux ordonnent la réunion et l'impression de tous les mandats qui auront été remis aux députés des trois ordres.

Lois civiles et criminelles.

Sur les lois civiles, nous demandons que, conformément à la volonté annoncée du roi, au vœu de la nation et à ses besoins, tout ce qui tient à l'ordre judiciaire soit réformé ou amélioré dans les ministres, dans les formes, dans les principes de la justice.

D'abord dans les ministres de la justice :

1° En détruisant les abus qui peuvent exister dans l'exercice des justices royales et seigneuriales ;

2° En augmentant, en matière civile, l'attribution des présidiaux et des justices consulaires ;

3° En supprimant les tribunaux d'exception, avec remboursement effectif ;

4° En réduisant le nombre des agents secondaires et en supprimant plusieurs genres d'offices, notamment ceux des receveurs des consignations, des commissaires aux saisies réelles, des commissaires enquêteurs, experts jurés, greffiers de l'écritoire et huissiers priseurs ;

5° En créant, dans le chef-lieu de chaque généralité, et notamment à Lyon, un tribunal souverain, lequel, sous telle dénomination qu'il appartiendra, jugera en dernier ressort, et sans exception, tous procès civils et criminels, quel qu'en soit l'objet.

Et, à l'égard de la vénalité des offices, il en sera délibéré aux Etats généraux, qui pourvoiront au remboursement effectif si la vénalité est supprimée, ou à en prévenir les abus si elle est maintenue.

Ensuite, dans les formes de la justice, en les rendant simples, uniformes, sommaires, peu dispendieuses, favorables à la bonne foi et communes à tous les sujets ; sans exceptions par privilèges, comme les *committimus* ; sans exceptions par autorité, telles que les évocations, les arrêts de défenses, les commissions.

Enfin, dans les principes de la justice, en formant un code qui appartienne véritablement à la nation française, qui soit assorti à son caractère et à ses mœurs, et qui régie uniformément les personnes et les biens.

Quant aux lois criminelles, en attendant leur réforme générale si justement désirée, nos députés solliciteront provisoirement :

- 1^o Que l'instruction ne soit plus confiée à un seul juge ;
- 2^o Que les accusés aient des conseils pour la confrontation et les actes subséquents ;
- 3^o Que nulle condamnation à mort ou à peine corporelle ne puisse être prononcée qu'à la pluralité des trois quarts des voix ;
- 4^o Que l'usage de la sellette et toute torture soient abolis ;
- 5^o Que le supplice de trancher la tête soit commun à tous les condamnés à mort, de quelque ordre qu'ils soient.

Commerce.

Nos députés aux Etats généraux s'occuperont, relativement

au commerce, de tout ce qui peut assurer à celui de la France l'égalité, la liberté, la facilité, la sûreté, la dignité.

En conséquence ils demanderont, sur l'égalité, l'examen approfondi des traités de commerce avec les nations étrangères, et l'exécution entière de celui des Pyrénées entre la France et l'Espagne;

Sur la liberté, l'examen du privilège exclusif de la compagnie des Indes, le rapport aux États généraux de tous privilèges particuliers, pour supprimer ceux qui seraient contraires à l'intérêt public, et statuer qu'il n'en sera jamais accordé que pour de véritables inventions, reconnues telles par les administrations des provinces, et seulement pour un terme au-dessous de dix années, sans que les découvertes utiles à la santé des hommes puissent être récompensées autrement que par des gratifications;

La suppression du privilège exclusif des messageries, en laissant à toutes personnes la libre et entière concurrence pour le transport des voyageurs et des marchandises;

La suppression des péages domaniaux;

Le rachat par l'état des péages patrimoniaux qui se trouveraient établis sur des titres légitimes;

Le transport des douanes sur les frontières;

La suppression des jurandes, à l'exception de celles qui intéressent la sûreté publique, telles que la communauté des apothicaires, des serruriers, des orfèvres et tireurs d'or, et des imprimeurs et libraires; sauf à donner des règlements simples et précis pour la fabrique des étoffes de soie, la chapellerie et la boulangerie, qui, par leur importance et la multitude des individus qui y sont employés dans les villes principales, peuvent exiger une discipline particulière.

Sur la facilité, ils solliciteront un tarif général et précis de tous les droits d'entrée et de sortie du royaume, combiné

avec l'intérêt plus ou moins réel que peut avoir le commerce de France à écarter ou recevoir certaines productions étrangères, à retenir ou à faire écouler certaines productions nationales ; et, quant aux objets dont l'introduction serait prohibée, en cas de fraude découverte et jugée, ils seront patemment brûlés sur la frontière.

Ils aviseront aux moyens les plus faciles de rendre les poids et les mesures uniformes dans tout le royaume.

Et ils requerront le prompt établissement des courriers pour le transport des lettres, partout où les chambres de commerce en demanderont, et notamment de Lyon à Bordeaux.

Sur la sûreté, ils feront arrêter qu'aucun ordre ministériel ne pourra plus à l'avenir contrarier, modifier ou suspendre l'exécution des lois qui seront établies pour le commerce ;

Qu'il sera permis aux administrations des provinces et aux chambres et compagnies de commerce de faire entendre leurs réclamations par mémoires et députés, lorsqu'ils croiront les intérêts du commerce compromis ;

Que le Code de commerce sera vu, réformé et arrêté par une commission composée de jurisconsultes et de négociants éclairés, et que, entre autres principales lois de ce Code, il s'en trouvera d'expresses contre les lettres de surséance et de répit, qui ne pourront être accordées que sur la demande des trois quarts des créanciers comptés par les sommes ; contre les faillites, qui seront toujours jugées à la poursuite des procureurs du roi, des justiciers consulaires, et, en cas de fraude, sévèrement punies aux frais du domaine ; et enfin, contre quiconque accepterait l'hérédité d'un failli, en déclarant son donataire héritier ou exclu de toutes charges et fonctions publiques, s'il n'abandonne la succession aux créanciers du failli.

Sur la dignité du commerce, ils s'occuperont de tous les

moyens possibles de détruire les stériles et détestables spéculations de l'agiotage.

Constitution militaire.

Nous déclarons, sur la constitution militaire, que nous ne céderons jamais le plus précieux de nos droits, celui de marcher au premier rang contre les ennemis de l'état.

Nous désirons que les États généraux s'occupent des moyens :

1° De rendre au militaire son véritable caractère, en établissant une formation et une composition plus patriotiques, et en l'employant le plus utilement possible en temps de paix;

En arrêtant que l'exercice du commandement ne sera livré qu'à ceux qui ont appris à obéir;

En rendant les enrôlements forcés des milices moins préjudiciables aux campagnes ;

En bannissant ces variations continuelles de discipline, d'exercices et de manœuvres qui fatiguent le soldat, le portent à la désertion par le découragement ou l'empêchent de se réengager ;

En supprimant toutes les peines auxquelles l'esprit national a attaché une idée d'avilissement ;

En accordant des récompenses distinguées à tous actes extraordinaires de valeur et de bravoure ;

2° De multiplier les établissements des écoles militaires qui sont formés sur des plans et réglés par des principes uniformes ;

3° D'empêcher que la protection ou l'argent fassent obtenir la préférence sur le mérite et les talents, qui (en respectant cependant le droit d'ancienneté des services) doivent seuls faire parvenir à tous les grades militaires, auxquels seront

admis tous les nobles ayant la noblesse acquise et transmissible;

4° Qu'ayant égard au sort de la noblesse pauvre, les États généraux ne permettent plus qu'elle ne porte pas avec honneur les marques glorieuses de sa valeur ; qu'ils ne souffrent pas que la misère soit le partage du brave et malheureux soldat qui a perdu au service de la patrie les moyens de pourvoir à sa subsistance ;

5° Qu'ils examinent s'il ne serait pas possible, en leur donnant une éducation patriotique, de tirer parti de la foule des enfants abandonnés que l'état recueille, et d'en faire de bons soldats et de bons matelots;

6° Qu'ils demandent que la marine royale ait une activité toujours subsistante, qui servirait à perfectionner les connaissances, à faire respecter le pavillon français et à protéger utilement le commerce;

7° Qu'ils statuent que toutes les parties relatives à la guerre et à la marine seront toujours confiées à des conseils, dont les membres continueront à être choisis parmi les sujets les plus distingués sur le compte desquels l'opinion de la flotte et de l'armée aura parlé le plus favorablement.

Lois ecclésiastiques.

À l'égard des lois ecclésiastiques, persuadés que, dans toutes les provinces, messieurs du clergé s'empresseront de demander tout ce qui intéresse la sûreté de la discipline, nous bornons nos députés à requérir les objets suivants :

1° Que la religion catholique, apostolique et romaine, soit toujours la seule religion dominante de la France ;

2° Que le concordat soit aboli; en conséquence, les élections

aux bénéfices rétablies, l'usage des résignations anéanti, et toutes les institutions canoniques et dispenses données par les évêques diocésains, sans recours au saint-siège ;

3° Que la régie des économats soit supprimée et confiée dans chaque province au corps administratif qui y sera établi ;

4° Que toutes les aliénations faites par l'Eglise depuis plus de trente ans soient déclarées irrévocables, par le seul effet de ce laps de temps ;

5° Que les curés ou les vicaires, vieux ou infirmes, qui désireront se retirer, trouvent des asiles utiles et décents, soit dans les chapitres, soit dans des établissements destinés pour eux ;

6° Que, conformément à l'esprit de la discipline canonique, les hôpitaux soient dotés par des unions de bénéfices et non par des impôts ;

Que ces unions puissent aussi avoir lieu aux collèges, aux séminaires, aux bénéfices cures, mais non à des bénéfices consistoriaux ou autres ;

7° Que les lois contre la pluralité des bénéfices soient strictement exécutées ; qu'en conséquence, nul ne puisse à l'avenir posséder à la fois deux bénéfices, n'entendant comprendre sous le nom de bénéfice les chapelles, prébendes, prestimones et commissions de messes ;

8° Que le sort des curés congruistes et vicaires soit amélioré avec prudence et dans de telles proportions qu'ils puissent vivre avec décence, mais non se livrer au luxe et désertier leurs paroisses ;

9° Qu'il soit avisé aux moyens d'augmenter la considération des ordres religieux, en augmentant leur utilité ;

10° Que, renouvelant et prenant les précautions les plus exactes et les plus sûres pour l'exécution des lois sur la résidence, les archevêques, évêques et autres grands bénéficiers

que les états jugeraient à propos de conserver, soient tenus à neuf mois au moins de séjour annuel dans le chef-lieu de leurs bénéfices, pour y édifier par leur présence, et y faire refluer par leurs aumônes et leur consommation la plus grande partie des revenus qu'ils en tirent.

Objets particuliers à la ville de Lyon.

Après avoir chargé nos députés des objets généraux qui nous ont paru les plus importants pour former une bonne constitution et assurer la gloire du roi autant que le bonheur de la nation, nous pensons qu'il nous est permis de jeter un regard sur ce qui peut contribuer à la bonne administration de la ville de Lyon, au soulagement de ses habitants et à la prospérité de son commerce, sans nuire à celui des autres parties du royaume, étant d'ailleurs persuadés que la splendeur d'une ville aussi importante par sa population et l'industrie de ses habitants ne peut être étrangère au reste de l'état; en conséquence, nous chargeons nos députés de demander, quant à son administration :

1° Que la nomination de MM. les officiers municipaux soit faite à l'avenir par une représentation plus nombreuse et plus proportionnelle des trois ordres;

2° Que les présentations de MM. les recteurs et administrateurs des hôpitaux soient faites par l'administration municipale, ainsi qu'elle sera établie, et que les bureaux puissent choisir sur trois sujets qui leur seront proposés en remplacement de chaque recteur qui se retirera;

3° Qu'une attribution en dernier ressort, égale à celle qui sera donnée aux présidiaux, soit accordée au tribunal de la conservation;

4° Que la portion de la dette de la ville de Lyon qui a été contractée pour le roi soit déclarée dette de l'état; que nos hôpitaux, qui sont vraiment nationaux, soient dotés par des unions de bénéfices; qu'au moyen de ce que nos députés sont chargés de consentir au paiement de tous les impôts qui seront agréés par les États généraux, les octrois et tous autres droits qui se perçoivent à l'entrée de la ville soient réduits et modérés à ce qui sera reconnu absolument nécessaire pour liquider la dette qui restera particulière à la municipalité et fournir aux frais de son administration; et cependant que, provisoirement, le bail précédent et le bail actuel des octrois soient rapportés à l'administration de la province pour y être examinés, et le dernier résilié, s'il y a lieu;

5° Que ceux des faubourgs qui payent à la fois les charges du dedans et du dehors de la ville jouissent de tous les avantages qui pourraient être conservés aux citoyens de Lyon, en payant seulement les mêmes charges.

Quant à ce qui regarde l'intérêt du commerce de la ville de Lyon, nous désirons :

1° Qu'il y soit établi une espèce de port franc qui permettra aux négociants d'y faire arriver toutes espèces de marchandises venant des îles et du Levant, en les laissant en entrepôt dans des magasins publics destinés à cet objet, et où elles pourront rester l'espace d'une année, pendant ou après laquelle le propriétaire sera libre de les faire sortir du royaume en exemption des droits, ou de les faire circuler dans l'intérieur du royaume, en payant, en ce dernier cas, les droits d'entrée.

Nous pensons que cet établissement procurerait un commerce immense à la ville de Lyon aux dépens seulement de la Suisse et de la Hollande; qu'il faciliterait l'abondance des matières premières pour établir des filatures de coton dans

nos campagnes, même des raffineries de sucre, en même temps un débouché utile et sûr pour les ports de mer, et favoriserait les approvisionnements dans tout le royaume.

2^o Nous croyons utile au commerce en général de conserver, seulement dans la ville de Lyon, une douane de vérification pour les marchandises venant de l'étranger et une douane de sortie pour les marchandises que Lyon exporte à l'étranger.

Nous chargeons aussi nos députés de demander que les privilèges exclusifs pour l'extraction des charbons de terre, si nécessaire aux manufactures et à la consommation de la ville de Lyon, soient retirés, et l'exploitation rendue aux propriétaires, lesquels seront tenus de la faire selon les principes de l'art, et sous l'inspection des ingénieurs des mines, qui seront subordonnés aux administrations des provinces.

Nous désirons que les droits qui se perçoivent aux portes de la ville sous les noms d'aydes, cartelage et couponnage, soient rachetés s'ils sont fondés, et ensuite supprimés ;

Qu'il soit établi dans les environs de Lyon, et aux frais de la province, des moulins à organsiner les soies, à l'instar de ceux de la Saône et d'Aubenas ;

Qu'il soit fondé à Lyon une chaire de chimie dont l'objet particulier soit de perfectionner l'art de la teinture ;

Que le privilège accordé pour le faux surdoré soit retiré, et cette branche d'industrie supprimée, comme facilitant à la mauvaise foi un mélange de matières fausses dans la fabrication des étoffes riches, ce qui discréditerait bientôt nos manufactures auprès de l'étranger ;

Enfin, nous demandons très-expressément, pour l'intérêt de tous, que le magasin à poudre qui menace perpétuellement la ville de Lyon d'une explosion funeste soit transporté dans le local qu'assignera l'administration de la province.

Nous chargeons aussi nos députés de requérir que les nobles,

ou autres, nés à Lyon, puissent entrer dans l'ordre de Malte, comme chevaliers de justice, servants d'armes ou prêtres conventuels, en faisant les preuves nécessaires de noblesse ou de roture, et sans égard au décret du grand-maitre qui les en aurait exclus.

Tels sont les pouvoirs et instructions que nous donnons à nos députés, lesquels se conformeront exactement à tous les articles qui sont exprimés d'une manière obligatoire et insisteront le plus qu'il sera possible sur tous les autres, leur laissant la liberté d'opiner selon leurs lumières et conscience sur tous les points qui n'ont pas été ci-dessus exprimés, et qui pourraient être agités aux prochains États généraux.

Fait à Lyon, les jours et an que dessus, et signé par messieurs les commissaires de la noblesse.

Signé : Le Marquis DE MONT-D'OR, DE BOISSE, CHIRAT, LACROIX DE LAVAL, BOEUF DE CURIS, JORDAN, DE JUSSIEU, DE MONTLUEL, IMBERT-COLOMÉS, PALERNE DE SAVY, LORAS, RAMBAUD, NOLHAC, le Marquis DE REGNAULD, DE LA TOUBETTE et DESCHAMPS.

III

CAHIER

DU TIERS-ÉTAT DE LA SÉNECHAUSSEE DE LYON ¹.

Un roi juste et bienfaisant, l'objet de l'amour de ses peuples, rassemble les représentants de la nation pour apporter un remède aux plaies de l'état; rappelant les Français aux

1. Le peu de temps que les circonstances ont donné aux

droits imprescriptibles d'un peuple libre et généreux, il veut, de concert avec eux, s'occuper de la réforme des abus, de l'établissement d'un ordre fixe et invariable dans toutes les parties de l'administration, et de tout ce qui peut intéresser la prospérité générale et le bien de tous les sujets de ce vaste empire.

Grâces éternelles lui soient rendues ! que l'expression de la plus tendre et la plus respectueuse reconnaissance soit le premier vœu dont seront chargés au nom de cette sénéchaussée les députés du tiers état ! Proposons à ce monarque chéri, et à la nation assemblée, des vœux vraiment patriotiques et dignes de l'auguste assemblée qui établira les bases inébranlables sur lesquelles doit reposer à jamais la félicité publique.

CHAPITRE PREMIER

Constitution.

Le pouvoir arbitraire fut la source de tous les maux de l'état ; ainsi notre premier vœu est l'établissement d'une constitution vraiment nationale, qui détermine les droits de tous, et des lois qui les maintiennent. En conséquence, nos députés prieront les États généraux d'arrêter, et Sa Majesté de vouloir bien sanctionner une loi vraiment constitutionnelle, dont voici les principaux objets :

1^o Que la loi est l'expression de la volonté générale de la nation, sanctionnée par la volonté du roi, ou l'expression de

commissaires, réunis en nombre égal, de la ville et de la campagne, pour la rédaction de ce cahier, a dû nécessairement y laisser quelques répétitions et entraîner quelques incorrections de style. Les habitants des campagnes ayant désiré et demandé à grands cris qu'il fut imprimé sur-le-champ, on n'a pas cru devoir leur refuser cette satisfaction. (Note insérée au bas du cahier du tiers état de Lyon.)

la volonté royale, approuvée et consentie par la volonté générale de la nation ;

2° Que les Etats généraux, régulièrement composés, seront solennellement reconnus être la seule assemblée compétente pour déclarer la volonté générale de la nation après mûres et libres délibérations.

3° Les Etats généraux détermineront le retour prochain et périodique de leurs assemblées, qui ne pourront jamais être éloignées de plus de trois années, le droit de convocation, la forme des élections et la représentation de chaque province, en telle sorte que les députés soient choisis librement dans leurs ordres respectifs ; que ceux du tiers état soient toujours en nombre égal à ceux du clergé et de la noblesse réunis ; que les suffrages se recueillent par têtes ; que les décisions se forment à la pluralité ; que les cahiers des trois ordres soient présentés avec même cérémonial, et que les assemblées ne puissent être rompues avant la fin de toutes délibérations.

4° Les Etats généraux rédigeront en charte les lois fondamentales relatives à la succession au trône, aux domaines de la couronne et à l'établissement et aux pouvoirs de la régence, ainsi qu'à la nécessité et au droit d'assembler les États, en cas de mort ou d'absence du souverain.

5° Toutes les chartes, capitulations, privilèges, immunités et franchises des particuliers, des corps, communautés, villes, provinces et ordres de l'État relatifs à l'impôt, seront réunis à la disposition des états généraux ; en conséquence, il n'y aura de loi, en France, que celle qui aura été proposée par les Etats généraux et sanctionnée par le roi ; et il ne sera levé aucun impôt, fait aucun emprunt des étrangers, des provinces ou des sujets, apporté aucun changement dans la valeur ou le titre des monnaies, ni mis aucun papier en circulation, sans le consentement des États généraux. Ceux-ci ne pourront

jamais consentir l'impôt ni aucunes levées de deniers, pour un espace qui excède de six mois le jour fixé au retour périodique des Etats généraux, et ceux qui tenteraient de le percevoir après ce terme seront poursuivis par les juges ordinaires, et punis comme concussionnaires.

6° Il sera établi des règles fixes pour assurer à la nation la liberté dans le choix des députés aux États généraux : pour faciliter les élections, le royaume sera divisé par districts ; le nombre des députés généraux, pour chaque district, sera réglé à raison de sa population et de ses contributions ; toutes les élections se feront dans les campagnes par communautés, et dans les villes par arrondissements, et non par corporations.

7° Tout droit de propriété sera inviolable, et nul ne pourra en être privé, même à raison d'intérêt public, qu'il n'en soit dédommagé sans délai, et au prix qu'arbitreront des experts amiablement choisis ou nommés en justice par le propriétaire d'une part, et par le syndict des Etats provinciaux d'autre part.

8° Aucun état civil ou grade militaire n'appartiendra exclusivement à un ordre de l'Etat.

9° La loi constitutionnelle ordonnera que les impôts qui seront consentis par les États généraux, quels que soient leur dénomination et leur objet, seront supportés également et proportionnellement à leurs propriétés et facultés par tous les sujets du roi sans distinction d'ordre, et sans qu'il puisse exister, soit quant aux biens, soit quant aux personnes, aucune exception, privilège, immunité ni faveur, et nonobstant tout affranchissement ou abonnement, et l'impôt dans chaque ville, paroisse ou commune, sera réparti et recouvré sur un même rôle.

10° Il sera établi, dans chaque généralité, des Etats provinciaux composés de membres librement élus. Ceux pris

dans le tiers état ne pourront être élus que dans les membres qui composent cet ordre, et seront en nombre égal aux membres réunis du clergé et de la noblesse; la présidence sera élective.

Les fonctions des Etats provinciaux, leur régénération et leur régime seront réglés par la loi constitutionnelle.

11° Cette loi ordonnera dans toutes les paroisses et villes sans exception l'établissement d'une assemblée municipale, composée de membres librement élus parmi les contribuables, habitants ou forains, dont la moitié au moins sera prise dans l'ordre du tiers état; le nombre des membres sera déterminé à raison de l'importance et de la population des villes et des campagnes; la même loi réglera les fonctions, le régime et la régénération de ces assemblées, et prononcera l'abolition de toutes les municipalités subsistantes.

12° Pour assurer le dépôt et la publicité de la loi, elle sera envoyée aux Etats provinciaux qui la feront enregistrer et publier dans les cours et tribunaux ordinaires, sans que dans aucun cas les cours puissent apporter dans l'enregistrement aucune restriction, modification ou retard.

13° Toute servitude personnelle sera abolie en France. La loi constitutionnelle assurera à toutes personnes la liberté individuelle; en sorte que nul ne puisse être arrêté ou constitué prisonnier qu'en vertu d'un décret décerné par les juges ordinaires, et dans le cas où il serait reconnu que l'emprisonnement provisoire pût être nécessaire à l'ordre public. Toute personne ainsi arrêtée sera remise, dans vingt-quatre heures au plus tard, à ses juges naturels, qui seront tenus de statuer dans le plus bref délai, même de lui accorder son élargissement provisoire en donnant caution, à moins que le détenu ne soit prévenu d'un délit qui entraînerait une peine corporelle. Il sera défendu, à peine de punition corporelle

fixée par la loi, à tous officiers, soldats, exempts ou autres, s'il n'est aide à justice, porteur d'un décret ou jugement, d'attenter à la liberté d'aucun citoyen en vertu de quelque ordre que ce puisse être, et toute personne qui aurait sollicité ou signé un tel ordre, ou favorisé son exécution, sera prise à partie devant les juges ordinaires, qui prononceront contre les coupables la peine indiquée par la loi, et les dommages et intérêts dus au citoyen lésé.

14° Les assemblées municipales et paroissiales, ainsi que les hôpitaux et tous autres établissements publics, rendront leurs comptes tous les ans aux États provinciaux, qui arrêteront les leurs chaque année, et les rendront aux États généraux, lors de leur tenue périodique; les États généraux apureront aussi le compte des finances de l'État, et tous les différents comptes seront sans délai imprimés et rendus publics; enfin, les États généraux aviseront aux meilleurs moyens d'établir la comptabilité et la responsabilité des ministres, et de prévenir la dissipation des finances, et l'infraction des lois dans l'intervalle des assemblées de la nation.

15° Comme dans toute société il n'y a point de bonheur à espérer sans une bonne constitution, la province du Lyonnais recommande à ses députés de ne délibérer sur aucun objet, avant que la constitution française ait été fixée par les États généraux.

CHAPITRE II

Eglise.

Nous demandons que la religion catholique, apostolique et romaine, soit seule dominante en France. Nous demandons que le clergé séculier et régulier aliène, dans le délai qui sera

fixé par les Etats généraux, une partie de ses biens pour le payement de ses dettes, soit à jour, soit en constitution de rentes ; que les aliénations faites jusqu'à ce jour soient déclarées irrévocables, sans pouvoir être attaquées sous quelque prétexte que ce soit.

Les députés présenteront le vœu des communautés pour l'érection en cures des annexes et vicaireries perpétuelles, pour la suppression des dîmes, casuels et quêtes, aux offres des communautés de pourvoir aux dépenses pour le service divin et à l'entretien des curés et vicaires, de manière à leur permettre de soutenir la dignité de leur caractère et de tendre des secours à l'indigence ; qu'il ne sera plus impétré, pour quelques bénéfices que ce soit, des provisions en cour de Rome ; mais que les actes de nomination soient assujettis à un droit de sceau au profit de l'État, conformément au tarif qui sera arrêté par les Etats généraux ;

Que la pluralité des bénéfices soit prohibée, à moins que leurs revenus réunis n'excèdent pas la somme de douze cents livres ; dès la prise de possession d'un second bénéfice, les deux bénéfices seront réputés vacants et impétrables, et les ecclésiastiques non bénéficiés en seront pourvus à première réquisition ; la résidence pour les bénéfices qui l'exigent sera au moins de dix mois chaque année, nonobstant tous privilèges, dispenses, emplois ou affaires ; en cas d'absence, les officiers municipaux des villes et communautés seront autorisés à saisir les deux tiers des revenus des bénéfices, pour les employer au soulagement des pauvres ; que les dispenses de parenté soient accordées gratuitement par l'évêque diocésain, dans tous les cas prévus par les canons ; celles de publications de bans n'auront plus lieu à l'avenir ;

Que les vœux pour l'entrée en religion ne pourront plus être prononcés avant l'âge de vingt-cinq ans accomplis ; que

les communautés religieuses qui ne seront pas composées au moins de sept religieux prêtres soient éteintes et supprimées, les religieux réunis à une autre maison de leur ordre, et leurs biens vendus pour le payement de partie des dettes du clergé;

Que sur tous bénéfices dont le revenu excédera 2,000 livres, il soit imposé une taxe déterminée par les Etats généraux. Le produit en sera appliqué : 1^o aux besoins des communautés de filles non rentées, à des prêtres du diocèse vieux ou infirmes; 2^o à l'établissement d'écoles et hospices de charité dans les campagnes ;

Que la régie des économats soit supprimée; que lors de la vacance des bénéfices, la perception des fruits et revenus, jusqu'à la prise de possession du nouveau titulaire, la reconnaissance de l'état des bâtimens et fonds, la distinction des réparations à la charge de la succession, les poursuites contre cette succession, soient faites à la diligence des Etats provinciaux.

CHAPITRE III

Législation.

Les lois civiles et criminelles sont la sauvegarde de l'honneur, de la vie et des propriétés de tous les citoyens ; elles sont la règle de leur conduite.

C'est d'après ces vérités importantes que nous supplions le roi et les États généraux de rassembler, le plus tôt possible, toutes les lumières de la magistrature, du barreau et des bons citoyens, pour établir un code uniforme, s'il est possible, pour tout le royaume ; clair, précis et assez à portée de tout le monde, pour que chacun puisse y trouver, sans effort, le tableau de ses devoirs et de ses droits.

SECTION PREMIÈRE.

Tribunaux & officiers de justice.

1° Les députés exposeront le danger de la vénalité des charges de magistrature, et en demanderont, avec instance, l'abolition.

2° On demande qu'il soit établi dans chaque province, et notamment dans celle du Lyonnais, une cour souveraine qui sera fixée à Lyon, pour connaître en dernier ressort de toutes matières civiles et criminelles, même des droits fiscaux et domaniaux ; que les charges en soient électives, inamovibles et ouvertes à tous les ordres, et que quelques-unes soient attribuées à des conseillers clercs et à des négociants recommandables. En conséquence, on demande que la juridiction ecclésiastique soit réduite à la connaissance des sacrements et de la discipline canonique, et que toutes les commissions, eaux et forêts, élections et autres tribunaux d'exception, tant souverains que de première instance, soient supprimés, en pourvoyant, par les États généraux, au remboursement des offices ; on exceptera de cette suppression les amirautés, les justices consulaires et les conservateurs des privilèges des foires.

3° On demande la suppression des commissaires enquêteurs, receveurs des consignations, commissaires aux saisies réelles, experts jurés et greffiers des rapports, payeurs des gages, jurés priseurs et notaires seigneuriaux ; en conséquence, que les scellés soient mis par les juges, les inventaires faits par les notaires, les consignations reçues gratuitement dans la caisse des États provinciaux, des prud'hommes experts nommés dans chaque paroisse ; que les notaires royaux soient

astreints à la résidence fixée par leurs titres ; que les juges des seigneurs soient inamovibles et incapables de postulation ; et qu'enfin, chaque cour souveraine fasse pour son ressort un tarif général, clair et modéré des épices et de tous les droits dus aux notaires, procureurs, greffiers et huissiers.

4° On demande qu'il soit établi par tout où faire se pourra : 1° un ou plusieurs juges de paix, élus par la paroisse, pour concilier les différends des habitants ; en sorte qu'on ne puisse se pourvoir en justice avant que les juges de paix aient porté leur décision ; 2° un conseil charitable dans chaque arrondissement pour aider de conseils, d'avances, les pauvres dans l'exercice de leurs droits ; 3° que les procureurs et huissiers soient responsables des nullités des procédures provenant de leurs faits, et qu'il soit rédigé un règlement qui détermine les cas où les notaires répondront des nullités de leurs actes.

SECTION SECONDE

Réforme des lois.

Il sera formé un code national, adapté à nos mœurs et à notre gouvernement, qui prescrive les formes à suivre en matière civile et criminelle, et qui concilie, autant qu'il sera possible, le droit romain et les diversités des coutumes ; et pour y parvenir, les États généraux choisiront des commissaires parmi les plus habiles jurisconsultes de chaque province.

On désirerait que le but des lois civiles fût d'unir les époux par des intérêts communs, de rendre l'autorité paternelle plus respectable, et d'assurer les propriétés et le repos des familles par l'abréviation du terme des prescriptions.

On demande un code pour le commerce, simple, noble, protecteur de la bonne foi, et digne de la loyauté des négociants français.

On attend surtout un code de lois agraires qui encouragent l'agriculture, qui veillent à l'éducation dans les campagnes, qui protègent les cultivateurs, leurs récoltes, qui détruisent l'oppression des capitaineries et les abus de la chasse, qui soumettent à des règlements la police des colombiers et des animaux domestiques, et qui prohibent toute servitude rurale sans titre, à moins qu'elle ne soit forcée et naturelle.

SECTION TROISIÈME

Procédure criminelle.

En s'en rapportant à la sagesse des commissaires que choisiront les États généraux, la province du Lyonnais ne peut s'empêcher d'exprimer son vœu pour que le code criminel classe les délits et les peines ; que les coupables, sans distinction de rang, subiront la peine due au crime dont ils seront convaincus. Cette égalité des peines, indiquée par la seule raison, peut seule éteindre le préjugé fatal qui fait rejaillir sur une famille entière l'ignominie qu'inspire le supplice d'un parent criminel.

Nous espérons que les formes de cette loi nouvelle protégeront l'innocent contre une accusation injuste ; mais, provisoirement, nous demandons que l'information et le premier interrogatoire soient faits en présence de trois juges ; qu'après le premier interrogatoire, il soit donné un conseil à l'accusé ; que dès lors toute l'instruction soit publique ; qu'il soit sursis, hors les cas de sédition, à l'exécution de tout

jugement portant condamnation de mort, pendant trois mois, à compter de la notification au conseil de l'accusé, pour lequel accusé le jugement sera tenu secret ; que la révision du procès sera faite huit jours avant l'exécution ; que la peine de mort pour crime de vol soit abolie, et que dès à présent les prisons soient un lieu de sûreté et non un lieu de supplice.

SECTION QUATRIÈME

Procédure civile.

La nécessité de simplifier la procédure civile et d'abrégier les formes ruineuses, longues, des ventes judiciaires et des distributions de prix, est trop manifeste pour qu'on doive insister : on demande cependant que, provisoirement, la rigueur des contraintes par corps soit restreinte et adoucie ; que les sentences de séparation de biens soient inscrites dans un tableau exposé dans l'auditoire de la juridiction royale ; que tout privilège de *committimus* et de garde-gardiennne soit supprimé, et que l'article suivant soit érigé en règlement. Toute signification sera faite à personne ou domicile, et l'huissier tenu de prendre un récépissé de la partie ou de la personne étant dans son domicile ; et en cas d'absence ou de refus, de prendre le récépissé d'un préposé qui sera à cet effet établi dans les villes ; et dans les campagnes, l'huissier prendra le récépissé du curé, ou de son vicaire, ou du syndic de la paroisse.

SECTION CINQUIÈME

Droits féodaux.

- 1^o Toute servitude personnelle, corvée à miséricorde,

mi-lods en ligne directe et retrait féodal et censuel, seront abolis sans indemnité, ainsi que tous les droits insolites autres que les cens et servis, tels que ceux de leide, couponage, cartelage, barrage, fouage, maréchaussée, ban-vin, ban-d'août, fours, pressoirs, moulins banaux, tabellionage et autres semblables.

2^o Les censitaires auront la faculté perpétuelle de racheter tous leurs cens et les rentes foncières, suivant les formes et tarifs qui seront arrêtés par les Etats généraux. Les fonds affranchis seront exempts du droit de franc-fief; ils ne seront soumis qu'à un simple contrôle, et le prêteur qui aura fourni les deniers de rachat sera privilégié à tous les créanciers, même au bailleur de fonds.

3^o Les cens, directes, rentes foncières, obits se prescriront par trente ans; les arrérages et profits éventuels par cinq ans; et il sera défendu à l'avenir d'aliéner aucun fonds, sous cens et servis.

4^o Le droit de lods et mi-lods, au cas où il est dû, se percevra sur la valeur présente du sol, indépendamment de toute construction, à moins que le titre originaire, et à son défaut le terrier le plus ancien, ne fit mention de l'existence d'un bâtiment.

5^o Les eaux vagues et fluantes dans les chemins appartiendront à celui qui pourra les recueillir *rière* ses possessions, pourvu que la prise qu'il en fera ne dégrade pas le chemin : les abénévis en ce genre seront déclarés abusifs et contre le droit commun.

CHAPITRE IV

Police générale.

Le roi et les Etats généraux seront suppliés de prendre en considération les abus qui se sont glissés dans le régime des universités, dans la concession des grades et dans l'éducation publique; de l'établir de manière à former dans tous les ordres des citoyens utiles. Que l'amour de la patrie, l'esprit public soient dès l'enfance le premier sentiment de tout Français; que les lois constitutionnelles deviennent des livres classiques dans les villes et dans les campagnes; qu'il soit établi dans chaque paroisse des écoles gratuites où les enfants puissent apprendre à lire, à écrire et les éléments de calcul; que dans les villes les enfants du peuple soient instruits gratuitement des éléments des arts les plus utiles; que partout, l'oisiveté, l'inutilité et l'intrigue, toujours surveillées par la loi, n'obtiennent que le mépris.

Les curés, dans les villes et les campagnes, doivent avoir, par leur exemple et par la confiance due à leur caractère, la plus grande influence sur la régénération des mœurs.

Nous demandons encore que, dans chaque diocèse, il y ait des places honnêtes réservées aux curés et vicaires pour leur servir de retraite, lorsque leur grand âge ou des infirmités ne leur permettent plus de continuer leurs fonctions.

Nous demandons que les enfants trouvés soient élevés aux frais de la nation, pour former des citoyens utiles, de bons soldats;

Qu'il soit pourvu, dans chaque paroisse, aux besoins des

infirmes et des vieillards indigents, et que la mendicité soit proscrite dans tout le royaume, comme le vice le plus contraire au bon ordre.

La liberté de la presse sera admise ; mais tout écrit contraire à la religion et à la décence, ou attentatoire à la réputation des personnes, sera considéré comme libelle, et les distributeurs, imprimeurs et auteurs seront poursuivis avec rigueur.

Le secret et la sûreté des objets confiés à la poste seront mis sous la sauvegarde de la nation ; et l'Assemblée nationale s'occupera d'un tarif relatif à ces objets.

On désire la suppression des états-majors, des gouvernements de tout genre, grands et subalternes, à l'exception de ceux des villes frontières ; la suppression des commissaires provinciaux des guerres, et la suppression de la régie des étapes ; les États provinciaux assureront le logement des gens de guerre, aucun privilège n'en pourra dispenser.

Les commissaires départis dans les provinces et les ingénieurs des ponts et chaussées seront supprimés, leurs fonctions seront confiées aux États provinciaux et à leurs préposés ; dans les projets des routes nouvelles, on adoptera de préférence ceux qui favoriseront l'agriculture en facilitant l'exportation des denrées.

On désire que les portes des villes, dans l'intérieur du royaume, à l'exception de celles où il y aura garnison, soient ouvertes la nuit comme le jour, à l'exemple de celles de la capitale ;

Que pour procurer aux campagnes des médecins, chirurgiens et sages-femmes instruits, on cherche les moyens de faciliter à ceux qui en seront jugés dignes par les États provinciaux des établissements avantageux dans les arrondissements qui en demanderont.

Nous demandons l'exécution de la loi salulaire qui ordonne l'inhumation hors l'enceinte des villes.

Enfin, comme rien n'intéresse aussi essentiellement la classe la plus nombreuse de la nation que la fixation modérée et équitable du prix des subsistances, nous demandons que, d'après des essais authentiques de panification et de tueries, il soit dressé dans toutes les provinces des tables qui serviront de règle pour éviter tout arbitraire dans la fixation du prix du pain et de la viande.

CHAPITRE V

Agriculture & commerce.

L'Assemblée la plus auguste de la nation arrêtera essentiellement ses regards sur l'agriculture et le commerce, ces deux sources inépuisables de la richesse et de la force nationales.

L'agriculture nous donne la subsistance, le commerce donne aux productions de l'agriculture une valeur qui augmente les ressources du cultivateur; ces deux professions utiles et honorables doivent être toujours unies par le même intérêt.

Nous demandons, pour l'agriculture, liberté et encouragement.

L'agriculteur sera libre lorsque, délivré des entraves et des chaînes qui pèsent sur lui, il n'aura plus à combattre contre les impôts destructeurs perçus sur les vins et boissons, impôts soumis au régime le plus inquisitionnel; ainsi nous demandons la suppression de tous les droits sur les vins et boissons, ou au moins que, jusqu'au jour heureux qui les verra abolir,

nous soyons affranchis des visites, exercices et autres formes inquisitionnelles et arbitraires.

Le régime des gabelles n'est pas moins vexatoire, et cet impôt funeste prive le peuple et les bestiaux du sel, cette denrée précieuse, non moins utile à la santé des hommes qu'à la multiplication des troupeaux.

Nous demandons que le sel, acheté aux marais salants à un prix uniforme qui rendra au trésor national un produit égal à celui des gabelles, soit vendu librement dans l'intérieur du royaume, à un prix qui se fixera de lui-même, en raison de l'achat et des frais de transport.

Nous demandons aussi que la vente privilégiée du tabac se fasse en bâton et aux frontières, et que le tabac circule librement dans l'intérieur du royaume, ainsi que toute autre marchandise.

Nous demandons, pour le bonheur de l'agriculture, l'affranchissement de tous les droits sur les denrées de première nécessité;

La suppression des mi-lods en ligne directe, et de ceux en cas d'échange qui sont dans la main du roi, et la liberté de racheter, moyennant un prix modéré, ceux aliénés aux seigneurs;

L'abolition des droits insolites, non justifiés par titre; la faculté de racheter ceux qui seront justifiés, moyennant un prix modéré.

Nous demandons des distinctions, des récompenses pour les cultivateurs qui auront enrichi le premier et le plus utile des arts par des découvertes.

Nous osons espérer et nous demandons avec instance l'abolition de ces concessions trop fréquentes qui, en assimilant contre tous les principes les carrières de charbons de terre aux mines, dépouillent les propriétaires de leur héritage,

pour en investir un concessionnaire qui revend le plus souvent au propriétaire qu'il a dépouillé le droit d'exploiter sa propre carrière : c'est à cet abus que nous devons le renchérissement du charbon de terre dans nos provinces, où la rareté du bois à brûler se fait sentir depuis longtemps.

Nous demandons que le tirage des milices soit aboli, ou au moins qu'il soit libre à tous habitants, sujets à la milice, de racheter par une redevance modique la délivrance du tirage ; la somme de ces redevances réunies peut fournir aux frais des enrôlements volontaires, et ce moyen simple conserverait à l'agriculture des bras utiles et des mœurs ;

Que les chemins vicinaux soient entretenus, et d'une largeur suffisante pour permettre la libre circulation des denrées ;

Que le commerce des grains et des bestiaux ne soit jamais gêné par les lois prohibitives, et que leur libre circulation, même la sortie du royaume, ne puisse être interrompue que momentanément et à la demande des Etats provinciaux, lorsque l'on pourra craindre la trop grande diminution de la masse des subsistances ou des bestiaux.

Nous demandons enfin que les biens communaux restent en nature aux communautés, qui seront autorisées à faire rentrer dans leurs mains ceux aliénés ou usurpés, quelque longue que puisse être la possession des détenteurs desdits biens.

Le commerce, non moins entravé que l'agriculture, a droit à la même liberté. Nous demandons pour lui l'abolition de tous les péages, sauf à indemniser les propriétaires, sous la déduction des charges imposées à ces droits onéreux ; la suppression de tous les privilèges et des messageries ; la destruction des droits de marque sur les fers, qui donnent, dans le sein même du royaume, un avantage aux fers de Suède sur

les fers de France ; de la marque des cuirs, impôt inquisitionnel auquel nous devons la destruction de notre commerce des cuirs, qui était florissant avant cette invention fiscale ;

L'abolition de tous droits de plomb et marque sur les étoffes ou toiles nationales, ainsi que la suppression de tous inspecteurs des toiles et de tous droits de jurandes ;

Du droit sur les amidons, les huiles, les savons, les papiers et cartons, et sur toutes matières premières importées pour alimenter les manufactures nationales ;

La libre circulation, sans aucuns droits dans le royaume, de tous les objets de commerce ; et qu'en suivant le vœu si souvent répété par la nation entière, les douanes et barrières soient transportées aux frontières.

On examinera s'il est avantageux pour la ville de Lyon de demander un bureau de *transit*, sollicité par sa position ; et si ce bureau, qui, sans nuire à aucune autre ville, peut nous rendre le commerce d'entrepôt qui fut la source de notre prospérité longtemps avant l'établissement des manufactures, peut être établi sans gêner la circulation et la liberté que désirent tous les ordres des citoyens.

Nos députés porteront aux États généraux levée de l'établissement d'un poids et d'une mesure uniformes dans tout le royaume ;

De l'abolition des lettres de répit et de surséance ; et qu'après avoir consulté les chambres de commerce, l'édit de 1673 soit remplacé par une loi nouvelle, qui contienne de sages règlements, pour prévenir les fraudes trop fréquentes dans les faillites ; que les jugements des tribunaux de commerce soient exécutés, sans *pareatis*, dans tout le royaume, et qu'ils puissent juger en dernier ressort jusqu'à 4,000 livres ; que dès à présent, pour arrêter les abus excessifs et ruineux qui accompagnent les faillites, on fasse le règlement suivant :

Les négociants seront tenus de faire parafer, par les juges-consuls, chaque feuillet du livre journal dont ils se serviront; le parafe sera mis gratuitement; le livre où cette formalité aura été omise ne fera pas foi en justice; les faillis qui n'auront pas ce livre parafé à produire seront réputés banqueroutiers frauduleux.

Nul ne sera admis à déposer bilan et à traiter avec ses créanciers, s'il n'a des livres en la forme prescrite, et n'est armateur, banquier, manufacturier ou marchand.

Son dépôt de bilan sera fait au greffe ou chez un notaire : ce dépôt fait, le failli ne pourra être arrêté pour dettes civiles; mais il lui sera défendu de s'absenter, sous peine d'être réputé banqueroutier frauduleux.

A l'instant du dépôt du bilan, les scellés seront apposés, et il sera informé du fait de la faillite, à la requête du procureur du roi, en la juridiction consulaire; la procédure sera, dans tous les cas, suivie, jusqu'à jugement définitif, aux frais du domaine.

S'il est reconnu que la faillite n'a eu pour cause que des malheurs ou de légères imprudences, il sera prononcé un jugement d'absolution qui ne sera pas susceptible d'appel.

S'il est évident que le failli s'est livré à des dissipations, et que, connaissant son insolvabilité, il ait préféré contracter des engagements, il sera prononcé un jugement d'admonition.

S'il est prouvé que le failli a détourné ses effets, supposé des créanciers, falsifié des livres, ou s'il n'a pas fait au moins tous les deux ans un inventaire, il sera déclaré banqueroutier frauduleux et condamné aux galères perpétuelles.

Dans le cas où le traité entre le débiteur et ses créanciers ne contiendra qu'un attermoiement sans remise, la pluralité sera formée par le concours des créanciers privilégiés, hypothécaires et chirographaires.

Quand le traité contiendra remise à perte de finance, la pluralité ne sera formée que par les trois quarts du total des créances chirographaires.

Les faillis seront exclus de la Bourse, et de droit seront incapables de tous emplois et fonctions publiques ; leur nom sera inséré dans un tableau exposé dans la salle d'audience de la juridiction consulaire, avec mention du jugement d'absolution, d'admonition ou de condamnation qui aura été rendu. Ceux qui auront accepté les successions ou donations des faillis seront exclus, ainsi que leurs héritiers, des charges municipales et emplois publics, à moins qu'ils n'abandonnent à la masse des créanciers tout ce qu'ils auront recueilli, ou qu'ils ne fassent réhabiliter le failli en sa mémoire.

Qu'il soit libre de stipuler l'intérêt dans tous contrats publics ou privés pour prêt d'argent, et que l'intérêt dans les affaires civiles soit réglé suivant le taux du prince, et dans toutes affaires de banque, commerce ou finance, au taux du cours de la place.

Que les places à mesure de vacance, dans les chambres et dans les tribunaux de commerce, soient nommées par le suffrage libre des négociants et manufacturiers.

Que le roi et la nation assemblés prennent en considération les divers traités de commerce faits avec les puissances étrangères, et calculent les avantages ou les maux qui peuvent en résulter pour le commerce national.

Que les députés du tiers état de cette sénéchaussée mettent sous les yeux du bureau chargé par les États généraux des objets intéressant le commerce le régime des jurandes qui régissent nos manufactures ; que les États pèsent dans leur sagesse si, en établissant des règles pour assurer le titre des matières et la qualité de l'étoffe que l'œil ne peut apercevoir, il ne serait pas plus sage de laisser à l'in-

dustrie cette liberté, qui toujours augmente ses ressources, que d'imposer aux manufactures des gênes souvent oppressives, qui, loin de favoriser le commerce, ne servent presque toujours qu'à nuire à ses progrès.

Nous chargeons nos députés de remontrer aux États généraux que, dans les villes de manufacture, la classe des ouvriers est toujours la plus nombreuse, et qu'on ne peut charger les denrées de première nécessité du droit le plus léger, sans augmenter la main-d'œuvre et nuire par cela même à la concurrence de nos manufactures avec les manufactures étrangères. Ils mettront sous les yeux de l'assemblée nationale *l'excessivité* des droits qui renchérissent à Lyon les subsistances, et la misère extrême des ouvriers de nos fabriques; ils demanderont avec instance la suppression de ces droits, non moins nuisibles aux habitants des campagnes qu'aux ouvriers de la ville.

Nos députés proposeront d'ordonner que toute invention utile pour le commerce soit récompensée, et que le négociant distingué par sa probité et son utilité, ou tous autres citoyens recommandables par leurs services, puissent obtenir la noblesse, et que la noblesse vénale soit abolie.

La marine marchande sera honorée, et procurera l'entrée dans la marine royale; les commerçants et manufacturiers ne dérogeront point à la noblesse; on distinguera, dans la distribution des grâces et des honneurs, ceux qui auront suivi le commerce de leurs pères; et les États généraux seront invités à déclarer ennemis de la nation et indignes du nom de négociant les hommes assez vils pour se prostituer au jeu de l'agiotage.

Les députés représenteront avec force que les manufactures de Lyon et Saint-Chamont, et autres de la province, menacées d'une ruine totale, ont des droits puissants à la

protection de la nation ; parce que, leur bénéfice se faisant sur l'étranger, la prospérité du royaume est étroitement liée avec la leur. Ils demanderont, en conséquence, qu'elles soient efficacement soutenues et encouragées ; que des primes leur soient accordées ; qu'on favorise leurs exportations par les traités de commerce, le tarif des traites aux frontières du royaume, la vigilance des ambassadeurs et consuls, l'abondance des denrées et la bonne administration de ces manufactures ; les députés feront sentir que l'intérêt que ces manufactures inspirent s'étend à la province qui leur fournit des denrées et des bras.

Enfin, ils présenteront le vœu du tiers état, pour que toutes lois générales relatives, soit à l'agriculture, soit au commerce, ne soient rendues que du consentement des États généraux ; et que les ordonnances particulières ou sociales ne soient rendues que du consentement des États provinciaux, ou sur l'avis des chambres de commerce.

CHAPITRE VI

Domaines & finances.

Nos députés proposeront aux États généraux de prendre une connaissance approfondie des déprédations commises dans l'administration des finances et des domaines, et d'employer avec sagesse, justice et fermeté, les moyens les plus propres à réparer les pertes que le trésor public aurait éprouvées.

Nos députés remontreront que, de toutes les compagnies de finances, nulle n'exerce sur la nation un empire plus despotique et plus meurtrier que les régisseurs des do-

maines, accoutumés dès longtemps à juger en dernier ressort dans toutes les parties de l'administration qui leur est confiée; les droits domaniaux sont devenus dans leur main un fléau pour les provinces; toutes les perceptions ont acquis à leur gré une extension incalculable; les actes ont été scrutés et taxés à volonté. Ils demanderont que les tribunaux ordinaires et les cours par appel connaissent de toutes les contestations relatives à ces droits, et que dans aucuns cas le conseil ne puisse y statuer.

Ils demanderont un tarif modéré et clair de tous les droits qui ne laisse aucune prise à l'arbitraire;

La suppression des droits de franc-fief, foi et hommage pour les allodiaux, plus onéreux qu'utiles au domaine; des droits perçus, contre toute règle, au profit du domaine, sur les moulins placés sur les fleuves et rivières, invention récente et désastreuse qui, en assujettissant un frêle artifice à tous les droits dus sur un immeuble, augmente le prix des moutures et pèse sur la classe la plus indigente de la nation; la modération des droits de greffe, droits réservés et insinuation accrus arbitrairement au gré des préposés du domaine; l'abolition du centième denier et contrôle des inventaires dans tous les cas où l'actif des successions ne suffit pas au payement des dettes;

D'établir dans la régie des domaines de la couronne, en supposant que le roi et la nation assemblés n'ordonnent pas leur aliénation, une régie plus économique et plus propre à en améliorer le produit.

Nos députés proposeront que les États généraux vérifient et arrêtent, avec une sage économie, les dépenses nécessaires pour le service de chaque département, l'état des pensions et gratifications; qu'ils prennent connaissance de l'étendue de la dette publique, et qu'elle ne soit consolidée

qu'après que la constitution aura été fixée d'une manière invariable ; que l'état actuel des finances soit rendu public par la voie de l'impression ; que les États généraux concertent un ordre invariable dans les finances, et des précautions sûres pour empêcher ou prévenir toute dissipation des fonds publics dans l'intervalle d'une tenue des États généraux à l'autre, et assurer leur emploi aux destinations qui auront été arrêtées par les États généraux ;

Qu'il soit rendu chaque année un compte public et imprimé de la recette et dépense des finances de l'État ; que ce compte, avec les pièces justificatives, soit mis sous les yeux des États généraux à l'ouverture de leurs séances pour être examiné avec la plus scrupuleuse attention.

CHAPITRE VII

Impôts.

Les députés de cette Sénéchaussée concourront, par tous les efforts de leur zèle, au nom du tiers-état de cette province, à l'établissement des ressources suffisantes pour les besoins de l'Etat.

Tous les impôts actuellement subsistants, sous quelque dénomination que ce soit, seront supprimés : il en sera octroyé de nouveaux selon la proportion qu'exigera la situation où se trouvera la nation ; leur durée sera limitée, et ils seront supportés, avec égalité, en proportion des biens et facultés par tous les sujets de l'Etat, sans distinction d'ordre, et sans égard à toutes prétentions, privilèges de la part d'aucune ville ou province du royaume.

Dans le choix des impôts qui seront délibérés par les États

généraux, nos députés proposeront d'octroyer et consentir, par préférence, ceux dont l'égalité de répartition, à raison des biens et facultés, sera la plus facile, dont la perception sera la moins coûteuse, et qui seront les moins onéreux pour l'agriculture et le commerce ; en conséquence, l'impôt sera toujours perçu en argent et non en nature. Ils proposeront de rechercher les moyens de faire participer à l'impôt le capitaliste dont la fortune cachée dans un portefeuille échappe toujours aux contributions ; d'y assujettir les rentiers, les objets de luxe ; ils feront leurs efforts pour en affranchir les denrées de première nécessité, les matières premières propres aux manufactures nationales.

Ils remontreront la nécessité d'établir un ordre juste, mais modéré, pour la perception des impôts, et surtout de garantir les laboureurs, les outils et bestiaux servant à l'agriculture, ainsi que les pailles et foin nécessaires à leur entretien, des exactions des agents du fisc.

Ils demanderont que la répartition des impôts entre les généralités soit réglée par les États généraux ; celle entre les paroisses, par les États provinciaux, et que la répartition entre les individus soit faite par les municipalités ; que la recette de chaque paroisse soit versée directement au trésor royal par les préposés des États provinciaux, déduction faite de toutes les charges à payer dans la province, et qui y seront acquittées aux parties prenantes ;

Qu'il soit avisé aux moyens les plus sages pour opérer une répartition équitable des impôts entre les individus, les paroisses, les districts et les généralités ; en sorte que nul ne supporte l'impôt qu'en raison de ses propriétés ou facultés ;

Qu'en réglant les attributions et le régime des États provinciaux, ces administrations soient tenues de rendre public chaque année le compte en recette et dépense des contribu-

tions de leur généralité ; que dans toutes les villes, les municipalités chargées de la régie des biens de la commune soient astreintes à rendre public chaque année le compte de son administration.

Nos députés remontreront combien il importe que l'ordre le plus exact soit établi non-seulement dans l'administration générale de l'État, mais encore dans la régie des biens de toutes les communes, corps et municipalités.

Ils demanderont que ces régies particulières soient astreintes à des règles fixes et invariables ; que les biens et octrois appartenant aux villes, corps et communautés, soient toujours affermés à l'enchère et publiquement, et l'exécution des baux sera sous la sauvegarde de la nation et la surveillance des États généraux ; que tous les ouvrages ou entreprises les concernant soient adjugés au rabais avec la même publicité ; que les États provinciaux soient spécialement chargés de l'exécution de ces règles ; que toutes les villes, corps et communautés ayant des dettes, soient tenus de fournir aux États généraux un tableau de leur situation pour être délibéré sur les moyens de les obliger à liquider leurs dettes.

Après qu'il aura été délibéré et pourvu sur les objets qui intéressent la nation en général, qu'il soit permis à nos députés d'arrêter un instant les regards des États généraux sur la ville de Lyon.

Cette ville, fameuse autrefois par la prospérité de son commerce, a vu disparaître le bonheur qui semblait s'être fixé dans ses murs ; les caprices de la mode, qu'il eût été facile de diriger en faveur des étoffes nationales, ont perdu nos manufactures : une classe nombreuse et intéressante d'ouvriers utiles éprouve les horreurs de la misère, et n'a trouvé de ressources que dans la charité publique.

Pour comble de maux, une dette immense accable la ville de Lyon, et pour subvenir au paiement des arrérages, des vues vicieuses ont toujours porté les octrois sur les vins et boissons, sur le pied fourché; à Lyon même, les grains sont soumis à des droits de leide, barrage, cartelage; ou s'ils arrivent par la Bourgogne, ils sont chargés des octrois de la Saône, en sorte que les denrées de première nécessité sont renchéries au détriment du peuple et de nos fabriques.

Ces surcharges pèsent non-seulement sur la ville, mais encore sur le cultivateur, qui, en dernier résultat, souffre toujours des contributions impolitiques auxquelles sont soumises les consommations.

De plus, la dette de la ville donne de l'ombrage aux propriétaires de la campagne, qui craignent toujours de voir refluer sur eux une partie des charges locales de la ville, ou que ces charges ne nuisent à la juste répartition de la contribution publique entre les habitants de la ville et ceux de la campagne.

Ce n'est pas que les habitants de la ville de Lyon n'aient le plus ferme et le plus constant désir de supporter, en raison de leurs propriétés et facultés dans la ville, l'impôt public, dans la plus parfaite égalité avec les habitants de la campagne; ce n'est pas qu'ils n'aient renoncé à toute espèce de privilège attaché à la qualité de bourgeois de Lyon.

Les États généraux en consentant des impôts uniformes pour les habitants des villes et pour ceux des campagnes, les impôts existants ne devant plus avoir lieu, il sera facile d'établir, dans la répartition de l'impôt, l'égalité si justement désirée, et les habitants de la ville auront à supporter, outre leur part égale et proportionnelle dans la contribution publique, les droits locaux résultant de la dette municipale.

Mais il importe, pour le bonheur de tous, de mettre une

borne à ces droits, et de les établir de manière à ce que leur assiette ne puisse en aucun cas devenir nuisible aux habitants de la campagne.

La dette de la ville de Lyon a pour cause, en plus grande partie, les avances faites au trésor royal pour tout autre motif que celui d'acquitter des impositions communes à toutes les villes.

Ainsi nos députés demanderont avec instance que toute la portion de la dette de la ville de Lyon qui sera justifiée avoir pour cause des avances faites au trésor royal, à tout autre titre que celui d'acquitter des impositions communes avec les autres villes du royaume, soit déclarée dette nationale, et que l'État pourvoie au paiement des arrérages et à l'extinction de ladite dette ;

Qu'il soit pourvu à l'établissement d'impositions suffisantes pour parvenir au paiement des arrérages et amortissement successif du surplus de ladite dette, qui sera reconnue dette de la ville.

Cette contribution sera supportée par les seuls habitants de la ville de Lyon, et sans diminution de la part qu'ils seront reconnus devoir supporter, à raison de leurs propriétés et facultés, dans les impôts qui seront consentis par les États généraux ;

Et enfin ces droits seront établis de manière à ce qu'ils ne puissent refluer directement, ni indirectement, sur les habitants des campagnes, ou nuire à la vente et consommation des denrées de première nécessité.

Au surplus, nos députés ne négligeront aucunes des demandes particulières des diverses corporations ou communautés de cette sénéchaussée, lesquelles seront réunies dans le cahier d'instruction qui leur sera remis avec les présentes.

NOTE BIBLIOGRAPHIQUE SUR LES CAHIERS DE 89

On comprend, sous le nom de Cahiers de 89 :

1° Ceux des assemblées du premier degré (villes, paroisses, corporations, sections de la noblesse et du clergé) ;

2° Ceux des assemblées secondaires (dans les sénéchaussées où exista cette subdivision) ;

3° Ceux des grands bailliages, c'est-à-dire des assemblées qui nommèrent les députés aux Etats généraux ¹.

Peu de cahiers appartenant aux deux premières catégories ont été imprimés ; un plus grand nombre de ceux des grands bailliages ou sénéchaussées l'ont été ; beaucoup cependant, même parmi ces derniers, sont demeurés manuscrits.

La collection des cahiers imprimés en 89 n'existe nulle part. M. Chassin, dans les Pièces justificatives de son livre intitulé : *Génie de la Révolution*, a donné la liste des cahiers imprimés isolément en 89 que possèdent la Bibliothèque et les Archives, comme aussi celle des cahiers imprimés qui ne se trouvent ni à la Bibliothèque ni aux Archives. Son énuméra-

1. Voir l'organisation des assemblées électorales, pages 30 et suivantes.

tion, il a soin de nous en prévenir lui-même, n'est pas tout à fait exacte. Je possède, pour ma part, plusieurs des cahiers figurant parmi ceux *qui n'ont pas été imprimés en 89*¹. Nombre d'autres sont cachés bien certainement dans des collections ou des recueils particuliers. Il me paraît donc impossible de fixer absolument le chiffre des cahiers imprimés en 89.

En outre des cahiers imprimés par l'ordre des assemblées électorales, quelques-uns se trouvent reproduits dans des documents publiés un peu plus tard, tels que protestations des députés, comptes rendus à leurs commettants, etc. D'autres enfin ont été imprimés à une époque plus ou moins récente².

La conclusion de ce qui précède est : 1° qu'on ne sait où trouver la collection complète des cahiers imprimés ; 2° que, quoique le nombre des cahiers imprimés ne soit pas exactement connu, on peut affirmer que beaucoup d'entre eux sont demeurés manuscrits.

A défaut du recueil imprimé, le recueil manuscrit existe ; la collection générale des pièces relatives aux élections de 89, correspondances, procès-verbaux et cahiers, forme aux Archives une bibliothèque d'in-folios (176 registres de 500 à

1. Le cahier du tiers-état de Marseille, celui de la ville de Valenciennes, celui du tiers-état de Bar-le-Duc, ceux du clergé et du tiers-état de Nemours, celui des trois ordres de Bourg-en-Bresse.

2. Cahier de la noblesse de Loudun (*Compte rendu à ses commettants*, par M. de Ternay) ; cahier de la noblesse d'Albret (par M. de Batz) ; cahier de la noblesse et du tiers-état de Montpellier, cahier de la noblesse de Toulouse (*Annuaire du Languedoc*, par M. de la Roque) ; cahiers de la noblesse des sénéchaussées d'Auch et de Lectoure (*Noblesse d'Armagnac en 89*, par M. de Bastard) ; cahier du tiers-état d'Amiens et Ham (*Recueil de documents inédits sur l'histoire du tiers-état, région du nord*, par MM. Bourquelot et Louandre), etc., etc.

1,200 pages). La communication de ce magnifique recueil s'obtient sans aucune peine. « C'est le document le plus précieux qui nous reste de l'ancienne France, et celui que doivent consulter sans cesse ceux qui veulent savoir quel était l'état d'esprit de nos pères, au moment où la révolution éclata. » (*L'Ancien régime et la Révolution*, p. 421.)

Plusieurs résumés des cahiers ont été faits : le meilleur sans contredit est celui que publia, dans le courant même de l'année 1789, le journaliste Prudhomme, aidé d'une société de gens de lettres. Il se compose de citations extraites d'un assez grand nombre de cahiers (200 environ), énoncées sans réflexion, par conséquent avec une véritable impartialité, et donnant un témoignage authentique de l'opinion des trois ordres sur les principales matières soumises à la délibération des États généraux ; une table indiquant non-seulement le détail des questions énumérées dans l'ouvrage, mais encore le nombre des assemblées électorales qui se sont prononcées en tel ou tel sens, rend la lecture de ces trois volumes indispensable à ceux qui veulent avoir une idée sommaire des cahiers de 89.

La plupart des résumés insérés dans divers ouvrages historiques, notamment celui de M. Grille, formant l'introduction aux *Mémoires sur la Révolution française*, et celui de MM. Buchez et Roux, dans leur introduction à l'*Histoire parlementaire de la Révolution*, ne sont autre chose qu'une copie ou une analyse plus ou moins exacte du travail de Prudhomme.

M. de Tocqueville s'en est également servi pour analyser, avec cette finesse et cette netteté d'appréciation dont il avait le secret, les cahiers de la noblesse. (*L'Ancien régime et la Révolution*, p. 421.) Malheureusement l'éminent publiciste n'a pas étendu son œuvre jusqu'aux cahiers du tiers-état ni jusqu'à ceux du clergé.

Je cite, sans m'y arrêter : 1^o le rapport de M. de Clermont-Tonnerre à l'Assemblée constituante, le 27 juillet 1789, rapport tellement court (8 pages in-8^o), qu'on n'en peut tirer qu'une idée vague à force d'être générale ; 2^o *les Vœux du peuple français*, extrait des cahiers, placé par MM. Dupont de l'Eure, Étienne, Manuel, etc., à la fin du premier volume d'un recueil intitulé par eux : *les Fastes civils de la France*, et publié en 1821, résumé intéressant, mais fort incomplet ; 3^o enfin l'analyse donnée en quelques pages par M. Henri Martin dans le seizième volume de son *Histoire de France*.

J'arrive au résumé de M. Chassin, ouvrage encore inachevé, mais que deux volumes déjà publiés permettent d'apprécier. M. Chassin a compulsé tous les registres des Archives ; il n'est presque pas un seul cahier dont quelque extrait n'apparaisse dans son livre ; il mérite, à cet égard, un éloge sans réserve. Malheureusement, l'indépendance de ses jugements est loin d'égaliser l'exactitude de ses recherches. L'auteur appartient, il le dit lui-même, à l'école qui considère Robespierre et Danton comme des héros (Avant-propos, p. viii et ix). Il n'a pour le catholicisme d'autre mot que celui de Voltaire : Écrasons l'infâme ! (tome II, p. 135). Son livre, malgré l'incontestable valeur des recherches qui l'ont produit, ne peut être complètement goûté que par les chercheurs avides de consulter des documents partout où ils les trouvent, ou par les hommes qui croient servir la liberté en essayant de réhabiliter 93.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.

Chaque époque et chaque nation sont mues par une idée généreuse.....	1
L'idée généreuse du xix ^e siècle et de la France est la li- berté.....	10
L'idée libérale, bien entendue, est une des plus dignes de passionner les hommes.....	13
Importance d'examiner dans l'histoire si révolution et li- berté sont une même chose.....	17

CHAPITRE I.

LE MOUVEMENT ET LES ÉLECTIONS DE 89.

De la liberté telle qu'elle existait immédiatement avant la révolution française.....	21
Du règne de Louis XVI avant la convocation des États gé- néraux.....	22
Édit de 1787 en faveur des protestants.....	22
Liberté de la presse. Brochures politiques.....	23
<i>Questions principales agitées à propos de la convocation des États généraux.</i>	
Doublement du tiers.....	25
Conservation des anciens arrondissements électo- raux.....	28
Nombre de députés à élire dans chacun d'eux.....	28

Ordonnance royale pour la convocation des États généraux	30
<i>Attitude du gouvernement pendant les élections.....</i>	35
Élections de Lyon ; conduite de l'intendant, du prévôt des marchands, du lieutenant-général.....	36
Élections du Forez. Conduite de M. de Meaux, lieutenant général au bailliage.....	38
<i>Infractions au règlement ou protestations.</i>	
Attitude de certains bailliages, ordres ou provinces.	40
Réclamations des villes.....	41
Élections de Paris.....	41
Exigences des Parisiens.....	41
Règlements du 28 mars et du 13 avril.....	42
Agitation des assemblées des trois ordres de Paris..	43
<i>Attitude réciproque des trois ordres dans les mêmes bailliages.....</i>	43
Cahiers rédigés en commun.....	44
Accord général entre les ordres, lors même que les cahiers ne furent pas rédigés en commun.....	44
Extrait des procès-verbaux du bailliage de Vermandois.....	45
Des influences individuelles dans les assemblées électorales de 89.....	47

CHAPITRE II.

MANDAT IMPÉRATIF.

Opinion de Tocqueville sur les cahiers.....	61
De la forme et du style habituel des cahiers de 89.....	62
De leur division ordinaire en deux-parties : l'une contenant les <i>ordres</i> et l'autre les <i>conseils</i>	63
Comment les électeurs des trois ordres entendent la question du mandat impératif. Tiers-état.....	64
Clergé.....	65
Noblesse.....	66
Comment la question elle-même peut être entendue.....	60

CHAPITRE III.

CONSTITUTION, ÉTATS GÉNÉRAUX, VOTE PAR TÊTE.

Nécessité d'une réforme.....	63
Soin que mettent certains électeurs à établir qu'en demandant les réformes ils ne font qu'obéir au roi.....	64

TABLE DES MATIÈRES.

403

Remerciements adressés à Louis XVI par le tiers-état. Dé-	
but de quelques cahiers.....	66
Défense par les trois ordres à leurs députés de voter au-	
cun impôt avant d'avoir fait une constitution.....	69

I

CONSTITUTION.

Pouvoir législatif.	
Droit à la nation de rédiger et de voter la loi.....	70
Droit de sanction et de promulgation reconnu au roi	71
De l'initiative légale	71
Pouvoir exécutif.	
Le pouvoir exécutif appartiendra au roi seul.....	72
Droit de voter l'impôt à la nation seule. Budget an-	
nuel, responsabilité des ministres.....	73

II

ÉTATS GÉNÉRAUX.

Nécessité d'une représentation nationale et conditions es-	
sentielles de cette représentation.....	74
Plaintes sur l'élection présente et réformes demandées	
pour l'avenir.....	75
De la liberté électorale.....	76
<i>De l'indépendance des députés.</i>	
Inviolabilité des députés	76
Défense aux députés d'accepter des faveurs.....	77
Opinion de quelques cahiers sur le danger de la	
séduction révolutionnaire.....	78
Des commissions intermédiaires et des raisons qui les font	
rejeter par la majorité des électeurs.....	80

III

VOTE PAR ORDRE OU PAR TÊTE.

Opinion des ordres sur la question du vote : Tiers-état...	83
Clergé.....	85
Noblesse.....	86
Examen général de la question du vote.....	93

CHAPITRE IV.

ÉGALITÉ, PRIVILÈGES, DROITS FÉODAUX.

Égalité civile, abolition des privilèges, principe de l'expropriation reconnu par tous.....	99
---	----

I

PRIVILÈGES DE LA NOBLESSE ET DU CLERGÉ.

Renonciation générale des deux premiers ordres à l'exemption de certains impôts.....	101
<i>Droits féodaux</i> ; leur origine.....	103
Leur inutilité et leur injustice en 89.....	107
Lesquels seront supprimés sans indemnité.....	108
Lesquels seront rachetés.....	109
Comparaison entre l'opinion de la noblesse et celle du tiers-état sur le droit de chasse.....	110
Opinion générale de la noblesse sur la question des droits féodaux.....	113
Grades militaires.....	114
Distinctions honorifiques.....	116
Existence de la noblesse reconnue par le peuple.....	118
Respect du tiers-état proclamé par la noblesse.....	119

II

PRIVILÈGES AUTRES QUE CEUX DE LA NOBLESSE.

Privilèges des provinces.....	122
Privilèges des villes et des simples localités ou territoires.....	123
Exemples tirés des privilèges locaux les plus saillants dans la généralité de Lyon.....	124
Antipathie générale des électeurs de 89 contre les privilèges.....	126

CHAPITRE V.

LIBERTÉ.

Les électeurs de 89 aimaient-ils l'égalité plus que la liberté?.....	129
--	-----

I

LIBERTÉ INDIVIDUELLE.

Opinion des trois ordres sur la liberté des personnes.....	131
--	-----

TABLE DES MATIÈRES. 405

Lettres de cachet. Tribunal de famille.....	193
Passe-ports. Domicile.....	137
Secret de la poste.....	137
Liberté sous caution.....	139
Traite des nègres et esclavage.....	140
Mainmorte.....	141

II

LIBERTÉ DE CONSCIENCE.

Peu de textes généraux sur la liberté de conscience.....	143
Opinion des laïques sur l'édit de 1787.....	144
Opinion du clergé.....	146

III

LIBERTÉ DE LA PRESSE.

Hostilité du clergé contre la presse. N'est pas une preuve d'hostilité à l'instruction populaire.....	148
Supériorité des cahiers du clergé sur ceux des autres ordres pour la question de l'éducation.....	149
Les laïques, de leur côté, ne demandent la liberté de la presse qu'avec les réserves jugées utiles par les États généraux	154
Résumé de la première partie de l'analyse des cahiers comprenant les quatre chapitres du mandat impératif, de la constitution, de l'égalité et de la liberté.....	156

CHAPITRE VI.

RELIGION ET CLERGÉ.

Opinion générale des laïques sur la question religieuse..	159
Opinion générale du clergé.....	161
Conciles et synodes demandés par l'Église.....	162
Opinion des laïques sur ce mode de réforme.....	163

I

BÉNÉFICES, RÉSIDENCE.

Suppression de la commende.. ..	165
Choix des curés, évêques et autres dignitaires ecclésiastiques parmi les prêtres ayant exercé avec édification les fonctions du saint ministère.....	166

Le tiers-état sollicite souvent le droit de choisir lui-même les curés et même les évêques.....	168
Les prêtres demandent quelquefois que les bénéfices soient donnés au concours et que le clergé nomme ses évêques. Plus souvent ils demandent que la nomination des évêques appartienne au roi avec l'avis d'un conseil ecclésiastique, celle des curés à l'évêque et au conseil diocésain, celle des vicaires aux curés.....	171
Nécessité de la résidence. Interdiction du cumul des bénéfices.....	172
Amélioration du sort des prêtres de campagne.....	174
Suppression du casuel.....	176
Dette du clergé.....	177

II

BIENS DU CLERGÉ, MONASTÈRES.

<i>Dîme</i> , opinion de Vauban sur la dime.....	179
Opinion du tiers-état, <i>id.</i>	179
Opinion de la noblesse, <i>id.</i>	181
Opinion du clergé, <i>id.</i>	182
<i>Biens territoriaux</i> .— <i>Question des monastères</i>	183
Décadence des couvents.....	184
Ordres mendiants.....	184
Dissidence entre les laïques et le clergé sur l'utilité de l'institution monastique. Question des vœux de religion.	185
Comparaison du langage des trois ordres, dans les mêmes bailliages, au sujet des couvents	187
Hostilité de la noblesse contre les monastères.....	188
Le tiers-état, quoique hostile, est habituellement moins violent.....	190
La question des biens d'Eglise est celle pour laquelle la solution révolutionnaire est la plus facile à prévoir...	194

III

QUESTIONS ACCESSOIRES.

Diminution du nombre des jours fériés.....	194
Dispenses de mariage données par les évêques.....	195
Suppression des annates perçues par le saint-siège.....	195
Hostilité contre Rome.....	195

TABLE DES MATIÈRES.

407

Unité de liturgie.....	196
Les laïques croient souvent les États généraux compétents pour régler la discipline ecclésiastique.....	196

IV

Résumé du chapitre et appréciation générale des demandes des trois ordres relatives à la question religieuse..	197
--	-----

CHAPITRE VII.

IMPÔTS.

Mauvais état des finances du royaume en 89.....	201
Principes généraux sur l'impôt.....	202
L'impôt ne peut être établi que pour un temps limité....	203
Tout homme qui percevra l'impôt au delà du temps fixé par les États généraux sera passible d'une peine très-sévère, au besoin de la peine de mort.....	203
<i>Impôts à supprimer ou à modifier : taille, corvée, capitation, vingtièmes.....</i>	204
Aides.....	205
Gabelles.....	207
Contrôle.....	207
Milice.....	208
Loterie.....	209
Ressources financières : réduction des pensions, aliénation du domaine.....	210
Établissement, en cas de besoin, d'un impôt somptuaire, proportionnel et progressif.....	211

CHAPITRE VIII.

ADMINISTRATION.

États provinciaux ; leur constitution, leurs fonctions....	217
Municipalités ; leur organisation et leurs fonctions.....	221
Suppression de la centralisation administrative	223

CHAPITRE IX.

JUSTICE.

I

ANCIENNE ORGANISATION JUDICIAIRE.

<i>Justices régulières :</i>	
Conseil du roi.....	231
Parlements de Paris et des provinces.....	231
Présidiaux, bailliages, sénéchaussées, etc.....	236
Justices seigneuriales et consulaires.....	238
<i>Justices d'exception :</i>	
Grand conseil.....	239
Tribunaux divers.....	240
Variété des lois, erreurs dans la procédure.....	241
Vénalité des charges.....	241

II

RÉFORME DEMANDÉE PAR LES CAHIERS.

Séparation du pouvoir législatif d'avec le pouvoir judiciaire.....	244
Justice rapprochée des justiciables; Cours d'appel et tribunaux de première instance.....	245
Suppression des évocations et de tous actes arbitraires...	246
Suppression des justices seigneuriales.....	246
Établissement des justices de paix.....	247
Suppression de la vénalité des charges.....	247
Les charges judiciaires ne conféreront plus la noblesse..	248
Des conditions nécessaires pour être nommé magistrat....	248
Comment seront à l'avenir nommés les magistrats.....	249
Réforme des lois. Rédaction de nouveaux codes	251

III

CARACTÈRE GÉNÉRAL DES DEMANDES RELATIVES À LA RÉFORME JUDICIAIRE.

Les électeurs de 89 s'attachent à protéger l'accusé plutôt qu'à garantir l'indépendance du juge.....	252
Leur langage habituel sur la procédure, la peine de mort, les prisons.....	253
Quelques-uns demandent l'amovibilité de la magistrature	254

TABLE DES MATIÈRES.

409

L'institution du jury est laissée par beaucoup de cahiers dans un demi-oubli singulier. La noblesse en parle plus souvent que le tiers état.....	254
Résumé des demandes relatives à la réforme judiciaire.....	256

CHAPITRE X.

AGRICULTURE, INDUSTRIE.

I

AGRICULTURE.

Division de la propriété.....	260
Division de l'exploitation.....	260
Faveur accordée aux baux à long terme.....	261
Question des communaux, des biens du domaine et de l'Eglise.....	262
Suppression du droit d'ainesse. Les cahiers n'en parlent pas toujours.....	262
Demandes diverses relatives à l'augmentation de la production agricole par la voie des règlements et prohibitions.....	264
Demandes plus nombreuses tendant au progrès par les encouragements et les récompenses.....	265
Liberté de circulation pour les grains.....	266
Détails intéressant l'agriculture; chemins vicinaux, haras, etc.....	267

II

INDUSTRIE.

Importance du commerce.....	268
La liberté, première condition de la prospérité du commerce.....	269
Communautés d'arts et métiers.....	270
Privilèges des ports de mer.....	270
Privilèges des compagnies industrielles.....	270
Privilèges des mines.....	271
Suppression des douanes intérieures.....	271
Uniformité des poids et mesures.....	272
Prêt à intérêt.....	273
Agiotage, banqueroute frauduleuse.....	274
Bureau de commerce.....	275

Consulats	276
Résumé de la question commerciale.....	277

CHAPITRE XI.

Résumé général des cahiers.....	279
Divergences d'opinion entre les ordres.....	285
Ce qu'était la liberté en 89, ce qu'octroyait le roi. Ce que voulait la nation.....	287
La volonté des électeurs de 89 amenait-elle fatalement la révolution?.....	293
Ce qu'est la liberté aujourd'hui.....	295
Conclusion.....	299

PIÈCES JUSTIFICATIVES

N° 1.

NOTE SUR LES DROITS FÉODAUX.

I

DES DROITS FÉODAUX EN GÉNÉRAL.

Justice.....	305
Privilèges.....	303
Droits utiles.....	306

II

DES DROITS FÉODAUX DANS LA PROVINCE DE FOREZ

Variétés de droits suivant les seigneuries.....	311
Analyse du terrier d'une seigneurie forézienne, en 1761..	313
Corvée.....	313
Redevances annuelles.....	316
Monnaies.....	318
Mesures.....	319
Fractionnement des redevances en argent et en nature..	320
Résumé des droits perçus dans la seigneurie.....	322
Exemple de résistance au droit féodal.....	325

III

REMARQUES PARTICULIÈRES.

Division des propriétés.....	327
Valeur des fermages avant 89.....	328
<i>Id.</i> des denrées agricoles.....	329
Population agricole.....	329
Instruction populaire.....	329
Conclusion.....	330

N^o 2.

CAHIERS DE LYON.

Cahier du clergé.....	331
<i>Id.</i> de la noblesse.....	346
<i>Id.</i> du tiers-état.....	367

N^o 3.

NOTE BIBLIOGRAPHIQUE SUR LES CAHIERS DE 89.

Des cahiers imprimés en 89, ou depuis cette époque.....	396
Du recueil manuscrit des archives.....	397
Des divers résumés des cahiers de 89.....	398

FIN DE LA TABLE

LIBRAIRIE ACADÉMIQUE
DIDIER ET C^{IE}

Éditions in-8.	1
Éditions in-12. Bibliothèque Académique.	11
Ouvrages illustrés.	20
Bibliothèque d'Éducation morale.	22
Ouvrages d'Allan Kardec et divers.	24
Ouvrages de Napoléon Landais.	25
Collection de Mémoires sur l'histoire de France.	26
Trésor de Numismatique.	27
Œuvres de Borghesi, etc.	28
Journal des Savants.	29
Revue archéologique.	29



PARIS
35, QUAI DES AUGUSTINS, 35

1866

EN VENTE

- Le mouvement scientifique pendant l'année 1865**, par E. MENAULT et BOILLOT, rédacteurs au *Moniteur universel*. *Bibliographie. — Conférences de la Sorbonne. — Séances de l'Académie des sciences*, etc. 1^{er} semestre. 1 vol. in-12. 2 fr. 50
- Conférences littéraires de la salle Barthélemy**, au profit des blessés polonais. *Première série*, par MM. SAINT-MARC GIRARDIN, LEGOUVÉ, LABOGLAVE, HENRI MARTIN, WOŁOWSKI, FOUCHER DE CAREIL, F. DE LESSEPS, LACHAMBAUDIE. 1 volume in-12. 2 fr. 50
- *Deuxième série*, par MM. ALBERT GIGOT, HENRI MARTIN, VIENNET, LEGOUVÉ, LEFÈVRE PONTALIS, YUNG, JULES SIMON, A. BARBIER, ODILON BARROT. 1 volume in-12. 2 fr. 50

OUVRAGES SOUS PRESSE

- P. CLÉMENT**. *La Police sous Louis XIV*. 1 vol. in-8.
- BUNSEN**. *Dieu dans l'Histoire*, trad. par M. DIETZ, avec une introduction par M. HENRI MARTIN. 1 vol. in-8.
- POIRSON**. *Histoire de Henri IV* (*Ouvrage qui a remporté le prix Gobert à l'Académie française*). Nouvelle édition entièrement revue, T. IV.
- AMÉDÉE THIERRY**. *Tableau de l'Administration romaine sous l'Empire*. 1 vol. in-8.
- *Histoire de la Gaule sous l'Administration romaine*. Nouvelle édit. refondue, T. I et II.
- AD. FRANCK**. *Religion et Philosophie*. 1 vol. in-8.
- PHILARÈTE CHASLES**. *Voyages d'un critique à travers la vie et les livres. Italie*. 1 vol.
- J. J. AMPÈRE**. *Formation de la Langue française*. Nouvelle édit. revue. 1 vol. in-8.
- *La Philosophie des deux Ampère*. 1 vol.
- *Histoire littéraire de la France avant Charlemagne*. 2 vol.
- Le général CREULY et ALEX. BERTRAND**. *Commentaires de César Guerre des Gaules*. Deuxième volume.
- ARSÈNE HOUSSAYE**. *Léonard de Vinci*. 1 vol.
- TH. HENRY MARTIN**. *La Foudre et l'Électricité chez les anciens*. 1 vol.
- ALEXIS PIERRON**. *Voltaire et ses maîtres*.
- DANIEL STERN**. *Dante et Goethe. Dialogues*. 1 vol. in-8.
- LA VILLEMARQUÉ**. *Chants populaires bretons*. 1 v. in-8.
- V. DE LAPRADE**.
- AD. JOBEZ**. *La France sous Louis XV*. Tome III et suiv.
- ÉDEL. DU MÉRIL**. *Histoire de la Comédie. Période littéraire*, 3 vol.
- LITTRÉ**. *Études sur le moyen âge*, 2 vol.
- ÉDOUARD FOURNIER**. *Molière au théâtre et chez lui*. 1 vol.

LIBRAIRIE ACADÉMIQUE DIDIER ET C^{IE}

35, Quai des Augustins, à PARIS

HISTOIRE — LITTÉRATURE — PHILOSOPHIE

ÉDITIONS IN-8

AMPÈRE (J. J.)

La Grèce, Rome et Dante, études littéraires d'après nature. 3^e édition. 1 vol. in-8. 7 fr. 50

La Science et les lettres en Orient. 1 vol. in-8. 7 fr. 50

D'ASSAILLY

Les Chevaliers poètes de l'Allemagne. — *Minnesinger*. 1 vol. in-8. . . 5 fr.

BABOU (H.)

Les Amoureux de madame de Sévigné. 1 vol. in-8. 6 fr.

BADER (CLARISSE)

La femme biblique. Sa vie morale et sociale, sa participation au développement de l'idée religieuse. 1 vol. in-8. 7 fr. 50

BAGUENAUT DE PUCHESSE.

L'Immortalité — la mort et la vie. — Etude sur la destinée de l'homme, précédée d'une lettre de Mgr l'évêque d'Orléans. 1 vol. in-8. 7 fr.

BARANTE

Vie politique de M. Royer-Collard. — *Ses discours et ses écrits*. 2 v. in-8. 14 fr.

Vie de Mathieu Molé. — *Le Parlement et la Fronde*. 1 vol. in-8. 7 fr.

Histoire du Directoire de la République française, *complément de l'Histoire de la Convention*, 3 forts volumes grand in-8 cavalier. 21 fr.

Études historiques et biographiques. 2 vol. in-8. 14 fr.

Études littéraires et historiques. 2 vol. in-8. 14 fr.

Pensées et réflexions morales et politiques du Comte de FICQUELMONT, précédées d'une notice par M. de BARANTE. 1 vol. in-8. 6 fr.

Œuvres dramatiques de Schiller, trad. de M. de BARANTE. Nouvelle édition revue, 3 vol. in-8. 15 fr.

BARTHÉLEMY (ED. DE)

La Galerie des Portraits de mademoiselle de Montpensier : recueil des Portraits et Eloges des seigneurs et dames les plus illustres de France, la plupart composés par eux-mêmes. Nouvelle édition, avec notes. 1 vol. in-8. . 6 fr.

BASTARD D'ESTANG

Les Parlements de France. Essai historique sur leurs usages, leur organisation et leur autorité. 2 forts volumes in-8. 15 fr.

BAUDRILLART

Publicistes modernes. 1 fort vol. in-8. 7 fr.

Jean Bodin et son temps. Tableau des théories politiques et des idées économiques au xvi^e siècle. 1 vol. in-8. 7 fr.

BAUTAIN (L'ABBÉ)

La Conscience, ou la Règle des actions humaines. 1 vol. in-8. 6 fr.

BERSOT (ERN.)

Essais de philosophie et de morale. 2 vol. in-8. 12 fr.

BERTAULD

Philosophie politique de l'histoire de France. 1 vol. in-8. 6 fr.

La Liberté civile. Nouv. études sur les publicistes contemporains. 1 v. in-8. 7 fr.

BERTRAND (ALEX.) ET GÉNÉRAL CREULY

Guerre des Gaules. Commentaires de J. César. Trad. nouv. avec texte, accompagnée de notes topographiques et militaires, suivie d'un index biographique et géographique. 2 vol. in-8 (le 1^{er} est en vente). 14 fr.

BLAMPIGNON

Étude sur Malebranche d'après les documents inédits. (*Ouvrage couronné par l'Académie française.*) 1 volume in-8. 4 fr.

J. F. BOISSONADE

Critique littéraire sous le I^{er} empire, avec une notice par M. NAUDET, de l'Institut, et une étude de M. F. Colincamp, etc. 2 forts vol. in-8 avec portrait. 15 fr.

BONNECHOSE (ÉMILE DE)

Histoire d'Angleterre, depuis les temps les plus reculés jusqu'à l'époque de la Révolution française, avec un résumé chronologique des événements jusqu'à nos jours. (*Ouvrage couronné par l'Académie française.*) 2^e édit. 4 vol in-8. . . 28 fr.
Histoire de France. 13^e édit. augm. 2 vol. in-8 12 fr.

BROGLIE (DUC DE)

Écrits et Discours. Philosophie, littérature, politique. 3 vol in-8. . . . 18 fr.

BROGLIE (A. DE)

L'Église et l'Empire romain au IV^e siècle. — 3 parties en 6 vol. in-8. 42 fr.
1^{re} partie : RÈGNE DE CONSTANTIN. 3^e édition revue et corrigée. 2 vol. in-8. 14 fr.
2^e partie : CONSTANCE ET JULIEN L'APOSTAT. 3^e édit. 2 vol. in-8. 14 fr.
3^e partie : VALENTINIE ET THÉODOSE. 2 vol. in-8. 14 fr.
Le Prince de Broglie et dom Guéranger, par l'abbé Marty, in-8. . . 1 fr.

CARNÉ (L. DE)

Les Fondateurs de l'Unité française. Suger, Saint Louis, Du Guesclin, Jeanne d'Arc, Louis XI, Henri IV, Richelieu, Mazarin. 2 vol. in-8. 14 fr.
La Monarchie française au XVIII^e siècle. Études historiques sur les règnes de Louis XIV et de Louis XV. Nouv. édit. 1 vol. in-8. 7 fr.
L'Histoire du Gouvernement représentatif en France (études sur), de 1789 à 1848. (*Ouvrage couronné par l'Académie française.*) 2 vol. in-8. . . . 14 fr.

CASELLI (D^r)

La Réalité ou Accord du spiritualisme avec les faits, etc. 1 vol. in-8. . . 6 fr.

CASTLE (D^r)

La Phrénologie spiritualiste. Études de psychologie appliquée. 1 vol. in-8. 7 fr

CHASLES (PHIL.)

Voyages d'un critique à travers la vie et les livres — Orient. 1 volume in-8. 7 fr.

CHASLES (ÉMILE)

Michel de Cervantes. Sa vie, son temps etc. 1 vol. in-8. 7 fr. 50
La Comédie au XVI^e siècle. 1 vol. in-8. 5 fr.

CHASSANG

Apollonius de Tyane, sa vie, ses voyages, ses prodiges, par PHILOSTRATE, et ses lettres; ouv. trad. du grec, avec notes, etc. 1 vol. in-8. 7 fr.
Histoire du Roman dans l'antiquité grecque et latine et de ses rapports avec l'histoire. (*Ouvrage couronné par l'Académie des inscriptions.*) 4 vol. in-8. 7 fr.

CLÉMENT (PIERRE)

Jacques Coeur et Charles VI ou la France au XV^e siècle. Nouv. édition revue. 1 fort vol. in-8. Portrait et grav. 8 fr.

Enguerrand de Marigny, Beaune de Semblançay, le chevalier de Rohan. Episode de l'histoire de France. 2^e édition. 1 vol. in-8. 6 fr.

COMBES (F.)

La Princesse des Ursins. Essai sur sa vie et son caractère politique. 1 v. in-8. 6 fr.

COURDAVEAUX

Entretiens d'Épictète, trad. nouvelle et complète. 1 vol. in-8. 7 fr.

COUSIN (V.)

La jeunesse de Mazarin. 1 fort vol. in-8. 8 fr.

La Société française au XVII^e siècle, d'après le *Grand Cyrus*, roman de mademoiselle de Scudéry. 2 beaux vol. in-8. 14 fr.

Madame de Chevreuse. 2^e édit. 1 vol. in-8, orné d'un joli portrait. 7 fr.

Madame de Hautefort. 1 vol. in-8. avec un joli portrait. 7 fr.

Jacqueline Pascal. 4^e édition. 1 vol. in-8, *fac-simile*. 7 fr.

La jeunesse de madame de Longueville. 4^e édition, revue et augmentée. 1 vol. in-8, 2 portraits. 7 fr.

Madame de Longueville pendant la Fronde (1651-1653) 1 vol. in-8. 7 fr.

Madame de Sablé. 2^e édition. 1 vol. in-8, avec portrait. 7 fr.

Études sur Pascal. 1 vol. in-8. 7 fr.

Fragments et Souvenirs littéraires. 1 vol. in-8. 7 fr.

Premiers Essais de Philosophie. Nouv. édit. 1 vol. in-8. 6 fr.

Philosophie sensualiste du XVIII^e siècle. Nouvelle édit. 1 vol. in-8. 6 fr.

Introduction à l'Histoire de la Philosophie. Nouv. édition. 1 vol. in-8. 6 fr.

Histoire générale de la Philosophie depuis les temps les plus anciens jusqu'à la fin du dix-huitième siècle. Nouv. édit. 1 vol. in-8. 7 fr.

Philosophie de Locke. Nouvelle édition entièrement revue. 1 vol. in-8. 6 fr.

Du Vrai, du Beau et du Bien, 10^e édit. 1 vol. in-8 avec portrait. 7 fr.

Fragments pour servir à l'histoire de la philosophie. 2 vol. in-8. 16 fr.

Séparément : **Philosophie ancienne**. 8 fr.

Philosophie du moyen Âge. 8 fr.

DANTE

La Divine Comédie, traduit. de F. LAMENNAIS, avec introduction, notes et le texte italien, publ. par M. E. D. FORGUES. 2 vol. in-8. 14 fr.

DANTIER (ALPH.)

Les Monastères bénédictins d'Italie. Souvenirs d'un voyage littéraire au delà des Alpes. 2 beaux vol. in-8. 15 fr.

DAREMBERG

La Médecine dans Homère. Gr. in-8. 5 fr.

DE BROSSES

Le Président de Brosses en Italie. Lettres familières écrites d'Italie en 1759 et 1740. 2^e édit. revue et accomp. d'une Etude par R. COLOMB. 2 vol. in-8. 12 fr.

DELÉCLUZE (E. J.)

Louis David, son école et son temps. Souvenirs. 1 vol. in-8. 6 fr.

DESJARDINS (ERNEST)

Le grand Corneille historien. 1 vol. in-8. 5 fr.

Alésia (7^e CAMPAGNE DE JULES CÉSAR). Résumé du débat, etc., suivi de notes inédites de Napoléon 1^{er} sur les COMMENTAIRES DE JULES CÉSAR. in-8, avec *fac-simile*. 3 fr.

CH. DESMAZE

Le Châtelet de Paris, son organisation, ses privilèges, etc. 1 vol. in-8. 7 fr.

DREYSS (CH.)

Mémoires de Louis XIV POUR L'INSTRUCTION DU DAUPHIN. 1^{re} édit. complète, avec une étude sur la composition des Mémoires et des notes. 2 vol. in-8. 14 fr.

DROMEL

La Loi des Révolutions. 1 vol. in-8. 7 fr.

DUBOIS D'AMIENS (FRÉD.)

Éloges prononcés à l'Académie de médecine. PARISSET, BROUSSAIS, ANT. DUBOIS, RICHRAND, BOYER, ORFILA, CAPURON, DENEUX, RÉCAMIER, ROUX, MAGENDIE, GUENEAU DE MUSSY, G. SAINT-HILAIRE, A. RICHARD, CHOMEL, THÉNARD, etc., etc. 2 vol. in-8. 14 fr.

DUBOIS-GUCHAN

Tacite et son siècle, ou la société romaine impériale, d'Auguste aux Antonins, dans ses rapports avec la société moderne. 2 beaux volumes in-8. 14 fr.

DU CELLIER

Histoire des Classes laborieuses en France, depuis la conquête de la Gaule par Jules César jusqu'à nos jours. 1 vol. in-8. 6 fr.

DU MÉRIL (ÉDEL.)

Histoire de la Comédie, période primitive. (*Ouvrage couronné par l'Académie française.*) 1 vol. in-8. 8 fr.

EICHHOFF (F. G.)

Tableau de la Littérature du Nord, AU NOYEN AGE, en Allemagne, en Angleterre, en Scandinavie et en Slavonie. Nouv. édit. revue et augmentée. 1 vol. in-8. 6 fr.

FALLOUX (C^{ie} DE)

Correspondance du P. Lacordaire avec Madame Swetchine, publiée par M. DE FALLOUX. 1 vol. in-8. 7 fr. 50

Madame Swetchine. Journal de sa conversion, méditations et prières publiées par M. DE FALLOUX. 1 vol. in-8. 7 fr. 50

Madame Swetchine. Sa vie et ses pensées, publiées par M. de Falloux. 8^e édit. 2 vol. in-8. 15 fr.

Lettres de madame Swetchine, publiées par M. DE FALLOUX 2 vol in-8. 15 fr.

Lettres inédites de madame Swetchine, publiées par M. DE FALLOUX. 1 vol. in-8. 7 fr. 50

Étude sur M^{lle} Swetchine, par Ern. Naville. In-8. 1 fr. 50

FEILLET

La Misère au temps de la Fronde et saint Vincent de Paul, (*Mention très-honorable de l'Acad. des sciences morales*). 2^e édit. revue. 1 vol. in-8. . 7 fr.

FERRARI (J.)

Histoire des Révolutions d'Italie, ou Guelfes et Gibelins. 4 vol. in-8. . 24 fr.

FEUGÈRE (LÉON)

Les Femmes poètes au XVI^e siècle, étude suivie de notices sur M^{lles} de Courmay, d'Urfé, Montluc, etc. 1 vol. in-8. 6 fr.

FLAMMARION.

La Pluralité des Mondes habités. Étude où l'on expose les conditions d'habitabilité des terres célestes, etc. 4^e édit. 1 fort vol. in-8 avec figures. . . 7 fr.

Les mondes imaginaires et les mondes réels, voyage astronomique pittoresque, et revue critique des théories humaines sur les habitants des astres. 1 fort vol. in-8, fig. 7 fr.

GEFFROY (A.)

Lettres inédites de M^{me} des Ursins, avec une introd. et des notes. 1 v. in-8. 6 fr.

GERMOND DE LAVIGNE

Le Don Quichotte de FERNANDEZ AVELLANEDA, traduit de l'espagnol et annoté. 1 beau vol. in-8. 6 fr.

GÉRUZEZ (E.)

Histoire de la Littérature française depuis ses origines jusqu'à la Révolution. (*Ouvrage couronné par l'Académie française. Prix Gobert.*) 3^e édit. 2 v. in-8. 14 fr.

SAINT-MARC GIRARDIN

Lettres inédites de Voltaire, publ. par MM. de CAYROL et FRANÇOIS, avec introduction, par M. SAINT-MARC GIRARDIN. 2^e édit. augm. 2 vol. in-8. 14 fr.

GODEFROY (F.)

Lexique comparé de la langue de Corneille et de la langue du xvii^e siècle en général. (*Ouvrage couronné par l'Académie française.*) 2 vol. in-8. 15 fr.

GUADET

Les Girondins, leur vie politique et privée, leur proscription, leur mort. 2 vol. in-8. 12 fr.

GUÉRIN (MAURICE ET EUGÉNIE DE)

Journal, lettres et fragments, publiés par M. TRÉBUTIN, avec une étude par M. SAINTE-BEUVE. 3 volumes in-8. 21 fr.

GUIZOT

Sir Robert Peel, étude d'histoire contemporaine, accompagnée de fragments inédits des Mémoires de Robert Peel. Nouvelle édition. 1 vol. in-8. 7 fr.

Histoire de la Révolution d'Angleterre, depuis l'avènement de Charles I^{er} jusqu'à la mort de R. Cromwell (1625-1660). 6 vol. in-8, en 3 parties. . . . 42 fr.

— **Histoire de Charles I^{er}**, depuis son avènement jusqu'à sa mort (1625-1649) précédée d'un *Discours sur la Révolution d'Angleterre*. 8^e édit. 2 vol. in-8. . . 14 fr.

— **Histoire de la République d'Angleterre et de Cromwell** (1649-1688). 2^e édit. 2 vol. in-8. 14 fr.

— **Histoire du protectorat de Richard Cromwell**, et du *Rétablissement des Stuarts* (1659-1660). 2^e édit. 2 vol. in-8. 14 fr.

Études sur l'Histoire de la Révolution d'Angleterre, 2 vol. in-8 :

— **Monk. Chute de la République**. 5^e édit. 1 vol. in-8, portrait. 6 fr.

— **Portraits politiques** des hommes des divers partis. *Parlementaires, Cavaliers, Républicains, Niveleurs*. Études historiques. Nouv. édit. 1 vol. in-8. . 6 fr.

Essais sur l'Histoire de France. 10^e édit. revue et corrigée. 1 vol. in-8. . 6 fr.

Histoire des origines du gouvernement représentatif et des institutions politiques de l'Europe, etc. (*Cours d'Histoire moderne de 1820 à 1822*). Nouv. édit. 2 vol. in-8. 10 fr.

Histoire de la civilisation en Europe et en France, depuis la chute de l'empire romain jusqu'à la Révolution française. Nouv. édition. 5 vol. in-8. . 30 fr.

Discours académiques, suivis des discours prononcés pour la distribution des prix au Concours général et devant diverses sociétés, etc. 1 vol. in-8. . . 6 fr.

Cornellie et son temps. Étude littéraire, etc. 1 vol. in-8. 5 fr.

Méditations et études morales et religieuses. Nouv. édit. 1 vol. in-8. . 6 fr.

Études sur les beaux-arts en général. 3^e édit. 1 vol. in-8. 6 fr.

De la Démocratie en France. 1 vol. in-8 de 164 pages. 2 fr. 50

Abailard et Héloïse. Essai historique par M. et M^{me} Guizot, suivi des *Lettres d'Abailard et d'Héloïse*, traduites par M. Oddoul. Nouv. édit. 1 vol. in-8. . 6 fr.

Grégoire de Tours et Frédégaire. — HISTOIRE DES FRANCS ET CHRONIQUE, trad. Nouv. édit. revue et augmentée de la *Géographie de Grégoire de Tours et de Frédégaire*, par M. ALFRED JACOBS. 2 vol. in-8, avec une carte spéciale. . . 14 fr.

Cet ouvrage est autorisé par décision ministérielle pour les Écoles publiques.

Œuvres complètes de W. Shakespeare, traduction nouvelle de M. Guizot, avec notices et notes. 8 vol. in-8. 40 fr.

Histoire de Washington et de la fondation de la république des États-Unis, par M. C. DE WITT, avec une Introduction par M. Guizot. 3^e édition, revue et augmentée. 1 vol. in-8, avec portraits et carte. 7 fr.

Correspondance et Écrits de Washington, traduits de l'anglais et mis en ordre par M. GUIZOT. 4 vol. in-8. 12 fr.

Dictionnaire universel des synonymes de la langue française, contenant les synonymes de GIRARD, BEAUZÉE, BOURAUD D'ALEMBERT, etc., augmenté d'un grand nombre de nouveaux synonymes, par M. GUIZOT, 7^e édit. 1 vol. gr. in-8. . . 12 fr.
L'introduction de cet ouvrage est autorisée dans les Établissements d'instruction publique.

LIBRAIRIE ACADEMIQUE DIDIER ET C^e

GUIZOT (GUILLAUME)

Ménandre. Étude historique et littéraire sur la Comédie et la Société grecques. (*Ouvrage couronné par l'Académie française.*) 1 vol. in-8, avec portrait. . . 6 fr.

HOUSSAYE (ARSÈNE)

Les Charmettes. — J. J. Rousseau et Madame de Warens. 1 beau vol. in-8 avec portrait et grav. 7 fr.

JACQUINET

Des Prédicateurs au xvii^e siècle avant Bossuet. (*Ouvrage couronné par l'Académie française.*) 1 vol. in-8. 6 fr.

J. JANIN

La Poésie et l'Éloquence à Rome au temps des Césars. 1 vol. in-8. 7 fr.

JOBEZ (AD.).

La France sous Louis XV (1715-1774). Tome I à III parus. In-8. Prix du vol. 6 fr.

JOUSSERANDOT

La Civilisation moderne. Cours professé à l'Acad. de Lausanne. 1 v. in-8. 6 fr.

LACODRE.

Les desseins de Dieu. Essai de philosophie religieuse et pratique. 1 v. in-8. 6 fr.

LÉON LAGRANGE

Joseph Vernet et la peinture au XVIII^e siècle, avec grand nombre de documents inédits. 1 volume in-8. 7 fr.

MARY LAFON

Le Maréchal de Richelieu et madame de Saint-Vincent. 1 vol. in-8. . . 6 fr.

LA HARPE

Lycée ou Cours de Littérature. 18 vol. in-8. 24 fr.

LAMENNAIS

Dante. La Divine Comédie, trad. accompagnée d'une introduction et de notes, avec le texte italien, publ. par M. E. D. Fougues. 2 vol. in-8. 14 fr.
Correspondance inédite, publiée par M. Fougues. 2 vol. in-8. 14 fr.

LAPRADE (V. DE)

Questions d'art et de morale. 1 vol. in-8. 7 fr.

LE DIEU (L'ABBÉ)

Mémoires et journal de l'abbé Le Dieu, sur la vie et les ouvrages de Bossuet, publiés sur les manuscrits autographes. 4 vol. in-8. 24 fr.

LÉLUT

Physiologie de la pensée. Recherche critique des rapports du corps à l'esprit. 2 vol. in-8. 14 fr.

LEMOINE (ALB.)

L'aliéné devant la philosophie, la morale et la société. 1 vol. in-8. . . 6 fr

LEPINOIS (H. DE)

Le gouvernement des Papes et les Révolutions dans les États de l'Eglise, d'après des documents extraits des archives secrètes du Vatican, etc. 1 v. in-8. 7 fr.

LITTRÉ

Histoire de la langue française. Études sur les origines, l'étymologie, la grammaire, etc. Nouv. édit. 2 vol. in-8. 14 fr.

LIVET (CH.)

Précieux et Précieuses. Caractères et mœurs du xvii^e siècle. 1 vol. in-8. 7 fr.
La Grammaire française et les Grammairiens du xvii^e siècle. (*Mention très-honorable de l'Académie des inscriptions.*) 1 fort vol. in-8. 7 fr.

LOVE

Le Spiritualisme rationnel, à propos des divers moyens d'arriver à la connaissance, etc. 1 vol. in-8. 6 fr.

MARGERIE (A. DE)

Théodicée. Études sur Dieu, la Création et la Providence. 2 vol. in-8. . . 12 fr.

MARTHA BECKER

Le général Desaix. Étude historique. 1 vol. in-8, avec portrait. . . . 6 fr.

MARY (D)^{***}

Le Christianisme et le libre examen. Discussion des arguments apologétiques. 2 vol. in-8. 12 fr.

MATTER

Le Mysticisme en France au temps de Fénelon. 1 vol. in-8. . . . 7 fr.

Swedenborg. Sa vie, ses écrits, sa doctrine. 1 vol. in-8. 7 fr.

Saint-Martin, Le Philosophe inconnu, sa vie, ses écrits; son maître Martinez et leurs groupes. 1 vol. in-8. 7 fr.

MAURY (ALF.)

Les Académies d'autrefois, 2 parties :

— *L'ancienne Académie des Sciences.* 1 volume in-8. 7 fr.

— *L'ancienne Académie des Inscriptions et Belles-Lettres.* 1 volume in-8. . . 7 fr.

Croyances et légendes de l'antiquité. 1 vol. in-8. 7 fr.

MERCIER DE LACOMBE (CH.)

Henri IV et sa politique. (*Ouvrage couronné par l'Académie française.* 2^e prix Gobert.) 1 vol. in-8. 6 fr.

MERRUAU (P.)

L'Égypte contemporaine. 1840 à 1857. De Méhémet-Ali à Saïd-Pacha; avec une Étude sur l'Isthme de Suez, par M. F. de Lesseps. 1 vol. in-8. . . . 5 fr.

MIGNET

Éloges historiques : Jouffroy, de Gérando, Laromiguière, Lakanal, Schelling, Portalis, Hallam, Macaulay. 1 vol. in-8. 6 fr.

Portraits et notices HISTORIQUES ET LITTÉRAIRES : Sieyès, Roderer, Livingston, Taiteyrand, Broussais, Merlin, D. de Tracy, Daunou, Siméon, Sismondi, Comte, Ancillon, Bignon, Rossi, Droz, Cabanis, Franklin, etc. Nouv. édit. 2 v. in-8. 10 fr.

Charles-Quint, SON ABDICATION, SON SÉJOUR ET SA MORT AU MONASTÈRE DE YUSTE. 5^e édit., revue et corrigée. 1 beau vol. in-8. 6 fr.

Histoire de la Révolution française de 1789 à 1814. 9^e édit. 2 vol. in-8. 12 fr.

MOLAND (LOUIS)

Origines littéraires de la France. Roman, Légende, Prédication, Poétique, etc. 1 vol. in-8. 6 fr.

MONNIER (F.)

Le Chancelier d'Aguesseau, etc., avec des documents inédits et des ouvrages nouveaux du Chancelier. (*Ouvr. cour. par l'Acad. franç.*) 2^e édit. 1 vol. in-8. 6 fr.

MONTALEMBERT (COMTE DE)

L'Église libre dans l'État libre. Discours prononcé au congrès de Malines. 1 v. in-8. 2 fr. 50

MORET (ERNEST)

Quinze ans du règne de Louis XIV. 1700-1715. (*Ouvrage couronné par l'Académie française*, 2^e prix Gobert.) 3 vol. in-8. 15 fr.

NOURRISSON

Philosophie de saint Augustin. (*Ouvrage couronné par l'Académie des sciences morales.*) 2 vol. in-8. 14 fr.

La Nature humaine. Essais de psychologie appliquée. (*Ouvrage couronné par l'Académie des sciences morales.*) 1 vol. in-8. 7 fr.

NOUVION (V. DE)

Histoire du règne de Louis Philippe I^{er}, Roi des Français (1830-1840). 4 vol. in-8. 24 fr.

PELLISSON ET D'OLIVET

Histoire de l'Académie française. Nouv. édit. avec une introduction, des notes et éclaircissements, par M. CH. LIVET. 2 gros vol. in-8. 14 fr.

POIRSON (A.)

Histoire du règne de Henri IV. (*Ouvrage qui a obtenu deux fois le grand prix Gobert, de l'Académie française.*) Seconde édition, considérablement augmentée. 4 vol. in-8. Les tomes I à III en vente. — Prix des 5 vol. parus. 25 fr.

POUJADE (EUG.)

Chrétiens et Turcs, scènes et souvenirs de la vie politique, militaire et religieuse en Orient. 1 fort vol. in-8. 6 fr.

PRELLER

Les Dieux de l'ancienne Rome. *Mythologie romaine* trad. par M. DIERZ, avec préface de M. Alf. MAURY. 1 vol. in-8. 7 fr. 50

RAYNAUD (MAURICE)

Les Médecins au temps de Molière. Mœurs, Institutions, Doctr. 1 v. in-8. 7 fr.

RÉMUSAT (CH. DE)

Bacon. Sa vie, son temps et sa philosophie. 1 vol. in-8. 7 fr.

Saint Anselme de Cantorbéry. 1 fort vol. in-8. 7 fr.

Abélard : Sa vie, sa philosophie et sa théologie. 2 vol. in-8. 14 fr.

Channing : Sa vie et ses œuvres, avec préface de M. DE RÉMUSAT. 1 vol. in-8. 6 fr.

RONDELET (ANT.)

Du Spiritualisme en économie politique (*Ouvrage couronné par l'Académie des sciences morales.*) 1 vol. in-8. 6 fr.

ROUX (AMÉDÉE)

Montausier, sa vie et son temps. 1 vol. in-8. 6 fr.

ROUSSET (CAMILLE)

Histoire de Louvois et de son administration politique et militaire. (*Ouvrage couronné par l'Académie française.* 1^{er} prix Gobert.) 3^e édit. 4 vol. in-8. 28 fr.

SACY (S. DE)

Variétés littéraires, morales et historiques. 2^e édit. 2 vol. in-8. 14 fr.

J. BARTHÉLEMY SAINT-HILAIRE

Le Boudah et sa religion. Nouv. édition, corr. et augm. 1 vol. in-8. 7 fr.

Mahomet et le Coran Précédé d'une introd. sur les devoirs mutuels de la philosophie et de la religion. 1 vol. in-8. 7 fr.

SAISSET (E.)

Le Scepticisme. — Enésidème. — Pascal. — Kant. — Études, etc 1 vol. in-8. 7 fr.

Précurseurs et Disciples de Descartes. Études d'histoire et de philosophie. 1 vol. in-8. 7 fr.

SALVANDY (N. DE)

Histoire de Sobieski et de la Pologne. 2 vol. in-8. Nouv. édit. 14 fr.

Don Alonso, ou l'Espagne ; histoire contemporaine. Nouv. édit. 2 vol. in-8. 14 fr.

La Révolution de 1830 et le Parti révolutionnaire, ou Vingt mois et leurs résultats. Nouv. édit. 1 vol. in-8. 1855. 5 fr.

Discours de MM. Berryer et de Salvandy à l'Académie française. In-8. 1 fr.

Discours de MM. de Sacy et de Salvandy à l'Académie française. In-8. 1 fr.

SAULCY (F. DE)

Histoire de l'Art judaïque, d'après les textes sacrés et profanes. 1 vol. in-8. 7 fr.

Les Campagnes de Jules César dans les Gaules. Études d'archéologie militaire. 1^{re} partie. 1 vol. in-8, fig. 7 fr.

Voyage en Terre-Sainte, 1863. 2 beaux vol. grand in-8, ornés de fig. et de cartes. 32 fr.

SCHILLER

Œuvres dramatiques, trad. de M. DE PARANTE. Nouv. édit. entièrement revue, accompagnée d'une étude, de notices et de notes. 5 vol. in-8. 15 fr.

SCHNITZLER

Rostoptchine et Kutusof. La Russie en 1812. Tableau de mœurs et essai de critique historique. 1 vol. in-8. 7 fr.

SCLOPIS (F.)

Histoire de la Législation italienne, trad. par M. CH. SCLOPIS, 2 v. in-8. 10 fr.

SHAKSPEARE

Œuvres complètes, trad. de M. GUIZOT. Nouv. édit. revue, accomp. d'une étude sur Shakspeare, de notices, de notes. 8 vol. in-8. 40 fr.

SOREL

Le Couvent des Carmes et le Séminaire Saint-Sulpice pendant la terreur. 1 vol. in-8 avec pl. 7 fr.

M^{me} SWETCHINE

Voir C^{de} de Falloux.

THIERRY (AMÉDÉE)

Tableau de l'Empire romain, depuis la fondation de Rome jusqu'à la fin du gouvernement impérial en Occident. 4^e édit. 1 vol. in-8. 7 fr.

Histoire d'Attila, de ses fils et de ses successeurs en Europe. Nouv. édit. revue. 2 vol. in-8. 14 fr.

Récits de l'Histoire romaine au v^e siècle. 1 vol. in-8 (sous presse).

Nouveaux Récits de l'Histoire romaine aux iv^e et v^e siècles. 1 volume in-8. 7 fr.

Histoire des Gaulois jusqu'à la domination romaine. 6^e édition revue. 2 vol. in-8. 14 fr.

TISSOT

Turgot. Sa vie, son administration, ses ouvrages. (*Ouvrage couronné par l'Académie des sciences morales*.) 1 vol. in-8. 5 fr.

Les Possédés de Morzine. Broch. in-8. 1 fr.

VILLEMAIN

Souvenirs contemporains d'histoire et de Littérature. Première partie : M. DE NARBONNE, etc. 7^e édit. 1 vol. in-8. 7 fr.

Souvenirs contemporains d'histoire et de Littérature. Deuxième partie : LES CENT-JOURS. 1 vol. in-8. Nouv. édit. 7 fr.

La République de Cicéron, traduite avec une introduction et des suppléments historiques. 1 vol. in-8. 6 fr.

Choix d'Études sur la Littérature contemporaine : Rapports académiques, Études sur Cateaubrand, A. de Broglie, Nettement, etc. 1 vol. in-8. 6 fr.

Cours de Littérature française, comprenant : *Le Tableau de la Littérature au XVIII^e siècle* et *le Tableau de la Littérature au moyen âge*. Nouv. édit. 6 vol. in-8. 36 fr.

— **Tableau de la Littérature au XVIII^e siècle**. 4 vol. in-8. 24 fr.

— **Tableau de la Littérature au moyen âge**. 2 vol. in-8. 12 fr.

- Tableau de l'éloquence chrétienne au IV^e siècle, etc.** Nouv. édit. 1 fort vol. in-8. 6 fr.
- Discours et mélanges littéraires : Éloges de Montaigne et de Montesquieu. — Sur Fénelon et sur Pascal. — Rapports et discours académiques.** Nouv. édit. 1 vol. in-8. 6 fr.
- Études de Littérature ancienne et étrangère : Études sur Hérodote, Lucrèce, Lucain, Cicéron, Tibère et Plutarque. — De la corruption des lettres romaines. — Es-sai sur les romans grecs. — Shakspeare; Milton; Byron, etc.** Nouv. édit. 1 vol. in-8. 6 fr.
- Études d'Histoire moderne : Discours sur l'état de l'Europe au XIV^e siècle. — Lascaris. — Essai historique sur les Grecs. — Vie de l'Hôpital.** 1 vol. in-8. 6 fr.

VILLEMARQUÉ (H. DE LA)

- Le grand Mystère de Jésus.** Drame breton du moyen âge, avec une étude sur le théâtre chez les nations celtiques. 1 vol. in-8, pap. de Hollande. . . . 12 fr.
- **LE MÊME**, pap. ordinaire. 7 fr.
- La Légende celtique et la poésie des cloîtres.** 1 vol. in-8. 7 fr.
- Les Bardes bretons.** Poèmes du VI^e siècle, traduits pour la première fois en français avec le texte en regard, revus sur les manuscrits et accompagnés d'un fac-similé. Nouv. édit. 1 vol. in-8. 7 fr.
- Les Romans de la Table ronde et les contes des anciens Bretons.** Nouv. édit. 1 vol. in-8. 7 fr.
- Myrdhin ou l'enchanteur Merlin.** Son histoire, ses œuvres, son influence. 1 vol. in-8. 7 fr.

VOLTAIRE

- Lettres inédites de Voltaire**, publiées par MM. DE CATROL et FRANÇOIS, avec une Introduction par M. SAINT-MARC GIRARDIN. 2^e édit. augmentée. 2 vol. in-8. 14 fr.
- Voltaire à Ferney.** Étude suivie de sa Correspondance inédite avec la duchesse de Saxe-Cobourg, de nouvelles lettres et de Notes historiques inédites, publiées par MM. EVARISTE BAVOIX et A. FRANÇOIS. nouv. édit. augmentée 1 vol. in-8. . 7 fr.
- Voltaire et le président de Brosses.** Correspondance inédite, suivie d'un supplément à la correspondance de Voltaire avec le roi de Prusse et d'autres personnages, publiée avec notes, par M. TH. FOISSET. 1 vol. in-8. 5 fr.

WHYTE MELVILLE

- Les Gladiateurs. — Rome et Judée.** — Roman antique, trad. par BERNARD DEROSNE, avec préface de TH. GAUTIER. 2 vol. in-8. 12 fr.

WITT (CORNÉLIS DE)

- Études sur l'histoire des États-Unis d'Amérique.** 2 volumes :
- **Thomas Jefferson.** Étude historique sur la démocratie américaine. 2^e édit. 1 vol. in-8, orné d'un portrait. 7 fr.
- **Histoire de Washington et de la fondation de la République des États-Unis,** avec une Étude par M. Guizot, 3^e édit. 1 vol. in-8, orné de portraits et d'une carte. 7 fr.

ZELLER

- Les Empereurs romains.** Caractères et portraits historiques. 1 vol. in-8. 7 fr.

ÉDITIONS IN-12

ARMAILLÉ (C^{te} D') NÉE DE SÉGUR

La reine Marie Leckzinska. Étude historique. 1 vol. in-12. 5 fr.

Catherine de Bourbon, sœur de Henri IV. Étude historique. 1 vol. in-12. 3 fr.

ALAUZ

La Raison.—Essai sur l'avenir de la philosophie. 1 vol. in-12. 3 fr. 50

AMPÈRE (J. J.)

Littérature et Voyages. Nouv. édit. 1 vol. in-12. 3 fr. 50

Heures de poésie. Nouvelle édition. 1 vol. in-12. 3 fr. 50

La Grèce, Rome et Dante, études littéraires. 3^e édit. 1 vol. in-12. . . 3 fr. 50

BADER (Mlle).

La femme biblique, sa vie morale et sociale. 2^e édit. 4 v. in-12. . . . 3 fr. 50

BABOU

Les Amoureux de M^{me} de Sévigné, etc. 2^e édition. 1 vol. in-12. . . . 3 fr. 50

BARANTE

Histoire des Ducs de Bourgogne de la maison de Valois. Nouv. édit., illustrée de vignettes. 8 vol. in-12. 24 fr.

Tableau littéraire du XVIII^e siècle. Nouv. édit. 1 vol. in-12. 3 fr. 50

Royer-Collard. — Ses discours et ses écrits. Nouv. édit. 2 vol. in-12. . . 7 fr.

Études historiques et biographiques. Nouv. édit. 2 vol. in-12. 7 fr.

Études littéraires et historiques. Nouv. édit. 2 vol. in-12. 7 fr.

Histoire de Jeanne d'Arc. *Édition populaire.* 1 vol. in-12. 1 fr. 25

H. BAUDRILLART

Publicistes modernes. *Young, de Maistre, M. de Biran, Ad. Smith, L. Blanc, Proudhon, Rossi, Stuart-Mill,* etc. 2^e édition. 1 vol. in-12. 3 fr. 50

BAUTAIN (L'ABBÉ)

Philosophie des lois au point de vue chrétien. 3^e édit. 1 vol. in-12. . . . 3 fr. 50

La Conscience, ou la Règle des actions humaines. 2^e édit. 1 vol. in-12. 3 fr. 50

L'Esprit humain et ses facultés, ou *Psychologie expérimentale.* 2 vol. in-12. 7 fr.

BENOIT

Chateaubriand, sa vie, ses œuvres. Étude littéraire et morale. (*Ouv. cour. par l'Académie française*). 1 vol. in-12. 3 fr.

BERSOT (ERN.)

Essais de philosophie et de morale. 2^e édit. 2 vol. in-12. 7 fr.

BERTAULD

La Liberté civile. Nouvelles études sur les publicistes. 2^e éd. 1 v. in-12. 3 fr. 50

BAGUENAUT DE PUCHESSE

L'Immortalité. — *La mort et la vie,* etc., avec une lettre de Mgr Dupanloup. 2^e édit. 1 vol. in-12. 3 fr. 50

BOILLOT

L'Astronomie au XIX^e siècle. Tableau des progrès de cette science depuis l'antiquité jusqu'à nos jours. 1 vol. in 12. 3 fr. 50

Le Mouvement scientifique pendant 1864, par MENAULT et BOILLOT. Deux semestres ou vol. in-12, à. 2 fr. 50

BONHOMME (H.)

Madame de Maintenon et sa famille. Lettres et documents inédits, avec notes, etc. 1 vol. in-12. 3 fr.

BOUCHITTÉ

Le Poussin. Sa vie, son œuvre. 2^e édit. (*Ouvrage couronné par l'Académie française.*) 1 vol. in-12. 3 fr. 50.

BURGGRAEVE

Le Livre de tout le monde sur la santé. Notions de physiologie et d'hygiène. 1 vol. in-12. 3 fr. 50

CASTLE

Phrénologie spiritualiste. 2^e édition 1 vol. in-12. 3 fr. 50

CHASLES (PHILARÈTE)

Voyages d'un critique à travers la vie et les livres. Orient. 2^e édit 1 vol. in-12. 3 fr. 50

CHASSANG

Apollonius de Tyane. Sa vie, ses voyages, ses prodiges par Philostrate et ses lettres, trad. du grec, avec notes, etc. 2^e édit. 1 vol. in-12. 3 fr. 50

Histoire du Roman dans l'antiquité grecque et latine. (*Ouvrage couronné par l'Académie des Inscriptions.*) Nouv. édit. 1 vol. in-12. 3 fr. 50

CHESNEAU (ERNEST)

Les Chefs d'École. — La Peinture au xix^e siècle. 1 vol. 3 fr. 50

L'Art et les artistes modernes en France et en Angleterre. 1 vol. in-12. 3 fr. 50

CLÉMENT (PIERRE)

Portraits historiques. *Suger, Sully, Novion, Grignan, d'Argenson, Law, Paris, M. d'Arnouville, Terray*, etc. 2^e édit. 1 vol. in-12. 3 fr. 50

Enguerrand de Marigny. *Beaune de Semblançay, le Chevalier de Rohan.* Épisodes de l'histoire de France. 2^e édit. 1 vol. in-12. 3 fr. 50

CLÉMENT DE RIS

Critiques d'art et de littérature. 1 vol. in-12. 3 fr.

COGNAT L'ABBÉ)

Traditionnalisme et rationalisme. Quelques pièces pour servir à l'histoire des controverses de ce temps. Nouvelle édition. 1 vol. in-12. 3 fr.

COUSIN (V.)

Madame de Sablé. 5^e édit. 1 vol. in-12. 3 fr. 50

La Jeunesse de madame de Longueville. 5^e édition. 1 vol. in-12. 3 fr. 50

Jacqueline Pascal. Premières études, etc. 5^e édit. 1 vol. in-12. . . . 3 fr. 50

Madame de Chevreuse 5^e édition. 1 vol. in-12. 3 fr. 50

Premiers essais de philosophie. (Cours de 1815.) Nouv. édit. 1 v. in-12. 3 fr. 50

Philosophie sensualiste du XVIII^e siècle. Nouv. édit. 1 vol. in-12. 3 fr. 50

Introduction à l'histoire de la Philosophie. (Cours de 1828.) 1 v. in-12. 3 fr. 50

Histoire générale de la Philosophie, depuis les temps les plus anciens jusqu'à la fin du XVIII^e siècle. Nouvelle édition, 1 vol. in-12. 3 fr. 50

Philosophie de Locke. (Cours de 1850.) Nouv. édit. 1 vol. in-12. . . 3 fr. 50

Du Vrai, du Beau et du Bien, 11^e édition. 1 vol. in-12. 3 fr. 50

Fragments philosophiques. 4 vol. in-12. 14 fr.

— **Fragments de Philosophie ancienne :** Xénopane. — Zénon d'Élée. — Socrate. — Platon. — Eunape. — Proclus. — Olympiodore. 1 vol. in-12. 3 fr. 50

— **Fragments de Philosophie du moyen âge :** Abelard. — Guillaume de Champeaux. — Bernard de Chartres. — Saint Anselme, etc. 1 vol. in-12. . 3 fr. 50

— **Fragments de Philosophie moderne :** Descartes. — Malebranche. — Spinoza. — Leibniz et l'abbé Nicole. — Le P. André. 1 vol. in-12. . . . 3 fr. 50

— **Fragments de Philosophie contemporaine :** D. Stewart. — Büchle. — Tennemann. — Laromiguière. — De Gérando. — M. de Biran. 1 vol. in-12. 3 fr. 50

Des Principes de la Révolution française et du Gouvernement représentatif suivis des *Discours politiques*. Nouv. édit. 1 vol. in-12. 3 fr. 50

DAREMBERG

La Médecine. — *Histoire et doctrines.* 2^e édit. 1 vol. in-12. 3 fr. 50

DELAVIGNE (CASIMIR)

Ouvres complètes : Théâtre et poésies. 4 vol. in-12. 14 fr.

DELÉCLUZE (E. J.)

Louis David. Son école et son temps. Souvenirs. Nouv. éd. 1 vol. in-12. 3 fr. 50

DESJARDINS (ARTHUR)

Les Devoirs. — Essai sur la morale de Cicéron. (*Ouvrage couronné par l'Institut.*)
1 vol. in-12. 3 fr. 50

DESJARDINS (ERNEST)

Le Grand Corneille historien. Nouv. édit. 1 vol. in-12. 3 fr.

FALLOUX (C^e DE)

Correspondance du R. P. Lacordaire et de M^{me} Swetchine. 4^e édition,
1 vol. in-12. 4 fr.

Madame Swetchine. *Méditations et prières.* 2^e édition. 1 vol. in-12. . . 3 fr. 50

Madame Swetchine. *Sa vie et ses œuvres.* nouv. édit. 2 vol. in-12. . . . 7 fr.

Madame Swetchine. *Lettres.* nouv. édit. 2 vol. in-12. 7 fr.

Histoire de saint Pie V, Pape. 3^e édit. 2 vol. in-12. 7 fr.

Louis XVI, 4^e édit. 1 vol. in-12. 3 fr. 50

FEILLET

La Misère au temps de la Fronde et saint Vincent de Paul (*Mention très-honorable de l'Acad. des sciences morales.*). Nouv. édit. 1 vol. in-12. . 3 fr. 50

FÉNELON

Aventures de Télémaque et d'Aristonôus, précédées d'une étude par M. VILLEMAMIN. Nouv. édit., ornée de 24 vignettes. 1 vol. in-12. 3 fr.

FEUGÈRE (LÉON)

Caractères et Portraits littéraires du XVI^e siècle. 2 vol. in-12. . . . 7 fr.

Les Femmes poètes du XVI^e siècle, étude suivie de notices sur mademoiselle de Gournay, d'Urfé, Montluc, etc 1 vol. in-12. 3 fr. 50

FLAMMARION

La Pluralité des mondes habités. au point de vue de l'astronomie, de la physiologie et de la philosophie naturelle. Nouv. édit. 1 fort vol. in-12, fig. 3 fr. 50

Les Mondes imaginaires et les Mondes réels. Voyage astronomique, pittoresque et Revue critique des théories humaines sur les habitants des astres. 3^e édit.
1 vol. in-12. 3 fr. 50

FLEURY (ED.)

Saint-Just et la Terreur. Études sur la Révolution. 2 vol. in-12. . . . 6 fr.

FOURNEL (VICTOR)

La Littérature indépendante et les Écrivains oubliés. Essais de critique et d'érudition sur le XVII^e siècle. 1 vol. in-12. 3 fr. 50

FRARIÈRE

Influences maternelles pendant la gestation sur les prédispositions morales et intellectuelles des enfants. Nouv. édit. revue et augmentée. 1 vol. in-12. . 3 fr.

GALITZIN (LE PRINCE AUG.)

La Russie au XVIII^e siècle. Mémoires inédits sur Pierre le Grand, Catherine I^{re} et Pierre III. 2^e édition. 1 vol. in-12. 3 fr. 50

GERMOND DE LAVIGNE

Le Don Quichotte de F. Avellaneda. Trad. avec notes. 1 vol. in-12. . . 3 fr.

GÉRUZEZ

Histoire de la Littérature française depuis ses origines jusqu'à la Révolution (Ouv. cour. par l'Académie française, 1^{er} prix Gobert.) Nouv. éd. 2 vol. in-12. 7 fr.

SAINT-MARC GIRARDIN

La Syrie en 1861. Condition des Chrétiens en Orient. 1 vol. in-12. . . 3 fr. 50

Tableau de la littérature française au XVI^e siècle. 2^e édit. 1 vol. in-12. 3 fr. 50

GOBINEAU (C^e DE).

Les Religions et les Philosophies dans l'Asie centrale. 2^e édition. 1 vol. in-12. 4 fr.

GONCOURT (E. ET J. DE)

Histoire de la société française pendant la Révolution et pendant le Directoire. Nouvelle édition. 2 vol. in-12. 7 fr.

GRUN

Pensées des divers âges de la vie. Nouv. édit. 1 vol. in-12. . . 3 fr. 50

GUADET

Les Girondins. Leur vie privée, leur vie publique, leur proscription et leur mort. 2^e édit. 2 vol. in-12. 7 fr.

GUIZOT

Histoire de la Révolution d'Angleterre, depuis l'avènement de Charles 1^{er} jusqu'au rétablissement des Stuarts (1625-1660). 6 vol. in-12, en trois parties. 21 fr.

— **Histoire de Charles 1^{er},** depuis son avènement jusqu'à sa mort (1625-1649), précédée d'un *Discours sur la Révolution d'Angleterre*. 7^e édit. 2 vol. in-12. 7 fr.

— **Histoire de la République d'Angleterre et de Cromwell** (1649-1658). Nouvelle édition. 2 vol. in-12. 7 fr.

— **Histoire du protectorat de Richard Cromwell et du rétablissement des Stuarts** (1659-1660). 3^e édition. 2 vol. in-12. 7 fr.

Monk. Chate de la République, etc. Étude historique. 1 vol. in-12. 5 fr. 50

Portraits politiques des hommes des divers partis : *Parlementaires, Cavaliers, Républicains, Niveleurs*; études historiques. 1 vol. in-12. 3 fr. 50

Sir Robert Peel. Étude d'histoire contemporaine, augmentée de documents inédits. 1 vol. in-12. 3 fr. 50

Essais sur l'Histoire de France, etc. Nouv. édit. 1 vol. in-12. . . 3 fr. 50

Histoire de la civilisation en Europe et en France, depuis la chute de l'Empire romain, etc. 7^e édit. 5 vol. in-12. 17 fr. 50

Histoire des origines du Gouvernement représentatif et des Institutions politiques de l'Europe. Nouvelle édit. 2 vol. in-12. 7 fr.

Cornéille et son temps. Étude littéraire suivie d'un *Essai sur Chapelain, Rotrou et Scarron*, etc. Nouv. édit. 1 vol. in-12. 3 fr. 50

Méditations et Études morales. Nouv. édit. 1 vol. in-12. . . . 3 fr. 50

Études sur les Beaux-Arts en général. Nouv. édit. 1 vol. in-12. . . 3 fr. 50

Discours académiques, suivis des *Discours prononcés au Concours général de l'Université et devant diverses Sociétés religieuses*, etc. 1 vol. in-12. . 3 fr. 50

Abailard et Héloïse. Essai historique par M. et M^{me} Guizot, suivi des *Lettres d'Abailard et d'Héloïse*, trad. par M. Oudoul. Nouv. édit. 1 vol. in-12. . 3 fr. 50

Histoire de Washington, par M. C. DE WITTE, avec une introduction par M. Guizot. Nouv. édit. 1 vol. in-12, avec carte. 3 fr. 50

Grégoire de Tours et Frédégaire. — HISTOIRE DES FRANCS ET CHRONIQUE, trad. Nouv. édit. revue et augmentée de la *Géographie de Grégoire de Tours et de Frédégaire*, par M. ALFRED JACOBS. 2 vol. in-12. 7 fr.

Cet ouvrage est autorisé pour les Écoles publiques par décision de Son Exc. le ministre de l'Instruction publique.

Shakspeare. Œuvres complètes. 8 vol. in-12, à. 3 fr. 50

GUIZOT (GUILLAUME)

Ménandre. Étude historique et littéraire sur la Comédie et la Société grecques. (Ouvrage couronné par l'Académie française.) 1 vol. in-12 avec portrait. . 3 fr. 50

EUGÉNIE DE GUÉRIN

- Journal et Fragments**, publiés par M. TRÉBUTIEN. (*Ouvrage couronné par l'Académie française.*) 17^e édition. 1 vol. in-12. 5 fr. 50
Lettres d'Eugénie de Guérin. 8^e édit. 1 vol. in-12. 5 fr. 50
Étude sur Eugénie de Guérin par AUG. NICOLAS, broch. in-12. 50 c.

MAURICE DE GUÉRIN

- Journal, Lettres et Fragments** publiés par M. TRÉBUTIEN, avec une étude par M. SAINTE-BEUVE. 8^e édition. 1 vol. in-12. 3 fr. 50

HOUSSAYE (ARSÈNE)

- Les Charmettes**. — J. J. Rousseau et madame de Warens. Nouvelle édition. 1 vol. in-12, portrait. 3 fr. 50

JACQUINET

- Tableau du Monde physique**. Excursions à travers la science. 1 vol. in-12. 3 fr.

JACOBS (ALFRED)

- L'Afrique nouvelle**. — Récents voyages. — État moral, intellectuel et social dans le continent noir. 1 vol. in-12 avec Carte. 3 fr. 50

J. JANIN

- La Poésie et l'Éloquence à Rome** au temps des Césars. Nouvelle édition. 1 vol. in-12. 3 fr. 50

JOUBERT

- Pensées**, précédées de sa Correspondance, d'une notice par M. P. DE RAYNAL, et de jugements littéraires par MM. SAINTE-BEUVE, SAINT-MARC GIRARDIN, DE SACY, GÉRUZET et PORTOU. Nouv. édit. 2 vol. in-12. 7 fr.

JULIEN (STANISLAS)

- Tu-kiao-li**. — *Les deux Cousines*. — roman chinois. 2 vol. in-12. 7 fr.
Les Deux Jeunes Filles lettrées. Roman traduit du chinois. 2 vol. in-12. 7 fr.

LAFON (MARY)

- Les dernières armes de Richelieu**. — Madame de Saint-Vincent. 2^e édit. 1 vol. in-12. 3 fr. 50

LAGRANGE (J.)

- Joseph Vernet** et la peinture au XVIII^e siècle. 2^e édit. 1 vol. in-12. . . 3 fr. 50

LAMENNAIS

- Dante**. *La Divine Comédie*. Trad. avec une introd. et des notes. Nouvelle édition. 2 vol. in-12. 7 fr.
Correspondance inédite de Lamennais, publiée par M. Forgues. Nouvelle édition. 2 vol. in-12. 7 fr.

LA MORVONNAIS

- La Thébaïde des Grèves**. — *Reflets de Bretagne*. — Suivis de poésies posthumes. Nouvelle édition. 1 vol. in-12. 5 fr. 50

LANNAUD-ROLLAND

- Michel-Ange et Vittoria Colona**. Étude suivie de la traduction, complète des poésies de Michel-Ange. Nouv. édit. 1 vol. in-12. 5 fr.

LAJOLAIS (M^{lle} DE)

- Éducation des Femmes**. (*Ouvrage couronné par l'Académie française.*) 2^e édit. 1 vol. in-12. 5 fr.

LA TOUR-DU-PIN (M^{me} DE)

- Les Ancres brisées**. Nouvelles. 1 vol. in-12. 5 fr.

LAPRADE (VICTOR DE)

- Questions d'Art et Morale**. Nouv. édit. 1 vol. in-12. 5 fr. 50

LEBRUN (PIERRE)

- Œuvres poétiques et dramatiques**. Nouv. édit. 4 vol. in-12. 14 fr.

LEGOUVÉ

Histoire morale des Femmes. 4^e édit. revue et augm. 1 vol. in-12. 5 fr. 50

LÉLUT

Physiologie de la pensée. Recherche critique des rapports du corps à l'esprit. Nouv. édit. 2 vol. in-12. 7 fr.

LEMOINE (ALBERT)

L'Âme et le Corps. Études de philosophie morale et natur. 1 vol. in-12. 3 fr. 50

L'Aliéné devant la philosophie, la morale et la société. 2^e édit. 1 vol. in-12. 3 fr. 50

LENORMANT (M^{me}.)

Quatre femmes au temps de la Révolution. 1 vol. in-12. . . . 3 fr. 50

J. LEVALLOIS

Critique militante. Études de philosophie littéraire. 1 vol. in-12. . . 3 fr. 50

LITTRÉ

Histoire de la Langue française, études sur les origines, l'étymologie, la grammaire, les dialectes, la versification et les lettres au moyen âge. Nouvelle édition. 2 vol. in-12. 7 fr.

LIVET (CH. L.)

Précieux et Précieuses. Caractères et mœurs du XVIII^e siècle. 2^e édition. 1 vol. in-12. 3 fr. 50

MARGERIE (A. DE)

Théodicée. Études sur Dieu, la Providence, la création. 2^e édit. 2 vol. in-12. . . 7 fr.

MATTER

Le Mysticisme au temps de Fénelon. 2^e édit. 1 vol. in-12. 3 fr. 50

Saint-Martin, le philosophe inconnu, etc. 2^e édition. 1 vol. in-12. . . 3 fr. 50

Swedenborg, sa vie, sa doctrine, etc. 2^e édition. 1 vol. in-12. . . . 3 fr. 50

MATHIEU

Histoire des Miraculés et des Convulsionnaires de St-Médard, avec Notices sur le diacre Pâris, Carré de Montgeron et le Jansénisme. 1 v. in-12. 3 fr. 50

MAURY (ALFRED)

Les Académies d'autrefois. 2 vol. in-12.

— *L'ancienne Académie des Sciences.* 2^e édition. 1 vol. in-12. 3 fr. 50

— *L'ancienne Académie des Inscriptions et Belles-Lettres.* 1 v. in-12. 3 fr. 50

Croyances et légendes de l'antiquité. 2^e édition 1 vol. in-12. . . . 3 fr. 50

La Magie et l'Astrologie dans l'antiquité et au moyen âge. 3^e édition. 1 vol. in-12. 3 fr. 50

Le Sommeil et les Rêves. Études psychologiques sur les phénomènes et les divers états qui s'y rattachent, etc. 3^e édit. revue et augm. 1 vol. in-12. . 3 fr. 50

MERCIER DE LACOMBE (CH.)

Henri IV et sa politique. (Ouvrage couronné par l'Académie française, 2^e prix Gobert). Nouv. édit. 1 vol. in-12. 5 fr. 50

MERLET (G.)

Causeries sur les femmes et les livres. 1 vol. in-12. 3 fr. 50

Portraits d'hier et d'aujourd'hui. 1 vol. in-12. 3 fr. 50

Les Réalistes et les Fantaisistes dans la littérature. 1 vol. in-12. 3 fr. 50

MIGNET

Éloges historiques, faisant suite aux *Portraits et Notices.* Nouvelle édition. 1 vol. in-12. 3 fr. 50

Charles-Quint, SON ABDICATION, SON SÉJOUR ET SA MORT AU MONASTÈRE DE YUSTR. 5^e édit. 1 vol. in-12. 3 fr. 50

Histoire de la Révolution française depuis 1789 jusqu'à 1814. 9^e édit. 2 vol. in-12. 7 fr.

MOLAND (LOUIS)

Origines littéraires de la France. — Légende. — Roman. — Prédication. — Théâtre, etc. 2^e édit. 1 vol. in-12. 3 fr. 50

MONTALEMBERT

De l'Avenir politique de l'Angleterre 6^e édit. augmentée. 1 vol. in-12. 3 fr. 50

MONTARAN (M^{re} DE)

Passiflores. Poésies. 1 vol. in-12. 3 fr. 50

MOUY (CH. DE)

Don Carlos et Philippe II. (*Ouvrage couronné par l'Académie française.*) 1 vol. in-12. 3 fr. 50

NIGHTINGALE (MISS)

Des soins à donner aux malades, etc. Traduit de l'anglais et précédé d'une lettre de M. Guizot et d'une introduction par le D^r DAREMBERG. 1 vol. in-12. 5 fr.

NOURRISSON (F.)

Portraits et Études. Histoire et Philosophie. Nouv. édit. 1 vol. in-12. . 3 fr. 50

Le cardinal de Bérulle. Sa vie, son temps, ses écrits. 1 vol. in-12. . . . 3 fr.

D'ORTIGUE (J.)

La Musique à l'Église. Philosophie, littérat., critique music. 1 v. in 12. 3 fr. 50

PAGANEL

Histoire de Scanderbeg ou Turks et Chrétiens au XV^e siècle. Nouv. édit. 1 vol. in-12. 3 fr. 50

PENQUER (M^{re})

Les Chants du foyer. Poésies. 2^e édition. 1 vol. in-12. 3 fr. 50

Révélation poétiques. 2^e édit. 1 vol. in-12. 3 fr. 50

PEZZANI (A.)

La pluralité des Existences de l'Âme conforme à la doctrine de la pluralité des Mondes, opinions des philosophes anciens et modernes. 4^e édit. 1 v. in-12. 3 fr. 50

Les Bardes druidiques. Synthèse philosophique du XIX^e siècle. 1 v. in-12. 1 fr. 50

POIRSON (AUG.)

Histoire de Henri IV. Nouv. édit. 4 vol. in-12. Les tomes 1 à 3 sont en vente. Prix des vol. 11 fr.

PUYMAIGRE (TH. DE)

Les vieux Auteurs castillans. 2 vol. in-12. 7 fr.

Chants populaires recueillis dans le pays messin, mis en ordre et annotés. 1 fort vol. in-12. 5 fr.

RAYNAUD (M.)

Les Médecins au temps de Molière. — Mœurs. — Institutions. — Doctrines. Nouvelle édition. 1 vol. in-12. 3 fr. 50

RÉMUSAT (CH. DE)

Bacon. Sa vie, son temps et sa philosophie. 1 vol. in-12. 3 fr. 50

L'Angleterre au XVIII^e siècle. Études et Portraits pour servir à l'histoire politique de l'Angleterre. 2 vol. in-12. 7 fr.

Critiques et Études littéraires. Nouv. édit. 2 vol. in-12. 7 fr.

* * *

Channing. Sa vie et ses œuvres, préface de M. DE RÉMUSAT. 1 vol. in-12. 3 fr. 50

La Vie de village en Angleterre, ou Souvenirs d'un exilé. 1 v. in-12. 3 fr. 50

RONDELET (ANT.)

- La Morale de la Richesse.** 1 vol. in-12. 3 fr. 50
Du Spiritualisme en économie politique. (*Ouvrage couronné par l'Académie des sciences morales.*) 2^e édit. 1 vol. in-12. 3 fr. 50
Mémoires d'Antoine, ou notions populaires de morale et d'économie politique. (*Ouvrage couronné par l'Académie française.*) Nouvelle édition. 1 vol. in-12. 2 fr.

ROSELLY DE LORGUES

- Christophe Colomb.** Hist. de sa vie et de ses voyages. 2^e édit. 2 vol. in-12. 7 fr.

ROUSSET (C.)

- Histoire de Louvois**, etc. (*Ouvrage couronné par l'Académie française, 1^{er} prix Gobert.*) nouvelle édition. 4 vol. in-12. 14 fr.

SAISSET

- Descartes, ses Précurseurs, ses Disciples.** 2^e édition. 1 vol. in-12. 5 fr. 50
Le Scepticisme. *Ménésidème, Pascal, Kant*, etc. 2^e édit. 1 vol. in-12. 3 fr. 50

SACY (S. DE)

- Variétés littéraires**, morales et historiques. Nouv. édit. 2 vol. in-12. . . . 7 fr.

SAINTE-AULAIRE (M^{re} DE)

- La Chanson d'Antioche**, composée par RICHARD LE PÈLERIN, etc. trad. 1 vol. in-12. 3 fr. 50

SAINT-HILAIRE (BARTH.)

- Le Bouddha et sa religion.** 5^e édit. revue et corrigée. 1 vol. in-12. . 5 fr. 50
Mahomet et le Coran, précédé d'une introduction sur les devoirs mutuels de la religion et de la philosophie. 2^e édit. 1 vol. in-12. 5 fr. 50

SALVANDY

- Don Alonso**, ou l'Espagne. Histoire contemporaine. Nouv. édit. 2 vol. in-12. 7 fr.

SCHILLER

- Œuvres dramatiques complètes.** Traduction de M. de Barante, revue par M. de Suckau. 3 vol. in-12 à. 3 fr. 50

SCHNITZLER

- La Rusale en 1812.** — *Rostoptchine et Kutusof.* Nouv. édit. 1 vol. in-12. 5 fr. 50

SÉGUR

- Histoire universelle.** Ouv. adopté par l'Université. 8^e édit. 6 vol. in-12. 18 fr.
 — **Histoire ancienne.** Nouv. édit. 2 vol. in-12. 6 fr.
 — **Histoire romaine.** Nouv. édit. 2 vol. in-12. 6 fr.
 — **Histoire du Bas-Empire.** Nouv. édit. 2 vol. in-12. 6 fr.
Galerie morale, avec une notice par M. SAINTE-BEUVE. 1 vol. in-12. . . . 5 fr.

SERVAN

- Conseils d'un père à son fils.** 1 vol. in-12. 2 fr. 50

SHAKSPEARE

- Œuvres complètes.** Traduction de M. Guizot. 8 vol. in-12 à. 5 fr. 50

ALEX. SOREL

- Le Couvent des Carmes et le Séminaire Saint-Sulpice pendant la Terreur.** 2^e édit. 1 vol. in-12 avec figures. 5 fr. 50

TASTU (M^{re} A.)

- Poésies complètes.** 1 vol. in-12 illustré de vignettes de JOHANNOR. . 3 fr. 50

THIERRY (AMÉDÉE)

- Histoire d'Attila** et de ses successeurs en Europe. 5^e édit. 2 vol. in-12. 7 fr.
Tableau de l'Empire romain, depuis la fondation de Rome, etc. Nouv. édit. 1 vol. in-12. 3 fr. 50
Récits de l'Histoire romaine au V^e siècle. Derniers temps de l'empire d'Occident. Nouv. édit. 1 vol. in-12. 3 fr. 50
Histoire des Gaulois depuis les temps les plus reculés jusqu'à l'entière domination romaine. Nouv. édit. 2 vol. in-12. 7 fr.

VILLEMAIN

- La République** de Cicéron, traduite et accompagnée d'une introduction et de suppléments historiques. 1 vol. in-12. 3 fr. 50
Choix d'Études SUR LA LITTÉRATURE CONTEMPORAINE : *Rapports académiques. Études sur Chateaubriand, A. de Broglie, Nettement*, etc. 1 vol. in-12. 3 fr. 50
Cours de Littérature française, comprenant : le *Tableau de la Littérature au XVIII^e siècle* et le *Tableau de la Littérature au moyen âge*. Nouvelle édition. 6 vol. in-12. 21 fr.
 — *Tableau de la Littérature au XVIII^e siècle*. 4 vol. in-12. 14 fr.
 — *Tableau de la Littérature au moyen âge*. 2 vol. in-12. 7 fr.
Tableau de l'Éloquence chrétienne au IV^e siècle, etc. Nouvelle édition. 4 fort vol. in-12. 3 fr. 50
Discours et Mélanges littéraires : *Éloges de Montaigne et de Montesquieu. — Notices sur Fénelon et sur Pascal. — Discours sur la critique. — Rapports et Discours académiques*. Nouv. édit. 1 vol. in-12. 3 fr. 50
Études de Littérature ancienne et étrangère : *Sur Hérodote. — Études sur Lucrèce. Lucain, Cicéron, etc. — De la corruption des lettres romaines. — Essai sur les romans grecs. — Shakspeare; Milton; Byron, etc.* Nouvelle édition. 1 vol. in-12. 3 fr. 50
Études d'Histoire moderne : *Discours sur l'état de l'Europe au XI^e siècle. — Lascaris. — Essai historique sur les Grecs. — Vie de l'Hôpital*. Nouv. édit. 1 vol. in-12. 3 fr. 50
Souvenirs contemporains d'Histoire et de Littérature. 2 vol. in-12. 7 fr.
 — Première partie : **M. de Narbonne**, etc. Nouv. édit. 1 vol. in-12. 3 fr. 50
 — Deuxième partie : **Les Cent-Jours**. Nouv. édit. 1 vol. in-12. 3 fr. 50

VILLEMARQUÉ (H. DE LA)

- Le grand mystère de Jésus**, drame breton du moyen âge, avec une étude sur le théâtre celtique. 2^e édit. 1 vol. in-12. 3 fr. 50
La Légende celtique et la Poésie des Cloîtres bretons. Nouvelle édition. 1 vol. in-12. 3 fr. 50
L'Enchanteur Merlin (Myrdhin). Son histoire, ses œuvres, son influence. Nouv. édit. 1 vol. in-12. 3 fr. 50

WHYTE MELVILLE

- Les Gladiateurs**. Rome et Judée. Roman antique trad. par Bernard DEROSNE, avec préface de TH. GAUTIER. 2^e édit. 2 vol. in-12. 7 fr.

WITT (C. DE)

- Études sur l'histoire des États-Unis d'Amérique**. 2 vol. in-12. 7 fr.
 — **Histoire de Washington et de la fondation de la République des États-Unis**, par M. CORNELIS DE WITT, avec une étude par M. Guizot. Nouv. édit. 1 vol. in-12 avec carte. 3 fr. 50
 — **Thomas Jefferson. Étude sur la démocratie américaine**. Nouvelle édition. 1 vol. in-12. 3 fr. 50

ZELLER

- Les Empereurs romains**. Caractères et portraits historiques. 2^e édition. 1 vol. in-12. 3 fr. 50
Entretiens sur l'histoire. — Antiquité et moyen âge. 1 vol. in-12. 3 fr. 50
Entretiens sur l'histoire. 2^e série. — Moyen âge. 1 vol. in-12. 3 fr. 50

OUVRAGES ILLUSTRÉS GRAND IN-8

M^{me} TASTU

Éducation maternelle. *Simplex leçons d'une mère à ses enfants*, sur la lecture, l'écriture, l'arithmétique, la grammaire, la mémoire, la géographie, l'histoire sainte, etc. Nouvelle édition, imprimée avec luxe, illustrée de 500 jolies vignettes et cartes coloriées. 1 vol. grand in-8, papier jésus glacé. 15 fr..

FÉNELON

Les Aventures de Télémaque et les Aventures d'Aristonote. Édition illustrée par TONY JOHANNOT, BARON, C. NANTEUIL, etc., accompagnée d'ÉTUDES, par MM. VILLEMAM, S. DE SACY, de l'Académie française, et J. JANIN, et suivie d'un *Vocabulaire historique et géographique*. 1 beau vol. grand in-8, illustré de plus de 200 belles vignettes. 10 fr.

MICHELANT

Faits mémorables de l'Histoire de France, recueillis d'après nos meilleurs historiens, et accompagnés d'une introduction par M. DE SÉGUR. 1 beau vol. grand in-8, illustré de 128 très-belles vignettes de V. ADAM. 12 fr.

B. DELESSERT ET DE GERANDO

Les Bons Exemples. NOUVELLE MORALE EN ACTION ILLUSTRÉE. 1 beau vol. grand in-8, illustré de 120 belles vignettes de JULES DAVID. 9 fr.
Traits de dévouement et de charité. belles actions, biographies de la vertu chrétienne telles que saint Vincent de Paul, Howard, sœur Rosalie, M^{me} Fry, etc., etc., racontés par MM. Villemain, de Barante, de Tocqueville, de Noailles, de Salvandy, etc. (*Rapports des prix Montyon*), extraits des Recueils officiels, des Annales de la charité, de la Morale en action et autres livres arrangés et colligés par et sous la direction de MM. B. Delessert et de Gérodo.

MICHEL MASSON

Les Enfants célèbres. Histoire des enfants qui se sont immortalisés par le malheur, la pitié, le courage, le génie et les talents. Nouvelle édition. 1 beau vol. grand in-8, illustré de très-jolies lithographies et de vignettes sur bois. 9 fr.

M^{me} GUIZOT

L'Amie des Enfants. PETIT COURS DE MORALE EN ACTION, comprenant tous les Contes de M^{me} GUIZOT. Nouvelle édition, enrichie de *Moralités* en vers, par M^{me} ELISE MOREAU. 1 fort vol. grand in-8, illustré de belles lithographies. 9 fr.
L'Écolier, ou RAOUL ET VICTOR. (*Ouvrage couronné par l'Académie française.*) Nouvelle édition. 1 joli vol. grand in-8, illustré de belles lithographies. 9 fr.

PITRE-CHEVALIER

La Bretagne ancienne depuis son origine jusqu'à sa réunion à la France. Nouvelle édition. 1 beau vol. grand in-8, illustré par MM. A. LELEUX, PENGUILLY et T. JOHANNOT, de plus de 200 belles vignettes sur bois, gravures sur acier, types et cartes coloriés. 15 fr.

La Bretagne moderne depuis sa réunion à la France jusqu'à nos jours. *Histoire des États et des Parlements, de la Révolution dans l'Ouest, des guerres de la Vendée*, etc., illustrée par MM. LELEUX, PENGUILLY et T. JOHANNOT. 1 beau vol. grand in-8, orné de plus de 200 vignettes sur bois, gravures sur acier, types et cartes coloriés. 15 fr.

La Suisse illustrée. Description et histoire de ses vingt-deux cantons, par MM. DE CHATEAUVIEUX, DUBOCHET, FRANCHINI, MONNARD, MEYER DE KNONAU, DE RUTTMANN, SCHNELL, STROHMEIER, DE TSCHARNER, HENRY ZSCHOKKE, BUSONI, etc.; illustrée de 32 jolies vues gravées sur acier et carte. 1 vol. grand in-8 jésus. Nouvelle édition. 10 fr.

— LE MÊME OUVRAGE, en 2 vol. grand in-8, illustrés de 90 jolies vues gravées sur acier, costumes coloriés et cartes. 20 fr.

ED. AUDOUIT

Herbier des Demoiselles. Traité de la Botanique présentée sous une forme nouvelle et spéciale, contenant la description des plantes et les classifications, l'exposé des plantes les plus utiles; leur usage dans les arts et l'économie domestique et les souvenirs historiques qui y sont attachés; les règles pour herboriser; la disposition d'un herbier; etc., etc. 1 vol. in-8, illustré de 335 jolies vignettes coloriées. 10 fr.

— LE MÊME OUVRAGE, 1 vol. in-12, avec les grav. noires. 5 fr.
— — — — — grav. coloriées. 7 fr. 50

Atlas de l'Herbier des Demoiselles, dessiné par BELAÏVE, gravé et colorié avec soin. Joli album de 106 pl. in-4, renfermant plus de 350 sujets. . . . 10 fr.

BERQUIN

L'Ami des Enfants. Nouvelle édition complète, 1 vol. grand in-8, illustré de jolies lithographies et de vignettes. 7 fr. 50

Œuvres complètes de Berquin, renfermant *l'Ami des Enfants et des Adolescents, le Livre de famille, Sandford et Merton*, etc. 4 vol. in-8, format anglais, illustrés de 200 vignettes. 10 fr.

Chaque partie se vend séparément.

L'Ami des Enfants et des Adolescents. 2 vol. in-8, avec 100 fig. . . . 6 fr.

Le Livre de Famille. 1 vol. in-8 avec 50 vignettes, ... 3 fr.

Sandford et Merton. 1 vol. in-8, avec 50 vignettes. 3 fr.

M^{me} ÉLISE MOREAU

Une Vocation, ou LE JEUNE MISSIONNAIRE. Ouvrage à l'usage de la jeunesse 1 vol. in-8, orné de jolies lithographies. 5 fr.

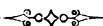
BUFFON

Le Petit Buffon illustré. Histoire naturelle des *Quadrupèdes*, des *Oiseaux*, des *Insectes* et des *Poissons*; extraite de BUFFON, LACÉPÈDE, OLIVIER, etc., par le bibliophile JACOB. 4 volumes grand in-32, ornés de 325 figures gravées sur acier. 6 fr.

— LE MÊME, avec les 325 figures coloriées avec soin. 10 fr.

M^{me} AMABLE TASTU

Le premier Livre de l'Enfance, lecture et écriture. *Simplex leçons d'une Mère à ses enfants.* 1 vol. de 80 pages, grand in-8, illustré de plus de 100 vignettes, papier vélin glacé, cartonné avec la couverture. 2 fr.



ŒUVRE DE DAVID D'ANGERS

Collection de 125 portraits contemporains gravés par les procédés de M. ACH. COLLAS, d'après les médaillons du célèbre artiste. Chaque portrait séparément. 75 c.

Portraits de Washington, de Napoléon I^{er}, de Louis-Philippe, gravés d'après les procédés de M. ACH. COLLAS. in-folio, chacun. 3 fr.

Bas-reliefs du Parthénon et du temple de Phigalie, disposés suivant l'ordre de la composition originale et gravés d'après les procédés de M. ACH. COLLAS. 1 joli album in-4 oblong, contenant 20 planches et un texte de 40 pages, par M. CH. LENORMANT, de l'Institut, cartonné élégamment à l'anglaise. . . . 16 fr.

BIBLIOTHÈQUE D'ÉDUCATION MORALE

Première série à 3 fr. le vol. broché

M^{me} LA PRINCESSE DE BROGLIE

Les Vertus chrétiennes. — Les Vertus théologiques et les Commandements de Dieu. Ouvrage approuvé par Mgr l'Archevêque de Paris. 2 vol. in-12, illustrés de lithographies et de vignettes.

M^{me} DE WITT, NÉE GUIZOT

Une famille à Paris. Scènes de la Vie des jeunes filles. 1 vol. in-12, orné de lithographies et vignettes.

Promenades d'une Mère ou les douze mois. 1 vol. in-12, orné de lithographies et de vignettes.

Les Petits Enfants, contes. 1 vol. in-12, orné de lithographies et de vignettes.

Contes d'une Mère à ses Enfants. 1 vol. in-12, orné de lithographies et de vignettes.

Une Famille à la Campagne. 1 vol. in-12, orné de lithographies et de vignettes.

Hélène et ses amies, histoire pour les jeunes filles; traduit de l'anglais. 1 vol. in-12, orné de lithographies.

M^{lle} ULLIAC-TRÉMADEURE

André ou LA PIERRE DE TOUCHE (*Ouvrage couronné*). Nouv. édit. 1 joli vol. in-12, illustré de lithographies.

Contes de ma mère l'Oie. Nouv. édit. 1 joli vol. in-12, illustré de lithographies.

MICHEL MASSON

Les Enfants célèbres, histoire des enfants qui se sont immortalisés par le malheur, la pitié, le courage, le génie, etc. Nouvelle édition. 1 vol. in-12, orné de lithographies et vignettes.

M^{me} GUILLON-VIARDOT

Cinq Années de la Vie des Jeunes Filles. (*L'entrée dans le monde.*) 1 joli vol. in-12.

M^{me} A. TASTU

Lettres choisies de madame de Sévigné, avec son éloge. (*Couronné par l'Académie française.*) 1 vol. in-12.

Deuxième série à 2 fr. le vol. broché.

M^{me} GUIZOT

L'Écolier, ou RAUL ET VICTOR. (*Ouvrage couronné par l'Académie française.*) 12^e édition. 2 vol. in-12, 8 vignettes.

Une Famille, par M^{me} Guizot, ouvrage continué par M^{me} A. TASTU. 7^e édition. 2 vol. in-12, 8 vignettes.

Les Enfants. Contes pour la jeunesse. 10^e édition. 2 vol. in-12, 8 vignettes.

Nouveaux Contes pour la jeunesse. 9^e édition. 2 vol. in-12, 8 vignettes.

Récréations morales. Contes pour la jeunesse. 10^e édit. 1 vol. in-12, 4 vign.

Lettres de Famille sur l'éducation. (*Ouvrage couronné par l'Académie française.*) 5^e édition. 2 vol. in-12. 6 fr.

M^{me} F. RICHOMME

Julien et Alphonse, ou le NOUVEAU MENTOR. (*Ouvrage couronné par l'Académie française.*) 1 vol. in-12, 6 lithographies.

ERNEST FOUNET

Souvenirs de Voyage en Suisse, en Grèce, en Espagne, etc., ou Récits du CAPITAINE KERNOEL, destinés à la jeunesse. 1 vol. in-12 avec 6 lithographies.

M^{me} C. DELEYRE

Contes pour les enfants de 5 à 7 ans. Nouv. édit. revue par M^{me} F. RICHOMME. 1 vol. in-12, avec jolies lithographies.

Contes pour les enfants de 7 à 10 ans. Nouv. édit. revue par M^{me} F. RICHOMME. 1 vol. in-12, avec jolies lithographies.

M^{me} ULLIAC-TRÉMADEURE

Les Jeunes Naturalistes. Entretiens familiers sur les animaux, les végétaux et les minéraux. 5^e édition. 2 vol. in-12, ornés de 32 vignettes.

Claude, ou le GAGNE-PETIT. (*Ouvrage couronné par l'Académie française.*) 2^e édition. 1 vol. in-12, 4 vignettes.

Étienne et Valentin, ou MENSONGE ET PROBITÉ. (*Ouvrage couronné.*) 3^e édition. 1 vol. in-12, 4 vignettes.

Les Jeunes Artistes. Contes sur les beaux-arts. Nouvelle édition. 1 vol. in-12, 4 vignettes.

Contes aux jeunes Naturalistes sur les animaux domestiques. 5^e édition. 1 vol. in-12, 4 vignettes.

Émile ou la jeune fille auteur. 1 vol. in-12, 4 vignettes.

M^{me} A. TASTU

Les Enfants de la vallée d'Andlau, notions familières sur la religion, les merveilles de la nature, etc., par M^{me} VOIART et A. TASTU. 2 vol. in-12, 8 vignettes.

Lectures pour les Jeunes Filles. Modèles de littérature en prose et en vers, extraits des Écrivains modernes. 2 vol. in-12, 8 portraits.

Album poétique des Jeunes Personnes, ou CHOIX DE POÉSIES, extrait des meilleurs auteurs. 1 vol. in-12, 4 portraits.

M^{me} DELAFAYE-BRÉNIER

Les Petits Béarnais. Leçons de morale. 12^e édition. 2 vol. in-12, 8 vignettes.

Les Enfants de la Providence, ou AVENTURES DE TROIS ORPHELINS. 6^e édition, revue par M^{me} F. RICHOMME. 2 vol. in-12, 8 vignettes.

Le Collège incendié, ou les ÉCOLIERS EN VOYAGE. 6^e édit. 1 vol. in-12, 4 vign.

M^{me} L. BERNARD

Les Mythologies racontées à la jeunesse. 5^e édition. 1 vol. in-12, orné de gravures d'après l'antique.

BERQUIN

L'Ami des Enfants. Édition complète. 2 vol. in-12, 32 figures.

M^{me} ÉL. MOREAU GAGNE

Voyages et aventures d'un jeune missionnaire en Océanie, etc. 1 vol. in-12, 4 lithographies.

M^{me} DE GENLIS

Les Veillées du Château, ou LEÇONS DE MORALE, à l'usage des enfants. Nouvelle édition. 2 vol. in-12 avec vignettes.

Théâtre d'Éducation. Nouvelle édition, 2 vol. in-12, 8 vignettes.

Les Petits Emigrés. Nouvelle édition. 1 vol. in-12, 4 vignettes.

FERTIAULT

Les voix amies. Enfance, jeunesse, raison. Poésies, 1 vol. in-12.

OUVRAGES DE M. ALLAN KARDEC

- Qu'est-ce que le Spiritisme?** Introduction à la connaissance du monde invisible ou des Esprits. 3^e édition, augmentée. 1 vol. in-12. 1 fr.
- Le Spiritisme à sa plus simple expression.** Exposé sommaire de l'Enseignement des Esprits et de leurs manifestations. In-12. 15 c.
- Le Livre des Esprits**, contenant : les principes de la doctrine spirite sur l'immortalité de l'âme, la nature des Esprits et leurs rapports avec les hommes; les lois morales; la vie présente, la vie future et l'avenir de l'humanité, selon l'enseignement donné par les Esprits. 12^e édition, 1 fort vol. in-12. 3 fr. 50
- Le Livre des Médiums**, ou GUIDE DES MÉDIUMS ET DES ÉVOCATEURS, contenant l'enseignement spécial des Esprits sur la théorie de tous les genres de manifestations, les moyens de communiquer avec le monde invisible, etc. 8^e édition. 1 fort vol. in-12. 3 fr. 50
- Le Ciel et l'Enfer**, ou LA JUSTICE DIVINE SELON LE SPIRITISME. 1 vol. in-12. 3 fr. 50
- L'Évangile selon le spiritisme : PARTIE MORALE.** 3^e édit. 1 vol. in-12. 3 fr. 50

-
- Révélation du monde des esprits**, par J. Roze, médium. 5 vol. in-12. 6 fr.
- Phénomènes des frères Davenport.** Trad. du Dr Nichols. 1 v. in-12. . 3 fr. 50
- Des forces naturelles inconnues**, à propos des phénomènes produits par les frères Davenport et par les médiums en général. Etude critique par HERNES. In-12. 1 fr.

DICTIONNAIRE DE MÉDECINE USUELLE

A l'usage des gens du monde, des chefs de famille et des grands établissements, des administrateurs, des magistrats, des officiers de police judiciaire, et enfin de tous ceux qui se dévouent au soulagement des malades.

Par une société de Membres de l'Institut, de l'Académie de médecine, de Professeurs, de Médecins, d'Avocats, d'Administrateurs et de Chirurgiens des hôpitaux dont les noms suivent : ANDRIEUX, ANDRY, BLACHE, BLANDIN, BOUCHARDAT, BOURGERY, CAFFE, CAPITAIN, CARRON DU VILLARDS, CHEVALIER, CLOQUET (J.), COLOMBAT, COTTEREAU, COUVERCHEL, CULLERIER (A.), DELEAU, DEVERGIE, DONNÉ, FALRET, FIARD, FURNARI, GERDY, GILET DE GRAMMONT, GRAS (ALBIN), GUERSENT, HARDY, LARREY (H.), LAGASQUIE, LANDOUZY, LÉLUT, LEROY D'ETIOLLES, LESUEUR, MAGENDIE, MARC, MARCHESSEAU, MARTINS, MIQUEL, OLIVIER (D'ANGERS), ORFILA, PAILLARD DE VILLENEUVE, PARISET, PLISSON, POISEUILLE, SANSON (A.), ROYER-COLLARD, TRÉBUCHET, TOIRAC, VELPEAU, VÉE, etc. Publié sous la direction du docteur BEAUDE, médecin inspecteur des eaux minérales, membre du Conseil de salubrité. 2 forts vol. in-4. 24 fr.

OUVRAGES DE NAPOLEON LANDAIS

ET DE SES COLLABORATEURS

Grand Dictionnaire général des Dictionnaires français, résumé de tous les dictionnaires, par N. LANDAIS, 14^e édition, revue et augmentée d'un *Complément* de 1200 pages. 3 vol. réuni en 2 vol. grand in-4 de 5000 pages. 40 fr.

Ce dictionnaire contient la nomenclature exacte des mots usuels et académiques, archaïques et néologiques, artistiques, géographiques, historiques, industriels, scientifiques, etc., la conjugaison de tous les verbes irréguliers, la prononciation figurée des mots, les étymologies savantes, la solution de toutes les questions grammaticales, etc.

Complément du Grand Dictionnaire de Napoléon Landais, pour les onze premières éditions, par une société de savants sous la direction de MM. D. CHÉSUROLLES et L. BARRÉ. 1 fort vol. in-4 de près de 1200 pages à 3 colonnes. . . 15 fr.

Grammaire générale des Grammaires françaises, présentant la solution de toutes les questions grammaticales, par N. LANDAIS. 6^e édit. 1 vol. in-4. . 9 fr.

Petit Dictionnaire des Dictionnaires français, par N. LANDAIS. Ouvrage entièrement refondu, et offrant, sur un nouveau plan, la nomenclature complète, la prononciation nécessaire, la définition claire et précise et l'étymologie vraie de tous les mots du vocabulaire usuel et littéraire, et de tous les termes scientifiques, artistiques et industriels de la langue française, par M. CHÉSUROLLES. 1 très-joli vol. in-32 de 600 pages. 1 fr. 50

Dictionnaire des Rimes françaises, disposé dans un ordre nouveau d'après la distinction des rimes en *suffisantes*, *riches* et *surabondantes*, etc., précédé d'un *Traité de Versification*, etc., par N. LANDAIS et L. BARRÉ. 1 vol. in-32. . 1 fr. 50

Petit Dictionnaire biographique des personnages célèbres de tous les temps et de tous les pays, *extrait du Dictionnaire de Napoléon Landais*, par M. D. CHÉSUROLLES. 1 fort vol. grand in-32 de 600 pages. 1 fr. 50

DICTIONNAIRE DE TOUS LES VERBES

De la langue française tant réguliers qu'irréguliers, entièrement conjugués, sous forme synoptique, précédé d'une théorie des verbes et d'un traité des participes, etc., d'après l'ACADÉMIE, LAVAUX, TRÉVOUX, BOISTE, NAPOLEON LANDAIS et nos grands écrivains; par MM. VERLAG et LITAI de GAUX, professeur, membre de la Société grammaticale de Paris, etc. 1 beau vol. in-4. Nouv. édit. . . . 10 fr.

VERGANI

Grammaire italienne en 20 leçons, revue par MORRETTI et augmentée par BRUNETTI. Nouvelle édition. 1 vol. in-12. 1 fr.

Le Corps de l'Homme. Traité complet d'anatomie et de physiologie humaine, suivi d'un *Précis des Systèmes de LAVATER et de GALL*; à l'usage des gens du monde, des médecins et des élèves, par le docteur GALET. 4 vol. in-4, *illustrés* de plus de 400 figures dessinées d'après nature et lithographiées. . . . 90 fr.

— LE MÊME OUVRAGE, avec les 400 figures coloriées avec le plus grand soin. 140 fr.

NOUVELLE COLLECTION DES MÉMOIRES RELATIFS A L'HISTOIRE DE FRANCE

Par MM. Michaud et Poujoulat,

Avec la collaboration de MM. Champollion, Bazin, Moreau, &c.

24 volumes grand in-8 dans 5 col., illustrés de plus de 400 portraits sur acier. Prix: 300 fr.

TOME I.

G. DE VILLEHARDOUIN. — H. DE VALENCIENNES. — P. SARRAZIN. — SIRRE DE JOINVILLE. — Sur le règne de saint Louis et les Croisades (1198-1270). — DU GUESCLIN. — Mémoires (13...-1380). — CHRISTINE DE PISAN — Le Livre des faits, etc., du roi Charles V (1336-1373).

TOME II.

CH. DE PISAN. — Le Livre des faits, 3^e part. (1278-1380). — EXTRAITS DES CHRONIQUEURS, sur les règnes de Philippe le Hardi, etc., jusqu'à Jean II. — JEAN LE MAINGRE dit BOUTICAUT (1363-1421). — J. DES URSEINS (1380-1432). — P. DE FENIN (1407-1487). — ANONYME. — Journal d'un bourgeois de Paris sous Charles VI (1409-1432).

TOME III.

MÉMOIRES sur Jeanne d'Arc (1412-1429). — G. GRUEL. — Hist. d'Artus de Richemont (1418-1487). — ANONYME. — Journal d'un bourgeois de Paris sous Charles VII (1432-1449). — O. DE LA MARCHÉ. — J. du Clercq (1438-1489).

TOME IV.

PH. DE COMINES. — Mém. (1464-1498). — JEAN DE TROYES. — Chronique (1440-1483). — G. DE VILLENEUVE. — Mém. (1494-1497). — J. BOUCHET. — Paneg. de la Tremouille (1480-1526). — LE LOYAL SERVITEUR. — Hist. du bon chevalier Bayard (1476-1524).

TOME V.

LA MARK seign. de Fleurance. — Hist. des règnes de Louis XII et de François I^{er} (1498-1543). — LOUIS DE SVOIRE. — Journal (1476-1532). — MARTIN ET G. DU BELLAÏ. — Mém. (1513-1547).

TOME VI.

F. DE LORRAINE, duc de Guise. — Mém. (1547-1561). — L. DE BOURBON, prince de Condé (1559-1564). — A. DU PUEYT. — Mémoires (1561-1596).

TOME VII.

B. DE MONTGLAT. — FR. DE BABUTIN. — Commentaires (1521-1578).

TOME VIII.

SAULX-TAVANNES. — Mémoires (1515-1566). — SALIGNAC. — Le siège de Metz (1552). — COLIGNY. — Le siège de S. Quentin (1557). — LA CHASTRE. — Mémoires du duc de Guise en Italie, etc. (1556-1557). — ROCHECHOUART. — ACH. GANON. — J. PHILIPPI. — Mémoires (1497-1590).

TOME IX.

VIRIVILLE. — Mém. (1527-1571). — CASTELNAU. (1559-1570). — J. DE MURGY (1554-1580). — FR. DE LA NOUE (1562-1570).

TOME X.

B. DU VILLARDS. — Mém. (1559-1569). — MARG. DE VALOIS. (1569-1592). — PH. DE CHEVERNY. (1583-1592). — PH. HUBAULT. év. de Chartres. (1599-1601).

TOME XI.

DUC DE BOUILLON. — Mém. (1558-1586). — CH. DUC D'ANGOULÊME (1589-1593). — DE VILLEROY. Mém. d'Etat (1581-1594). — J.-A. DE THOU (1583-1601). — J. CHOISIN. — Mém. sur l'élection du roi de Pologne (1571-1573). — J. GILLOT. L. BOURGEOIS, DUBOIS. — Relations touchant la régence de Marie de Médicis, etc. — MATH. MERLE et S. AUBAN. — Mém. sur les guerres de religion (1572-1587). — M. DE MAR... — cour (1588-1600).

VOLUMES XII-XIII.

— Chronol. novenaire (1589-1600). — Chronol. septennaire, etc. (1600-1604).

TOMES XIV-XV.

P. DE L'ESTOILE. — Registre-journal d'un curieux, etc. (1574-1589), publié d'après le manuscrit autographe presque entièrement inédit, par MM. Champollion. — Mém. et journal (1589-1611).

TOMES XVI-XVII.

SULLY. — Mém. des sages et royales économies d'Etat, etc. (1570-1658). — MARBAULT, secrétaire de Duplessis-Mornay. — Remarques inédites sur les Mémoires de Sully.

TOME XVIII.

JEANNIN. — Négociations (1598-1600).

TOME XIX.

FONTENAY-MARREUIL (1609-1647). — PONTCHARTRAIN Mém. (1610-1620). — M. DE MARILLAC. — Relation exacte de la mort du maréchal d'Ancre. — ROMAN. Mém. sur la guerre de la Vallée, etc. (1610-1629).

TOME XX.

BASSOMPIERRE (1597-1610). — D'ESTRÈS (1610-1617). — TH. DU FOSSÉ. — Mémoires de Métilis (1597-1633).

TOMES XXI-XII.

CARDINAL DE RICHELIEU. — Mémoires (1600-1640).

TOME XXIII.

C. DE RICHELIEU. — Mém. et Testam. (1632-1640). — ARNAUD D'ANDILLY. — Mém. (1610-1636). — ABBÉ ANT. ARNAUD (1634-1678). — GASTON, duc d'Orléans (1608-1636). — DUCHESSE DE NEMOURS. — Mémoires.

TOME XXIV.

Mme de MONTVILLE. — Les P. BERTHOUD (1615-1636).

TOME XXV.

CARD. DE RETZ. — Mémoires (1648-1679).

TOME XXVI.

GUY JOLY. — Mém. (1648-1668). — CL. JOLY. — Mém. (1650-1668). — P. LÉNET. — Mém. (1637-1699).

TOME XXVII.

BRIENNE (1615-1661). — MONTRÉSOR (1633-1637). — FONTRAILLES. — Relation de la cour, pendant la faveur de M. de Cinq-Mars (1641).

TOME XXVIII.

LA CHATRE. — Mém. (1643-1668). — TURENNE. Mém. (1643-1659). — DUC d'ORLÉANS. Mém. (1633-1669).

TOME XXIX.

Mlle de MONTPESSIER. — Mémoires (1637-1686). — V. CONRART. — Mém. (1633-1661).

TOME XXX.

MONTGLAT. — Mém. sur la guerre entre la France et la maison d'Autriche (1633-1660). — LA ROCHEFOUCAULD. — Mém. (1630-1683).

TOME XXXI.

GOURVILLE. — Mémoires (1642-1664).

TOME XXXII.

O. TALON. — Mém. (1630-1683). — CHOISY (1644-1724).

TOME XXXIII.

HENRI, duc de Guise. — Mém. (1647-1648). — GRAMONT. — Mém. (1604-1677). — GOUCHE. — Relation du passage du Rhin. — DU PLESSIS. — Mém. (1633-1671). — M. DE *** (de Brégy). — Mém. (1613-1690).

TOME XXXIV.

LA PORTE. — Mém. (1634-1666).

TOME XXXV.

CHEVALIER TEMPLE. — Mém. (1672-1679).

TOME XXXVI.

Mme DE LA FAYETTE. — Hist. de Mme Henriette d'Angleterre. — Mém. de la cour de France (1689-1689).

TOME XXXVII.

LA FARE. — Mém. (1661-1693). — BERNICK. — Mém. (1670-1734). — CAYLUS. — Souvenirs. — TORCY. — Mém. p. servir l'hist. des négociations (1697-1713).

TOME XXXVIII.

VILLARS. — Mém. (1673-1734). — FORBIN (1677-1710). — DUGUAY-TROUIN. — Mémoires (1689-1710).

TOME XXXIX.

DUC DE NOAILLES. — Mém. (1663-1760). — DUCLOS. — Mém. secrets, etc. (1713-1728).

TOME XL.

Mme DE STAAL-DELAUNAY. — Mémoires.

TRÉSOR DE NUMISMATIQUE ET DE GLYPTIQUE

OU

Recueil général des Médailles, Monnaies, Pierres gravées, Bas-Reliefs, Ornaments, etc.

TANT ANCIENS QUE MODERNES

LES PLUS INTÉRESSANTS SOUS LE RAPPORT DE L'ART ET DE L'HISTOIRE

GRAVÉ PAR LES PROCÉDÉS DE M. ACHILLE COLLAS

SOUS LA DIRECTION DE

M. PAUL DELAROCHE, peintre; M. HENRIQUEL DUPONT, graveur,
M. CHARLES LENORMANT, conservateur de la Bibliothèque, membre de l'Institut, etc.

**20 parties ou volumes in-folio, comprenant plus de 1,000 planches
accompagnées d'un texte historique et descriptif.**

PAIX : 1,260 FR.

DIVISION DES VINGT PARTIES

I

Néumématique des Rois grecs.	1 vol. avec 92 pl.
Nouvelle Galerie mythologique.	1 vol. avec 52 pl.
Bas-reliefs du Parthénon, etc.	1 vol. avec 16 pl.
Iconographie des Empereurs romains et de leurs familles.	1 vol. avec 64 pl.

II

Histoire de l'Art monétaire chez les modernes.	1 vol. avec 56 pl.
Choix historique des Médailles des Papes.	1 vol. avec 48 pl.
Recueil de Médailles italiennes, xv ^e et xvi ^e siècle.	2 vol. avec 84 pl.
Recueil de Médailles allemandes, xvi ^e et xvii ^e siècle.	1 vol. avec 48 pl.
Sceaux des Rois et Reines d'Angleterre.	1 vol. avec 36 pl.

III

Sceaux des Rois et des Reines de France.	1 vol. avec 28 pl.
Sceaux des grands fondateurs de la couronne de France.	1 vol. avec 32 pl.
Sceaux des communes, communautés, évêques, barons et abbés.	1 vol. avec 24 pl.
Histoire de France par les Médailles : 1 ^o de Charles VII à Henri IV.	1 vol. avec 68 pl.
2 ^o de Henri IV à Louis XIV.	1 vol. avec 54 pl.
3 ^o de Louis XIV à 1789.	1 vol. avec 56 pl.
4 ^o Révolution française.	1 vol. avec 96 pl.
5 ^o Empire français.	1 vol. avec 72 pl.

IV

Recueil général de Bas-reliefs et d'Ornaments.	2 vol. avec 100 pl.
--	---------------------

ŒUVRES COMPLÈTES
DE
BARTOLOMEO BORGHESI

Publiées par les ordres et aux frais de S. M. l'Empereur **NAPOLÉON III**

ET PAR LES SOINS D'UNE COMMISSION COMPOSÉE DE

**MM. LÉON RENIER, J. B. DE ROSSI, N. DESVERGERS, CAVEDONI,
G. HENZEN, MINERVINI, RITSCHL, ROCCHI ET E. DESJARDINS, secrétaire**

LES ŒUVRES COMPLÈTES DE BORGHESI FORMERONT 5 SÉRIES

En vente : 1° Les **Œuvres numismatiques** en 2 vol. in-4... 40 fr.

2° **Œuvres épigraphiques** qui formeront plusieurs vol. in-4.
Tomes 1 et 2... 40 fr.

Sous presse : 3° Les **Fastes consulaires** en 2 vol. in-folio.

4° La **Correspondance**, dont la plus grande partie est inédite et
qui formera aussi plusieurs vol. in-4.

5° L'**Introduction**, comprenant la biographie et les œuvres littéraires
de Borghesi.

LETTRES, INSTRUCTIONS ET MÉMOIRES

DE

COLBERT

PUBLIÉS

d'après les ordres de l'Empereur, sur la proposition de M. le Ministre des finances

PAR **M. PIERRE CLÉMENT**, DE L'INSTITUT

Tomes I à III parus en cinq parties, gr. in-8. — Prix : 46 fr.

LE NORD DE L'AFRIQUE

DANS L'ANTIQUITÉ GRECQUE ET ROMAINE

ÉTUDE HISTORIQUE ET GÉOGRAPHIQUE

PAR

M. VIVIEN DE SAINT-MARTIN

OUVRAGE COURONNÉ EN 1860 PAR L'ACADÉMIE DES INSCRIPTIONS ET BELLES-LETTRES

1 vol. grand in-8 accompagné de 4 cartes (Imprimerie impériale). Prix : 12 fr.

JOURNAL DES SAVANTS

COMPOSITION DU BUREAU :

M. LE MINISTRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE, *Président.*

Assistants

M. LEBRUN, de l'Académie française.
M. GIRAUD, de l'Acad. des sciences morales.
M. NAUDET, de l'Académie des inscriptions
et des sciences morales.

M. MÉRIMÉE, de l'Acad. fr. et des inscript.

Auteurs

M. V. COUSIN, de l'Acad. fr. et sc. morales.
M. CHEVREUL, de l'Académie des sciences.
M. LIOUVILLE, de l'Académie des sciences

M. VILLEMMAIN, de l'Académie française et
des inscriptions.

M. BEULÉ, de l'Acad. des Beaux-Arts.

M. FLOURENS, de l'Acad. fr. et des sciences

M. PATIN, de l'Académie française.

M. MIGNET, de l'Acad. fr. et des sc. morales.

M. L. VILLET, de l'Acad. fr. et des inscript.

M. B. SAINT-HILAIRE, de l'Ac. des sc. mor.

M. LITTRE, de l'Académie des inscriptions.

CONDITIONS DE L'ABONNEMENT

Le Journal des Savants paraît chaque mois par cahiers de 8 feuilles in-4. Le prix de l'abonnement est de 56 fr. par an pour Paris, et de 40 fr. pour les départements.

Chaque année forme 1 volume. Il reste encore quelques exemplaires de la collection en 47 vol. au prix de 705 fr. On peut avoir ensemble ou séparément les années depuis 1850 jusqu'en 1865 au prix de 25 fr.

REVUE ARCHÉOLOGIQUE

OU

RECUEIL DE DOCUMENTS ET DE MÉMOIRES RELATIFS À L'ÉTUDE DES MONUMENTS
À LA NUMISMATIQUE ET À LA PHILOGIE

DE L'ANTIQUITÉ ET DU MOYEN ÂGE

PUBLIÉS PAR

M^{ME}, le vicomte de Rougé, de Longpérier, **F. de Sauloy**, **Alfred Maury**,
le duc de Luynes, **Renier**, **Brunet de Freme**, **Miller**, **Egger**, **Boulé**,

Membres de l'Institut;

Viollet-le-Duc, Architecte du Gouvernement;

général Creuly, **A. Bertrand**, **Chabouillet**, de la Société des Ant. de France;

A. Mariette, **Deveria**, Conservateurs du Musée du Louvre;

Vallet de Viriville, Professeur à l'École des chartes; **Ferrot**, **Houzey**,
de l'École d'Athènes, etc.

ET LES PRINCIPAUX ARCHÉOLOGUES FRANÇAIS ET ÉTRANGERS

MODE ET CONDITIONS DE L'ABONNEMENT

La *Revue archéologique* paraît chaque mois par cahiers de 64 à 80 pages grand in-8, qui forment, à la fin de chaque année, deux volumes ornés de planches gravées sur acier et de gravures sur bois intercalées dans le texte.

Prix : Paris : Un an, 25 fr. — Départements : Un an, 27 fr.

Les années 1860 à 1865, formant les 12 premiers volumes de la nouvelle série, coûtent chacune 25 fr. (Le souscripteur à l'année 1866 peut acquérir cette Collection pour 120 fr. au lieu de 300.)

PARIS. — IMP. SIMON RAÇON ET COMP., RUE D'ERFURTH, 1.

NOUVELLES PUBLICATIONS

De la Librairie Académique DIDIER ET C^e.

COMTE L. DE CARNÉ

- La Monarchie française au dix-huitième siècle.** Etudes historiques sur les règnes de Louis XIV et de Louis XV. 1 vol. in-8. 7 »
Histoire du Gouvernement représentatif en France, de 1789 à 1848. Ouvr. couronné par l'Académie française. 2 vol. in-8. 14 »
Les Fondateurs de l'Unité française. *Suger, saint Louis, Duquesclin, Jeanne d'Arc, Louis XI, Henri IV, Richelieu, Mazarin.* Etudes hist. 2 v. in-8. 14 »

M. DE BARANTE

- Vie politique de M. Royer-Collard,** ses discours et ses écrits. 2 v. in-8. 14 »
Histoire du Directoire de la République française, complément de l'*Histoire de la Convention*. 3 vol. in-8 cavalier. 21 »
Vie de Mathieu Molé (le *Parlement et la Fronde*), suivie de notices sur Edouard Molé et le comte Molé. 2^e édit. 1 vol. in-8. 7 »

VILLEMMAIN

- Souvenirs contemporains d'histoire et de littérature.** 1^{re} partie : M. DE NARBONNE, etc. 7^e édit. 1 v. in-8. 7 »
Souvenirs contemporains d'histoire et de littérature. 2^e partie : LES CENT-JOURS. 2^e édition. 1 vol. in-8. 7 »

ALBERT DE BROGLIE

- L'Eglise et l'Empire romain au IV^e siècle.** 3 parties en 6 vol. in-8.
 — 1^{re} partie : CONSTANTIN 3^e édition. 2 vol. in-8. 14 »
 — 2^e partie : CONSTANCE ET JULIEN. 3^e édition. 2 vol. in-8. 14 »
 — 3^e partie : VALENTINIE ET THÉODOSE. 2 vol. in-8. 14 »

COMTE DE FALLOUX

- Madame Swetchine.** *Sa vie, ses lettres, ses pensées.* 5 vol. in-8. 37 50
Madame Swetchine. *Journal de sa conversion.* Méditations et prières. 1 vol. in-8. 7 50
**Correspondance du R. P. Lacordaire et de M^{me} Swetchine. 1 v. in-8. 7 50
Louis XVI. 1 vol. in-12. 3 50
Histoire du pape saint Pie V. 2 vol. in-12. 7 »**

H. DE LÉPINOIS

- Le Gouvernement des Papes** et les révolutions dans les Etats de l'Eglise, d'après des documents authentiques, extraits du Vatican, etc. 1 volume in-8. 7 »

FRANCIS MONNIER

- Le Chancelier d'Aguesseau.** Sa conduite et ses idées politiques, etc., avec des documents nouveaux et des ouvrages inédits du chancelier. (Ouvrage couronné par l'Académie française.) 2^e édition. 1 vol. in-8. 7 »

BASTARD-D'ESTANG

- Les Parlements de France,** essai historique sur leurs usages, leur organisation et leur autorité. 2 beaux vol. in-8. 15 »

CH. MERCIER DE LACOMBE

- Henri IV et sa politique.** (Ouvrage couronné par l'Académie française.) 2^e édit. 1 vol. in-8. 6 »

AUG. POIRSON

- Histoire du règne de Henri IV** (grand prix Gobert de l'Académie française). 4 v. in-8. Tomes I à III parus. 23 »

GUADET

- Les Girondins.** leur vie politique, leur vie privée, leur proscription et leur mort. 2 vol. in-8. 12 »

E. ET J. DE GONCOURT

- Histoire de la Société française pendant la Révolution et le Directoire.** Nouv. édit. 2 vol. in-12. 7 »

TISSOT

- Turgot.** Sa vie, son administration, ses ouvrages. (Ouvrage couronné par l'Académie des sciences morales.) 1 vol. in-8. 6 »

BERTAULD

- Philosophie politique de l'histoire de France.** 1 vol. in-8. 6 »

